



Trous d'archives, trous de mémoire? Lacune degli archivi, vuoti della memoria?

Actes du 9^e colloque des archivistes de
l'Arc alpin occidental
Avignon – Rasteau – Vaison-La-Romaine
(Vaucluse),
17 – 19 octobre 2019

Avignon - Chambéry - Lausanne – Torino
septembre 2020

© Archivistes de l'Arc alpin occidental

Avertissement

Seuls les résumés des interventions de Marie-Claire Pontier, Claude-France Hollard et d'Emmanuelle Combet apparaissent dans les actes, en raison de la destination de leur texte à des revues ou autres publications spécialisées.

Avvertenza

Gli interventi di Marie-Claire Pontier, Claude-France Hollard e di Emmanuelle Combet compaiono negli atti solo in forma di sintesi in ragione della destinazione dei loro testi a riviste o altre pubblicazioni specializzate.

.

SOMMAIRE

[Pouvoir, mémoire, histoire : archives nécessairement lacunaires ?](#) Marco CARASSI, Sylvie CLAIR, Gilbert COUTAZ, Jean LUQUET et Christine MARTELLA page 5

Première session – Archives publiques – Pratiques professionnelles

Modérateur : Jean Luquet, directeur des Archives départementales de la Savoie

Erika CRISTINA (Archives d'État de Turin) : [Lacune, mancanze, tracce. Perdite, dispersioni, recuperi di documenti all'Archivio di Stato di Torino](#) page 9

Bernard THOMAS (Archives départementales de Vaucluse) : [Les archives de la légation d'Avignon. De la perte d'un fonds à sa « reconstruction » virtuelle](#) page 21

Antonella PIERI (Surintendance archivistique du Piémont et de la Vallée d'Aoste) : [Un fromage virtuel avec des trous réels. Ou comment sélectionner les archives numériques ?](#) page 33

Marie-Claire PONTIER (Archives départementales des Bouches-du-Rhône) : [L'expérience du groupe de travail pour la rédaction du cadre méthodologique pour l'évaluation, la sélection et l'échantillonnage des archives publique](#) page 43

Barbara KRÄUCHI et Guido KOLLER (Archives fédérales suisses) : [L'évaluation prospective](#) page 45

Deuxième session – Archives privées et communautaires

Modérateur : Marco Carassi, ancien directeur des Archives d'État de Turin

Gabriella BALLELIO (Archives de la Table Vaudoise, Torre Pellice) : [Perdere degli Archivi per salvarli. Le carte dell'Archivio valdese affidate a Cambridge nel 1658](#) page 53

Davide BOBBA (Archives d'Etat d'Asti) : [La costruzione dell'autobiografia personale e familiare dell'aristocratico Giuseppe Adolfo Roero di Cortanze attraverso la selezione e il riordinamento del suo archivio fatto dallo stesso produttore](#) page 61

Federica TAMMARAZIO (archiviste et historienne de l'art, Turin) : [« Un artista senza bohème et senza strambeze » : le lacune nell'archivio delle sculture Michelle Guerrisi](#) page 67

Renzo IACOBUCCHI (Archivio del Moderno, Accademia di architettura, Università della Svizzera Italiana) : [Vuoti documentari in fondi di architetti : alcune casi dall' « Archivio del Moderno »](#) page 75

Troisième session : Archivistes et historiens s'efforcent de combler les lacunes

Modérateur : Gilbert Coutaz, directeur honoraire des Archives cantonales vaudoises

Paola CAROLI (Archives d'État de Turin) : [Il fondo Casa di Sua Maestà all'Archivio di Stato di Torino : storie di vuoti, di assenze e di dispersioni, il caso dell'Archivio dell'Intendenza generale della Casa Eugenio di Savoia-Carignano \(1834-1888\)](#) page 87

Claude-France HOLLARD (conservateur en chef du patrimoine honoraire) : [Une histoire de disparitions : le cas des archives des Baux, princes d'Orange \(mi-XII^e-1417\)](#) page 103

Stefano GARDINI et Valentina RUZZIN (Archives d'État de Genova et Université de Genova) : [« Inquiratur in curia romana ». Iacopo Doria, annalista e archivista, e l'integrazione delle lacune documentarie dell'Archivio del Comune di Genoa \(sec. XIII\)](#) page 105

Modérateur : Sylvie Clair, directrice des Archives municipales de Marseille

Gilbert COUTAZ (Archives cantonales vaudoises) : [L'Histoire de la Suisse soumise aux « trous de mémoire »](#) page 113

Rosanna COSENTINO et Marinella BIANCO (archivistes indépendantes en Piémont) : [Gli archivi d'impresa di ambito tessile : colmare le lacune in modo creativo](#) page 124

Emmanuelle COMBET (Archives départementales de Savoie) : [Sur la collecte mémorielle de la Première Guerre mondiale](#) page 135

Emilie POIRSON (Institut National des Sciences Appliquées, Lyon) : [Mai 1968 à l'INSA de LYON : comment organiser une exposition sans archives insaliennes ?](#) page 137

En guise de conclusion.

[L'appel à l'Histoire et aux pratiques professionnelles, les jeux de miroir entre les « trous d'archives » et les « trous de mémoire »](#) Marco CARASSI, Sylvie CLAIR, Gilbert COUTAZ et Jean LUQUET page 145

[Intervenant.e.s](#) page 149

POUVOIR, MÉMOIRE, HISTOIRE, ARCHIVES NÉCESSAIREMENT LACUNAIRES ?

Marco CARASSI, Sylvie CLAIR,
Gilbert COUTAZ, Jean LUQUET et Christine MARTELLA

« ... la destruction d'une archive, d'un musée, d'une ville – ces témoins de l'histoire passée – vaut oubli. Il y a oubli là où il y a eu trace. Mais l'oubli n'est pas seulement l'ennemi de la mémoire et de l'histoire. Il existe aussi un oubli de réserve qui en fait une ressource pour la mémoire et pour l'histoire. »

Paul Ricœur. *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris, Seuil, 2000, p. 374.

Depuis 1993, à des intervalles irréguliers, les archivistes de l'arc alpin occidental se réunissent alternativement dans un des pays frontaliers : France, Italie et Suisse. Mus par des liens d'amitié et la curiosité professionnelle, ils se sont à nouveau retrouvés, en octobre 2019, dans la région d'Avignon, pour un neuvième colloque, sur le thème « Trous d'archives, trous de mémoire ? ». Pendant deux jours, ils ont débattu devant une quarantaine de participants d'une problématique au cœur de leur métier, la constitution de la mémoire, et encombrante à porter, puisqu'ils ont droit de vie ou de mort sur les documents par l'évaluation.

Notre réflexion s'est nourrie de plusieurs considérations professionnelles et de nos échanges d'expériences qui n'ont pas nécessairement débouché sur un exposé lors du colloque. Il est judicieux de les rappeler ici, pour mesurer la distance avec ce qui a été programmé.

La première considération tient au fait qu'au fil des siècles, mais surtout dans la période récente, les guerres, les incendies les inondations, les tremblements de terre, les catastrophes naturelles, la bêtise et la négligence des hommes ont engendré des pertes irréversibles. Les « trous d'archives » ne peuvent être que constatés et regrettés. Ils constituent souvent un affaiblissement de l'audience de l'institution d'archives, son rôle de mémoire s'en trouve péjoré.

Autre constat : les archives résultent de processus intentionnels et accidentels, transparents ou non documentés. Elles sont le fruit de l'évaluation avec sélection, elles sont ce qui reste après avoir abandonné des parts à l'oubli ou avoir accepté des brèches dans la constitution de la mémoire. Conserver sans choisir n'est pas encore un travail de mémoire, ce qui hérisse ceux qui pensent que le numérique peut tout enregistrer, sans effort, par ses capacités de captation automatique. Dès lors, faut-il entretenir ce fantasme ou le fuir ? Faut-il s'en remettre au fait que les archives historiques ne pourront jamais couvrir le champ complet des témoignages réellement produits ou souhaités ? En raison d'archives fragmentaires, doit-on accepter les « trous de mémoire » ? Sont-ils inévitables, une fatalité consentie, « par-delà les lacunes, l'accès à l'essentiel » ? La « chose archivée » ne

doit-elle pas être mise en cause ? Si les archives sont riches, on s'en réjouit. Par contre, si leur nombre est modeste, on s'en contente, sans s'interroger davantage sur les raisons de l'amnésie. Autant de questions dérangelantes sur tout acte de réminiscence ou de mise en accusation de l'oubli.

L'histoire des archives nous enseigne que des « trous d'archives », pour certains occasionnels et momentanés, pour d'autres coupables, tiennent à la nature et à l'existence des inventaires. Ceux rédigés jusque dans le courant du XVIII^e siècle ne reflétaient pas la richesse documentaire conservée jalousement et à l'écart de toute indiscretion, dans les locaux d'archives. Ils s'en tenaient aux droits réels et utiles à la gestion administrative, délaissant, sans pour autant les éliminer, les documents sans portée juridique. C'est au moment de la reconnaissance de leur valeur patrimoniale, au XIX^e siècle, sous l'influence des sociétés d'histoire, que les parts écartées furent le plus souvent intégrées aux inventaires. Les archivistes ont été alors considérés comme les agents de la conservation qui, confrontés aux masses, ont momentanément vanté les avantages du microfilmage de substitution pour en garder la trace (on est dans les années 1950), avant de se résoudre à procéder à de fortes éliminations, encadrées par des outils méthodologiques. L'évaluation s'est imposée comme le cœur du métier d'archivistes. Elle est une réalité incontournable et au bénéfice d'un corpus doctrinal qui s'est étoffé depuis ses premiers balbutiements. Selon les tendances professionnelles, on évalue pour conserver, on évalue pour éliminer, on met les ressources et les énergies sur ce qu'il faut garder plutôt que ce qu'il faut détruire. Des critères de coûts et d'état conservatoire peuvent favoriser l'élimination qui doit se pratiquer dans des conditions strictes de transparence, faute de quoi les « trous d'archives » se doublent de « trous de mémoire ».

Une des conséquences collatérales de l'avalanche paperassière, amplifiée par l'envahissement de l'informatique, est le déficit d'inventaires, d'autant plus grave à une époque où les échanges de données sont essentiels. Le clic informatique est d'un usage pervers, dans le sens que sur la base de quelques interrogations, on pense que les documents n'existent pas. En fait, les « trous d'archives », s'ils sont provoqués par l'absence d'inventaires correspondant aux fonds conservés, peuvent l'être aussi parce que les caractéristiques de la description, désormais au bénéfice de normes universelles, sont insuffisamment appliquées par les auteurs, mais surtout mal exploitées par leurs utilisateurs. On parle de lacunes, en faisant une confiance aveugle à la consultation en ligne, sans la suivre d'une visite sur place et sans consulter les archivistes.

Les archivistes n'ignorent pas que le travail de l'historien consiste souvent à reconstituer un passé à partir de traces, d'épaves documentaires et de sources incomplètes - cela est d'autant plus vérifié pour les périodes reculées - et que le chercheur n'observe pas d'une institution à l'autre la même richesse documentaire dans les fonds d'archives, la même variété de fonds d'archives et des archives d'origine privée à côté des archives officielles. Il faut interroger les politiques des versements et des acquisitions pour caractériser des états documentaires disparates entre les dépôts d'archives, partant des « trous d'archives » et des « trous de mémoire » répartis différemment, malgré des directives contraignantes et des unités de doctrine. D'autre part, il y a un décalage entre histoire en tant qu'investigation professionnelle, résultat de confrontations entre spécialistes, et mémoire collective, celle-ci se voulant élective, oublieuse et imaginative. Il n'empêche que la mémoire collective est importante pour fonder la cohésion sociale, comprendre les caractéristiques et les évolutions d'une communauté. Elle peut ignorer des faits, pourtant bien renseignés dans les fonds d'archives, parce qu'ils répondent à des critères de territorialité et au passé commun des personnes. Ou bien sont-ils tout au plus des parcelles mémorielles, sectorielles, catégorielles et individuelles qui, travaillées transversalement par les historiens, restitueront une ou plusieurs mémoires collectives?

Si les archives historiques sont le soubassement de toute mémoire collective, elles n'en sont pour autant la mémoire collective. En ce sens, les dépôts d'archives, tout en restant des lieux où la liberté d'interprétation est souveraine, sont davantage des lieux de création que des refuges de la mémoire collective. Les trous de mémoire peuvent dans ce contexte être provoqués par des retards historiographiques davantage que par des « trous d'archives ».

On le voit, le thème du colloque permet différentes lectures qui ne se résument pas au simple constat de pertes physiques d'archives et d'une mémoire partielle et partiale, du désordre dans la gestion et la communicabilité des archives et des défaillances de la mémoire. Il est sensible et a pris une tournure polémique quand le débat public s'est porté sur les « archives essentielles ». L'expression a été utilisée à l'aune de critères financiers et comptables pour prendre en compte le manque de ressources humaines et de locaux de conservation. D'autres, dont les historiens et les généalogistes, y ont vu une atteinte à la recherche. Les archivistes interpellés se sont interrogés sur leur rôle: qui sera habilité à déterminer la qualité d'essentielle à un document ? Le producteur ? L'archiviste ? L'utilisateur ?

Enfin, il faut se questionner sur les raisons de la non-rencontre entre les archives et la collectivité, alors que les attentes sociétales augmentent. Doit-on conclure que la mémoire collective est victime de la manipulation de l'opinion publique, d'un refoulement spontané imputable à la mauvaise conscience sociale, ou encore est-ce l'effet pacificateur d'une mémoire réconciliée ou apaisée qui exige de ne pas trop insister sur ce qui a été pardonné ? Dès lors, faut-il souhaiter des situations de crise pour que l'on parle d'archives et que l'on constate les « trous d'archives » et les « trous de mémoire » par le devoir de mémoire ?

Le Colloque de Rasteau a axé la réflexion sur l'origine de ces lacunes, leur signification et la possibilité de les maîtriser à la source, d'en faire un choix délibéré ou encore d'y porter remède ensuite.

Ainsi, dans la première session, les intervenants ont été invités à se pencher sur la problématique des archives publiques, où la responsabilité des producteurs et des conservateurs d'assurer la sauvegarde des droits (partant la transparence administrative nécessaire à une société démocratique) réside dans un cadre juridique relativement clair, quoique tolérant une grande variabilité d'applications concrètes. L'objectif était de discuter des pertes constatées aujourd'hui dans les archives accumulées dans les dépôts publics et provoquées par des choix malheureux et des mésaventures d'autrefois ; leur analyse s'est étendue aux pratiques archivistiques de l'évaluation avec sélection, ainsi qu'aux éliminations volontaires pour renforcer la conservation de ce qu'il a été choisi de garder. La même réflexion a été reprise pour parler des archives nativement numériques, dont la conservation exige des attentions particulières tout au long du cycle de vie des documents, sans quoi les archives ne pourront pas être récupérées.

La deuxième session a pris en considération les archives privées dont les producteurs et propriétaires (particuliers, familles, entreprises, associations...) n'ont que de faibles obligations juridiques et sont en conséquence tentés de sélectionner les témoignages de leurs activités en fonction non seulement de l'intérêt immédiat, mais aussi de l'image qu'ils veulent faire passer à long terme d'eux-mêmes. On a affaire alors à la mémoire lisse ou expurgée. L'étude de ces

constructions historiques artificielles est d'un grand intérêt pour comprendre les craintes et les pulsions secrètes qui hantent tant d'acteurs sociaux.

Enfin, la troisième session aborde les moyens de combler les lacunes des archives en ayant recours aux relations entre les sources qui s'éclairent réciproquement, ce qui appartient au travail de l'archiviste, ainsi qu'aux efforts d'interprétation des faits et des événements conduits par les historiens. Comme propos paradoxal, peut-on se passer d'archives pour organiser une exposition commémorative ? Autrement dit, les lacunes d'archives sont-elles un frein à toute initiative de mémoire ?

Marco CARASSI

Ancien président de l'Association nationale des archivistes italiens (ANAI)

marco.carassi@hotmail.it

Sylvie CLAIR

Directrice des Archives municipales de Marseille

sclair@marseille.fr

Gilbert COUTAZ

Directeur honoraire des Archives cantonales vaudoises

gilbert.coutaz@citycable.ch

Jean LUQUET

Directeur des archives, du patrimoine et des musées

Conseil départemental de la Savoie

jean.luquet@sfr.fr

Christine MARTELLA

Chef du service des Archives départementales de Vaucluse

christine.martella@vaucluse.fr

LACUNE, MANCANZE, TRACCE
PERDITE, DISPERSIONI, RECUPERI DI DOCUMENTI
ALL'ARCHIVIO DI STATO DI TORINO

Erika CRISTINA

Pur senza pretese di esaustività, questo intervento intende individuare diverse categorie di lacune esistenti nell'Archivio di Stato di Torino e di analizzarne le caratteristiche. La varietà delle situazioni che si presentano all'occhio odierno è al tempo stesso traccia del tempo trascorso e segno della complessità delle pratiche conservative che hanno interessato e interessano ancora oggi la documentazione archivistica presente negli Archivi di Stato italiani. Ne discende la forma degli archivi stessi e, con essa, lo stato della memoria da una parte e della storia dall'altro. Prendere atto delle lacune d'archivio consente di riconoscerle e analizzarle, ricostruire i motivi e le modalità delle dispersioni da cui hanno avuto origine, rendere gli utenti consapevoli di tali silenzi documentari e, dove possibile, selezionare gli strumenti necessari per colmare queste mancanze. Le lacune che vengono qui presentate (testimonianze della storia plurisecolare dell'Archivio di Torino) possono essere raggruppate come segue : lacune legate all'attività amministrativa (cattive pratiche, selezioni, scarti) ; lacune legate ad eventi traumatici (rivoluzioni, guerre, incendi) ; lacune legate a decisioni politiche (cessioni, epurazioni, smembramenti). Non tutte le lacune sono rimaste tali, alcune sono state colmate, altre ancora sono state fortunatamente evitate.

Lacunes, absences, traces. Pertes, dispersions et récupérations de documents aux Archives d'État de Turin

Sans prétendre à l'exhaustivité, cet article passe en revue différentes catégories de lacunes existantes aux Archives d'État de Turin pour en analyser les caractéristiques. La variété des situations qui se présentent aujourd'hui à l'œil est la trace du temps passé et en même temps signe de la complexité des pratiques de conservation des fonds dans les Archives d'État italiennes. Il en résulte la forme même des Archives, ainsi que l'état de la mémoire et de l'histoire. Se rendre compte des lacunes permet de les reconnaître, les analyser et de remonter aux causes et aux modalités des dispersions. Tout en rendant les utilisateurs conscients de tels silences et sélectionnant les instruments pour y porter remède. Les témoignages des lacunes qui jalonnent l'histoire séculaire des Archives d'État de Turin permet de les classer comme suit : lacunes liées à l'activité administrative (mauvaises pratiques, sélections et tris non corrects); lacunes dérivant d'événements traumatiques (révolutions, guerres, incendies); lacunes dues à des décisions politiques (cessions, épurations, démembrements). Heureusement à certaines lacunes on a porté remède, d'autres ont été parées à temps.

« ...la memoria scritta sulla memoria distrutta giace nel silenzio degli
 archivi. Appartiene infatti all'archivio degli archivi. È una
 memoria,
 quando c'è, nascosta... »¹

« Un oggetto che parla della perdita, della distruzione, della sparizione
 di oggetti. Non parla di sé. Parla di altri. Includerà anche loro? »²

La necessità di individuare quali possano essere le « lacune presenti » in un Archivio evidenzia il fatto che questa istituzione non è un luogo neutrale, che nasce, si sviluppa e agisce senza interessi³.

¹ Zanni Rosiello, I., « Spurghi e distruzioni di carte d'archivio », in *Quaderni storici*, n° 54, 1983, p. 996.

² Jasper Johns citato in Ginzburg, C., *Spie. Radici di un paradigma indiziario*, in *Miti, emblemi, spie. Morfologia e storia*, Torino, Einaudi 1986, p. 158.

³ « The power of the archive is witnessed in the act of inclusion, but this is only one of its components. The power to exclude is a fundamental aspect of the archive. Inevitably, there are distortions, omissions, erasures, and silences in the archive. Not every story is told », Carter, R. G. S., « Of Things Said and Unsaid : Power, Archival Silences, and Power in Silence », in *Archivaria, The Journal of the Association of Canadian Archivists*, n° 61, 2006, p. 215-233.

Tra gli «interessi » dell'Archivio, rileviamo quello all'inclusione così come quello all'esclusione. Gli archivisti si confrontano costantemente con la necessità di scegliere cosa includere e cosa escludere dall'attività di conservazione : che siano orientamenti della dottrina, decisioni passive, risorse limitate, vincoli organizzativi o eventi inaspettati, non tutti i documenti ricevono la stessa attenzione e ad alcuni di essi viene negato un posto nell'Archivio. Ne discende la forma degli archivi stessi e, con essa, lo stato, mutevole, della memoria e della storia. Prendere atto delle presenze così come delle assenze consente di riconoscere queste ultime come tali, o meglio di individuare e analizzare quelle di cui si ha contezza, per ricostruire i motivi e le modalità delle dispersioni da cui hanno avuto origine, rendere gli utenti consapevoli di tali silenzi e, se possibile, selezionare gli strumenti necessari per colmare queste mancanze.

La possibilità di utilizzare come fonte primaria la documentazione conservata nei fondi dei *Regi Archivi di Corte* e dell'*Archivio dell'Archivio di Stato di Torino* è stata di fondamentale importanza per questa presentazione : gli inventari dei due fondi (il primo di epoca ottocentesca, l'altro redatto nel 2006) sono indispensabili per individuare le lacune esistenti e analizzarne le caratteristiche. Quale ulteriore strumento è stata utilizzata l'edizione critica del manoscritto di Giuseppe Fea (architetto e topografo nei ruoli dei Regi Archivi dal 1815) « Cenno storico sui Regi Archivi di Corte »¹, già fonte di ispirazione per molti lavori di ricerca condotti in Archivio e sull'Archivio : il racconto dettagliato delle vicende e delle operazioni che resero possibile l'organizzazione degli archivi sabaudi è una fonte preziosa per l'individuazione di alcuni vuoti venutisi a creare dalla loro formazione (XIV secolo) e fino al 1850. Il manoscritto originale è conservato presso la Sezione Corte, nel detto fondo dei *Regi Archivi* (categoria 1, mazzo 5, fascicolo 1) : la storia stessa del suo arrivo (o ritorno) in Archivio è un esempio lampante di quanto la conservazione delle fonti sia spesso alla mercé di eventi (in questo caso personali) non controllabili².

Le tipologie di vuoti che verranno presentate possono essere raggruppate come segue :

- lacune legate all'attività amministrativa (cattive pratiche, selezioni, scarti) ;
- lacune legate ad eventi traumatici (rivoluzioni, guerre, incendi) ;
- lacune politiche (cessioni, epurazioni, smembramenti).

Non tutte le lacune sono rimaste tali, alcune sono state colmate, altre ancora sono state evitate : la varietà delle situazioni che si presentano all'occhio odierno è un'ulteriore « traccia del tempo che è trascorso dal giorno in cui [un documento] è stato scritto, fino a noi »³ nonché il segno della complessità delle pratiche conservative che hanno interessato e interessano ancora oggi la documentazione archivistica presente negli Archivi di Stato italiani⁴.

¹ Fea, G., *Cenno storico sui Regi Archivi di Corte, manoscritto, Torino 1850 (Collatum cum originali existentes in hoc regio archivio)*, edizione a cura degli archivisti dell'Archivio di Stato di Torino, Torino, Archivio di Stato di Torino, 2006.

² Nel 1936 il canonico della parrocchia di Santa Maria della Scala di Moncalieri Sebastiano Gribaudo offre al Sovrintendente del Regio Archivio di Torino Gian Carlo Buraggi il manoscritto originale di Giuseppe Fea, probabilmente lasciato alla parrocchia in eredità dalla vedova dell'archivista dopo la sua morte, avvenuta nel 1900, 43 anni dopo quella del marito (Archivio di Stato Torino, d'ora in poi ASTo, *Archivio dell'Archivio*, mazzo 744, fascicolo 2005).

³ Zanni Rosiello, I., « La trasmissione della memoria documentaria », in Binchi, C., e Di Zio, T., *L'archivista sul confine. Scritti di Isabella Zanni Rosiello*, Roma, Ministero per i Beni e le attività culturali, Ufficio centrale per i beni archivistici, 2000, p. 338.

⁴ Di fondamentale importanza per la conoscenza del patrimonio conservato è ancora la *Guida generale degli Archivi di Stato italiani*, Roma, 1981-1994 : <http://guidagenerale.maas.ccr.it/link> (ultima consultazione il 23/03/2020). Oltre a individuare le situazioni che verranno presentate, la seguente ricerca ha permesso di ragionare

Dispersioni d'ufficio

Nel raccontare la morte nel 1749 del marchese di S. Tommaso, già primo Segretario di Stato, che aveva cessato le sue funzioni nel 1717, e dalla cui casa erano state ritirate le scritture relative alla sua carica, Giuseppe Fea sostiene :

« I riguardi che il governo stimò sempre di usare verso le persone che cessavano da eminenti cariche, o verso i loro eredi in occasione della morte delle medesime, fecero sì che probabilmente varie scritture andarono perdute e quelle che ritiraronsi dalle loro case giunsero quasi sempre tardi per poter ancora essere rapportate al loro luogo nei rispettivi inventarii. Credo sarebbe utile che con una legge si andasse al riparo di tali inconvenienti »¹.

Non sembra che la situazione fosse in seguito migliorata, se a distanza di qualche decennio era ancora necessario ritirare con attenzione le carte dalle case dei funzionari deceduti (gli archivisti talora non sono stati da meno)². Il problema della conservazione della documentazione corrente si ripresenta con quella prodotta dai delegati della Corte sabauda di stanza all'estero, come dimostra un elenco della metà del XVIII secolo secondo il quale molte delle lettere e memorie prodotte e ricevute dai ministri non erano state rimesse agli Archivi torinesi. Un controllo sull'inventario attualmente in uso del fondo *Lettere Ministri* dimostra che carte del genere, riferite all'attività dell'ambasciatore sabauda a Parigi Tommaso Felice Ferrero della Marmora, sono state a un dato momento recuperate : esse ricompaiono infatti nella donazione fatta ai Regi Archivi dal marchese Tommaso Ferrero della Marmora nel 1864, dalla quale sono state recuperate carte diverse e inserite, secondo l'argomento, nei fondi dell'Archivio di Corte (*Storia della Real Casa, Materie criminali, Benefizi, Paesi, Cerimoniali, Vescovadi, Trattati diversi, Lettere Ministri*). Il fondo Ferrero della Marmora, costituito dal carteggio tra il rappresentante della corte sabauda in Francia e Torino per gli anni 1674-1699, va a completare quanto conservato nel fondo *Lettere Ministri, Francia*.

Non frequenti, fortunatamente, sono i casi (documentati) di furti : nel 1775 un certo Lapierra, inva-

sul dibattito, vivo all'interno della comunità scientifica, sulla figura dell'archivista, trovando allo stesso tempo argomenti a favore della definizione che lo vede quale guardiano della memoria e di quella che lo descrive come creatore autonomo, o interprete, dell'archivio, responsabile della presenza del documento, delle sue forme, delle sue aggregazioni, nel complesso sistema delle fonti oggi disponibili : Duranti, L., « The Concept of Appraisal and Archival Theory », in *American Archivist*, n° 57, 1994, p. 328-343 ; McIntosh, R., « The Great War, Archives, and Modern Memory », in *Archivaria. The Journal of the Association of Canadian Archivists*, n° 46, 1998, p. 1-31.

¹ Fea, G., *Cenno storico sui Regi Archivi di Corte, manoscritto, Torino 1850 (Collatum cum originali existentes in hoc regio archivio)*, edizione a cura degli archivisti dell'Archivio di Stato di Torino, Torino, Archivio di Stato di Torino, 2006, carta 100 (p. 75).

² ASTo, Regi Archivi, categoria 2, mazzo 4, fascicolo 3 (Inventario delle scritture esistenti presso Sua Eccellenza il Signor Gran Cancelliere Conte Caissotti di Santa Vittoria le quali sono state li 4 giugno 1775 d'ordine regio rimesse a mani dell'intendente Ravalda archivista segreto di S.M. da Vittorio Pozzi segretario in tal tempo di detta Sua Eccellenza. Stato ritirato ne' Regi Archivi dopo la morte di detto Gran Cancelliere seguita in Torino li 8 aprile 1779, 1775 4 giugno) e fascicolo 8 (Nota de' tipi, disegni, e scritture state rimesse ai Regi Archivi di Corte dall'erede del fu Direttore Topografo, e custode della Regia Topografia Antonio Durieu, 1777) ; mazzo 5, fascicolo 2 (Nota delle scritture, e manoscritti stati d'ordine di S.M. ritirati dalle camere d'ultima abitazione del signor Cavaliere Scozia. Con una nota delle persone presso le quali si è supposto che dal signor Cavaliere fossero state depositate varie scritture, pergamene, e libri, e verbale di remissione fatta all'Economo del patrimonio e beni del predetto Cavaliere di tutti i libri d'ordine di S.M. fatti trasportare ai Regi archivi, 10 febbraio 1783) e fascicolo 4 (Inventario delle scritture ritirate dall'Archivista Marino dalla casa d'abitazione di S.E. il conte Chiavarina di Rubiana, Sovrintendente, e Presidente capo di questi Regi Archivi di Corte, s.d.).

lido al servizio dei Regi Archivi, chiede di venir rilasciato dalle carceri di Porta Palazzo, dove è rinchiuso per aver rubato da essi, in complicità con tal Giuseppe Marino, diversi esemplari di Regie Costituzioni, Tariffe, e rami del Borgonio¹. La pena rimane esemplare (la richiesta di scarcerazione viene accolta ma il colpevole non è riammesso nei ruoli militari) ma si tace della refurtiva.

L'utilità del conservare : selezioni, scarti, campionature

Con Patenti del 5 ottobre 1729 viene nominato Regio archivista l'avvocato Giovanni Claudio Garbiglione : in seguito all'Istruzione del 19 maggio 1731 con la quale il re ordina di individuare tutte le carte inutili o che devono essere traslocate in altri archivi, Garbiglione

« presentò un progetto per l'evacuazione da farsi dal Regio Archivio di varie scritture, del quale se ne fece relazione a S.M. li 10 giugno 1731 [...]. Al capo 10° del progetto medesimo leggesi “ Vi sono delle centinaia di massi di lettere, memorie e suppliche di diversi particolari de' tempi antichi cominciando dall'anno 1505 e continuando successivamente sino al tempo presente. Si sono già separate in essi massi le lettere e scritture che si sono credute essere di qualche utilità, onde può il rimanente considerarsi come inutile, perciò potrebbero tali scritture che si ritrovano anteriori al principio del regno di S.M. il re Vittorio Amedeo o abrucciarsi o pure mettersi in luogo appartato come scritture di rifiuto ”. [...] Questi mazzi si trovano ancora ed erano in sì gran numero che riempivano le scanzie tutte di un mezzanino di questi Regi Archivi nell'anno 1839, in cui si diede mano ad esaminarli e pochissime furono le lettere e le scritture che si trovarono le quali non meritassero di essere conservate [...] »².

Di tutta la documentazione archivistica prodotta nel passato e nel presente, si è conservata (e si conserva) quella che si è ritenuto (e si ritiene) utile conservare. Può cambiare nel tempo il concetto di utilità : il funzionario (o il sovrano) nel Settecento per la trattazione di una pratica poteva ritenere necessario consultare documentazione di decenni o secoli precedenti, che quindi manteneva un'ipotetica utilità pratica e una valenza giuridica a lungo termine. Ai nostri giorni (e già a partire dai primi decenni del XIX secolo), l'amministrazione procede con tempi diversi e di conseguenza cambiano anche i modi e le ragioni della conservazione : la documentazione d'archivio, a partire da una certa data, acquisisce un valore quasi esclusivamente storico e culturale e, nell'impossibilità di conservare tutto quello che viene prodotto, si deve prevedere un'attività selettiva che evidenzi questo valore in quanto si intende tramandare.

Anche in epoche relativamente recenti si assiste a selezioni non molto accurate dei documenti. Una sorta di gara alla distruzione indiscriminata di carte d'archivio si verifica ad esempio negli anni 1916-1923. Un provvedimento concernente la « semplificazione del provvedimento per gli scarti » viene emanato nel 1916 in deroga alla legge per gli archivi del 1911³. Lo scarto poteva essere

¹ ASTo, *Regi Archivi*, categoria 1, mazzo 2, fascicolo 26.3, 26 maggio 1775.

² Fea, G., *Cenno storico sui Regi Archivi di Corte*, manoscritto, Torino 1850 (Collatum cum originali existentes in hoc regio archivio), edizione a cura degli archivisti dell'Archivio di Stato di Torino, Torino, Archivio di Stato di Torino, 2006, carte 92-94 (p. 72-73).

³ Zanni Rosiello, I., « Spurghi e distruzioni di carte d'archivio », in *Quaderni storici*, n° 54, 1983, p. 1001. Nel Regio Decreto 2 ottobre 1911, n. 1163 che approva il Regolamento per gli Archivi di Stato, l'art. 69 recita : « Quali siano gli atti da eliminare sarà dichiarato, per iscritto, da una commissione designata di volta in volta dal ministro competente, composta, per le amministrazioni centrali, di due funzionari superiori dell'amministrazione alla quale gli atti appartengono, e del soprintendente dell'archivio del Regno, e per le magistrature ed amministrazioni non centrali, di impiegati dell'ufficio al quale gli atti appartengono ovvero di impiegati a riposo o di persone estranee specialmente competenti e del soprintendente o direttore dell'archivio della circoscrizione o di un suo incaricato.

approvato dagli uffici statali senza la presenza di archivisti : le direzioni competenti per circoscrizioni si limitavano a mettere un visto sugli elenchi redatti dagli uffici che erano poi inoltrati agli organi centrali per l'approvazione. Le disposizioni avevano il duplice scopo di facilitare l'azione « del Comitato nazionale...per la raccolta dei rifiuti d'Archivio a beneficio dell'Associazione della Croce Rossa italiana, nonché di facilitare al mercato nazionale l'approvvigionamento di materiale per la fabbricazione della carta » oltre che di « rendere più spedita la procedura per gli scarti di atti, in vista del difetto di personale causato dai richiamati alle armi ed anche per economia delle spese »¹. La Questura di Torino nel marzo 1916 propone al Soprintendente dei Regi Archivi l'« alienazione d'atti inutili », ovvero di quei documenti della soppressa Delegazione di Polizia di Chieri, o poiché se ne conserva copia nell'Ufficio Centrale, o anche per mancanza di spazio, considerato che quegli atti non « vengono mai ricercati, la qual cosa riduce assai l'eventuale interesse storico o statistico loro attribuito, che ne motivò la conservazione ». Il Soprintendente non si oppone alla distruzione, purché vengano consegnati elenchi dettagliati della documentazione indicata. Diversa l'attenzione prestata alla conservazione dal Provveditorato agli studi di Torino : il 30 novembre 1935 una lettera del Ministero dell'Educazione Nazionale, avente come oggetto la cernita di carte e di atti di archivio, richiede ai Regi Provveditori di dare urgenti istruzioni ai Regi Ispettori scolastici e direttori perché procedano alla scelta e alla raccolta di tutti quegli stampati (pubblicazioni, moduli) di cui non si reputi necessaria la conservazione, per destinarli al macero. Ulteriori specificazioni indicano le modalità utilizzate per raccogliere la carta nelle scuole, gli elenchi schematici delle proposte di scarto e se la cellulosa potesse essere donata alla Croce Rossa Italiana o all'Opera Nazionale Balilla². Con il Decreto del Presidente della Repubblica n. 1409 del 30 settembre 1963 (articoli 25, 26 e 27) cambia radicalmente la natura delle valutazioni dello scarto dei documenti degli uffici statali : le commissioni di sorveglianza, diventano strutture di collegamento organico e permanente tra gli Archivi di Stato e gli archivi delle amministrazioni dello Stato ; loro compito precipuo è quello di vegliare sulla formazione degli archivi correnti mediante la corretta tenuta del protocollo e degli strumenti gestionali quali il piano di classificazione, il titolario e il massimario per lo scarto.

Gli elenchi compilati dalle commissioni suddette, accompagnati da una relazione riassuntiva delle ragioni dell'eliminazione, sono trasmessi in duplice esemplare al Ministero dell'Interno, e debbono contenere l'indicazione della data iniziale e di quella terminale di ciascuna serie, la quantità, almeno approssimativa, delle carte relative e i motivi specifici della proposta eliminazione. Gli elenchi delle magistrature e delle amministrazioni non centrali, compilati analogamente, sono trasmessi, a mezzo del ministero competente, il quale esprimerà il suo parere. Il Ministero dell'Interno decide definitivamente, udita la Giunta del Consiglio per gli Archivi, e, nei casi dubbi, il Consiglio per gli Archivi, determinando se le carte da eliminare debbano essere bruciate, macerate o cedute in libero uso ».

¹ Il Ministero dell'Interno, su specifica richiesta di precisazioni, afferma che le disposizioni riguardano gli Archivi governativi ma nulla vieta a quelli di Province, Comuni e altre istituzioni pubbliche di contribuire allo stesso modo « all'opera patria » (pur rimanendo obbligatoria l'approvazione degli scarti da parte dei relativi organi consiliari, da sottoporre a approvazione dei Prefetti previo nulla osta dei soprintendenti o Direttori degli Archivi di Stato competenti) : ASTo, *Archivio dell'Archivio*, busta 353, fascicolo 1507 : precisazioni del Ministero dell'Interno sul Decreto luogotenenziale 30 gennaio 1916 sullo scarto degli archivi degli uffici governativi, 4 febbraio e 29 giugno 1916.

² ASTo, *Provveditorato agli studi di Torino*, mazzo 1538, fascicolo 1. Nello stesso mazzo, in una lettera del 27 aprile 1936, il Ministero dell'Educazione Nazionale stabilisce la nomina delle Commissioni previste dal 2° comma dell'art. 69 del R.D. 2 ottobre 1911, n. 1163. Viene inoltre sottolineato il fatto che « in ogni caso dovrà essere usata sempre la massima oculatezza e prudenza nel fare le proposte di eliminazione di carte e documenti per i quali non esistano particolari disposizioni » : si veda l'inventario del fondo a cura di Luca Reano e Irene Scalco, 2017.

Nel dicembre del 1963 il Ministero della Pubblica Istruzione invia a tutti gli Istituti scolastici una circolare, avente come oggetto il nuovo [...] titolario per gli archivi, da applicare a partire dal 1° gennaio 1964. La circolare fornisce precise indicazioni sulla conservazione dei fascicoli personali, sulla registrazione degli atti, sul servizio d'archivio e sullo scarto. A Torino il Provveditorato ha effettuato due versamenti all'Archivio di Stato, rispettivamente nel 1999 e nel 2001, seguiti da una campionatura, esclusa dallo scarto, di 79 mazzi, risultati dai lavori della Commissione di sorveglianza del 2001, che ha esaminato ogni tipologia di atto proposto per lo scarto tenendo conto « della conclusione di tutte le fasi operative ed anche dell'efficacia probatoria dei documenti » e ha inteso conservare « congrua campionatura degli atti aventi rilevanza storiografica o continuità archivistica »¹.

Invasioni, assedi e rivoluzioni

Durante l'invasione francese dei territori sabaudi (1536), il duca Carlo II mette in salvo una parte delle carte del cosiddetto Tesoro del Principe, trasferendole nelle fortezze di Bard e Nizza. Solo dopo il 1559, con l'arrivo di Emanuele Filiberto e dei documenti a Torino si procede con il loro riordinamento : vengono a quest'epoca modificate le strutture archivistiche tracciate nel XV secolo. Nel 1691, temendo che la capitale fosse nuovamente assediata dalle truppe francesi, le scritture ritenute più preziose vengono mandate a Vercelli: a breve distanza di tempo, di ritorno a Torino, molte carte sono danneggiate dalla pioggia poiché le casse non vengono coperte con tela cerata. A subire i danni maggiori sono alcune bolle e brevi papali, trattati, scritture relative ai matrimoni e al Monferrato, come racconta l'archivista Rocca.

« Non posso ancor per hora spiegar il danno delle scritture che si puonno dir guaste, e che in tutto o parte non si potranno più leggere sinchè non le habbi rivedute tutte d'una in una al che mi vuol qualche tempo potendo sol dire che già ne ho visto qualch'una guasta come sopra tra le Bolle e Brevi de Sommi Pontefici, scritture de Matrimonii, del Monferrato, e de Trattati con Svizzeri, che son delle più importanti di quelle che hanno patito »².

Un secolo più tardi, tra gli eventi connessi alla rivoluzione francese, il meno traumatico è l'*abbruciamento* dei titoli feudali sotto l'albero della libertà di piazza Castello : sebbene il Governo avesse pubblicato una nota il 16 dicembre 1798 in cui prometteva di bruciare tutti gli stemmi, diplomi, investiture e altri titoli nobiliari conservati nel palazzo juvarriano, vanno a fuoco in realtà poche pergamene³. Gli Archivi di Corte subiscono in quegli anni continui spostamenti presso diverse sedi (Archivi dipartimentali, Archivi delle prefetture create sul territorio piemontese, Archivi della Repubblica italiana a Milano e Archivi francesi)⁴ : nel 1800 viene istituita una Commissione che con decreto 2 gennaio 1801 ordina di procedere negli Archivi alla separazione dei documenti riguardanti i dipartimenti del Montblanc e delle Alpi Marittime che si devono ancora consegnare alla Repubblica francese in esecuzione del trattato di pace di Parigi del 1796 ; con decreto 11 settembre 1802 il Piemonte viene riunito alla Francia e vengono rimesse al Governo francese scritture, mappe e catasti relativi a questioni ecclesiastiche, giuridiche e

¹ I mazzi della campionatura contengono dati quali rilevazioni sul numero delle classi, autorizzazioni, nomine di commissari, domande di ammissione ai concorsi, bilanci, prospetti di retribuzioni per supplenze.

² ASTo, *Regi Archivi*, categoria 2, mazzo 1, fascicolo 62.

³ Sarà lo stesso Governo repubblicano a raccomandare agli archivisti di non gettare nessun documento che potesse essere di interesse per l'amministrazione : si veda *Gazzetta Piemontese*, Torino, Guaita, 1799, vol. I, p. 35.

⁴ Carassi, M., « Archives et administration en Piémont à l'époque révolutionnaire et napoléonienne : un rapport difficile », *La Gazette des archives*, n° 146-147, 1989, p. 281-289.

economiche e ai confini tra Savoia, Francia, Geneva e Valley ; nel 1804, gli Archivi di Corte sono trasportati presso l'Ospedale dei Santi Maurizio e Lazzaro (mentre il palazzo juvarriano diventa sede del Liceo cittadino) ; il 7 marzo 1805 un decreto imperiale ordina che gli Archivi di Torino diventino dipendenti da quelli imperiali ; nel 1808 sono trasportate a Parigi le scritture diplomatiche, conservate in 892 mazzi. Il Ministro dell'Interno scrive il 9 maggio 1811 al dei governatore dei dipartimenti italiani principe Borghese¹ che il commissario Dupré è stato incaricato di seguire le operazioni per il trasporto a Parigi di circa 1/16 delle carte torinesi² ; a giugno il conte Luigi Amedeo Gattinara, archivista dei Dipartimenti al di là delle Alpi, invia al Governo un dispaccio lodando la magnificenza dell'archivio torinese e suggerendo di arricchirlo con le carte relative ai dipartimenti italiani presenti in tutti gli archivi dell'Impero ma ottenendo l'effetto contrario : in una lettera al Prefetto del Dipartimento del Po il Ministro dell'Interno lo invita infatti a sopprimere gli Archivi torinesi, poiché la maggior parte stavano per prendere la via di Parigi³. Il commissario Dupré, arrivato a Torino per scegliere le carte da inviare in Francia, tra novembre 1811 e maggio 1812 può dunque organizzare agevolmente, grazie anche al buon ordine in cui si trovavano gli archivi torinesi, la partenza di cinque convogli con 412 casse di materiale.

Restituzioni e cessioni

Con il trattato siglato a Parigi nel 1814, che ristabilisce la Francia nei confini del 1792, si prevede la restituzione degli archivi relativi ai territori ceduti e quelli prelevati nei paesi occupati : il conte Galeani Napione, richiamato nei Regi Archivi quale Regio archivista, subito relaziona alla Segreteria di Stato per gli Affari interni sulla situazione delle carte rimaste a Torino e di quelle trasportate in Francia, a Milano ed a Genova. Fea ricorda a tal proposito :

« Conservasi una nota delle scritture che esistevano nei Regi Archivi mentre erano nella casa dello Spedale dell'Ordine militare dei SS. Maurizio e Lazzaro, con indicazione di quelle che erano state trasportate a Parigi. Da questa nota ricavasi che gli inventari erano rimasti a Torino, che non furono trasportate a Parigi che quelle che erano già ordinate, e che grandissimo era il numero di quelle che rimanevano da ordinare provenienti dalle due Segreterie di Stato interni ed estera [...]. Si pensava intanto di recuperare gli oggetti e le scritture che durante la occupazione francese eransi trasportate a Parigi, a Milano ed in altri luoghi...Fra di esse si annoverano le già

¹ Fea, G., *Cenno storico sui Regi Archivi di Corte, manoscritto, Torino 1850 (Collatum cum originali existentes in hoc regio archivio)*, edizione a cura degli archivisti dell'Archivio di Stato di Torino, Torino, Archivio di Stato di Torino, 2006, carta 89 (p. 135).

² *Ibidem*, carta 90 (p. 138).

³ Con legge del 25 giugno 1794 i comitati demanio, finanze, salute pubblica, legislazione, istruzione pubblica e archivi affermano la proprietà statale di tutto il materiale documentario : inizialmente il criterio della legge è la dispersione, non la concentrazione (esiste un deposito centrale per tutta la Repubblica francese che conserva leggi, verbali delle assemblee elettive, elezioni, e sul territorio, archivi demaniali e giudiziari). Si creano dei comitati per il *triage des titres*, per separare cioè i titoli di proprietà, sbarazzarsi delle carte ritenute inutili e preservare le pergamene e i manoscritti di utilità storica e culturale : secondo questa precaria distinzione gli ultimi erano destinati alle biblioteche. Se inizialmente il progetto non prevede la presenza di archivi stranieri, a partire da una certa data invece i ministeri degli Affari esteri e della Guerra chiedono di recuperare documenti di natura diplomatica e militare sottratti ai paesi nemici : dal 1808 è appunto verso il Ministero degli Esteri che Napoleone fa trasferire una gran quantità di scritture, specialmente di natura politico-diplomatica, da Venezia e soprattutto da Torino e Genova, ormai annesse, con l'intento di disporre di fonti per una storia generale della politica estera della Francia. Nel 1812 il Ministro dell'Interno francese fa posare la prima pietra del nuovo Palazzo degli Archivi, ormai più simile a una col-

esistenti in questi Regi Archivi, quelle già appartenenti agli archivi della regia Camera e degli altri dicasteri economici, quelle che appartenevano al regio Economato delle abbazie vacanti, le antichità, i bronzi ed altre rarità esportate dal Museo della Regia Università, i libri preziosi già esistenti negli Archivi di Corte e nella biblioteca della stessa Regia Università, i quadri ed altri effetti tolti dai Palazzi Reali e finalmente le carte esportate dall'archivio segreto di S.M. »¹.

Nel 1814 il re invia in Francia Giovanni Francesco Simondi per recuperare documentazione e oggetti trafugati: già nel 1815 egli riesce a rimandare a Torino 285 casse di carte. Dopo il ritorno dei 100 giorni di Napoleone tocca all'avvocato Ludovico Costa (dal 1814 applicato presso i Regi Archivi) proseguire la missione: a Parigi dall'agosto 1815, riesce a recuperare buona parte della documentazione inviata nel 1812². Nell'aprile del 1816 a Stefano Lagomarsino è affidato il compito di ordinare la documentazione genovese in arrivo dalla Francia che, dopo varie vicissitudini, è in parte ritirata nei Regi Archivi: la questione della documentazione genovese non sarà dimenticata e si intreccerà con le vicende del cambio di capitale nel 1865 e degli archivi rivendicati dalla Francia³.

A seguito del trattato di pace che nel 1860 mette fine alla seconda guerra di indipendenza, il Regno di Sardegna acconsente al trasferimento di Nizza e della Savoia alla Francia. La Convenzione stipulata tra Regno Sardo e Regno di Francia si rifaceva al principio di territorialità degli archivi secondo il quale « Les archives contenant les titres de propriété, les documents administratifs, religieux et de justice civile, relatifs à la Savoie et à l'arrondissement de Nice, qui peuvent se trouver entre les mains du Gouvernement Sarde, seront remis au Gouvernement Français ». Secondo l'interpretazione sarda il testo prevede la cessione dei soli documenti presenti in loco a Nizza e in

lezione storica ordinata per paesi conquistati: al piano terra e nello scalone trova spazio la divisione italiana, articolata, come gli altri paesi, in sezioni secondo la provenienza (Roma, Perugia e Spoleto, la Toscana, Parma e Piacenza, Liguria Piemonte e Savoia): Donato, M. P., *L'archivio del mondo. Quando Napoleone confiscò la storia*, Bari, Laterza, 2019, p. 29, 32, 34, 78, 80 e seguenti.

¹ Fea, G., *Cenno storico sui Regi Archivi di Corte, manoscritto, Torino 1850 (Collatum cum originali existentes in hoc regio archivio)*, edizione a cura degli archivisti dell'Archivio di Stato di Torino, Torino, Archivio di Stato di Torino, 2006, carte 146-148 (p. 92-93).

² In particolare si richiedevano: 1° *Le scritture dell'archivio di Genova*. 2° *Quelle esistenti a Grenoble che a termini dei trattati antichi dovevansi restituire e mai si erano restituite*. 3° *Le carte militari e disegni che esistevano negli archivi segreti di S.M.* 4° *I rami della carta del Borgonio*. 5° *Le carte dei ponti e strade e delle misure territoriali del Piemonte intraprese dal cessato Governo Francese*. 6° *Le carte riguardanti i confini che si conservavano pure nei Regi Archivi*. 7° *I manoscritti di Lattanzio, di Pirro Ligorio e del Gioffredo esportati dagli Archivi Regi ed alcuni libri rari esportati dalla biblioteca della Regia Università*. 8° *Tutti i quadri, argenti ed effetti preziosi esportati dai Regi Palazzi, rarità e monumenti di antichità già esistenti nel Museo della Regia Università*. 9° *Finalmente alcune armature antiche ed altri oggetti esportati dall'Arsenale di Torino, non che i volumi degli indici di questi Regi Archivi stati seco trasportati a Parigi dal sottoarchivista Simondi e colà restati sotto la custodia dell'ambasciatore di S.M.* L'avvocato Costa fu di ritorno a Torino li 21 giugno 1817, Fea, G., *Cenno storico sui Regi Archivi di Corte, manoscritto, Torino 1850 (Collatum cum originali existentes in hoc regio archivio)*, edizione a cura degli archivisti dell'Archivio di Stato di Torino, Torino, Archivio di Stato di Torino, 2006, carte 150-151 (p. 94-95).

³ Le ultime restituzioni avverranno a seguito del trattato secondo cui, a fronte della cessione dei documenti di Nizza e Savoia, la Francia si impegna a restituire a Genova numerosi materiali conservati presso il Ministero degli Affari Esteri (che vengono consegnati nel 1952 all'Archivio Centrale dello Stato). Sulle vicende genovesi si veda Caroli, P., « Note sono le dolorose vicende ... »: *gli archivi genovesi fra Genova, Parigi e Torino (1808-1952)*, in Assini, A. e Caroli, P., *Spazi per la memoria storica. La storia di Genova attraverso le vicende delle sedi e dei documenti dell'archivio di Stato*, Atti del convegno internazionale, Genova, 7-10 giugno 2004, Roma, Ministero per i Beni e le Attività Culturali. Direzione Generale per gli Archivi, p. 273-388.

Savoia. La rivendicazione¹ non trova però compimento nella Convenzione del 1860 ma viene più volte ripresa negli anni successivi, fino al trasferimento delle carte avvenuto negli anni 1950-1951.

Nell'immediato secondo dopoguerra infatti, durante le fasi preliminari di stesura del Trattato di Parigi, si hanno intensi scambi diplomatici relativi ai documenti reclamati da circa 100 anni. L'Archivio di Stato di Torino registra la difficoltà nell'eseguire nuove valutazioni poiché la maggior parte dei documenti non è ancora rientrata dai depositi provvisori della provincia : nel frattempo viene istituita una Commissione che, analizzando la Convenzione del 1860, si accorge ben presto che la posizione torinese è alquanto debole, anche considerando la recente caduta della monarchia. Nell'ambiente degli archivisti si teme che possano essere sottratti materiali di inestimabile valore che « ab origine fanno parte integrale del nostro istituto e che il personale negli scorsi anni seppe salvare con zelo e tenacia [...] dai pericoli dei bombardamenti aerei e dalle insidie dei tedeschi »². Nel 1947 viene firmato il trattato di pace e un obbligo riguarda proprio i documenti contesi : « Il Governo italiano consegnerà al Governo francese tutti gli archivi, storici ed amministrativi, precedenti al 1860 che riguardano il territorio ceduto alla Francia in base al Trattato del 24 marzo 1860 ed alla Convenzione del 23 agosto 1860 »³. Non trovandosi ancora un accordo, a partire dal 1949 si riunisce una Commissione franco-italiana incaricata di applicare l'articolo 7 del Trattato : la delegazione italiana riesce ad ottenere che la cessione non si risolva in un semplice prelievo di carte ma avvenga nell'ambito di un più ampio scambio internazionale, per quanto squilibrato. La Gazzetta del Popolo e l'Unione industriale raccolgono i fondi necessari per assicurare la microfilmatura del maggior numero di documenti destinati alla partenza : purtroppo il lavoro si rivela troppo oneroso, quindi si decide di riprodurre solo una selezione (circa 1 milione di scatti). Il trasporto avviene per ferrovia e riguarda circa 15 tonnellate di materiale (900 mazze, 4000 volumi, 9000 rotoli). Come da accordi la Francia restituisce una parte dei documenti legati alla storia italiana conservati Oltralpe, come parte del fondo genovese, il fondo delle Legazioni italiane e quello relativo al Marchesato di Saluzzo.

L'Archivio e la guerra

Durante la seconda guerra mondiale il problema della tutela del patrimonio documentario italiano è stato prevalentemente legato alla questione della sua difesa dai danni derivanti dai bombardamenti. I provvedimenti adottati dal governo fascista però non sempre offrono rimedi e soluzioni efficaci : con lo sbarco degli alleati in Sicilia e con la firma dell'armistizio cambiano poi sensibilmente le condizioni di sicurezza, in quanto non si tratta più soltanto di difesa con forniture di estintori e sacchetti di sabbia, quanto di un'attenzione continua contro saccheggi, distruzioni e incendi¹.

¹ Si vedano *De part et d'autre des Alpes, le périple des archives savoyardes*, Annecy, Archives départementales de la Haute-Savoie, 2017, Bobba, D., *I fondi dell'Archivio di Stato di Torino ceduti alla Francia*, Torino, Hapax, 2017 e Gattullo, M., *Archivi sul confine. Cessioni territoriali e trasferimenti documentari a 70 anni dal Trattato di Parigi*, Atti del Convegno, Archivio di Stato di Torino, 6-7 dicembre 2017, Roma, Ministero per i Beni e le Attività culturali e per il Turismo, 2019.

² Gian Carlo Buraggi, ispettore generale della Commissione, ASTo, *Archivio dell'Archivio*, mazzo 1060, fascicolo 3770.

³ Articolo 7 del Trattato di Pace.

Vengono stilati elenchi di documenti da spostare in caso di emergenza dalle due sedi dell'Archivio : i documenti imballati in 218 casse e già da tempo trasportati nei sotterranei di via Santa Chiara adibiti a ricovero anti-crollo, vengono traslocati il 1 dicembre 1942 presso il castello di Montaldo Torinese e, dopo il bombardamento dell'8 dicembre, anche presso il castello di S. Giorgio Canavese. Il 9 dicembre si contano i danni causati all'edificio delle Sezioni Riunite : sono distrutti i saloni L-M con scaffalature e mobili e tutti i documenti in esso contenuti (sarà questa l'unica ma grave perdita di materiale archivistico causata dai bombardamenti), ovvero circa 11.000 pezzi tra mazzi e registri dei fondi Ministero dell'Interno, Ministero della Pubblica Istruzione, Ministero dei Lavori Pubblici, Intendenza Generale e Prefettura di Torino.

L'anno successivo sono attestati numerosi controlli al materiale conservato nei castelli (per monitorarne lo stato di conservazione) e, allo stesso tempo, si lavora per trasportare fuori città altro materiale. Tra aprile e giugno 1943 partono altre casse verso i castelli di Agliè, Camino, Fubine e Uviglie, appena in tempo per evitare i bombardamenti che a luglio e agosto colpiscono nuovamente le sedi dell'Archivio. A fine agosto si aggiunge ai depositi fuori città il castello di Francavilla Bisio. Dopo l'8 settembre 1943 le sorti degli Archivi italiani sono ancora più incerte : gli uffici cui spetta il compito di proteggere il patrimonio sono da una parte l'Abteilung Kunstschutz bei Bevollmächtigten General der Deutschen Wehrmacht in Italien, dall'altra la Sottocommissione alleata¹. L'attività dell'ufficio tedesco di protezione del patrimonio culturale è assai ridotta e circoscritta, mentre appare più incisiva l'azione della sottocommissione che, in collaborazione col governo italiano, al termine della guerra promuove delle verifiche puntuali² sul patrimonio archivistico e sulla condizione delle sedi di conservazione su tutto il territorio nazionale. A partire dalla primavera del 1946 si cominciano a riportare i documenti a Torino e si richiedono le prime perizie all'ufficio del Genio Civile per avviare i lavori di recupero e manutenzione delle due sedi dell'Archivio.

Tra le perdite nel patrimonio documentario causate dal conflitto vanno ricordati anche i documenti prestati alla Mostra delle terre d'oltremare, consegnati allo scoppio della guerra in via preventiva alla direzione dell'Archivio di Stato di Napoli ma andati distrutti nell'incendio di Villa Montesano a San Paolo Belsito, dove i documenti più preziosi dell'Archivio di Stato di Napoli erano stati trasferiti per preservarli dai bombardamenti³. Si salva invece la tavola geografica cinese, conservata per tutto il periodo bellico dalla Biblioteca Nazionale di Napoli e riconsegnata nel 1946 all'Archivio di Torino⁴. Nella Relazione annuale della Direzione dell'Archivio di Torino del 1947 viene infine annotata la mancata restituzione di una lettera di Garibaldi a Cavour del 18 maggio 1861, prestata alla Mostra del fascismo del 1932.

¹ Re, E., « The Italian Archives During the War », in *The American Archivist*, vol. 11, n. 2, 1948, p. 99-114.

² Ministero dell'Interno, *I danni di guerra subiti dagli Archivi Italiani*, Roma, 1950.

³ Al termine della guerra si contavano dunque tra i documenti distrutti : il conto delle spese fatte da Amedeo VI nella spedizione in Oriente, 1361-68 (ff. 6 in pergamena) ; la donazione del Regno di Cipro a Carlo I di Savoia ; il trattato tra il Regno di Sardegna e la Persia, 1857 (ff. 11 con 3 fascicoli allegati) ; il progetto di trattato di commercio tra la Sardegna e il Congo, sec. XVIII (ff. 12) ; una relazione di viaggi, 1856 (ff. 96) ; una lettera di Mohammed Ali pascià d'Egitto, 1833 (con la traduzione) ; una lettera dell'Imperatore dei Birmani, 1857 (f. 1) ; una lettera del Bey di Tunisi (f. 1 con la traduzione) ; una lettera del patriarca di Serbia e Bulgaria, 1608 (f. 1 con la traduzione) : si veda Commissione alleata – Sottocommissione per i monumenti e le belle arti, *Rapporto finale sugli Archivi*, Appendice *Danni e perdite negli Archivi di Stato*, Roma, 1946.

⁴ Oggi conservata nella Biblioteca antica dell'Istituto.

Smembramenti, epurazioni, occultamenti : l'archivio segreto di Casa Savoia

Le vicende storiche del fondo *Miscellanea Quirinale* sono strettamente connesse a quelle del fondo noto come *Legato Umberto II*, poiché l'epurazione delle carte di Casa Savoia interessa entrambi i complessi documentari : in altre parole possiamo definire i due nuclei

« la risultanza (per difetto) di tutto ciò che è sopravvissuto delle serie archivistiche sabaude sensibili sottoposte a un indebito processo storico a fine Ottocento, vale a dire delle carte, smembrate, epurate, occultate al di fuori del palazzo juvarriano deputato a conservarle, e rientrate in sede quasi un secolo dopo. [...] L'epilogo avvenne tra il 1971 e il 1972 : dapprima le 20 casse, assieme a gran parte del materiale relativo alla Real Casa presente al Quirinale, venivano versate all'Archivio Centrale dello Stato. Poi, il 23 maggio 1972, 18 di quelle casse (2, troppo danneggiate dall'umidità, sarebbero arrivate arrivate in un secondo momento) prendevano la via di Torino »¹.

Tra le carte di ritorno a Torino dopo varie peripezie si vuole qui portare l'attenzione sui Minutari e contratti fabbriche e fortificazioni (registri di contabilità e contratti), ricollocati nelle serie di appartenenza del fondo Savoia-Carignano. Si tratta dei volumi prodotti per il controllo e la verifica dell'attività edilizia di pertinenza della Corona : contengono, tra l'altro, schizzi e disegni esecutivi allegati da Filippo Juvarra alle istruzioni manoscritte vergate di sua mano per le maestranze impegnate nella costruzione, decorazione e arredo dei più importanti cantieri per le residenze reali e gli edifici per l'amministrazione dello Stato² e, tra questi, conti e progetti di mano dell'architetto messinese per la costruzione dell'Archivio. Questa preziosissima documentazione va dunque ad integrare le raccolte di disegni juvarriani già conservate a Torino presso la Biblioteca Nazionale e il Museo Civico d'Arte Antica di palazzo Madama.

L'incendio del Regio : uno scampato pericolo

Nel 1936, a distanza di circa venti giorni dall'incendio del Teatro Regio il direttore dell'Archivio di Stato scrive al sovrintendente per relazionare sulle conseguenze dell'infausto evento, in particolare per quanto riguarda la zona che all'epoca metteva in comunicazione gli spazi del Teatro e i saloni

¹ Dall'introduzione di Pierangelo Gentile all'inventario del fondo *Miscellanea Quirinale*. Si veda anche Lange, A., *Disegni e documenti di Guarino Guarini. Catalogo dei disegni manoscritti*, estratto dagli Atti del Convegno *Guarino Guarini e l'internazionalità del barocco*, Torino 30 settembre-5 ottobre 1968, Torino, Accademia delle Scienze, 1970. Per approfondimenti si veda la tavola rotonda "Alla ricerca degli archivi dispersi di Casa Savoia" organizzata dall'Associazione Amici dell'Archivio di Stato di Torino, che si è svolta l'8 marzo 2018 presso la Sala conferenze dell'Archivio di Stato di Torino. Gli interventi dei relatori sono disponibili sul canale YouTube dell'Archivio.

² Dardanello, G., Gattulo, M. e Massabò Ricci, I., *Filippo Juvarra. Pensieri e architettura*, catalogo della mostra, Torino, 15 settembre-7 novembre 1999, Torino, Archivio di Stato di Torino, 1999, p. 11 ; cfr. Carassi, M., *Il palazzo juvarriano dell'Archivio di Corte : progettazione e lavori*, in *Studi juvarriani* (Atti del convegno, Torino, 1979), Roma, Edizioni dell'elefante, 1985, p. 251-276 e Carassi, M. e Gritella, G., *Il Re e l'Architetto. Viaggio in una città perduta e ritrovata*, Torino, Hapax, 2013.

degli Archivi. Nessun documento risulta fortunatamente aver subito danno, neppure quelli conservati nelle scaffalature addossate al muro divisorio. Nel peggiore dei casi si constata solo l'annerimento delle camicie che contenevano gli atti, a causa del fumo penetrato attraverso le crepe dei muri e le fessure delle finestre. La serie più affumicata risulta quella degli Emigrati politici, in tutto circa 200 cartelle, oltre al fondo Cameroni (e alcuni volumi a stampa di poco pregio). Anche alcuni mazzi conservati negli uffici degli impiegati (per la gestione di richieste di ricerche da parte di studiosi e le attività di inventariazione) subiscono la stessa sorte, cosa che non avviene alle serie di appartenenza conservate negli armadi delle sale di deposito¹. Grazie alla solidità dell'edificio progettato da Juvarra, il fuoco non è penetrato, evitando quindi perdite che avrebbero potuto essere disastrose.

Erika CRISTINA,
Funzionario archivista - Archivio di Stato di Torino
erika.cristina@beniculturali.it

¹ ASTo, *Archivio dell'Archivio*, busta 1201, fascicolo 4263.

LES ARCHIVES DE LA LÉGATION D'AVIGNON.
DE LA PERTE D'UN FONDS À SA « RECONSTRUCTION » VIRTUELLE

Bernard THOMAS

La destruction quasi intégrale au cours des années 1790-1793 des archives qui se trouvaient réunies au palais apostolique d'Avignon, représente une perte considérable pour la connaissance du fonctionnement des institutions du gouvernement des deux États pontificaux d'Avignon et du Comtat Venaissin, possessions de la papauté depuis le Moyen âge.

Les fonds de la légation d'Avignon, c'est-à-dire les archives des vice-légats et des différents offices du palais ne nous sont plus connus que par deux inventaires anciens et par des bribes de documents.

Aux Archives départementales de Vaucluse, depuis une vingtaine d'années, l'accent a été mis sur les entrées dites « extraordinaires » de papiers de fonction provenant des titulaires des charges d'Ancien Régime, et sur le repérage systématique de documents dans les collections des bibliothèques d'Avignon et de Carpentras, et auprès des Archives vaticanes et de l'Archivio di Stato di Roma.

Au final, plusieurs instruments de recherche d'un nouveau genre, accessibles en ligne, bâtis sur le mode méthodique, identifiant les provenances et mêlant les lieux de conservation, faisant état à la fois des pertes et des documents conservés, restituent virtuellement les différents fonds de la légation d'Avignon, en relation avec leurs organes de tutelle, comblant ainsi les lacunes de conservation.

Gli archivi della Legazione di Avignone. Dalla perdita di un fondo alla sua ricostruzione virtuale.

La distruzione quasi integrale degli archivi che si trovavano nel palazzo apostolico di Avignone, avvenuta negli anni 1790 – 1793, rappresenta una perdita rilevante per la conoscenza del funzionamento delle istituzioni di governo dei due Stati pontifici di Avignone e del Contado Venassino, possesi del papato fin dal medioevo.

Il fondo della Legazione di Avignone, cioè gli archivi dei vice-legati e dei diversi uffici di palazzo ci sono ormai noti soltanto attraverso due antichi inventari e per qualche frammento di documenti.

Gli Archivi dipartimentali di Vaucluse, da una ventina di anni, hanno dato importanza alle acquisizioni « straordinarie » di documenti provenienti da titolari di cariche d'Antico Regime e al recupero sistematico di copie di documenti dalle collezioni delle Biblioteche di Avignone e Carpentras, dagli Archivi vaticani e dall'Archivio di Stato di Roma.

In definitiva, sono ora accessibili in rete parecchi strumenti di ricerca di un nuovo genere metodologico, che identifica le provenienze e intercala i luoghi di conservazione, rendendo conto delle perdite e dei documenti sopravvissuti, ricostruendo virtualmente i diversi fondi della Legazione di Avignone, in rapporto con i rispettivi organi di riferimento gerarchico. In tal modo colmando, per quanto possibile, le lacune della conservazione.

De la disparition, au repérage des sources et à l'identification des fonds

Au départ est un constat, celui effectué le 16 brumaire an III (6 novembre 1794) par l'archiviste du district d'Avignon lorsqu'il pénètre dans une des salles de l'ancien palais apostolique d'Avignon ; le spectacle qui s'offre à ses yeux dans ce que furent les bureaux de la secrétairerie d'État n'est que quelques lambeaux de papiers éparpillés sur le sol. Force est de dire que la quasi-totalité des archives de la légation d'Avignon, une des quatre légations permanentes du Saint-Siège¹, qui avait été établie en 1433, a disparu, non pas victime d'un quelconque autodafé, mais après avoir servi de combustible pour réchauffer les soldats casernés au palais, après le départ forcé du dernier vice-légat en juin 1790.

Cette perte des archives des représentants permanents de la papauté (légats, puis vice-légats, officiers de la Chambre apostolique et du palais) semble être passée inaperçue et n'a guère troublé les historiens d'Avignon du XIX^e siècle ? Les plus anciens savaient peut-être que les bullaires et autres registres des papes du XIV^e siècle avaient pris le chemin de Rome quelques années seulement avant la Révolution, par mesure de prudence, et se trouvaient par conséquent préservés quelque part, aux Archives du Vatican. De fait, pour écrire l'histoire d'Avignon et du Comtat, l'ouvrage, ancien, de Fantoni, *Istoria della città d'Avignone et del Contado Venesino* (Venise, 1678) restait une référence, ayant été écrit par un dataire de la légation bien informé, et il suffisait de le compléter par la notice écrite en 1847 sur les anciennes institutions par un de ceux qui les avait connues, le fils du notaire Chambaud.

Surtout, les riches collections de manuscrits et d'imprimés de la Bibliothèque Calvet d'Avignon pouvaient pallier la perte des archives du gouvernement par les matériaux historiques réunis par des collectionneurs et bibliophiles avertis. Pierre Charpenne puise exclusivement dans les collections de la Bibliothèque les éléments qui lui servirent à écrire ses deux volumes de *l'Histoire des réunions temporaires d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France* (Paris, Calmann Lévy, 1886) ; et six ans plus tard, il réitère avec son *Histoire de la Révolution dans Avignon et le Comtat et de leur réunion définitive à la France* (Paris, Lechevalier, 1892) en s'appuyant sur des journaux personnels tenus par des Avignonnais, les collections d'imprimés et quelques autres manuscrits de cette même Bibliothèque.

Pourtant, la publication en 1878 du tome I des inventaires sommaires de la série B des Archives de Vaucluse, par Paul Achard, poursuivie par Léopold Duhamel, avait mis à la disposition des chercheurs pas moins de 570 registres des greffiers des cours du palais apostolique ; ceux-ci, versés aux archives par le tribunal de 1^{re} instance d'Avignon, étaient longuement analysés dans cet inventaire, mais rien n'y est dit de l'organisation institutionnelle et de l'administration de la justice à Avignon, sous l'Ancien Régime.

Au début du XX^e siècle, des historiens pressentirent la nécessité de dépasser les ressources locales et d'aller voir plus loin d'autres sources : archives diplomatiques à Paris, archives de la papauté, à Rome, que le pape Léon XIII venait d'ouvrir aux chercheurs. La richesse des fonds romains, comme sources complémentaires de l'histoire d'Avignon étourdit les premiers chercheurs admis

¹ Les autres légations permanentes sont Bologne, Ferrare et Urbino.

aux Archives vaticanes. En 1911-1912, l'avocat, député et historien à ses heures Jean Saint-Martin obtint du ministre de l'Instruction publique deux missions à *l'Archivio Segreto Vaticano*. La mission de Saint-Martin s'inscrivait avant tout dans une démarche historique, parrainée par l'historien de la Révolution française Alphonse Aulard, de recherche de documents inédits sur l'histoire de la réunion définitive d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France en 1791 ; cette mission permit à Saint-Martin de découvrir des gisements entiers d'archives dans plusieurs fonds des Archives du Vatican. Mais en dépit d'une conférence¹ et de deux petites publications², les découvertes de Saint-Martin ne firent guère d'émules, et ses travaux qui annonçaient d'autres publications furent brutalement interrompus par la guerre.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, un jeune chartiste, Fernand Benoît, reprit le flambeau au Vatican. Alors que Saint-Martin avait surtout exploré les registres de correspondance des principales séries de la Secrétairerie d'État pour recopier des documents³, Benoît se précipite dans un fonds peu connu et mal répertorié, celui de la Sacrée Congrégation d'Avignon, une congrégation de cardinaux établie en 1693 pour remplacer la fonction de légat supprimée par le pape ; il en établit un inventaire en 1923 avec une copieuse introduction historique⁴ ; ce répertoire, même s'il apparaît succinct dans ses analyses de 220 cotes d'archives, s'il laisse aussi de côté une centaine de liasses non vues, apporte un éclairage nouveau sur un « fonds romain » essentiel pour appréhender les relations du gouvernement central de l'Église avec ses possessions les plus éloignées, au cours du XVIII^e siècle. En même temps, Fernand Benoît s'intéressa aux péripéties de l'histoire des archives du palais des papes d'Avignon, à leur localisation, à leurs pérégrinations avec l'organisation régulière dès le XVI^e siècle de convois de transfert de documents vers Rome à la demande du pape ; il s'appuie sur les inventaires qui en ont été dressés⁵ ; les informations contenues dans ces anciens inventaires, portant sur des documents bien souvent perdus, permettent d'en savoir davantage sur la consistance des écritures » qui se tenaient au palais d'Avignon sous l'autorité des légats puis des vice-légats ; Fernand Benoît en a tiré un article en 1924⁶ ; il y explique « pourquoi il n'y a pas un fonds d'archives proprement dit de la vice-légation d'Avignon aux Archives départementales » parce que le tri nécessaire entre les titres de propriété du Saint-Siège sur l'État pontifical, mêlés aux archives de la papauté d'Avignon, qui devaient être dirigés sur Rome d'une part, et les archives utiles au gouvernement des légats et des vice-légats et à la garantie des droits du Saint-Siège sur Avignon, se révéla difficile à mener ; d'où l'expédition vers Rome de nombreuses pièces intéressant à la fois le Saint-Siège et la légation ; à ces raisons s'ajoutent l'habitude des gouverneurs qui emportaient leurs registres de correspondance avec eux ; et enfin « la destruction des archives administratives déposées à Avignon ».

¹ Conférence à l'Académie de Vaucluse le 5 juin 1913 sur Giovio, dernier archevêque d'Avignon.

² *Les derniers représentants de Rome à Avignon et dans le Comté Venaissin. Pierrachi, recteur du Comtat Venaissin* (Avignon, 1912) ; *Giovio, archevêque d'Avignon, 1775-1790* (Avignon, 1913).

³ Fonds des Vescovi, *Particolari, Legazione di Avignone, Nunziatura di Francia*.

⁴ Benoît, F., « Les archives de la Sacrée Congrégation d'Avignon au Vatican (1693-1790) », dans *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, 2^e série, t. XXIII, 1923, p. 105-130.

⁵ En 1411, 1542, 1664, 1781.

⁶ Benoît, F., « Les archives du Palais des Papes du XV^e siècle à la fin de la domination pontificale », dans *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, 2^e série, t. XXIV, 1924, p. 47-92.

Benoît insiste sur la complémentarité des archives d'Avignon et de Rome : « À Rome, les deux fonds principaux, la Nonciature [il s'agit plutôt de la Secrétairerie d'État] et la Sacrée Congrégation – fonds essentiellement romains puisqu'ils comprennent en majeure partie la correspondance adressée d'Avignon à Rome – peuvent suppléer, grâce à leur richesse et à leur bonne conservation, mais incidemment, à la pauvreté des archives de l'État pontifical » [sous entendu d'Avignon].

À Avignon, Léo Imbert, archiviste départemental de Vaucluse de 1922 à 1928, eut le premier l'idée de tenter une reconstruction du fonds perdu¹. Dans les notes qu'il a laissées, figure bien une ébauche de plan de classement d'un fonds de la vice-légation, composé des épaves retrouvées aux Archives départementales : une douzaine de registres, dont le tome II de l'inventaire des archives de 1780, un registre d'ordonnances particulières pour les années 1732-1735, six registres dépareillés de rescrits, trois de correspondance ; Léo Imbert cota ces quelques documents en sous-série 2 E pour en marquer une provenance indéterminée. Mais avec son départ pour les Archives départementales des Alpes-Maritimes, le projet de travail sur les sources d'Avignon et du Comtat fut abandonné.

Pourtant, en 1928, le don inattendu des registres et papiers de l'avant-dernier secrétaire registrateur des suppliques de la légation², qui se trouvaient encore chez ses descendants, fit ressurgir au grand jour un pan entier d'archives de la légation d'Avignon, avec les activités d'un de ses principaux services, la daterie, qu'on pouvait à juste titre considérer comme définitivement perdu. Ce don fut encore augmenté à deux reprises³ par des achats de pièces et registres de la même provenance. C'était pas moins d'une centaine de registres des suppliques adressées au vice-légat en matière spirituelle (dispenses de mariage) et bénéficiaire dans le vaste ressort des provinces d'Aix, Arles, Embrun et Vienne, de 1586 à 1777 ; figuraient aussi des liasses de pièces justificatives, et des lettres d'attache des vice- légats. Cet ensemble pouvait redonner du corps à un fonds – jusque-là éthique – le faisant passer de 1,20 mètre linéaire à 16 mètres linéaires.

Néanmoins, en 1950, Jacques de Font-Réaulx faisait encore le constat accablant d'une perte sèche, obligeant les chercheurs à se rabattre sur les Archives de la ville d'Avignon, celles des communautés comtadines et sur les collections de la Bibliothèque Calvet : « la vente au poids du papier pour achat de combustible ou le brûlement direct par les soldats lors de l'occupation du Palais en 1791 et années suivantes ont réduit à peu près à rien les archives de la Vice-légation et de son administration, si bien que pour toute l'histoire du Comtat sous l'Ancien Régime (administrative et politique) on ne dispose que des archives des communautés et des notes et copies, souvent abondantes et accompagnées de pièces, rassemblées par des collectionneurs, au premier rang desquels il faut citer Massilian et Requien et qu'abritent aujourd'hui le Musée Calvet d'Avignon et l'Inguimbertaine de Carpentras »⁴.

Jacques de Font-Réaulx n'en lançait pas moins une campagne de microfilmage de documents auprès des Archives vaticanes, et consacrait la série A – réservée aux actes du pouvoir souverain et

¹ « Dans un travail sur les sources de l'histoire d'Avignon et du Comtat que prépare M. Léo Imbert, archiviste du département, nous tenterons une reconstitution des fonds se rapportant à l'administration du vice-légat », Benoît, F., art. cit., *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, 1924, p. 50.

² Bertet de Roussas ; le don a été effectué par M. de Guilhermier.

³ En 1938, puis en 1952.

⁴ de Font-Réaulx, J., « Archives de la légation ou vice-légation d'Avignon », dans *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, 4^e série, t. I, 1952, p. 46-48.

inexistante en Vaucluse – au fonds partiellement reconstitué matériellement, de la légation ou vice-légation. Au même moment, Leopoldo Sandri, surintendant de l'*Archivio di Stato di Roma*, attirait l'attention, dans les *Mélanges Braibant* sur le contenu de la série des comptes annuels des trésoriers provinciaux, dont ceux d'Avignon et du Comtat, conservés dans les archives de la Chambre apostolique, à l'*Archivio di Stato* ; c'était là un bel éclairage sur une nouvelle piste d'investigations, cette fois dans les archives de la Chambre apostolique de Rome, car il ne restait plus rien à Avignon de la comptabilité de ces trésoriers caméaux.

À partir des années 1950, quelques historiens « modernistes » continuèrent d'explorer les fonds d'archives romains et italiens, en particulier, René Moulinas, pour ses travaux sur l'imprimerie à Avignon et sur les juifs du Pape¹, et Marc Venard, dans sa thèse sur l'Église d'Avignon au XVI^e siècle (soutenue en 1976 et publiée en 1993)². Marc Venard, qui étudia à Parme les archives du cardinal Alexandre Farnese, légat d'Avignon (1541-1565), prenait soin de replacer l'histoire d'Avignon et du Comtat Venaissin non pas dans une « perspective française » de leur réunion inéluctable à la France, ce qui était jusque-là une constante de l'historiographie, mais, plutôt dans les rapports de ces provinces de l'État pontifical avec les instances du gouvernement central de l'Eglise, au même titre que les autres légations temporelles. Les travaux récents et en cours d'Olivier Rouchon³, qui reposent sur l'exploitation du riche fonds des Archives de la ville, ainsi que des archives romaines, s'inscrivent dans la même direction.

C'est dans cette double optique – reconstitution matérielle de ce qui restait du fonds et recensement de ressources complémentaires – qu'a été élaboré par le signataire de ces lignes l'inventaire et guide de recherches consacré aux archives de la légation d'Avignon, mis en chantier en 1995 et édité en 2004 par les Archives départementales de Vaucluse⁴. Cet inventaire est à la fois traditionnel puisqu'il contient le répertoire numérique de la série A des Archives de Vaucluse, et atypique par une présentation organisée des sources complémentaires (conservées tant à Avignon et Carpentras, qu'à Paris et à Rome) tout en ramenant à leur place intellectuelle les documents d'origine avignonnaise qui en ont été écartés.

En effet, une des surprises et non des moindres, fut de reconnaître à l'*Archivio Segreto Vaticano* dans la série « Secrétairerie d'Etat. Légation d'Avignon » mêlés aux registres de minutes et de correspondance reçue à Rome, tout un ensemble de registres qui s'avèrent en fait avoir été tenus à Avignon au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, provenant soit des papiers des vice-légats emportés par ceux-ci lors de leur rappel, soit d'un secrétariat établi au palais d'Avignon et renforcé dans les premières années du XVIII^e siècle, chargé de recopier de manière chronologique la correspondance des vice-légats, au départ et à l'arrivée. Il s'agissait, par conséquent, de remettre intellectuellement à leur place ces parties du fonds d'Avignon, que l'histoire à un moment donné, avait distrait matériellement.

¹ Moulinas, R., *L'imprimerie, la librairie et la presse à Avignon au XVIII^e siècle*, Grenoble, Presses universitaires, 1974 ; *Les juifs du pape en France. Les communautés d'Avignon et du Comtat Venaissin aux 17^e et 18^e siècles*, Toulouse, Privat, 1981.

² Venard, M., *Réforme protestante, réforme catholique dans la province d'Avignon au XVI^e siècle*, Paris, Cerf, 1993.

³ Rouchon, O., « Avignon en cour de Rome (1592-1692) : diplomatie et représentation », dans *Revue historique*, t. CCCIX/2, 2003, p. 267-301. Pour une vue d'ensemble, voir aussi Rouchon, O. et Thomas, B., « Les États pontificaux d'Avignon et du Comtat : archives et histoire (XVI^e-XVIII^e s.) », dans *Gli archivi della Santa Sede e la storia di Francia*, sous la direction de Pizzorusso, G., Poncet, O. et Sanfilippo, M., Viterbo, 2006, p. 45-59.

⁴ *Archives de la légation d'Avignon (XVI^e-XVIII^e siècles). Répertoire numérique détaillé de la série A*, par Thomas, B., Avignon, 2004, 285 p.

La « reconstruction » virtuelle du fonds de la légation d'Avignon

La porte était désormais ouverte, grâce aux nouveaux outils informatiques, pour travailler à une reconstruction « sur le papier » des archives de la légation d'Avignon, dispersées en plusieurs lieux de conservation.

Encore fallait-il mieux appréhender les composantes de ce fonds d'archives connu ici seulement par des bribes ou par des sources indirectes, ainsi que « ses producteurs » : les officiers caméraux, pour certains des Italiens envoyés à Avignon dans la suite du vice-légat, chargés d'administrer au temporel les États pontificaux des bords du Rhône, et pour d'autres des Avignonnais, plus sédentaires, titulaires d'une charge acquise à titre onéreux ; ils travaillaient dans la curie du vice-légat, au palais apostolique, une curie semblable en miniature à celle de Rome, avec sa daterie, sa secrétairerie d'État, sa trésorerie relevant de la Chambre apostolique, ses charges militaires, ses tribunaux pontificaux (auditeur général, Rote, vice-gérance...).

Les anciens inventaires d'archives, lorsqu'ils existent, apportent bien souvent tout leur lot d'informations sur les institutions dont ils analysent les papiers. L'un d'entre eux se situe au moment de la restitution de ses États au Saint-Siège, après une occupation par la France d'une année (1664)¹. En dépit de son titre général², cet inventaire se limite aux archives camérales, c'est-à-dire celles de la Chambre apostolique pour lesquelles l'office de secrétaire d'État-archiviste a été créé en 1632. En sont absentes, parce que conservées en d'autres lieux du Palais, les archives de la daterie, les archives plus « politiques » du vice-légat lui-même, confiées à un auditeur domestique, les archives historiques dont les bullaires renfermés dans les « Grandes archives ». Mais il se révèle très instructif sur ce qui se trouvait à cette date dans les bureaux de la secrétairerie d'État et de la Chambre, soit plus de 330 sacs et liasses, et 75 registres. Avec les catégories documentaires décrites, ce sont en filigrane, les attributions de l'une des trois principales figures en charge des écritures du palais, ce secrétaire d'État dont l'importance émerge trente ans après la création de la charge, et qui se trouve au centre des intérêts du domaine du Saint-Siège : cahiers de mandats et ordonnances, concessions de grâces et de sauf-conduits, comptes des trésoriers caméraux d'Avignon et du Comtat³. Le secrétaire d'État est aussi le bras droit du vice-légat pour ce qui touche l'administration temporelle : tenue des livres des règlements, des registres des autorisations en faveur des communautés d'habitants, contrôle des finances des communautés dans l'esprit du *Buon Governo* ; de cette énumération de liasses et de sacs d'archives, on voit clairement se dessiner des séries continues de livres bien numérotés (A, B, C, D, etc). L'inventaire de 1664 est ainsi une photographie fidèle de ce que pouvait être à ses débuts le fonds de la secrétairerie, aujourd'hui réduit à néant.

Un second inventaire des archives du palais est dû à l'auditeur domestique du vice-légat Giacomo Filomarino (1776-1785), Carlo Bondacca, spécialement mandaté en 1777 par la Secrétairerie d'État de Rome pour remettre en ordre les archives du palais d'Avignon, dans un contexte de

¹ Une édition de cet inventaire figure en annexe de l'article de Rouchon, O. et Thomas, B., « Les écritures du palais. Archives de la papauté et archives administratives dans la légation d'Avignon, XVI^e-XVIII^e siècle », dans *Offices, écrit et papauté (XIII^e-XVII^e siècle)*, sous la direction de Jamme, A. et Poncet, O., Rome, École française de Rome, 2007, p. 839-891.

² « *Inventaire des papiers des archives du palais apostolique d'Avignon* ». Arch. dép. Vaucluse A 211.

³ Le visa était assuré par le vice-légat ; mais en 1744, Benoît XIV retira au vice-légat le contrôle des comptes des trésoriers caméraux pour le confier à une commission de la Chambre apostolique de Rome.

rétablissement du pouvoir pontifical à Avignon après une nouvelle occupation française¹. Seul le tome II de cet inventaire, achevé en 1780, figure aux archives départementales de Vaucluse². A contrario du précédent, l'inventaire Bondacca ne s'occupe pas des archives camérales (ni non plus de celles de la daterie ou de la partie judiciaire), mais il s'attache à décrire en détail selon un ordre alphabétique des matières, les documents constituant les domaines d'intervention du vice-légat : affaires du gouvernement, relations avec les évêques, le recteur, les ministres du roi, affaires économiques (sel, douane, foraine, tabac, imprimerie), concordats, limites du pays, armée, officiers, etc. Là encore, ce sont des documents d'archives qui ne sont plus connus aujourd'hui que par ces mentions d'inventaire, ou au mieux par quelques copies.

L'état des fonds, une fenêtre ouverte sur les institutions de la légation d'Avignon

De ce que disent ces anciens inventaires, et de ce qu'ils taisent lorsqu'on les confronte aux sources préservées, on tire un premier constat : doit-on parler d'un seul fonds de la légation d'Avignon, ou de plusieurs fonds ou sous-fonds pour mieux tenir compte des services et offices institués au palais apostolique autour du vice-légat ? La question se justifiait lorsqu'il s'est agi d'élaborer au début des années 2010, un nouvel état des fonds des archives de Vaucluse en vue d'une publication électronique. Le parti pris, atypique, fut de présenter chaque fonds d'archives hors des contraintes des lieux de conservation et des séries du cadre de classement, en recomposant sa physionomie et son contenu, le tout dans une arborescence tenant compte pour l'Ancien Régime, des spécificités géographiques et historiques du territoire vauclusien³.

Description détaillée

État général des fonds > Archives des institutions supprimées sous l'Ancien Régime et à la Révolution > Institutions civiles et judiciaires > États pontificaux > Gouvernement pontifical > Légation d'Avignon

Monnaie d'Avignon - XVe-XVIIIe siècles

Description Documents Tweet

On trouvera dans le fonds

Les archives de la Monnaie d'Avignon sont perdues. Les quelques registres du corps des monnayeurs, conservés pour le XVIe siècle et étudiés par R. Vallentin et H. Rolland, pallient en partie cette perte quant à la nomination et l'organisation des monnayeurs.

L'inventaire des archives du palais apostolique dressé en 1664 fait état de plusieurs livres de la Monnaie (aujourd'hui disparus) :

- livre des affaires de la monnaie, en 8 cahiers, commencé en 1632, tenu par Floren, archiviste ; et un autre commencé en 1632 et poursuivi par Ruffi jusqu'au fol. 216, puis par Floren, avec des ordonnances des vice-légats La Bourdésaire (7 décembre 1634), Franchiotti (22 juin 1654) et Lascaris (14 septembre 1660)
- autre livre écrit sur quelques feuillets, où se trouve l'ordonnance sur la fabrication de la monnaie du 26 février 1596
- autres livres de la Monnaie pour 1621-1622, 1641, 1653, 1656
- plusieurs livres des "délivrances" de la monnaie, de 1598 à 1613, 1651-1653, 1656-1659
- diverses liasses de papiers contenant des actes, lettres, rapports, ordonnances sur la monnaie
- une liasse concernant la monnaie de Carpentras aux années 1586 et suivantes
- cahiers de procédures pour fausse monnaie

Les papiers de Roussel de Cassagne, dernier prévôt général des monnaies, sont susceptibles d'apporter quelques compléments d'information au XVIIIe siècle.

Situation du fonds

Fonds disparu

Éléments historiques

L'existence d'un atelier de frappe de monnaie à Avignon remonte d'après les travaux de Garampi et de Vallentin au pontificat d'Innocent VI. Auparavant, les papes firent frapper monnaie dans l'atelier qu'ils avaient hérité des comtes de Toulouse, à Pont-de-Sorgues, réouvert sous Boniface VIII et actif jusqu'au pontificat d'Innocent VI. Un acte de 1364 montre l'atelier d'Avignon en pleine activité à cette date, mais le nombre d'ouvriers monnayeurs décroit après le départ des papes. Des frappes de monnaies au nom du pape continuèrent du XIVe au XVIIe siècle, et à partir de Jules II, les légats prirent l'habitude de faire figurer leur nom ou leurs armes. Des

Illustration n° 1 : État des fonds : notice d'un fonds disparu : la Monnaie d'Avignon⁴

Dès lors, apparut plus d'une trentaine de fonds autour du gouvernement pontifical d'Avignon et du

¹ De 1768 à 1774.

² Arch. dép. Vaucluse A 213 (tome II : lettres E à V). Ce tome II de l'inventaire de 1780 a fait l'objet en 2014 d'une présentation et d'une numérisation sur le site Internet des archives départementales de Vaucluse. Une version complète de cet inventaire existe aux Archives vaticanes (*Indici* 232-233).

³ Le département de Vaucluse fut créé artificiellement en 1793, regroupant les anciens États pontificaux, la principauté d'Orange et une partie de la Provence.

⁴ http://earchives.vaucluse.fr/archives/show/FRAD084_egf_de-451 [dernière consultation le 25/05/2020].

Comtat Venaissin. Si les fonds des représentants pontificaux de Carpentras, pour le Comtat Venaissin, se révèlent tout à fait consistants, il n'en est pas de même pour la représentation d'Avignon, car des fonds entiers sont perdus ou squelettiques ; néanmoins, ils ont été décrits, avec les ressources disponibles. Tous ont fait l'objet d'une notice de présentation plus ou moins détaillée, ouvrant selon une programmation annuelle de mise en ligne, vers un instrument de recherche complet et normalisé.

Dans le cas de fonds particulièrement dispersés, c'est cette notice de signalement de l'état des fonds qui constitue l'amorce d'une reconstitution, que développe, lorsqu'il existe, l'instrument de recherche lui-même qui lui est lié, comme par exemple pour la secrétairerie d'État d'Avignon¹.

Quelques exemples de « fonds reconstruits », d'après les inventaires mis en ligne

L'inventaire Légation d'Avignon. Gouvernement des vice-légats, publié en 2014 décrit les documents produits par les vice-légats dans l'exercice de leurs fonctions quel que soit leur lieu actuel de conservation : Archives départementales de Vaucluse, Bibliothèque municipale d'Avignon et Archives apostoliques du Vatican (ancien *Archivio Segreto Vaticano*) où des missions de recensement ont été menées au cours des dix dernières années. Ce recensement des sources a permis de bien distinguer les « documents séparés » qui proviennent du fonds avignonnais mais qui en ont été écartés pour des raisons historiques, des « sources complémentaires » qui comme leur nom l'indique, viennent en complément du fonds et le documentent.

Cet instrument de recherche, qui comprend 234 articles, est articulé autour de quatre principaux ensembles :

- les lettres d'attaches, facultés et cérémoniaux
- les registres de correspondance,
- les règlements et actes
- les inventaires des archives

Les lettres d'attache avec les brefs de nomination, proviennent pour la plupart des archives des secrétaires de la légation qui étaient chargés de porter ces lettres pour leur enregistrement aux parlements d'Aix et de Grenoble ; restées dans les papiers du secrétaire à son retour à Avignon, elles sont parvenues par des voies privées et sont conservées aux Archives départementales de Vaucluse.

Les cérémoniaux, tenus par le maître d'hôtel du vice-légat, figurent dans les collections de la Bibliothèque municipale d'Avignon où ils sont entrés par des dons.

Les règlements ne sont plus concernés que par un seul registre d'ordonnances, et encore ne s'agit-il que des ordonnances particulières : le livre n° 21 qui couvre la période du 30 mai 1732 au 10 novembre 1735². Les séries de registres d'enregistrement de ces ordonnances et des règlements dits perpétuels n'existent plus.

¹ http://earchives.vaucluse.fr/archives/show/FRAD084_egf_de-437 [dernière consultation le 25/05/2020].

² Un inventaire de 1764 (ASV Fondo Salviati 60) énumère 31 volumes (de 700 à 1000 folios chacun), depuis 1633 à 1764. De cette série a été préservé uniquement ce registre n° 21 des années 1732-1735 (759 fol.).

Les registres de correspondance représentent la partie la plus fournie de l'inventaire compte tenu de la pratique constante, tout particulièrement dans l'administration pontificale, de constituer des portefeuilles ou recueils des lettres reçues et expédiées durant l'exercice d'une charge. Les vice-légats d'Avignon ont agi systématiquement de la sorte, pour leur correspondance avec Rome, et pour leur correspondance diplomatique¹; mais dans la plupart des cas, ils emmenèrent ces recueils avec eux lors de leur retour à Rome ; les archevêques d'Avignon qui assuraient l'*interim* de la vice-légation, fonctionnaient de même, mais restant à Avignon, leurs registres particuliers pour les affaires de la légation se retrouvent aujourd'hui dans les archives provenant de l'archevêché. D'autres recueils de correspondance nous sont parvenus par des voies diverses.

Mais c'est à l'*Archivio Segreto Vaticano* que l'on trouve les « fonds » les plus fournis, dans la série Secrétairerie d'État et dans les archives privées de prélats et de familles ; à ce titre sont tout à fait dignes d'intérêt les papiers des deux vice-légats Salviati², où figurent non seulement les lettres reçues et expédiées à Avignon, au cours de leur exercice, mais aussi des registres de mémoires, d'informations, de visite des communautés, de règlements qui font totalement défaut à Avignon. Constituant le « fonds d'Avignon » à côté de ces portefeuilles de correspondance des vice-légats, apparaît un deuxième ensemble mis en place par un bureau du palais apostolique : la série des registres de copie-lettres tenus à la légation par un secrétaire-commis, fut décidée sous la vice-légation d'Alamanno Salviati en 1711, pour pallier cet inconvénient de voir partir avec chaque vice-légat les registres des lettres ; ces livres de copie-lettres, mis au net et munis de tables alphabétiques, se présentent de façon continue jusqu'en 1790, au nombre de près de 80 registres ; ils ont quitté Avignon en 1790 dans les bagages du dernier vice-légat qui les emmena avec lui à Rome, et ils se trouvent aujourd'hui à l'*Archivio Segreto* dans la série *Legazione d'Avignone*, mêlés aux registres de lettres de la Secrétairerie d'État. L'enjeu fut de démêler aux Archives vaticanes ce qui relevait du fonds romain et du fonds avignonnais rapatrié à Rome ; et d'étudier parallèlement les principaux fonds romains concernant Avignon : Secrétairerie d'État³, Congrégation d'Avignon, Chambre apostolique⁴.

L'inventaire des archives de la daterie d'Avignon constitue le second instrument de recherche, mis en ligne en 2015 ; il est composé de 166 articles conservés également en plusieurs lieux ; il restitue le fonds de la daterie d'Avignon, lui aussi malheureusement grandement amputé d'une partie de ses composantes. Le corps central est composé de la belle série de registres des suppliques, avec ses liasses de pièces justificatives, entrés aux Archives départementales de Vaucluse en 1928.

³ On dirait « correspondance française », dont deux exemplaires sont conservés à Avignon.

² Il s'agit d'Alamanno Salviati, vice-légat d'Avignon (1711-1716) et de son neveu Gregorio Salviati, vice-légat (1759-1766). Archives apostoliques du Vatican, Fondo Salviati.

³ Des commandes de microfilms de plusieurs registres ont été effectuées par les services des Archives départementales de Vaucluse et par la bibliothèque municipale d'Avignon auprès des Archives vaticanes au début des années 1960.

⁴ Les archives de la Chambre apostolique sont conservées pour l'essentiel à l'*Archivio di Stato di Roma* où l'on trouvera la correspondance et les comptes annuels des trésoriers d'Avignon et de Carpentras adressés systématiquement à Rome pour le visa à partir de 1744, tandis que ces comptes font complètement défaut à Avignon.

Cet inventaire donne aussi matière à recomposer les différents offices qui étaient placés sous l'autorité du dataire, et constituaient à l'image de la Daterie apostolique romaine, la chancellerie du vice-légat pour la délivrance des grâces en matière spirituelle, des bénéfices et des dispenses, dans un ressort géographique qui dépassait les États pontificaux pour s'étendre sur l'ensemble des diocèses du Sud-Est de la France. Aux côtés du registrateur des suppliques, chargé d'enregistrer les suppliques retenues, exerçait le correcteur des bulles chargé de relire et vérifier si la bulle a bien été établie selon les règles. L'activité du correcteur des bulles nous est connue par quelques formulaires et brouillards d'expéditions conservés dans des papiers de la Bibliothèque municipale d'Avignon.

La bulle était ensuite datée par le dataire lui-même, qui tenait « le registre de la date », dont un seul volume subsiste, perdu dans un ensemble des Archives vaticanes ; il permettait de départager des concurrents en course pour le même bénéfice, par la mention de la date et de l'heure de la provision. La taxation et le scellement des bulles sont représentés par un unique registre de comptes du garde-sceau de la vice-légation, de 1768 à 1790, conservé à la Bibliothèque municipale d'Avignon. Dernier officier de la daterie dans l'ordre du processus d'élaboration des bulles, le registrateur des bulles reportait intégralement dans ses registres la bulle avant son expédition. Mais de la série des bullaires, il ne subsiste qu'un seul registre, le livre 37 pour les années 1674-1677, entré à la Bibliothèque municipale d'Avignon par don au XIX^e siècle. Si le fonds n'est aujourd'hui représenté que par des échantillons » documentaires fortuitement préservés, leur organisation dans un nouvel instrument de recherche normalisé¹, par-delà les différents lieux de conservation, redessine les attributions de l'un des principaux services de l'administration de la légation d'Avignon.

A ces deux inventaires doivent s'ajouter ceux de la secrétairerie d'État d'Avignon, de la chambre apostolique d'Avignon, du trésorier de la légation et de la chambre apostolique.

Le catalogue des règlements des vice-légats vient en complément de la réalisation de ces nouveaux inventaires. Il paraissait utile d'offrir des outils thématiques aux chercheurs, par la constitution de listes protocolaires, et de corpus de textes réglementaires. Le premier volet d'un corpus de textes normatifs touchant Avignon et le Comtat Venaissin, fut le catalogue des statuts communaux, élaboré à partir de sources très dispersées entre les fonds d'archives communaux, départementaux et les bibliothèques, publié en 2018 ; il recense plus de 500 textes concernant majoritairement des localités des anciens États du pape.

À sa suite, l'idée de constituer un catalogue interrogeable des règlements de portée générale des légats et vice-légats d'Avignon s'imposait comme le deuxième volet naturel de ce corpus normatif. Comme pour les statuts, le recensement a été un long travail de reconstitution, et il demeure un chantier ouvert dans la mesure où, ne disposant d'aucun répertoire des règlements qui ont été publiés, il est nécessaire de les rechercher un peu partout. Sources imprimées (recueils publiés et placards), fonds communaux et judiciaires furent mis à contribution².

¹ http://earchives.vaucluse.fr/document/FRAD084_IR0000436 [dernière consultation le 20/05/2020].

² Deux recueils publiés sur ordre d'un vice-légat, l'un en 1670, l'autre en 1685 ; collection factice de placards, constituée par le service des Archives départementales de Vaucluse, numérisée en 2018 ; registres de transcription des règlements tenus par les greffiers des cours de justice et ceux des communautés, qui représentent une source précieuse pour la 2^e moitié du XVII^e siècle et pour le XVIII^e siècle, lorsque l'obligation de transcrire les actes reçus des autorités d'Avignon fut exigée des communautés.

³ Ce catalogue prend modèle sur d'autres catalogues de ce type, en particulier le *Catalogue des ordonnances et arrêts concernant l'Alsace (1648-1790)*, publié par les Archives départementales du Bas-Rhin, en 1982.

Ce catalogue, publié à l'automne 2019, recense pour l'instant quelque 200 règlements publiés sur deux siècles, de 1594 à 1790³ et se présente dans un ordre purement chronologique, selon un plan de classement par légats, puis par vice-légats. Chaque notice comprend plusieurs champs obligatoires :

- un intitulé forgé, ou une reprise d'un titre figurant sur le document lui-même
- la date précise du règlement
- des précisions complémentaires (mention de renouvellement d'un règlement précédent, ou données descriptives)
- la cote
- le lieu de conservation
- sa description matérielle (placard, opuscule imprimé, manuscrit en original ou en copie)
- les dimensions
- la langue utilisée
- éventuellement, l'adresse d'impression
- quelques informations sur l'état matériel
- la mention de copies, autres exemplaires
- des termes d'indexation
-

Un lien permet d'accéder à l'image numérique.



Illustration n° 2 : catalogue des règlements des vice-légats :
notice du règlement de création du corps des marchands (20 septembre 1748)¹

Un tel outil doit permettre une meilleure connaissance de l'activité administrative dans le gouvernement temporel des États pontificaux : dans quels domaines intervient le représentant du pape à Avignon ? Quelle impulsion certains prélats ont-ils donnée dans leur gouvernement ? Comment la tutelle romaine s'est-elle exercée ? Selon quelles procédures s'est effectuée la pratique administrative ? On le voit, si à l'origine le souci était de combler les lacunes de la documentation, le résultat permet d'élargir la recherche sur les moyens et la façon d'exercer le gouvernement et le pouvoir, dans ces États rhodaniens de l'Église au statut très particulier.

Conclusion

Peut-on dire que la disparition d'un fonds a stimulé les efforts pour une reconstruction virtuelle grâce aux investigations menées dans les différents dépôts d'archives ? Sans doute.

Après une reconstitution matérielle faite de la réunion de quelques épaves et de dons privés inespérés, le fonds en très grande partie disparu de la légation d'Avignon a ressurgi, composé de pièces rapprochées les unes des autres par-delà les frontières des lieux de conservation, structuré selon les différents offices de la représentation pontificale installés au palais apostolique. Cette reconstruction virtuelle affine les contours des institutions pontificales établies à Avignon durant quatre siècles, après le retour des papes à Rome.

L'identification des organes exerçant au sein du palais apostolique et de leurs attributions a été rendue possible par les inventaires anciens qui témoignent de catégories documentaires aujourd'hui disparues, et par les fonds privés d'officiers, riches en mémoires et papiers de fonction¹.

Le repérage systématique de documents dans les services d'archives, départementales et communales, collections des bibliothèques publiques, et auprès des Archives vaticanes a autorisé le rapprochement de documents de provenance semblable. L'existence de plusieurs « fonds d'Avignon », rapatriés à Rome à diverses dates et intégrés dans les grands ensembles archivistiques des Archives vaticanes, non seulement comble des lacunes, mais explique le mode de fonctionnement de l'administration pontificale et de ses agents. Ce programme de recensement dans les archives romaines a permis de distinguer nettement les « sources séparées » relevant des fonds d'Avignon, et les « sources complémentaires » représentées par les archives romaines qui font encore l'objet de dépouillements et de découvertes, en complément des fonds avignonnais.

Certes les deux derniers siècles de la légation, les XVII^e et XVIII^e siècles, sont majoritairement représentés, par rapport aux XV^e et XVI^e siècles dont les sources sont moins abondantes et davantage disséminées.

Au final, plusieurs instruments de recherche d'un nouveau genre, sont construits sur le mode méthodique, et interrogeable par leurs index, s'appuyant sur les provenances et sur le partenariat des institutions de conservation, lorsqu'il s'agit de numérisation de documents ; ils font état des pertes, et mettent en valeur les archives préservées. Progressivement, avec d'autres outils et catalogues, ils restitueront virtuellement les différents fonds des services de la légation d'Avignon, en relation avec leurs organes de tutelle (cardinal-légat, ministre-secrétaire d'État, Congrégation d'Avignon, Chambre apostolique). Tout en faisant la lumière sur des fonds fort malmenés au fil des temps, ils doivent fournir aux historiens des clés pour comprendre la place d'Avignon et du Comtat Venaissin dans la situation originale que ces territoires d'outre-monts ont entretenue au sein du gouvernement et de l'État pontifical, jusqu'à la Révolution.

Bernard THOMAS
Archiviste
aux Archives départementales de Vaucluse
bernard.thomas@vaucluse.fr

¹ http://earchives.vaucluse.fr/archives/show/FRAD084_reglements_legation_de-39
[dernière consultation le 20/05/2020].

UN FROMAGE VIRTUEL AVEC DES TROUS RÉELS. OU COMMENT SÉLECTIONNER LES ARCHIVES NUMÉRIQUES ?

Antonella PIERI

Les “trous” des archives contemporaines sont en principe le résultat de décisions quant à l'utilité future présumée de certains documents par rapport à d'autres. Désormais les archives publiques sont toutes hybrides et largement numériques; il s'avère donc plus nécessaire que jamais de bien les classer dès l'origine, afin de pouvoir réaliser périodiquement une sélection raisonnable de ce qu'il convient de conserver. Les duplications fréquentes du même document et la position des copies dans des contextes différents, parfois confiées à des organismes externes, compliquent le travail de la sélection. Les problèmes de la sélection ont été moins approfondis que ceux de l'intégrité et de l'authenticité des documents conservés. Or renoncer à sélectionner les documents numériques comporte des coûts croissants et des difficultés de recherche dans des masses énormes de données redondantes. Il s'agit de gouverner les métadonnées essentielles dès la création des documents et de leur intégration dans des dossiers fonctionnels, et de mettre en marche un système de tutelle sur les organismes agréés de conservation numérique dont les services varient parfois sensiblement. Le rôle des Surintendances (bureaux d'Etat de tutelle sur les archives, une par région) comprend l'analyse de la production des archives, de l'organisation du conservateur et des accords de versement. Les archivistes d'Etat n'ont toutefois que rarement la formation nécessaire dans le domaine numérique pour exercer efficacement ce rôle. Il faudrait contrôler à la source les contrats passés entre producteurs et conservateurs. L'analyse du manuel de conservation adopté par chaque producteur de documents est sans doute un instrument important pour évaluer la qualité du processus de conservation, mais le renvoi aux standards normatifs (notamment UNI SinCRO) n'est pas assez contraignant. Les éléments obligatoires du standard sont trop réduits et donc trop pauvres pour traduire la granularité descriptive de l'index du paquet d'archivage. Il y a des trous d'archives qui se forment suite à la procédure qui s'appelle « scarto » en italien et qu'on peut traduire par l'action d'« évaluation, sélection et tri ». On parlera ici du « scarto » dans l'environnement numérique, de la perspective spécifique d'une Surintendance italienne qui veille sur les archives des institutions publiques non étatiques, celles-ci présentent les propositions de tri afin d'obtenir que rien ne s'y oppose du côté de l'administration archivistique.

Un formaggio virtuale con buchi reali. O di come selezionare gli archivi digitali

Le lacune degli archivi contemporanei sono di solito il risultato di decisioni circa la presumibile utilità futura di certi documenti rispetto ad altri. Ormai gli archivi pubblici sono tutti ibridi e ampiamente digitali ; è dunque più necessario che mai classificarli bene fin dall'origine, in modo da poter effettuare periodicamente una ragionevole selezione di ciò che occorre conservare. La frequente duplicazione dello stesso documento e la posizione delle copie in contesti diversi, talvolta affidate a soggetti esterni, complica il lavoro della selezione. Tale problema è stato meno approfondito rispetto a quelli dell'integrità e dell'autenticità dei documenti conservati. Ma rinunciare a selezionare i documenti digitali comporta costi crescenti e difficoltà di ricerca in masse enormi di dati ridondanti. Occorre governare i metadati essenziali fin dalla creazione dei documenti e dalla loro integrazione in aggregazioni funzionali, ed è necessario far funzionare un sistema di tutela sui soggetti autorizzati alla conservazione digitale, i cui servizi differiscono talora sensibilmente. Il ruolo delle Soprintendenze (uffici statali di tutela sugli archivi, uno per ogni regione) comprende l'analisi della produzione degli archivi, dell'organizzazione del conservatore e degli accordi di versamento. Gli archivisti di Stato hanno tuttavia raramente la formazione necessaria per un esercizio efficace di tale ruolo in ambito digitale. Bisognerebbe controllare alla fonte i contratti destinati a regolare i rapporti tra produttori e conservatori. L'analisi del manuale di conservazione adottato da ogni produttore di documenti è senza dubbio uno strumento importante per valutare la qualità del processo di conservazione. Tuttavia il semplice rinvio agli standard normativi (in particolare UNI SinCRO) non è abbastanza stringente. Gli elementi obbligatori dello standard sono troppo limitati e dunque risulta troppo carente la granularità descrittiva dell'indice del pacchetto d'achiviazione. Ci sono lacune negli archivi che si formano a seguito del procedimento che in italiano si chiama « scarto », che corrisponde alle azioni di valutazione, selezione ed eliminazione. Si tratterà qui dello scarto in ambiente digitale, nella prospettiva specifica di una Soprintendenza italiana che tutela gli archivi degli enti pubblici non statali, i quali presentano proposte di scarto al fine di ottenere il nulla osta da parte dell'Amministrazione archivistica.

Introduction

Il vous arrivera à vous aussi, au cours d'une recherche d'archives, de rencontrer des trous, des vides documentaires plus ou moins compréhensibles : dans de nombreux cas, il s'agit de lacunes qui au cours du temps se sont produites de façon involontaire par égarements ou du fait d'événements, naturels ou humains, comme des incendies, des inondations ou des guerres et des occupations ennemies, ou encore, des saccages ou des vols ciblés.

Certes, ces lacunes procurent au consultant et au spécialiste une certaine déception, d'autant plus résignée que l'événement néfaste est éloigné dans le temps. Néanmoins, il serait beaucoup plus désagréable de découvrir que la lacune a été produite par une intervention volontaire de l'archiviste, lequel a sélectionné quelques documents pour la conservation, décidant l'élimination d'autres, ceux qui précisément dans de nouvelles circonstances seraient utiles.

Heureusement ceci arrive plutôt rarement, même si l'on ne peut totalement l'exclure. En fait, l'opération de sélection avec tri est une chose délicate et irréversible, qui pénètre comme un bistouri dans le corps des fonds pour couper les chaînes documentaires organisées par le lien archivistique. Bien sûr, l'archiviste averti peut recourir à ses outils spécifiques : non seulement la pondération de la valeur historique et culturelle pour la recherche future mais aussi la considération de l'utilité juridique ou administrative.

Aussi si l'activité que nous appelons « scarto » (qui s'articule plus précisément en trois phases, l'évaluation théorique préliminaire, la sélection matérielle et l'élimination physique) n'a jamais été fort appréciée par la doctrine (je pense à la définition célèbre d'Elio Lodolini selon lequel cette action est « le compromis entre la nécessité théorique et l'impossibilité pratique de la conservation intégrale des documents d'archives »)¹. Quiconque opère dans le monde des archives sait que, en plus d'être impraticable, une conservation exhaustive n'est pas non plus désirable. La production documentaire est en effet devenue hypertrophiée durant les 50 dernières années, malgré la considérable législation italienne visant à simplifier l'activité administrative au moyen de la dématérialisation documentaire et la transition numérique.

Néanmoins il ne s'agit pas uniquement d'une question de coûts. L'observation de la sélectivité de la mémoire biologique suggère peut-être une piste : la sélection est « nécessaire » au-delà des exigences d'espaces, comme l'observait Paola Carucci qui la ramène au sens même de la vie, qui est devenir et innovation continue; pour cette raison l'archiviste a le devoir de choisir les documents qui semblent à tel moment historique importants pour la compréhension de son temps, même si bien sûr il ne peut « deviner quelles seront les orientations historiographiques au cours des siècles futurs, tandis qu'il est de son devoir de suivre attentivement les développements historiographiques de son époque et d'opérer la sélection en harmonie avec ceux-ci mais également avec la conscience de pouvoir grever par ses décisions les orientations futures »².

Je voudrais ajouter encore, pour conclure cette brève introduction, que les institutions qui ne pratiquent pas une activité régulière de sélection sont celles qui s'occupent le moins de la bonne

¹ Lodolini, E., *Archivistica. Principi e problemi*. Franco Angeli, Milano 1998, p. 112.

² Carucci, P., « Lo scarto come elemento qualificante per le fonti storiche », in *Rassegna degli Archivi di Stato, Istituto Poligrafico dello Stato*, Roma, anno 35, 1975, fasc. 1, p. 256-257.

tenue de leurs propres archives et qui ne disposent pas d'outils pour sélectionner ; la sélection n'est pas seulement nécessaire, elle est véritablement salutaire pour les archives. Elle reconstitue et met en évidence (même si c'est selon le point de vue inévitablement subjectif de celui qui l'exécute) les liens logiques entre les documents qui ont eu le rôle principal à l'intérieur de l'événement, ou affaire, ou dossier; sinon, elle élimine ces séries qui naissent d'exigences administratives très dignes, mais de courte portée, et qui, si toutefois elles concourent à représenter les fonctions de l'institution, peuvent être remplacées par d'autres sources informatives ou d'un simple échantillonnage. En ce sens, la sélection se prétend activité incisive, de « gouvernement », selon l'observation de Gianni Penzo Doria.

La sélection des archives hybrides

Ces considérations sont-elles encore valables au temps des archives numériques ? Pour l'instant, il est plus particulièrement question d'archives hybrides, là où dossiers papier et informatiques cohabitent, mais avec une intégration très problématique, qui comporte des risques de duplication et de dispersion, avec des situations critiques exponentielles quand le contexte dans lequel se forment les archives ne se fonde pas sur de bonnes pratiques archivistiques, à commencer par le plus élémentaire, le classement et la constitution de dossiers.

Le problème des archives hybrides/numériques n'est pas tant la diversité des supports, qui en réalité était déjà présente dans les archives papier traditionnelles, dans le cas fréquent de documents sur divers supports physiques. Il apparaît avec force lorsque des pratiques archivistiques appropriées n'ont pas été établies. Les archives papier désordonnées ne peuvent se transformer en modalité automatique en archives numériques ordonnées, malgré les illusions normatives des décennies passées. Les procédures informatiques requièrent une anticipation très rigoureuse, qui doit se fonder sur des procédures archivistiques tout aussi rigoureuses, faute de ne plus pouvoir y remédier *ex post*, car il comporterait un gaspillage impensable de ressources. En l'absence d'un bon projet, on finit par transplanter servilement dans le domaine numérique les aspects problématiques de l'organisation documentaire qui étaient déjà présents dans l'environnement papier.

La question de la sélection dans le numérique, de ses temps et de ses modalités, a été jusqu'à présent assez peu débattue; ceci s'explique en partie, dans le cas de l'Italie, par le fait que la principale préoccupation de tous les acteurs impliqués dans la transition numérique était de garantir la conservation dans le temps d'archives plus fragiles que les traditionnelles, alors que la technologie avançait en se répandant rapidement sans que les problèmes liés à la conservation n'aient été affrontés de manière convaincante.

Dans le cadre de la production normative, cette préoccupation s'est traduite, dans une période de déclin important et de perte de confiance dans l'organisation des archives publiques, par un focus prédominant sur les questions de l'intégrité et de l'authenticité des documents particuliers, dans une optique orientée à les garantir principalement au moyen de la signature numérique et de la conservation statique, la soi-disante « *tombale* » dont a parlé Mariella Guercio¹.

¹ Guercio, M., « Archivi digitali, l'Italia li trascura : ecco i nodi irrisolti e gli obblighi disattesi », dans *Agenda digitale*, <https://www.agendadigitale.eu/cittadinanza-digitale/archivi-digitale-litalia-li-trascura-ecco-i-nodi-irrisolti-e-gli-obblighi-disattesi/> [dernière consultation le 28/04/2020].

Le cadre normatif actuel

Aujourd'hui le processus entrepris depuis 2005¹ par le *Code de l'administration numérique* (Décret législatif n. 82/2005) s'appuie sur un cadre normatif plus cohérent. Trois règlements techniques approuvés entre 2013 et 2014 ont à présent accompli leur premier lustre et au cours de ces années ont été produites des archives numériques dans lesquelles se trouvent des fichiers et des dossiers qui dans leur version analogique auraient déjà atteint les délais suffisants de conservation pour être soumis à la sélection.

Cependant, à ce jour il n'y a pas de clarté quant aux procédures autorisées : l'on peut dire que le cycle vital du document informatique, une fois arrivé dans un système de conservation, de fait y reste congelé pour un temps infini. Non que la norme n'en parle pas, le *Décret du Président du Conseil des Ministres* (D.P.C.M.) du 3 décembre 2013², nomme en plusieurs points la sélection.

Pour commencer, l'article 3 affirme que « le système assure, à partir de la prise en charge par le producteur (...) jusqu'à l'éventuelle sélection, la conservation » de documents et de dossiers informatiques avec les métadonnées associées. Le modèle de référence est le modèle OAIS (*Reference Model for an Open Archival Information System*)³, selon lequel du système documentaire courant part le flux de documents et de dossiers, accompagnés d'un ensemble minimal de métadonnées, vers un système distinct qui le conserve de manière définie, jusqu'à l'éventuelle sélection ou jusqu'à ce qu'il ne soit pas transmis à un autre conservateur. Plus loin dans le texte du *Décret*, la sélection revient encore dans l'article 8, paragraphe 2, lettre j, à propos du manuel de conservation qui doit indiquer « les temps après lesquels les différentes typologies de documents doivent être éliminées ou transférées à la conservation » : la référence à la sélection avant l'entrée à la conservation rappelle le passage aux archives historiques dans l'environnement papier. L'article 9, paragraphe 1, lettres k et l est explicite : le processus de conservation prévoit « le tri du paquet d'archivage du système de conservation à l'échéance des termes de conservation prévus par la norme, en en donnant l'information au producteur » et « dans le cas des archives publiques ou privées déclarées, le tri se produit après l'autorisation adressée au producteur de la part du Ministère des biens et des actions culturelles, conformément aux dispositions de la législation en vigueur en la matière ».

Plus loin encore, le mot « scarto » apparaît dans le *Glossario* (Annexe 1) et dans les *Specifiche Tecniche del PdA, Pacchetto di Archiviazione* (Annexe 4) à propos de l'IPdAPre (Index du Paquet d'Archivage Précédent), ce qui revient à dire que les informations, relatives à un ou plusieurs indices des PdA dont il est issu, sont nécessaires pour reconstruire l'historique des objets numériques placés en conservation. En cas de sélection/tri de documents d'un PdA, un nouveau paquet peut être généré par fragmentation, pour lequel l'IPdAPre se réfère à l'/aux antécédent(s) du PdA.

¹ En réalité, les règles relatives au document numérique naissent à l'époque de la réforme de l'administration publique dans les années 1990 ; je me réfère ici avant tout aux développements de la conservation numérique.

² Règles techniques en matière de système de conservation, [conformément aux articles 20, paragraphes 3 et 5-bis, 23-ter, paragraphe 4, 43, paragraphes 1 et 3, 44, (44-bis) et 71, paragraphe 1 du *Code de l'administration numérique* mentionné dans le décret législatif n° 82 de 2005].

³ L'OAIS a été élaboré par le *Consultative Committee for Space Data Systems* (CCSDS) et puis adopté comme standard ISO 14721. Pour plus de détails, voir Michetti, G., OAIS, *Sistema informativo aperto per l'archiviazione*, Rome, ICCU, 2007.

Le schéma proposé dans la même annexe 4, « *Struttura dell'indice del Pacchetto di Archiviazione* » correspond, à peu près, au schéma défini par le standard *Supporto all'Interoperabilità nella Conservazione e nel Recupero degli Oggetti digitali*, (UNI SInCRO), c'est-à-dire par la norme UNI 11386 d'octobre 2010. Il faut noter que dans la représentation graphique de l'annexe seuls quelques éléments (dans le cadre en gras) sont obligatoires. Le standard, qui a le mérite de permettre un premier niveau d'interopérabilité entre les différents organismes au moins au niveau national, est en effet plutôt pauvre : on en déduit qu'on peut, en considérant uniquement la richesse et la granularité des informations ajoutées par rapport à celles obligatoires, évaluer la qualité du système de conservation (par exemple la qualité et la quantité des « Extra Info », la présence de métadonnées relationnelles entre les documents, etc.).

La transposition informatique de procédures traditionnelles contraint à une plus grande rigueur procédurale, elle n'admet pas de solutions improvisées mais requiert une conception détaillée préliminaire ; puisque chaque opération est tracée et que les métadonnées associées à chaque événement sont des enjeux du processus, toutes les opérations deviennent plus transparentes, plus rigoureuses mais aussi plus rigides. La proposition de sélection avec tri dans un environnement papier déterminait un nombre plutôt limité de paramètres (typologie documentaire, index de classement, poids et/ou mètres linéaires). Pour la sélection numérique, l'on doit évidemment prendre également en considération des métadonnées de conservation, descriptives, de provenance, de relation du document : donc, son ID, ses dimensions, date de versement, empreinte, type de document, format, date de création, nombre de fichiers qui le composent, index de classement, références éventuelles et ID du PdA dans lequel il était conservé précédemment et informations sur les supports (ID du support et type). Il s'agit nécessairement d'une liste non exhaustive car des situations particulières exigeront d'autres métadonnées spécifiques.

Toutefois, un coin d'ombre semble projeté sur le moment du transfert du dépôt des archives intermédiaires vers les archives historiques (ou conservation permanente) et des décisions de la sélection-élimination. Du point de vue conceptuel, n'est pas évident en quoi les outils de la sélection, les plans de classement et de conservation qui établissent la durée administrative du dossier ou du document (le « Massimario di scarto », ou le « Piano di Conservazione »), ne pourraient pas s'appliquer de la même manière au document papier et à son correspondant numérique. Toutefois l'absence jusqu'à présent de mise en œuvre de procédures de sélection d'archives numériques, même dans une forme expérimentale, révèle que la sélection dans ce domaine soulève évidemment quelque résistance, puisque les raisons et les fondements théoriques sont essentiellement les mêmes.

Conserver sans sélectionner ?

Renoncer à la sélection implique de former progressivement et inexorablement des sédiments de masses de documents numériques toujours plus importants dans les systèmes de conservation. Les coûts de la conservation des archives de l'administration publique grèvent la dépense publique avec des charges exponentielles, et ceci est un aspect de la question qui relève du politique au sens élevé du terme : il est pour le moins opportun de se demander s'il est vraiment nécessaire d'imposer ces coûts croissants à la collectivité.

Certains ont également avancé que l'activité de sélection ne serait pas *de facto* nécessaire en raison de l'énorme disponibilité de mémoire que la technologie rend disponible à coûts toujours plus bas.

Pour chiffrer cette observation l'on devra examiner le rapport entre le coût de la conservation et celui de l'activité de sélection (l'organisation matérielle de la procédure), qui doit être clair et comparable. Dans le futur, la question pourra être mieux définie à la lumière d'une analyse attentive des coûts/bénéfices, mais sans que l'on déplace les limites de la question : même si l'on pouvait compter dans le futur sur une disponibilité infinie de ressources financières et d'espaces pour l'archivage numérique (ce qui, du reste, n'est pas le cas), la sélection est un élément vital pour les archives informatiques de même qu'elle l'est pour les archives papier, puisqu'elle exige la bonne organisation de la production documentaire et la connaissance des procédures. En outre, comme Anna Guastalla l'observait déjà en 2014 :

« Dans le domaine numérique, on produit beaucoup plus, on conserve beaucoup plus, et surtout on est redondant, c'est-à-dire on réalise une gestion qui dans le monde papier n'a jamais pris pied, celle de la conservation de la copie de sécurité en un autre lieu. (...) Sommes-nous certains que le stockage informatique dans les *repositories* ou les énormes *servers* garantissant la conservation à long terme soit une solution pour la conservation de millions de documents non sélectionnés ? »¹.

Alors que dans le cadre international, avant tout anglo-saxon, la réflexion sur le thème *appraisal* s'est désormais développée et a porté à déterminer quelques techniques opérationnelles d'évaluation et de sélection², en Italie, la sélection dans le domaine numérique est une hypothèse théoriquement praticable mais de fait non réalisée.

Le rôle des Surintendances

Le rôle des Surintendances, des Commissions de surveillance et de la Direction générale des Archives dans le domaine numérique est amplement reconnu par les lois. Aux Surintendances ont été aussi attribuées des fonctions spécifiques de protection à l'égard des conservateurs accrédités auprès de l'*Agenzia per l'Italia digitale* avec le *Regolamento di organizzazione del Ministero dei beni et delle attività culturali* (...) contenu dans le D.P.C.M. du 29 août 2014, n°171, qui à l'article 36, paragraphe 2, lettre a prévoit que : « [la Surintendance développe] une activité de protection des biens archivistiques présents dans son territoire de compétence vis-à-vis de tous les sujets publics et privés, y compris les sujets mentionnés dans l'article 44-bis du Code de l'administration numérique mentionné dans le décret législatif du 7 mars 2005, n°82 ».

Ce texte normatif introduit ici un rôle des Surintendances qui pourrait devenir très incisif afin de bien mener l'évaluation des organismes conservateurs. Néanmoins la protection des archives numériques par la tutelle sur ses conservateurs ne comporte encore ni solution technologique ni organisation préconçue : il est question d'une activité très complexe et délicate et les limites de l'intervention sont peu claires. Plus des quatre-vingts conservateurs qui ont obtenu l'accréditation de l'*AgID* (Agenzia per l'Italia digitale) sont conformes à la loi (« a norma ») et proposent donc des

¹ Guastalla, A., « La cartella clinica del cittadino et la ricetta dematerializzata : nuovi sviluppi digitali per l'achivistica dei servizi sanitari », dans Carucci, P. e Lombardo, M. L., *Archivi informatici. Problemi aperti nelle esperienze attuali e nelle prospettive future*, Rome, 2014, p. 212-213.

² Sloyan, V., « Born-digital archives at the Wellcome Library : appraisal and sensitivity review of two hard drives », dans *Archives and Records*, vol. 37, n° 1, p. 20-36. Sloyan, V. cite quatre approches: macro, fonctionnelle, micro et évaluation ascendante.

solutions qui respectent la norme : pourtant, on pressent facilement que les niveaux de qualité du service peuvent varier significativement dans une mesure assez large.

Quelques Surintendances¹ ont demandé aux conservateurs numériques accrédités d'accéder à leurs systèmes pour superviser la conservation des archives qui leur sont confiées : il s'agit d'un premier pas qui peut devenir beaucoup plus utile surtout si, d'une manière ou d'une autre, il pouvait être automatisé.

D'où concrètement partir pour exercer l'activité de protection sur le numérique? Il peut certainement être utile de lire les manuels de conservation que tout conservateur publie sur le site *AgID*². Cependant, tous ces textes sont très semblables entre eux. Pour comprendre la qualité des systèmes de conservation, l'on doit considérer au moins les accords de versement entre les organismes producteurs et les conservateurs (accords qui, à leur tour, peuvent contenir des références à d'autres accords spécifiques, par exemple pour des définitions techniques de *mapping* entre métadonnées) ; par conséquent, à chaque cas concret pour lequel est demandée l'autorisation du versement, les Surintendances devraient analyser attentivement tous les outils archivistiques de l'organisme producteur (manuel de gestion, manuel de conservation et annexes correspondantes), la documentation du conservateur (manuel de conservation et annexes) et la documentation relative à l'adjudication (accords de versement et annexes correspondantes, cahier des charges, etc.).

Si tel est le chemin à parcourir, les ressources humaines et matérielles, nécessaires dans ce nouveau scénario, sont-elles disponibles ? A l'heure actuelle on peut craindre que non, même s'il existe des espaces pour un changement culturel rapide, en partie dû au renouvellement générationnel au sein de l'administration archivistique.

C'est un résultat que l'on pourra consolider à condition que la formation des nouveaux archivistes s'ouvre sur le monde des archives numériques, question à son tour très débattue et qui requiert urgemment la réforme des parcours de formations actuels (les écoles d'archivistique, paléographie et diplomatique des Archives de l'État et les cours de diplôme à orientation archivistique à l'université).

Intervenir au moment du transfert du producteur au conservateur numérique

Un pas important dans cette direction, qui constitue un devoir actuellement très difficile pour les structures du ministère, serait d'intervenir auprès des organismes producteurs avant l'instauration des accords de versement et de l'engagement des contrats, en collaborant à l'analyse des solutions technologiques proposées par les conservateurs, produisant une documentation à l'appui des choix des administrateurs publics³.

¹ Entre autres, la Surintendance d'Emilie-Romagne, de la Lombardie, du Piémont et de la Vallée d'Aoste.

² Agenzia per l'Italia Digitale, <https://www.agid.gov.it/> [dernière consultation le 28/04/2020].

³ Je pense aux outils comme les *Linee Guida Regionali per la Cartella Clinica Elettronica Aziendale*, Lombardia Informatica, 14/11/2013 ou au *Capitolato tecnico* (Cahier technique) comme, *Capitolato per la Gara*, Lombardia Informatica, 06/2017/LI : Procédure restreinte (...) pour l'attribution du service de conservation numérique aux normes des documents informatiques, opérationnelle au niveau régional destinée aux *Enti Sanitari Pubblici lombardi, a Regione Lombardia e agli Enti del Sistema Regionale* (SIREG).

Depuis un certain temps s'amorce la mise en œuvre d'une procédure de sélection numérique qui implique la Surintendance archivistique et bibliographique du Piémont de la Vallée d'Aoste, suite à la demande d'une agence sanitaire publique.

L'agence s'en remet à un conservateur externe accrédité et depuis 2006 transfère sur le système de conservation deux typologies documentaires : une documentation clinique électronique (qui comprend des lettres de démission, d'accès au *Day hospital*, des rapports de laboratoire d'analyse, de radiologie et de toutes les autres typologies, des minutes de premier soin, etc.) et des images diagnostiques (documents générés par dispositifs diagnostiques qui produisent des images dans le format standard DICOM). A ce stade se pose la question de l'élimination après dix ans des images diagnostiques produites entre 2006 et 2008¹, allégeant significativement la taille du stockage nécessaire et réduisant de façon substantielle également les coûts que l'organisme imputera au budget lors du prochain appel d'offres pour l'attribution du service.

A l'occasion de rencontres et de colloques entre les représentants et consultants du conservateur, de l'agence sanitaire et des fonctionnaires de la Surintendance, ont été considérés les aspects archivistiques relatifs à la sélection de documents informatiques natifs, en identifiant les principaux passages :

- sélection des paquets d'archivage;

- production d'une relation de proposition de tri et transmission à la Surintendance;

 - une fois l'autorisation obtenue, élimination des documents soumis au tri et création de nouveaux PdA contenant les documents restants;

 - opérations de *wiping* (annulation sûre au moyen d'une sur-écriture), ou destruction physique des supports de mémorisation, des copies de sécurité des PdA;

- production de la relation de tri pour la Surintendance.

La sélection s'effectue au moyen de filtres combinés aux métadonnées suivantes :

- date de création du document;

- typologie du document;

- code de classement - classification archivistique d'origine;

- unité opérationnelle de provenance du document;

- relations avec d'autres documents et agrégations (fichier ou dossier);

 - dans le cas de documentation clinique, aussi le régime (hospitalisation, ambulatoire, premiers soins).

¹ Le tri est consenti après 10 années sur base de la législation spécifique du Ministère de la santé, décret ministériel du 14/12/1997, Détermination des modalités afin que les documents radiologiques et de médecine nucléaire et les rapports existants soient rendus rapidement disponibles pour des exigences médicales ultérieures, au sens de l'art. 111, paragraphe 10, du décret législatif n° 230, du 17 mars 1995, qui prévoit à l'art. 4, paragraphe 3 : « Quelle que soit la forme des archives présélectionnées, la documentation doit pouvoir être disponible sur demande pour des exigences médicales ultérieures. Une telle disponibilité doit être maintenue pour une période d'au moins 10 ans pour les documents visés à la lettre a du précédent article [images] et pour une durée indéterminée pour les documents visés au paragraphe b dudit article [rapports], sauf dispositions contraires des directives du ministre de la santé sur l'avis conforme du Conseil supérieur de la santé ».

La recherche opérée avec ces filtres entrecroisés restitue une liste qui rapporte les informations d'identification des documents à éliminer : parmi elles, l'identification du PdV envoyé pour la conservation, la taille du document, son empreinte informatique, la typologie, le format, la date de versement, création, le nombre de fichiers, l'indice de classement, l'identification du PdA, d'autres données relatives au support de conservation et au type de support.

Un aspect très intéressant de la solution proposée est que l'identification de la documentation à proposer pour l'élimination ne se fonde pas sur une métadonnée unique, comme habituellement avancé par les manuels de conservation, le « temps de conservation » tout court, mais de la combinaison de plusieurs filtres sur les métadonnées. Cette option est sans aucun doute préférable, car la métadonnée « temps de conservation » ne se réfère pas à un aspect du document mais est relative au contexte extérieur au document, qui peut varier dans le temps, par exemple à la suite de modifications réglementaires qui en réduisent ou en allongent les délais. La solution proposée prend en considération le fait que les métadonnées du document particulier, enfermées à l'intérieur du PdA, deviennent partie intégrante du document, scellé par le code de fermeture, alors que la caractéristique « temps de conservation » est extérieure et indépendante du document. Dans l'ensemble la procédure proposée part d'une analyse plus fine des aspects d'archivage par rapport au modèle le plus répandu et maintient simultanément toutes les garanties relatives au traçage de la sélection dans le Registre du tri.

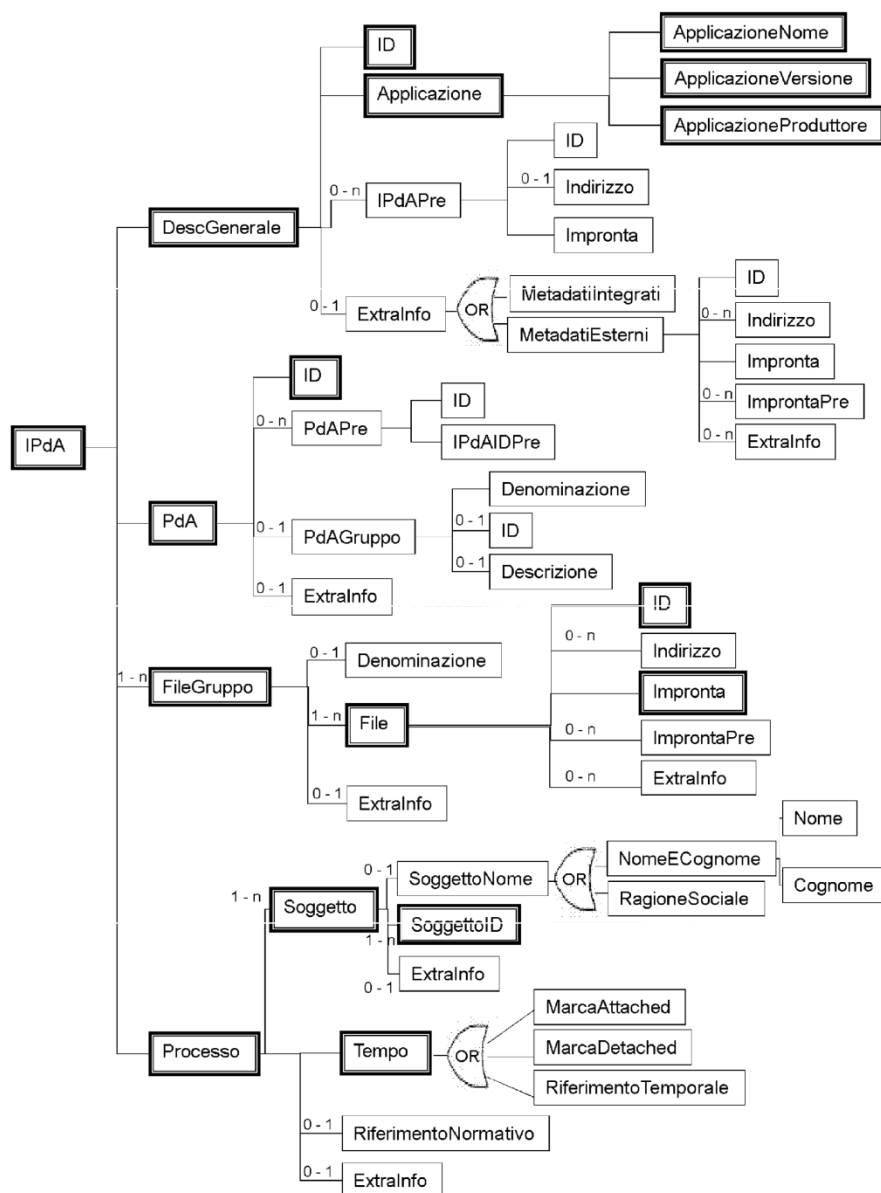
Conclusion

La fonction de protection du patrimoine archivistique telle que conçue jusqu'à présent se trouve confrontée à de nouveaux outils, de nouvelles règles, de nouveaux codes. Toutefois les principes qui ont orienté le travail des archivistes dans le passé continuent à être valables. Ils sont même réévalués et explicités en termes technologiques. Les éléments critiques dans le scénario sont encore nombreux : la question de la sélection numérique, une procédure décrite dans tous les manuels de conservation et non encore actualisée jusqu'à présent, est le symptôme d'un blocage, d'une résistance, d'une négligence qui n'ont plus de raison d'être.

A court terme, la question devra être examinée dans le cadre d'accords et de premières actions courageuses. Les organismes producteurs d'archives (surtout les institutions locales) et les conservateurs doivent devenir des interlocuteurs habituels pour les Surintendances comme c'est désormais le cas pour la sélection papier. Les retombées positives seront nombreuses; une pourrait être le rapprochement entre deux mondes, celui des bureaux chargés de la tutelle et celui des nouveaux sujets concernés (producteurs et conservateurs) et, on peut le souhaiter, aussi de l'*AgID*. Ce serait un excellent départ pour une collaboration et une coopération institutionnelle entre tous les acteurs qui, hélas, jusqu'à ce jour font défaut.

Antonella PIERI,
Archiviste d'État
Surintendance archivistique et bibliographique du Piémont et du Val d'Aoste
antonella.pieri@beniculturali.it

Rappresentazione grafica della struttura dell'indice del pacchetto di archiviazione



Gli elementi racchiusi nella cornice in grassetto sono obbligatori

*Supplemento ordinario n. 20 alla Gazzetta Ufficiale Serie generale -
n. 59, 12-3-2014*

**L'EXPERIENCE DU GROUPE DE TRAVAIL POUR LA REDACTION DU CADRE
METHODOLOGIQUE POUR L'EVALUATION, LA SELECTION ET
L'ECHANTILLONNAGE DES ARCHIVES PUBLIQUES**

Marie-Claire PONTIER

Le cadre méthodologique pour l'évaluation, la sélection et l'échantillonnage des archives publiques, publié par le comité interministériel des Archives de France est le fruit d'une réflexion approfondie, voulue par le comité afin d'apporter des bases plus solides à la pratique archivistique en la matière. Il énonce les principes de l'évaluation et de la sélection et propose des recommandations. Membre du groupe de travail qui a œuvré à la réalisation de cet outil, Marie-Claire Pontier, conservateur général du patrimoine et directrice des AD des Bouches-du-Rhône depuis 2014, se propose de revenir sur cette démarche novatrice, d'en expliciter les tenants et les aboutissants et d'en présenter la mise en œuvre aux AD des Bouches-du Rhône.

L'esperienza del Gruppo di lavoro per la redazione del quadro metodologico per la valutazione, la selezione e il campionamento degli archivi pubblici

Il quadro metodologico per la valutazione, la selezione e il campionamento degli archivi pubblici, pubblicato dal Comitato interministeriale degli Archivi di Francia, è il frutto di una riflessione approfondita, voluta dal comitato per dare basi più solide alla prassi archivistica in materia. Vi si enunciano i principi della valutazione e selezione e vi si propongono delle raccomandazioni. Marie-Claire Pontier, membro del gruppo di lavoro che ha prodotto questo strumento, conservatore generale del patrimonio e direttrice degli Archivi dipartimentali delle Bouches-du-Rhone dal 2014, riflette su questo approccio innovatore, ne esplicita i particolari e ne presenta l'applicazione nel suo Servizio d'archivio.

L'ÉVALUATION PROSPECTIVE

Barbara KRÄUCHI et Guido KOLLER

L'évaluation prospective aux Archives fédérales suisses, développée depuis 2010 sous les effets de la dématérialisation, est basée sur l'évaluation des tâches et compétences légales exécutées par les producteurs des données. Elle est composée d'une part d'une analyse et d'une description du producteur de données, soit l'organisation et ses objectifs, les bases légales, les partenaires etc., d'autre part, des tâches et des compétences qui lui incombent ainsi que d'une description des résultats de l'évaluation. Elle est effectuée en collaboration avec les offices fédéraux : le producteur évalue les rubriques de sa structure selon les critères commentés et par rapport aux valeurs juridico-administratives. Elle peut être enrichie par l'intervention de tiers, comme des spécialistes du domaine. La confrontation du concept d'évaluation avec les données historiques de la météorologie suisse révèle le bien-fondé de la démarche de partage, de traçabilité et de mise en réseau de l'évaluation prospective.

La selezione prospettica e lo scarto.

La selezione prospettica sviluppata negli Archivi federali svizzeri a partire dal 2010 in relazione agli effetti della dematerializzazione, è fondata sulla valutazione delle funzioni svolte e delle competenze giuridiche attuate dai produttori di dati. Tale metodo si articola in una prima parte di analisi e descrizione del soggetto produttore, concernenti organizzazione, obiettivi, fondamenti giuridici, soggetti correlati, ecc. Una seconda parte riguarda funzioni e competenze che spettano al soggetto, ed una descrizione dei risultati della selezione. Quest'ultima è effettuata in collaborazione con gli Uffici federali : il soggetto produttore procede alla valutazione dei titoli attinenti alla sua struttura secondo i criteri stabiliti e tenendo conto del rispettivo valore giuridico-amministrativo. La valutazione può essere arricchita dall'intervento di terze parti, come gli specialisti della materia. Il confronto del concetto di selezione con i dati storici della meteorologia svizzera conferma la bontà del metodo di condivisione, tracciabilità e di messa in rete della selezione prospettica.

Dans un premier temps, nous nous attacherons à expliquer le concept d'évaluation prospective des Archives fédérales suisses (AFS) tout au long du cycle de vie des informations (pertinentes pour les affaires) de l'État fédéral suisse. Dans un deuxième temps, nous recourrons à l'exemple de données météorologiques pour montrer l'importance de la combinaison des outils polyvalents pour la gestion et l'évaluation, pour les versements et pour l'utilisation de données. Il vise à montrer que le produit de l'évaluation prospective, y compris la production intentionnelle de trous d'archivage dans le flux d'information (numérique), relève de la transparence, de la traçabilité et de la mise en réseau.

L'évaluation aux Archives fédérales suisses

Depuis les années 1990, l'évaluation archivistique est une activité essentielle des AFS. Grâce à elle, il est possible d'établir des archives cohérentes. Dans le contexte de ces travaux, le maniement de lacunes¹ est une exigence bien connue. Depuis 2010, les AFS suivent l'approche prospective selon le *Gesamtkonzept für die Bewertung im Bundesarchiv*². Ce concept a été élaboré et introduit

¹ AFSPar delà les lacunes, l'accès à l'essentiel : méthodes et approches de l'évaluation archivistique, Zurich, Chronos-Verlag, 2009.

² AFSesamtkonzept für die Bewertung im Bundesarchiv, Bern, AFS, 2010, <https://www.bar.admin.ch/bar/fr/home/gestion-de-l-information/valeur-archivistique.html> [dernière consultation le 17/02/2020].

à la suite à la décision de la Chancellerie fédérale de gérer les informations de la Confédération suisse de façon numérique. Le concept décrit la stratégie et les objectifs de l'évaluation au sein des AFS. Les démarches à entreprendre et les méthodes à suivre y sont également définies. Elles sont d'ailleurs expliquées dans l'aide-mémoire *Du classement des affaires aux Archives fédérales*¹. L'évaluation prospective est basée sur l'évaluation des tâches et compétences légales exécutées par les producteurs des données. Au sein de l'administration fédérale suisse, les producteurs de données sont les offices fédéraux. Ils sont soumis à la *loi fédérale sur l'archivage*² et se doivent d'archiver leurs documents aux AFS.

L'évaluation s'effectue sur des structures qui représentent toutes les tâches du producteur de données, dans notre cas un office fédéral par exemple. Ces structures permettent de définir l'évaluation au niveau rubrique (dernière position d'une structure hiérarchique avant les dossiers qui contiennent les données primaires). L'évaluation prospective est composée d'une part d'une analyse et d'une description du producteur de données, soit l'organisation et ses objectifs, les bases légales, les partenaires etc., d'autre part, des tâches et des compétences qui lui incombent ainsi que d'une description des résultats de l'évaluation. L'évaluation des données météorologiques en est un exemple³. L'évaluation proprement dite s'effectue sur la base de structures (plans d'enregistrement) orientées selon les tâches par l'intermédiaire d'une application Internet nommée *StrucTool*⁴. Cet outil permet de valider lesdites structures, y compris l'attribution de l'évaluation prospective. Les structures à évaluer profitent des recommandations spécifiques et normatives par rapport à la gestion de l'information communiquées par les AFS. Elles sont donc faciles à comprendre par des tiers qui ne sont pas directement impliqués dans le processus et également compréhensibles pour la postérité, grâce à leur orientation « tâches ».

Le concept des AFS, respectivement son application, permet de connaître les contenus (grâce à la structure) et de prévoir des versements à l'avance (selon les résultats de l'évaluation prospective). L'évaluation est effectuée en collaboration avec les offices fédéraux : le producteur évalue les rubriques de sa structure selon les critères commentés et par rapport aux valeurs juridico-administratives⁵ (valeur probante, valeur d'évidence). Ce travail est suivi par l'évaluation des AFS selon les critères des points de vue historico-sociaux (valeur d'information).

¹ AFS, *Du classement des affaires aux Archives fédérales suisses : Proposition et évaluation de documents de la Confédération*, Berne, AFS2013. <https://www.bar.admin.ch/bar/fr/home/gestion-de-l-information/valeur-archivistique.html> [dernière consultation le 17/02/2020].

² Loi fédérale sur l'archivage (LAr) du 26 juin 1998 (état le 1^{er} mai 2013), <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19994756/index.html> [dernière consultation le 24/03/2020].

³ *Prospektive Bewertung des Ordnungssystems des Bundesamts für Meteorologie und Klimatologie MeteoSchweiz, Entscheid vom 26.03.2019*, Site des Archives fédérales suisses : <https://www.bar.admin.ch/bar/fr/home/gestion-de-l-information/valeur-archivistique/decisions-d-evaluation/departement-federal-de-linterieur-dfi.html#1790904436> [dernière consultation le 17/02/2020].

⁴ *StrucTool*, Site des Archives fédérales suisses : <https://www.bar.admin.ch/bar/fr/home/gestion-de-l-information/outils-et-instruments/structool--creer-et-gerer-des-structures.html> [dernière consultation le 17/02/2020].

⁵ Archives fédérales suisses, *Du classement des affaires aux Archives fédérales suisses : Proposition et évaluation de documents de la Confédération*, Berne, Archives fédérales suisses, 2013, p. 24-25. <https://www.bar.admin.ch/bar/fr/home/gestion-de-l-information/valeur-archivistique.html> [dernière consultation le 17/02/2020].

⁶ *Idem*.

Les critères d'exclusion par rapport à la responsabilité et aux types de données¹ sont également appliqués. Ceux-ci expliquent quelles données ne seront pas archivées car elles ne découlent pas de compétences de l'office concerné ou parce qu'elles figurent sur une liste négative¹ approuvée par les AFS.

La réalisation de ce type de collaborations implique l'intensification des échanges entre archives et producteurs de données. Cela demande des efforts supplémentaires des deux côtés. Les archives doivent montrer la plus-value de ce processus. Quant aux producteurs, ils sont priés de vérifier et d'améliorer leur approche de la gestion des informations pertinentes. Il est important de mentionner que les bases légales et normatives en vigueur dans l'Administration fédérale facilitent les interactions entre archives et producteurs en réglant beaucoup de principes. Elles facilitent également les aspects pratiques et outils techniques², car quelques pistes y sont mentionnées.

L'évaluation prospective indique ce qui sera archivé et ce qui sera éliminé (après l'échéance des délais de conservation). Elle permet de décrire de façon transparente et traçable des lacunes prévues, de les rendre compréhensibles, et ce avant même la production et la gestion de ces données. L'avantage par rapport à l'évaluation rétrospective est que le résultat se montre très tôt dans le processus. On sait ce que l'on peut trouver parmi les archives futures ou bien ce qui aboutira en des trous d'archives calculés. Elle permet aussi d'éviter des lacunes non intentionnelles, dues par exemple à des structures inconnues ou non complètes. Bien évidemment, d'autres oublis (« blancs ») potentiels peuvent apparaître. Comme ceux dus à des différences entre l'évaluation et sa réalisation ou non-réalisation par des versements ou à des pertes de données suite à un non enregistrement de données par exemple.

La transparence et la traçabilité sont également des atouts de poids de l'évaluation prospective. Dès qu'une évaluation prospective est effectuée, elle est communiquée à l'externe par sa publication sur le site des AFS. Des tiers peuvent participer à l'évaluation également³. En effet, une décision d'évaluation des AFS peut ainsi être suivie et complétée par des professionnel(le)s d'un domaine spécifique, des personnes intéressées etc. Les décisions d'évaluation peuvent ainsi être enrichies par des questions, des commentaires ou des compléments d'information. De plus, cette documentation du travail archivistique d'évaluation rend plus visibles les résultats pour ou contre l'archivage et permet aux chercheurs d'y faire face consciemment.

C'est dans le cadre de cette orientation participative que les AFS ont organisé des ateliers thématiques sur l'évaluation de données dans des domaines spécifiques : le système de formation

¹ AFS, *Aide-mémoire liste négative* :

https://www.bar.admin.ch/dam/bar/fr/dokumente/kundeninformation/merkblattnegativliste.pdf.download.pdf/aide-memoire_listenegative.pdf [dernière consultation le 29/04/2020].

² Gestion électronique des dossiers à la Confédération (GEVER), Site de la Chancellerie fédérale : <https://www.bk.admin.ch/bk/de/home/dokumentation/gever-bund.html> [dernière consultation le 25/03/2020].

³ Votre avis nous intéresse ! Site des AFS : <https://www.bar.admin.ch/bar/fr/home/gestion-de-l-information/valeur-archivistique/votre-avis-nous-interesse.html> [dernière consultation le 24/03/2020].

⁴ Ateliers d'évaluation : rapports, Site des AFS : <https://www.bar.admin.ch/bar/fr/home/gestion-de-l-information/valeur-archivistique/votre-avis-nous-interesse.html> [dernière consultation le 25/03/2020].

post-obligatoire et l'infrastructure routière en Suisse⁴. Les « propositions » sont communiquées avant les versements aux AFS. Les chercheurs disposent ainsi des informations quant à l'évaluation et peuvent tenir compte de lacunes délibérément produites dans les archives.

Une fois l'évaluation prospective effectuée, les AFS réalisent les travaux rétrospectifs avec chaque producteur de données. Si les tâches et compétences déjà évaluées de façon prospective sont stables, alors les résultats de la prospective sont également appliqués pour la rétrospective, indépendamment des supports, de leur évolution et coexistence, et sur lesquels figurent les données du passé à évaluer (papier, diapositives, manuscrits, bases de données, etc.). Cette façon de procéder, tournée vers le futur et vers le passé, facilite les versements rétrospectifs et met en corrélation l'utilisation de fonds plus complets. En outre, tous les efforts des professionnel(le)s de l'archivage (conseils, recommandations, entraînement, accompagnement) auprès des producteurs de données¹ peuvent influencer positivement le traitement des informations qui deviendront les archives futures. Celles-ci profitent de chaque aspect respecté dans le contexte du « grand ensemble », c'est-à-dire de la structuration et du regroupement des informations pertinentes pour les affaires de chaque acteur ainsi que de leur évaluation, de l'attribution des métadonnées selon les principes de protection de données et de l'information etc. Il en résulte une valeur ajoutée pour l'exploitation des archives, pour les recherches et l'utilisation, soit directement par des structurations et dénominations claires et univoques, soit indirectement par leur regroupement identifiable et trouvable parmi les fonds des AFS ou en faisant partie de mises en réseaux avec des partenaires des AFS.

Les efforts des AFS dans le domaine de l'évaluation prospective montrent que les méthodes de la gestion de l'information y compris l'évaluation archivistique ainsi que la communication des

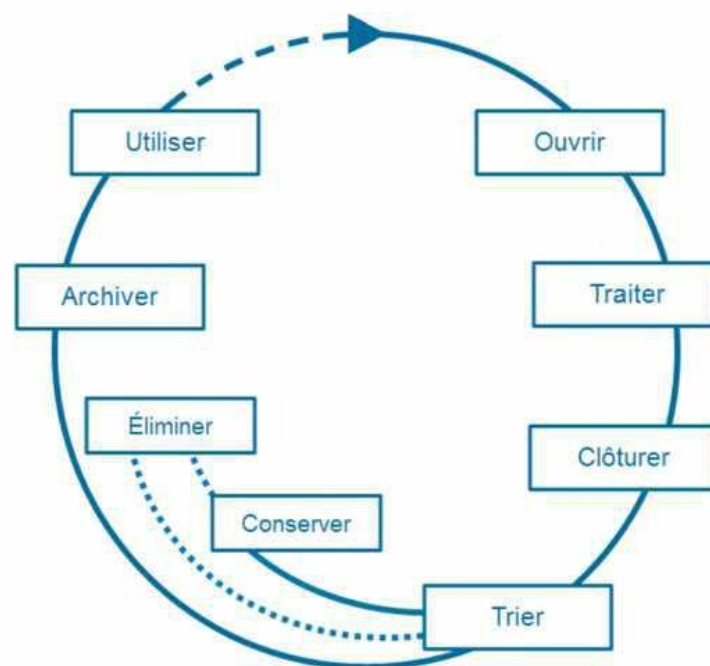


Illustration n° 1 : cycle de vie des informations

¹ Module de base (gestion de l'information], Site des AFS : <https://www.bar.admin.ch/bar/fr/home/gestion-de-l-information/formation.html> [dernière consultation le 17/02/2020]

résultats qui en découlent, peuvent influencer les (trous d') archives. Grâce aux métadonnées également attribuées de façon prospective, la mise en réseau de collections (réelles et/ou virtuelles) est également plus évidente et plus facile.

.L'exemple d'un cas concret, domaine météorologique

Afin d'illustrer également la question de l'accès à des données archivées selon l'évaluation, nous avons choisi l'exemple de la météorologie, ceci pour diverses raisons. Premièrement, la météorologie est un domaine scientifique, politique et économique d'actualité immanente – en raison du changement climatique, la société est touchée dans son ensemble. Deuxièmement, en météorologie, nous connaissons une longue tradition de documentation, les chercheurs ont commencé à enregistrer les observations météorologiques au 18^e siècle. Puis les sociétés de sciences naturelles ont systématisé ces observations et enregistrements au 19^e siècle. Vers la fin du 19^e siècle, l'*Institut météorologique* central a été fondé en Suisse. Cette institution a initié la professionnalisation des observations, les mesures et les enregistrements de ces données précieuses et importantes. Il y a donc une longue tradition de collecte, de gestion et d'archivage dans ce domaine, mais cette tradition s'est développée de façon décentralisée pendant longtemps. Ce fait implique qu'il y a évidemment aussi des lacunes parmi les données respectives léguées à la postérité. Les documents privés se trouvent souvent dans des archives privées, ceux des sociétés de sciences naturelles dans les archives (cantonales) d'États et ceux de l'*Institut météorologique suisse* au sein des AFS.

La masse d'informations archivées du domaine météorologique permet des recherches fructueuses, que ce soit au niveau des points de vue temporel que local. Elle sert de base pour des mises en contexte contemporaines d'informations et de contenus de sources et de provenances diverses. Les observations météorologiques originales depuis la seconde moitié du 19^e siècle sont particulièrement intéressantes pour la recherche historique sur le climat. Elles se trouvent dans les fonds de l'*Institut météorologique* suisse aux AFS¹. Les observations météorologiques du Säntis, ancienne station météorologique en Suisse orientale, sont un exemple de lacune putative (comblée par hasard). Les résultats d'observations consignés dans des carnets par le gardien officiel de cette station météorologique manquaient aux AFS et n'ont été découverts qu'en 2018 aux Archives d'État d'Appenzell Rhodes-intérieures. Ces informations datant de 1864 à 1960 ont récemment pu être ajoutées aux données climatiques historiques de la Suisse dans les fonds correspondants des AFS².

Ces données ont été utilisées pour des analyses et des évaluations historiques les dernières années. Mentionnons par exemple l'*Université de Berne* qui a exploité ces données pour un article scientifique paru dans la revue renommée « *Climate of the Past* ». Mais également, la recension respectivement la discussion de l'article « *Swiss Early Instrumental Meteorological Measurements* » du *Oeschger Centre for Climate Change Research* de l'Université de Berne et de l'*Office fédéral de*

¹ AFS, E3180#43-0'. Original-Beobachtungen konventioneller Klimastationen, 1863-2000 : <https://www.recherche.bar.admin.ch/recherche/#/de/archiv/einheit/29467441> [dernière consultation le 26/03/2020].

² AFS, E3180#2018/104#96*, Säntis Originalbeobachtungen, 1. Januar 1928 – 31. März 1928 : <https://www.recherche.bar.admin.ch/recherche/#/de/archiv/einheit/31281280> [dernière consultation le 26/03/2020].

météorologie et de climatologie MétéoSuisse, Zurich, peuvent être consultées en ligne¹. Les sources ont été mises à disposition de façon numérique par les AFS. L'*Université de Berne* met à disposition les données brutes sous forme de copies numérisées sur le site *zenodo* du CERN à Genève² et relie les métadonnées de ces documents sur *zenodo* à l'accès en ligne des AFS³. L'ensemble de ces données sur *zenodo* comprend les premières séries de mesures instrumentales qui ont été recueillies et numérisées dans le cadre d'un projet du Fonds national suisse de la recherche scientifique⁴.



Illustration n° 2 : carnet d'observations du Säntis, 1928

Bilan et perspectives : « trous d'archives », « trous de mémoires » ? ou « La somme est plus que les parties » ?

En décrivant les méthodes de travail d'évaluation ainsi que l'exemple « données météo », nous soulignons l'importance d'harmoniser et de combiner les outils contemporains pour la gestion et l'évaluation prospective, pour les versements et pour l'utilisation de données selon le cycle de vie des informations. Ce n'est que de cette manière coordonnée qu'il est possible de générer une valeur ajoutée simultanément pour la gestion, l'archivage, l'utilisation et la recherche, tout en créant des valeurs ajoutées pour chaque étape d'exploitation de données, selon nous. Il ne s'agit pas seulement d'un effet positif pour la traçabilité des actions gouvernementales, mais aussi face à la production

¹ Pfister, L. et al., *Swiss Early Instrumental Meteorological Measurements* dans *Climate of the Past, Discussions*. <https://www.clim-past-discuss.net/cp-2019-26/cp-2019-26.pdf>, (DOI: <https://doi.org/10.5194/cp-2019-26>) [dernière consultation le 18/03/2020].

² Zenodo, *Early Instrumental Meteorological Measurements in Switzerland*. <https://doi.org/10.5281/zenodo.3744217>, (DOI: <https://doi.org/10.5281/zenodo.3744217>) [dernière consultation le 29/04/2020].

³ Accès en ligne, Site des AFS : <https://www.recherche.bar.admin.ch/recherche/#/fr/recherche/simple> [dernière consultation le 18/03/2020].

⁴ Fonds national suisse de la recherche scientifique, projet n° 169679, *Mesures instrumentales précoces suisses pour l'étude de la variabilité climatique décennale (CHIMES)*.

de connaissances pour la science, la politique et la société. Le produit de l'évaluation prospective y compris la production intentionnelle de trous d'archivage dans le flux d'information (numérique) est la transparence, la traçabilité et la mise en réseau. Les auteurs sont convaincus que cette démarche de mise en réseau sur le plan opérationnel, centrée sur les institutions et les contenus, permet à tous les intéressés (y compris les Archives) de disposer au mieux des données et des métadonnées archivées pour atteindre leurs objectifs de recherche et de dépouillement d'informations. La constitution de fonds d'archives dépasse, de plus en plus, les domaines et « frontières » d'archives et d'institutions spécialisées. Ne cessons pas donc le partage de nos expériences et la connexion de nos portails tout au long du cycle de vie des informations. Que ce soit parmi nous professionnel(le)s, qu'avec nos clients afin de développer la qualité et la quantité de nos prestations basées sur les trésors archivés.

Barbara KRÄUCHI,
Spécialiste en information documentaire HES,
conseillère en gestion de l'information et évaluation aux AFS,
barbara.kraeuchi@bar.admin.ch

Guido KOLLER,
PhD, Historien aux AFS
guido.koller@bar.admin.ch

**PERDERE DEGLI ARCHIVI PER SALVARLI :
LE CARTE DELL'ARCHIVIO VALDESE AFFIDATE A CAMBRIDGE NEL 1658**

Gabriella BALLELIO

Nel 1532 i valdesi delle valli occidentali del Piemonte aderirono alla Riforma calvinista, passando da movimento ereticale all'interno del cattolicesimo a Chiesa riformata, dotata di un archivio che conservasse i documenti che garantivano i precari diritti di questa minoranza religiosa. I ripetuti tentativi di repressione che insanguinarono le Valli valdesi nel corso del XVII secolo, il massacro della primavera del 1655 e l'esilio del 1686 portarono, tra l'altro, alla perdita della documentazione archivistica, e soltanto dopo il rientro e la riorganizzazione dell'attività ecclesiastica e amministrativa intorno al 1690, riprese la tenuta degli archivi. Tuttavia, proprio dopo gli eventi del 1655, il moderatore della Tavola valdese Jean Léger affidò a Samuel Morland, inviato straordinario di Oliver Cromwell presso la Corte sabauda, vari manoscritti antichi e una corposa serie di copie notarili della documentazione storico-giuridica relativa ai valdesi, al fine di salvaguardarli dalla distruzione, conservarne memoria in luogo sicuro e permettere la redazione di un volume sulla storia dei valdesi che circolasse nel mondo anglosassone. Tutte le carte furono successivamente donate da Morland alla Biblioteca dell'Università di Cambridge dove sono conservate tuttora. Grazie a un progetto di acquisizione digitale tra l'Archivio della Tavola valdese e la *University Library* sarà possibile realizzare una parziale ricostruzione dell'archivio esistente alla metà del XVII secolo, consultabile *online*.

Perdre des archives pour les sauver: les documents des Archives vaudoises confiées à Cambridge en 1658

L'adhésion des Vaudois des vallées occidentales du Piémont à la Réforme calviniste, qui remonte à 1532, transforma en Eglise réformée ce mouvement qui, à l'intérieur du catholicisme, était hérétique. Cette Eglise se dota d'archives pour la conservation des documents garantissant les droits précaires de telle minorité religieuse. Les répressions répétées qui ensanglantèrent les Vallées vaudoises au cours du XVII^e siècle, le massacre du printemps 1655 et l'exil de 1686 provoquèrent, entre autres, la perte de documents d'archives. La reprise de la tenue des archives commença seulement après le retour et la réorganisation de l'activité ecclésiastique et administrative autour de 1690. Toutefois, tout juste après les événements de 1655, le Modérateur de la Table vaudoise Jean Léger confia un petit trésor documentaire à Samuel Morland, envoyé extraordinaire d'Oliver Cromwell auprès de la Cour de Savoie. Il s'agissait de manuscrits anciens et d'une série épaisse de copies notariales de documentation historico-juridique concernant les Vaudois, afin de les sauver de la destruction, d'en conserver mémoire en lieu sûr et de permettre la rédaction d'un volume d'histoire vaudoise destiné à la circulation dans le monde anglosaxon. Tous les documents furent successivement donnés par Morland à la Bibliothèque de l'Université de Cambridge, qui les garde depuis. Un projet de numérisation, à mettre en ligne, partagé entre les Archives de la Table vaudoise et l'University Library permettra une reconstruction partielle des archives existantes au milieu du XVII^e siècle.

Introduzione

L'Archivio della Tavola valdese conserva la documentazione storica prodotta dall'organo amministrativo della Chiesa valdese, gran parte degli archivi storici delle sue comunità locali, istituti e opere, delle Chiese metodiste e battiste italiane, nonché i fondi di famiglie, di persone e di enti di proprietà della Società di studi valdesi. La sua sede di Torre Pellice (Torino) offre allo studioso e al visitatore una concentrazione di fonti che permettono di avere un quadro delle minoranze religiose riformate in Italia a partire – nel caso dei valdesi – dalla fine del XVII secolo (e nel caso delle altre denominazioni, arrivate nella penisola a seguito di missioni inglesi e statunitensi, negli anni successivi all'unità nazionale). Si tratta quindi di un archivio piuttosto recente, e oggi l'archivista, come documenti più antichi, può mostrare gli atti originali dei sinodi a partire dal 1692 e tutt'al più qualche carta notarile risalente agli inizi di quel secolo appartenente a qualche archivio familiare. Ma cosa ne è stato della documentazione precedente ?

Archivi perduti, archivi conservati

Con l'adesione alla Riforma nel 1532 di gran parte della popolazione delle valli occidentali del Piemonte, il movimento eretico nato nella seconda metà del XII secolo all'interno del cattolicesimo si era trasformato in Chiesa riformata di stampo calvinista, con una struttura organizzata in assemblee composte dai capi famiglia, un governo ecclesiastico a carattere elettivo e la costituzione di comunità locali. La figura del *barba*, predicatore itinerante, era stata sostituita da quella del pastore, teologicamente formato nelle Accademie protestanti europee, e il bagaglio di piccoli testi usati per la predicazione clandestina e l'istruzione dei fedeli, da nascondere nelle bisacce - porzioni della Scrittura, trattati religiosi, sovente di derivazione hussita, libri di medicina, aritmetica e produzioni poetiche di stampo provenzale - non erano più accettabili nel nuovo ordinamento teologico ed ecclesiastico.

Il trattato di Cavour del 1561, ponendo fine alla prima guerra di religione nelle Valli valdesi (1560-1561) aveva fissato i limiti territoriali entro cui i riformati potevano abitare ed esercitare il proprio culto, pur con una serie di restrizioni. La sua particolare forma giuridica, un *covenant*, patto più che concessione, era sottolineata dalle firme di Filippo di Racconigi, rappresentante del duca Emanuele Filiberto, da una parte, e di cinque semplici valdesi, pastori e sindaci, dall'altra; inoltre si trattava di un'eccezione al principio del *cuius regio et eius religio* adottato nei principati europei dopo la Riforma. D'altro canto, le assemblee sinodali e l'attività dell'organo amministrativo delle Chiese valdesi - i *Messieurs de la Table* - richiedevano la verbalizzazione e la tenuta della corrispondenza. Pur nei limiti di un'area geografica ben definita e di una legislazione talvolta umiliante, la sopravvivenza dei valdesi e del loro culto fu garantita per quasi un secolo, fino agli eventi che insanguinarono le Valli valdesi nel corso del XVII secolo, a partire dal massacro della primavera del 1655 per culminare nell'esilio in Svizzera dei sopravvissuti alla guerra scatenata dal duca Vittorio Amedeo su istigazione del re di Francia Luigi XIV del 1686 (un anno dopo la revoca dell'Editto di Nantes). Oltre alla decimazione della popolazione - delle oltre ventimila persone censite prima degli eventi ne sopravvissero quattromila - la distruzione sistematica delle comunità portò alla perdita della documentazione archivistica e soltanto dopo il rientro dei valdesi nell'estate del 1689 e la riorganizzazione dell'attività ecclesiastica fu possibile ricominciare a raccogliere le carte e istituire gli archivi, sia a livello di amministrazione centrale della Tavola - verbali di sinodi e corrispondenza - sia locale, con i registri di nascita e battesimo, matrimonio e funerale redatti dai pastori delle varie comunità. La tenuta dello stato civile nel Ducato di Savoia e successivamente nel Regno di Sardegna era infatti di competenza dei ministri di culto (parroci, pastori e rabbini) e rimase tale fino al 31 dicembre 1865, dopo la proclamazione del Regno d'Italia. Per valdesi ed ebrei le registrazioni delle nascite erano di particolare importanza per attestare la legittimità dei bambini, che altrimenti sarebbero stati sottratti alla madre ed educati nella fede cattolica del Duca, il quale esercitava per legge la patria potestà sugli infanti naturali. L'Archivio della Tavola valdese di Torre Pellice conserva il patrimonio documentale prodotto dopo il ritorno dei valdesi nelle loro valli, rimasto pressoché integro nelle successive trasmissioni da una gestione della Tavola all'altra e nelle chiese locali.

Pur se le carte originali prodotte e ricevute dall'amministrazione ecclesiastica degli anni precedenti all'esilio sono andate perdute o distrutte, alcune fonti più antiche possono essere trovate consultando le serie dell'Archivio di Stato di Torino e ricercando in archivi e biblioteche estere, tra cui la Trinity College Library di Dublino e la Bibliothèque Publique et Universitaire di Ginevra per i manoscritti contenenti la letteratura medievale, mentre un fondo documentario piuttosto ricco, comprendente sia volumi antichi sia documenti contemporanei fu depositato presso la Biblioteca dell'Università di Cambridge nel 1658.

La missione di Morland, diplomatico e *secret agent*

Il 18 giugno del 1655, nella città di Lione, avvenne l'incontro di due uomini provenienti da luoghi ed esperienza diversissime. Il pastore e moderatore delle Chiese valdesi di Piemonte Jean Léger aveva lasciato le sue Valli con negli occhi le scene delle atrocità perpetrate dalle truppe sabaude nei confronti della popolazione in quella “primavera di sangue” che aveva sollevato l'indignazione di tutti i governi protestanti d'Europa. L'altro protagonista dell'incontro era un giovane diplomatico, Samuel Morland, proveniente dall'Inghilterra e incaricato di una delicata missione diplomatica presso le corti di Francia e di Savoia. Morland aveva lasciato l'Inghilterra alla fine di maggio e il 1 giugno aveva consegnato di persona le lettere di Cromwell al re Luigi XIV e al cardinale Mazarino. Possiamo soltanto immaginare l'incontro di Léger e di Morland nella città che aveva visto la nascita del movimento valdese con la predicazione di Valdo (anche se fino al XIX secolo prevalse la tesi dell'origine apostolica, collegata al presunto passaggio di Paolo nelle Valli valdesi). L'incisione che ci tramanda le fattezze di Morland ci mostra il giovane diplomatico con il bel viso inquadrato da lunghi capelli biondi elegantemente acconciati, lo sguardo diretto e serio, vestito di un abito austero appena illuminato dall'ampio colletto bianco. Nel ritratto di Léger ci colpiscono gli occhi scuri nel viso dai tratti larghi, la bocca atteggiata a un lieve sorriso sotto i baffi sottili, i capelli scuri, la toga pastorale di tessuto ruvido. Oltre al racconto degli orrori di cui era stato testimone fino a pochi giorni prima, Léger nell'incontro di Lione rivolgeva a Morland l'offerta delle testimonianze più antiche e più gelosamente conservate della storia valdese, sapendo che si trattava della decisione di privarsi degli originali per salvarli¹.

La notizia del feroce massacro dei valdesi si era sparsa velocemente e aveva provocato una reazione di sdegno nei paesi protestanti. In particolare in Gran Bretagna, dove pochi anni prima la monarchia del cattolico Carlo I era stata rovesciata dai puritani sotto la guida di Oliver Cromwell, il governo repubblicano aveva indetto immediatamente una colletta e un giorno di digiuno e preghiera in segno di solidarietà, mentre il potente segretario di Stato John Thurloe preparava una decisa azione politica. Il poeta John Milton, nel suo ruolo di *Latin Secretary* benché ormai cieco, era stato incaricato di redigere le lettere rivolte ai sovrani francese e sabaudo, nonché un discorso da rivolgere al Duca; latore dei documenti doveva essere il giovane funzionario, Samuel Morland. Questi, nato nel 1625, figlio di un pastore anglicano, dopo gli studi di matematica e ingegneria presso l'Università di Cambridge, vi era rimasto come *fellow* e poi *tutor* fino al 1653, quando era stato incaricato da Thurloe di una prima missione diplomatica presso la corte di Svezia. La scelta di Morland per la trattativa non era dovuta semplicemente alle sue indubbie qualità diplomatiche ma rispondeva ad altre finalità: Thurloe (e con lui Cromwell) aveva in mente la pubblicazione di un'opera storiografica sui valdesi fondata su fonti documentarie – interessante progetto di divulgazione della storia contemporanea al servizio della politica – mentre il vescovo anglicano James Ussher, primate d'Irlanda e appassionato collezionista di codici (tra cui il meraviglioso *Book of Kells*), già in possesso di un *corpus* di manoscritti valdesi medievali, riteneva che la raccolta di tali antiche fonti sarebbe stata utile per la riscrittura della storia religiosa in prospettiva protestante,

¹ La storia delle vicende dei manoscritti valdesi “emigrati” dalle Valli nel corso del XVII secolo verso diverse sedi di conservazione è stata studiata approfonditamente e raccontata con straordinaria vivezza da Marina Benedetti nel suo libro Benedetti, M., *Il “santo bottino”. Circolazione di manoscritti valdesi nell'Europa del Seicento*, Torino, Claudiana, 2006, a cui rimandiamo per la vasta bibliografia sull'argomento.

come Morland stesso ricorda nell'introduzione della sua *History of the Evangelical Churches of the Valleys of Piemont*, pubblicato tre anni dopo il suo viaggio¹.

Il 26 giugno 1655 Morland pronunciò il discorso redatto da Milton, con alcune sue modifiche, davanti al giovane Carlo Emanuele II, a sua madre Madama Cristina e alla corte riunita a Rivoli. Quindi restò ancora alcuni giorni a Torino per conferire con i ministri del sovrano e procurarsi vari documenti ufficiali, prima di recarsi a Ginevra, da dove seguì la conclusione della vicenda dei valdesi, prolungando il soggiorno fino al mese di novembre 1656. Durante questo periodo incontrò nuovamente a fine luglio Léger, esule nella città, e suo zio Antoine Léger, docente di teologia che già si era adoperato tramite le sue conoscenze oltremarina per suggerire l'invio di un ambasciatore presso il duca di Savoia. Durante il periodo ginevrino, a Morland furono consegnati la raccolta di antichi manoscritti dei *barba*, i documenti originali, nonché varie copie delle carte conservate negli archivi valdesi redatte e certificate per incarico del Moderatore stesso, da due notai della val Pragelato, Balcet e Javel, come sappiamo da una dedica scritta su uno dei volumi : « A monsieur Morland par son serviteur Léger, 1656 ». Si ignora se le carte furono consegnate in cambio di un pagamento, anche se sembra probabile che il piano dei due Léger fosse di metterle in salvo presso una prestigiosa istituzione e, allo stesso tempo, offrirle come ringraziamento per il sostegno e la protezione del governo inglese nel momento più terribile della storia valdese.

Dopo la missione in Piemonte e la morte di Cromwell, Morland avrebbe continuato la carriera come agente del *secret service*, assicurandosi meriti anche dopo il ritorno degli Stuart di cui era stato informatore con un abile doppio gioco; messo progressivamente ai margini dell'ambiente di corte, Morland si sarebbe dedicato a vari progetti di ingegneria idraulica e invenzioni scientifiche, fino alla morte avvenuta in solitudine (malgrado quattro matrimoni terminati con tre vedovanze e un divorzio) nel 1695. L'opera di Morland in favore dei valdesi non ebbe soltanto un effetto politico durante quei terribili eventi : la sua *History* conobbe un duraturo successo nel mondo inglese (la prima edizione, dedicata a Cromwell, dopo la sua morte e il ritorno sul trono degli Stuart, fu opportunamente sostituita da una seconda ristampa dedicata a Carlo II) e la sua narrazione rimase alla base della storiografia, alimentando l'interesse sulla causa di questo piccolo popolo nei secoli a venire. Qualche anno dopo Jean Léger pubblicò la sua *Histoire générale des Eglises évangéliques des Vallées de Piémont ou Vaudoises*², così simile all'opera di Morland da essere giudicata una mera traduzione ; senza addentrarci nella polemica che contrappose i due libri, l'utilizzo delle medesime fonti appare indiscutibile. In tempi recenti, Morland appare tra i protagonisti di un thriller storico-filosofico di Iain Pears³, ambientato nella Oxford del 1663, in cui è evocata la missione in favore dei valdesi. Infine, la *History* è stata acriticamente utilizzata dallo scrittore popolare americano James B. Huggins come base per il romanzo di finzione *Rora*¹, dove nomi, toponimi, e-

¹ Morland, S., *The History of the Evangelical Churches of the Valleys of Piemont. Containing a most exact Geographical Description of thr Place, and a fathfull Account of the Doctrine, Life and Persecutions of the Ancient Inhabitants toghether. With a most naked and punctual Relation of the late Bloudy Massacre 1655. And a narrative of the following Transaction, of the Year of Our Lord 1658. All which are justified, partly by divers Ancient Manuscripts written many Years before Calvin or Luther, and partly by other most Authentic Attestation. The true Originals of the greatest parts whereof, are to be seen in their proper Languages by all the Curious in the Public Library of the famous University of Cambridge*, London, Henry Hills 1858.

² Léger, J., *Histoire générale des Eglises évangéliques des Vallées de Piémont ou Vaudoises*, Leyden, Jean Le Carpentier, 1669.

³ Pears, I., *An Instance of the fingerpost*, London, Jonathan Cape, 1997. Per l'ultima edizione italiana : Pears, I., *La quarta verità*, Milano, Tea, 2014.

venti sono riportati con tutte le inesattezze seicentesche creando un curioso (e piuttosto ridicolo) effetto di spaesamento.

I *Waldensian Documents* del fondo Morland a Cambridge

Come abbiamo accennato, tutte le carte raccolte da Morland furono da lui donate, nell'agosto del 1658, alla Biblioteca dell'Università di Cambridge, così come dichiarato nel frontespizio del suo volume: « The true Originals of the greatest parts whereof, are to be seen in their proper Languages by all the Curious in the Public Library of the famous University of Cambridge », costituendone il nucleo più antico della sezione Manoscritti. Alcuni manoscritti medievali del fondo Morland vennero ancora consultati (e addirittura presi in prestito) alla fine del secolo dallo storico di origine francese Peter Allix, per poi essere dimenticati sugli scaffali della biblioteca. Quando il nuovo interesse per i valdesi e la loro lingua spinse gli studiosi – primo fra tutti il canonico anglicano William Stephen Gilly, che con il suo bestseller *Narrative of an Excursion to the Mountains of Piemont and Researches among the Vaudois, or Waldenses, Protestant inhabitants of the Cottian Alps*¹, pubblicato a Londra nel 1824, aveva denunciato le difficoltà della loro condizione all'opinione pubblica britannica – a consultare i libri dei *barba*, i primi sei volumetti del fondo non furono più ritrovati, scatenando una ridda di supposizioni sulla loro sorte. Nel 1862, in occasione di un riordino, il bibliotecario Henry Bradshaw li rinvenne sul loro scaffale, semplicemente scivolati, a causa delle loro piccolissime dimensioni, dietro gli altri volumi di formato più grande : la notizia del ritrovamento fu accolta con molto entusiasmo dagli studiosi dell'epoca.

La sede della biblioteca in cui Morland depositò il suo prezioso bagaglio non esiste più, sostituita da un moderno edificio inaugurato nel 1934, che svetta del tutto incongruo tra gli storici *college* di Cambridge, ma i manoscritti valdesi costituiscono ancora uno dei fondi di maggior affezione della University Library. Il *Catalogue of the manuscripts preserved in the Library of the University of Cambridge*² dà un'accurata descrizione dei *Waldensian Documents*, ne conserva la segnatura originale con le lettere alfabetiche, li identifica come mss. Dd 3.25 – 38, con numero d'ordine dal 112 al 125, e ne riporta i titoli, gli *incipit*, la lingua in cui sono scritti, il numero di fogli, le dimensioni e ne indica le eventuali citazioni da parte di storici. I volumi e scatole comprendenti le carte, originali o copiate dai notai, conservano i loro contenitori antichi, mentre i primi sei volumetti di trattati medievali sono stati oggetto di un intervento di legatura molto recente che ne ha reso difficoltosa l'apertura e la lettura dei margini interni.

All'inizio della propria opera, è lo stesso Morland a stilare un dettagliato elenco dei manoscritti da lui utilizzati, citati e suddivisi in vari volumi inventariati con le lettere dell'alfabeto. I primi sei (dalla A alla F) contengono le raccolte dei testi medievali, trattati di vario genere in lingua occitana

¹ Huggins, J. B., *Rora : one man, one faith, one stand against impossible odds*, Little Rock, Lion's Head Publishing, 2001

² Gilly, W. S., *Narrative of an Excursion to the Mountains of Piemont and Researches among the Vaudois, or Waldenses, Protestant inhabitants of the Cottian Alps*, London, C. and J. Rivington, 1824.

³ *A Catalogue of the manuscripts preserved in the Library of the University of Cambridge*, Cambridge, University Press, 1856.

o latina, precedentemente conservati negli archivi famigliari come preziose memorie del passato. A differenza di quelli raccolti dal vescovo Ussher e donati al Trinity College di Dublino, copie destinate allo studio in cui la *mise en page* è accurata, lo stato di usura, la modestia dei capilettera e degli incipit, nonché le dimensioni differenti ne indicano il trasporto clandestino nelle bisacce dei *barba*. L'emozione di Morland nel sfogliare i documenti potrebbe essere stata la stessa che proviamo ancora oggi nell'avere tra le mani questi piccoli libri consunti, le cui dimensioni sono quelle di un pacchetto di sigarette. I volumi successivi (G–H–J) raccolgono documentazione inquisitoriale, bolle papali, editti e lettere patenti dei Re di Francia, petizioni etc. relative alle valli di Fressinière e Perosa (alta val Chisone), allora parte del Delfinato, per gli anni compresi tra il 1478 e il 1653. Le carte relative ai valdesi del Ducato di Savoia sono contenute nei volumi classificati dalla K alla T : il primo di essi contiene le copie delle concessioni dei Savoia, a partire dal trattato di Cavour (1561), seguite da conferme dei patti del 1603, 1630, 1653 ; i volumi seguenti (L–M) raccolgono la documentazione relativa alla missione diplomatica di Morland del 1655, copie di carteggi dei funzionari della corte sabauda e dei cantoni evangelici svizzeri e le testimonianze delle crudeltà perpetrate durante il massacro; il volume N contiene le copie autentiche di varie « Letters of Consolation, from divers Protestant Churches in other parts, to the poor afflicted Brethren in the Valleys of Piemont », mentre, quasi a segnare la conclusione ufficiale della vicenda, nel volume O sono raccolti gli editti dei duchi di Savoia dal XVI al XVII secolo, fino a quello firmato da Carlo Emanuele II il 17 agosto 1655 che poneva fine alla campagna contro i valdesi. Nei due volumi successivi (P–Q) troviamo la documentazione delle pressioni diplomatiche dei principi protestanti e le rimostranze per il documento di pace frettolosamente accettato dai rappresentanti dei valdesi senza attendere l'arrivo degli inviati di Cromwell, che provocò l'irritazione inglese, oltre a varie altre carte datate fino all'inizio del 1658. Questi documenti furono evidentemente inviati a Morland dopo il suo ritorno in patria, in tempo per la pubblicazione della *History*. Il volume contrassegnato con la lettera R contiene due documenti di notevole importanza, vale a dire un « ancient Italian Manuscript, entitled *Historia breve e vera de gl'Affari de i Valdesi delle Valli* » redatto nel 1587 dal pastore Gerolamo Miolo durante il suo ministero alle Valli, e il testo della confessione di fede valdese approvata nel 1655 (e tutt'ora vigente). Il volume S è costituito da un esemplare *in folio* della prima Bibbia in lingua francese tradotta da Pierre Robert detto Olivetano su incarico dei valdesi e data alle stampe a Neuchâtel nel 1538. Già nel citato *Catalogue of the manuscripts* risulta mancante ma, date le grandi dimensioni, evidentemente fu tolto dal fondo manoscritto e catalogato altrove. L'ultimo volume di interesse valdese è il T, dove è contenuto il « rest of those Original pieces which are mentioned in the following History of the Evangelical Churches ». Gli ultimi due volumi (V–W) raccolgono documentazione relativa a questioni teologiche sorte all'interno dei Cantoni svizzeri, nel 1656, acquisita da Morland durante il suo soggiorno a Ginevra nei mesi successivi alla missione in Piemonte.

Mentre i codici medievali di Cambridge sono stati consultati per studi e pubblicazioni nel corso del '800 e del '900 e sono attualmente oggetto, insieme ai fondi conservati in altre istituzioni europee, di una vasta ricerca imperniata sui sermoni a cura dell'Università degli Studi di Torino, il resto del fondo Morland non ha riscosso la stessa attenzione. Soltanto le opere a carattere storiche contenute nei vari volumi, quali la *Histoire véritable* di autore anonimo e la *Historia breve e vera de gl'Affari de i Valdesi delle Valli*, del Miolo sono state pubblicate, così come, più recentemente, i processi

inquisitoriali a cura di Marina Benedetti, mentre nessuno studio approfondito sulla documentazione politico-diplomatica è stato effettuato. Una delle ragioni può essere dovuta alla loro natura di copie, benché coeve ed eseguite sotto la supervisione del moderatore Léger: la perdita degli originali, però, ne rivaluta l'importanza e ci permette di ricostruire almeno in parte l'archivio della *Table Vaudoise* esistente fino alla metà del XVII secolo.

Nel corso degli ultimi mesi sono iniziati i contatti da parte dell'Archivio della Tavola valdese con la direzione della University Library in vista della realizzazione di un progetto di riproduzione digitale delle carte contenute nei volumi da H a T, eseguita a cura del laboratorio di riproduzione della Biblioteca, in vista della messa a disposizione *on line* nei rispettivi siti web. Il portale del patrimonio culturale metodista e valdese¹ costituisce il punto di accesso unificato al catalogo e ai dati descrittivi di tutti i beni culturali ed è parte integrante del Sistema informativo ABACVM, creato dalla Tavola valdese per l'inventariazione, la catalogazione, la comunicazione e la valorizzazione *online*. L'operazione si situa nel quadro del recupero virtuale di una parte del patrimonio documentario afferente alla storia valdese non (o non più) di proprietà dei nostri archivi. Un progetto di collaborazione simile, siglato con l'Archivio di Stato di Torino, riguarda le carte contenute nei sei mazzi della categoria *Eretici* della serie Materie Ecclesiastiche.

Come la storica Marina Benedetti ha sottolineato « I viaggi dei barba proseguono in altri viaggi. Rovesciando tale imbuto documentario, il contenuto si disperde per l'Europa secentesca comparando qua e là negli studioli del piccolo/grande mondo degli uomini di cultura »². Dallo studiolo di Morland i documenti dell'antico archivio valdese sono arrivati fino a noi.

Gabriella BALLELIO
Direttore dell'Archivio della Tavola valdese
tvarchivio@chiesavaldese.org

¹ <http://www.patrimonioculturalevaldese.org> [ultima consultazione il 28/04/2020].

² Benedetti, M., *Il "santo bottino"*, op. cit., p. 6

**LA COSTRUZIONE DELL' 'AUTOBIOGRAFIA PERSONALE
E FAMILIARE DELL'ARISTOCRATICO GIUSEPPE
ADOLFO ROERO DI CORTANZE ATTRAVERSO LA
SELEZIONE E IL RIORDINAMENTO DEL SUO ARCHIVIO
FATTO DALLO STESSO PRODUTTORE**

Davide BOBBA

Il fondo archivistico della famiglia Roero di Cortanze, all'interno del quale è distinguibile il nucleo di archivio personale dell'ultimo proprietario, il marchese Giuseppe Adolfo Roero di Cortanze (1890-1976), ha un ruolo significativo tra i fondi non statali conservati presso l'Archivio di Stato di Asti. Donato in più tranches tra il 1968 e il 1988, comprende anche la biblioteca di famiglia, un fondo fotografico, mobili e opere d'arte.

Per quanto riguarda le lacune, in un caso si ha notizia certa di vuoti creati da distruzioni belliche, in un altro di una precedente donazione a un diverso istituto di conservazione di una sezione specialistica della biblioteca di famiglia, mentre, allo stato attuale degli studi, è solo possibile ipotizzare l'estrapolazione ed eliminazione di parte della documentazione da parte dell'ultimo proprietario nell'ottica di costruire un'immagine di sé semplificata e migliorata. La volontà di Roero di Cortanze di predisporre la documentazione per il "racconto" della storia della propria famiglia e della propria persona emerge costantemente anche dai segni e dalle indicazioni che caratterizzano il riordino dei documenti, realizzato prima della donazione allo Stato italiano.

La construction de l'autobiographie personnelle et familiale de l'aristocrate Giuseppe Adolfo Roero di Cortanze à travers la sélection et le classement de ses archives faits par le producteur même

Le fonds d'archives de la famille Roero di Cortanze, qui prend une place importante parmi les fonds privés conservés aux Archives d'Etat d'Asti, contient les archives personnelles du dernier propriétaire, le marquis Giuseppe Adolfo Roero di Cortanze (1890 – 1976). Ce fonds, donné en tranches successives entre 1968 et 1988, comprend aussi la bibliothèque de famille, un fonds photographique, du mobilier, des oeuvres d'art.

Pour ce qui concerne les lacunes, on a au moins un témoignage sûr de destructions de guerre, on sait d'une donation partielle de la bibliothèque familiale à une institution différente de conservation, tandis que l'état actuel des études permet seulement des hypothèses sur l'extrapolation et élimination de certains documents par le dernier propriétaire, en vue de bâtir une image simplifiée et améliorée de soi-même. La volonté de Roero di Cortanze de préparer la documentation en fonction du récit de l'histoire de sa famille et de sa propre personne apparaît constamment à travers les traces et les indications concernant le classement des documents, réalisé avant la donation à l'Etat italien.

Introduzione

Il 14 febbraio 1976 – quasi 86enne – moriva a Santa Margherita Ligure Giuseppe Adolfo Roero marchese di Cortanze. Il fondo della famiglia Roero di Cortanze conservato nell'Archivio di Stato di Asti comprende documentazione riguardante la famiglia e in particolare l'archivio personale di Giuseppe Adolfo, che, ultimo della sua stirpe e senza discendenti diretti, si dedicò al riordino dell'archivio e ne dispose la donazione presso l'istituto che attualmente lo conserva. Si tratta di un fondo che ha un'importanza speciale nell'ambito del patrimonio archivistico non statale conservato dall'Archivio di Stato di Asti. Questo ruolo gli deriva da diversi fattori che verranno analizzati nel corso del presente intervento: l'importanza e l'antichità della famiglia, il ruolo pubblico del donatore, la ricchezza quantitativa e qualitativa della donazione, comprendente anche la biblioteca di famiglia, un fondo fotografico, mobili e opere d'arte, e infine le caratteristiche dell'ambiente istituzionale che lo accolse.

Nello scorrere le tipologie di casi-studio proposti per la sessione dedicata agli archivi privati nell'appello per le candidature al presente convegno, chiunque abbia anche solamente una volta aperto uno dei faldoni del fondo in questione avrebbe avuto subito chiaro di trovarsi di fronte a un tipico caso elencato al punto 2.3, dove emerge cioè “la volontà di selezionare i documenti al fine di costruire un'immagine di sé semplificata e migliorata”. Lo si capisce molto facilmente, per cominciare, perché sono onnipresenti le etichette adesive dattiloscritte che identificano le carte spesso fino al livello del singolo documento. Si tratta del risultato più evidente di un lungo e accurato lavoro di selezione, descrizione e riordino della documentazione, che Roero di Cortanze svolse nell'ultimo decennio della sua vita, con l'ausilio della collaboratrice Luigina Gallardo nella sua villa di Santa Margherita Ligure detta “La Rotaria”.

Non solo i documenti familiari e personali nella disponibilità di Roero di Cortanze sono stati selezionati, riordinati e descritti, ma l'analisi del fondo ci riporta le tracce di una lunga e costante attività dell'ultimo discendente della famiglia volta a produrre e a ottenere documenti che si suppone non avessero alcun valore contingente ma che sono stati prodotti e ottenuti pensando direttamente ai futuri fruitori dell'archivio di famiglia. È possibile portare due casi esemplari di quest'attività, che va ben oltre alla cura con cui la corrispondenza veniva conservata, con cui le pubblicazioni e i quotidiani venivano schedati, annotati e accumulati. Per fare alcuni esempi, i certificati attestanti la carriera universitaria (richiesti da Roero di Cortanze negli anni della pensione con l'esplicito scopo di fornire documentazione per la rappresentazione di quella fase della sua vita) e i contatti con rami collaterali della famiglia volti ad acquisire, contestualizzare, tutelare documentazione archivistica la cui importanza rischiava di essere sottovalutata e dunque a rischio di oblio e distruzione, opera che Roero di Cortanze condivise con il fratello Carlo Alberto.

Il fondo archivistico e la sua acquisizione

Occorre descrivere brevemente la famiglia, la cui importanza è ampiamente riconosciuta per il ruolo che ebbe ad Asti e nel regno di Sardegna e poi d'Italia¹. A fronte di questo generale riconoscimento, mancano a tutt'oggi degli studi complessivi, mentre emergono alcuni personaggi rimasti agli onori delle cronache.

Bonifacio Roero, personaggio a tratti leggendario, noto per aver scalato il Rocciamelone, la montagna che si eleva per oltre 3.500 metri sopra la città di Susa in Piemonte. Alla metà del XIV secolo, per esaudire un voto alla Madonna, Bonifacio ascese la montagna per farvi costruire un luogo di preghiera e collocarvi un trittico in bronzo decorato, attualmente conservato nella cattedrale di San Giusto di Susa. Ercole Tommaso (1661-1747), che con una carriera straordinariamente ricca di incarichi e riconoscimenti, culminata con la nomina a viceré in Sardegna nel 1727, la nomina a cavaliere dell'Annunziata e la creazione a governatore della Cittadella di Torino nel 1733, rappresenta pienamente il prestigio della famiglia e la fedeltà alla casa Savoia, che durò anche dopo la fine della monarchia italiana². Diodata Saluzzo Roero e Faustina Frichignono

¹ Cfr. Woolf, S., *Guida agli archivi nobili piemontesi*, in « Bollettino storico-bibliografico subalpino », LVIII (1960), p. 347-348; Voce “Archivio di Stato di Asti”, a cura di Fissore, G. G., in *Guida degli Archivi di Stato*, I, p. 442; Ufficio Centrale per i Beni Archivistici, *Archivi di famiglie e di persone. Materiali per una guida*, a cura di Pesiri, G., Procaccia, M., Tascini, I.P., Vallone, L., coordinamento di De Longis Cristaldi, G., Pubblicazioni degli Archivi di Stato, Strumenti CXXXIII, vol. II, 1998, p. 222.

² Cfr. *Dizionario biografico degli italiani*, Istituto dell'Enciclopedia italiana, Roma, vol. 88, *ad vocem*.

Roero sono conosciute per la loro attività letteraria. In particolare la seconda, dama di corte, è ricordata come biografa della regina Maria Teresa di Sardegna e autrice di opere di carattere religioso. Avvicinandosi ai giorni nostri, sono da ricordare anche la figura di Osvaldo Roero di Cortanze, mercante e avventuriero che pubblicò un importante volume di memorie¹ e Percy Roero di Cortanze, padre di Giuseppe Adolfo, che si dedicò alla poesia e alla scrittura in lingua piemontese. Le sue poesie, raccolte in alcuni volumi ma uscite soprattutto come poesie d'occasione su periodici e quotidiani oppure totalmente inedite quando dedicate a familiari, amici e corrispondenti, hanno un ruolo non secondario nel *milieu* culturale piemontese a lui contemporaneo.

Veniamo al fondo Roero di Cortanze, nel quale si può distinguere nettamente la parte di archivio personale del donatore Giuseppe Adolfo. Fu una figura che attraversò il Novecento godendo di un punto di osservazione privilegiato. Ufficiale di carriera, combattente decorato nella Prima guerra mondiale, fu, tra l'altro, aiutante di campo di Vittorio Emanuele III e addetto militare presso ambasciate in vari paesi dell'Europa settentrionale fino al 1945. Anche in questo caso, a fronte di una documentazione che spicca per ricchezza ed eterogeneità (al netto delle valutazioni sulla selezione e sull'eventuale presenza di lacune, che tratteremo più oltre), ci troviamo in un campo che sembra ancora essere vergine per la storiografia e in particolare per la ricerca biografica. Senza voler tentare questa strada in questo intervento e in questa sede, si ritiene, però, interessante segnalare la presenza di una consistente documentazione, ordinata in maniera definitiva dal produttore stesso intorno ai nuclei dei rapporti affettivi ed economici riguardanti la famiglia, l'istruzione, la vita militare, il ruolo pubblico e l'impegno monarchico, i rapporti con il territorio.

Passiamo alle modalità di acquisizione di questo fondo da parte dell'Archivio di Stato di Asti. Nell'archivio amministrativo dell'Istituto è conservata la corrispondenza attraverso la quale è possibile osservare la maturazione della decisione di Giuseppe Adolfo di donare allo Stato il fondo familiare.

Scambi che ci portano alla metà degli anni Sessanta, con i primi contatti con l'allora direttore dell'Archivio di Stato di Cuneo (con direzione *ad interim* dell'Archivio di Stato di Asti) Giovanni Fornaseri, che si trasformarono in uno scambio regolare e consistente con il sopraggiunto direttore Gian Giacomo Fissore². Da una lettera di Roero di Cortanze a Fornaseri è possibile ricavare un interessante ragionamento sulla motivazione della scelta di Asti e in particolare dell'Archivio di Stato. Alla “lusinghiera richiesta”³ di Fornaseri di scegliere l'Archivio di Stato di Cuneo, Roero di Cortanze rispondeva :

« È ben vero che la mia famiglia ebbe vitalità in Piemonte ed anche in minori lu

¹ Roero di Cortanze, O., *Ricordi dei viaggi al Cashemir, piccolo e medio Thibet e Turkestan in varie escursioni fatte da Osvaldo Roero dei marchesi di Cortanze dall'anno 1853 al 1875*, Tip. e lit. Camilla e Bertolero, Torino, 1881.

² Giovanni Fornaseri fu direttore *ad interim* dell'Archivio di Stato di Asti dalla sua istituzione nel 1959 fino al 1967. Quindi Gian Giacomo Fissore ne fu direttore dal 1967 al 1979, mantenendo la direzione *ad interim* ancora fino al 1981. Cfr. Ministero per i beni e le attività culturali – Direzione generale archivi, *Repertorio del personale degli Archivi di Stato*, a cura di Casseti, M., Falcone, U., Piano Mortari, M. T., vol. II, p. 687.

³ Lettera di Roero di Cortanze, G. A., a Fornaseri, G., del 7 marzo 1968 conservata in Archivio di Stato di Asti, Archivio dell'Archivio, fasc. Roero di Cortanze.

oghi della Liguria, Sardegna e Savoia; ma, nell'Astigiano, a parte la zona di Susa con il Rocciamelone, si conservano le maggiori tracce del suo passato; ed in Asti, particolarmente, sono ancora in vista palazzi, torre, chiese ed una via dal suo nome. Il castello di Cortanze è nei pressi. A prescindere da queste valutazioni, già considerate anche dal compianto mio Padre, la scelta di Asti, come destinazione dell'archivio, mi è parsa ragionevole, anzi doverosa, essendo al centro, territorialmente, di questi stessi ricorsi storici. La stessa Torino, pur con i ricordi colà esistenti, mi è parsa meno indicata. [...] ho però pensato di destinare il noto archivio non già agli Archivi della città di Asti, ma alla sezione, in detta città, degli Archivi di Stato, ritenendo, nel centralizzare la donazione, di legarla simultaneamente a tutti gli altri luoghi ove la famiglia ha avuto precedenti¹.»

Valutazioni personali e familiari, dunque, intrecciate con il rapporto umano e professionale di stima instaurato con i direttori dell'Istituto, portarono alla scelta dell'Archivio di Stato di Asti. Una scelta non scontata, dunque, e che ha segnato positivamente la storia dell'Istituto aggiungendo prestigio, primo fondo familiare di molti altri che sarebbero arrivati negli anni. Istituto giovane (creato con Decreto Ministeriale il 15 aprile 1959) di una provincia giovane (istituita nel 1935), con una vera e propria sede disponibile solo dal 1964, l'Archivio di Stato di Asti poteva non essere la prima scelta per la donazione allo Stato italiano di un così importante fondo familiare ma, anche grazie al valore umano e professionale del personale dell'Amministrazione archivistica, fu scelto da Roero di Cortanze per la destinazione finale dell'archivio.

L'arrivo del materiale avvenne in quattro differenti *tranche* nell'arco di vent'anni, dal 1968 al 1988. La prima parte della donazione Roero di Cortanze arrivò nel 1968 mentre la seconda, lungamente “corteggiata” dal direttore Fissore per timore di ripensamenti o di ritardi nella realizzazione del progetto di riordino e donazione, solamente nel 1972. Il motivo del ritardo era il “complesso lavoro di riordinamento che comporta tempo e molta pazienza” cui Roero di Cortanze stava sottoponendo le carte riguardanti alcuni pochi ultimi membri della famiglia. Inoltre, parte dei documenti che avrebbero fatto parte della seconda *tranche* riguardavano “modestamente il servizio reso al fianco di S.M. il re Vittorio Emanuele III, quale suo aiutante di campo, nonché quello successivo diplomatico all'estero durante l'ultima guerra²”; era dunque evidente che fosse difficile pensare di separarsene, sia per la delicatezza degli argomenti trattati sia per l'eventualità che tali documenti risultassero ancora utili al loro produttore. Successivamente alla morte di Roero di Cortanze nel 1976, il testamento confermò la volontà espressa in vita di donare la biblioteca di famiglia, oltre a mobili per la biblioteca e ad alcuni quadri e incisioni³. L'ultima *tranche* arrivò in Archivio di Stato di Asti nel 1988, per disposizione testamentarie di un erede di Roero di Cortanze che, alla sua morte, dispose, come da indicazioni del 1976, il trasferimento di alcuni altri quadri di famiglia all'Istituto. Una soluzione degna di nota, adottata per garantire insieme la richiesta di riservatezza del donatore e le carte d'archivio, fu quella di prevedere due cassette sigillate – da aprirsi alla scadenza di vent'anni dalla morte del donatore – contenenti la documentazione familiare e soprattutto personale più preziosa e più recente.

¹ *Ibidem*.

² Lettera di Roero di Cortanze, G. A., a Fissore, G. G., del 28 aprile 1968 conservata in Archivio di Stato di Asti, Archivio dell'Archivio, fasc. Roero di Cortanze.

³ Per quanto riguarda la biblioteca, si veda Grillone, G., « La biblioteca Roero di Cortanze: un esemplare complesso librario e una piccola collezione d'arte », in *Rivista di storia arte archeologia per le province di Alessandria e Asti*, XCVI-XCVII (1987-1988), p. 163-175.

Lacune e autorappresentazione

Dopo aver tratteggiato natura e contenuti del fondo archivistico e il loro ruolo e significato ad Asti e nell'Istituto che li conserva e li mette a disposizione degli studiosi, giungiamo a valutare la questione delle lacune e delle fonti alternative in grado di completare i dati a nostra disposizione sulla famiglia Roero di Cortanze e su Giuseppe Adolfo.

E dunque ci chiediamo quali siano questi “buchi” in un fondo familiare e personale. Le mancanze sono difficili da individuare per la loro stessa natura di assenza, in un contesto non normato e non burocratico (per cui non possiamo aspettarci di trovare alcune specifiche tipologie di documenti, serie archivistiche, ecc.). Si hanno notizie sicuramente di “buchi”, pur molto difficili da quantificare, venutisi a creare in momenti di distruzione bellica (come nel caso dell'appartamento che l'addetto militare d'ambasciata Roero di Cortanze aveva allestito facendo venire mobilio, oggetti d'arte e con ogni probabilità libri e documenti, a Varsavia e che nel 1939 venne distrutto dai bombardamenti tedeschi). In altri casi più fortunati, i “buchi” corrispondono a dei “pieni” che arricchiscono altre istituzioni di conservazione: si tratta della donazione della propria biblioteca di letteratura piemontese che Percy Roero di Cortanze destinò alla Biblioteca Reale di Torino, e del fondo di divise e medaglie che Giuseppe Adolfo Roero di Cortanze destinò al Museo della Cavalleria di Pinerolo, che gli dedica una sua sala. Qui però dobbiamo arrenderci, e riconoscere che solamente una ricerca approfondita (che ancora manca) sulla storia familiare e sulla biografia di Giuseppe Adolfo potrebbe fare luce su altre eventuali lacune, e comprendere quanto di questa mancanza sia frutto del caso e delle vicissitudini (specialmente per quanto riguarda la storia familiare più risalente) e quanto di una selezione cosciente per “raccontarsi” sotto la migliore luce (di persona e attraverso la propria famiglia) da parte dell'ultimo proprietario, produttore e riordinatore dell'archivio.

Si possono sicuramente ipotizzare delle scelte di prudenza o rispondenti a momenti di sofferenza umana e pubblica. Si pensi al forte legame con la monarchia (che Roero di Cortanze preferì al fascismo repubblicano dopo l'8 settembre 1943) e dunque al suo ruolo privato nel contesto repubblicano e democratico del Dopoguerra.

Per concludere, se manca uno studio approfondito che possa dirci quali lacune si sono venute a creare nel tempo o sono state procurate dall'ultimo proprietario dell'archivio, possiamo però essere certi di un aspetto. Giuseppe Adolfo Roero di Cortanze, privo di una discendenza diretta, maturò la scelta di occuparsi dell'archivio familiare e del proprio archivio personale per raccontarsi. E c'è un particolare, con cui vorrei chiudere, che ce lo dice chiaramente: si tratta dei tondi segnati in rosso su tutte le fotografie che ritraggono Giuseppe Adolfo. Sono indicazioni rivolte ai fruitori dell'archivio nel futuro, attraverso le quali il produttore, riordinatore e donatore dell'archivio esprime la propria volontà di raccontare e raccontarsi.

Davide BOBBA,
Funzionario archivista
presso l'Archivio di Stato di Asti
davide.bobba@beniculturali.it

« UN ARTISTA SENZA BOHÈME E SENZA STRAMBEZZE » :
LE LACUNE NELL'ARCHIVIO
DELLO SCULTORE MICHELE GUERRISI

Federica TAMMARAZIO

L'analisi storica del percorso biografico e professionale dell'artista Michele Guerrisi (1893-1963), attivo a Torino negli anni del fascismo, è caratterizzata dalla presenza di un piccolo ma significativo archivio, conservato presso la Casa della Cultura del Comune di Palmi. L'archivio presenta lacune evidenti, che mostrano un vuoto documentale riferito a scelte e posizioni politiche dall'interventismo all'adesione al fascismo, e non solo. Come leggere il vuoto documentale nella vita dell'archivio e nella lettura storica del suo soggetto produttore? L'archivio, che unisce il carteggio professionale ai materiali specifici della professione dell'artista (bozzetti delle proprie opere, fotografie degli allestimenti, compendi iconografici adottati come materiale didattico, testi critici, ritagli di giornale), mostra i risultati di uno scarto condotto con ogni probabilità in gran parte dal soggetto produttore nel corso del proprio vissuto, e nello specifico con ogni probabilità in occasione del suo trasferimento da Torino a Roma nel corso della seconda Guerra Mondiale e durante la stesura della propria autobiografia. La paternità di tali lacune non esclude inoltre l'intervento degli eredi che potrebbero aver espunto documenti e immagini con l'intenzione di mantenere un ricordo presso di sé, prima della donazione dell'archivio al Comune di Palmi. Ne emerge il profilo storico di un personaggio complesso e viscoso, tra legami amicali, cortesi antipatie e delicate cariche istituzionali negli anni durante e dopo gli anni del regime.

Un artiste sans bohème et sans extravagances: les lacunes dans les archives du sculpteur Michele Guerrisi

Des archives petites mais significatives, conservées à la Maison de la Culture de la Commune de Palmi, permettent l'analyse historique du parcours biographique et professionnel de l'artiste Michele Guerrisi (1893-1963), actif à Turin pendant la période fasciste. Ces archives ont des lacunes évidentes concernant les choix et les positions politiques de la période de l'interventionnisme jusqu'à l'adhésion au fascisme et même ensuite. Comment lire les vides documentaires dans la vie des archives et dans l'histoire de son sujet producteur? Les archives comprennent les correspondances professionnelles, les matériaux spécifiques de la profession de l'artiste (ébauches de ses œuvres, photographies des montages, collections iconographiques à usage didactique, textes critiques, coupures de journaux). Elles montrent le résultat du tri que probablement le sujet producteur même a fait au cours de sa vie, très vraisemblablement à l'occasion de son déménagement de Turin à Rome pendant la Deuxième Guerre mondiale et pour la rédaction de sa propre autobiographie. La paternité de ces lacunes n'exclut pas d'ailleurs l'intervention des héritiers qui auraient pu avoir enlevé des documents et des images afin de garder chez soi quelques souvenirs, avant la donation des archives à la Commune de Palmi. Il en ressort l'image historique d'un personnage complexe et ambigu, entre relations amicales, antipathies courtoises, charges institutionnelles délicates, pendant et après les années du régime fasciste.

Michele Guerrisi : un profilo biografico

« Un artista senza bohème e senza strambezze »¹ è quanto scrisse di sé Michele Guerrisi nell'autobiografia edita nel 1957 a Roma, all'approssimarsi del pensionamento dalla docenza di Scultura e dalla direzione dell'Accademia di Belle Arti di Roma.

Nato in Calabria nel 1893, Guerrisi studiò a Napoli presso l'allora Regio Istituto di Belle Arti (ora Accademia) e l'Università, frequentando infatti al contempo la Facoltà di Lettere. In seguito al primo conflitto mondiale, nel 1922 si aggiudicò il concorso per l'insegnamento della Storia dell'arte alla Reale Accademia Albertina di Torino, dove si trasferì restandovi fino al 1941. Scultore, docente, critico d'arte, esponente di spicco del Sindacato Regionale fascista di Belle Arti del

¹ Guerrisi, M., *Michele Guerrisi*, Roma, F.lli Palombi editori, 1957, p. 16.

Piemonte, fu una delle voci più attive del panorama torinese negli anni compresi tra le due guerre. L'amico Italo Cremona, pittore e scrittore, scrisse che « non appena venuto a Torino come professore di storia dell'arte all'Accademia, Michele Guerrisi doveva essersi avvicinato con ingenuità ed espansività meridionale »¹ a Felice Casorati, « guadagnandone soltanto freddezza e incomprensione », evidenziando così la frattura culturale con alcuni degli esponenti di quella cerchia alla quale l'artista avrebbe voluto, almeno inizialmente, aderire². Nel 1941 ottenne il trasferimento a Roma, in seguito al mancato superamento del concorso alla cattedra di Scultura all'Albertina ; nella capitale insegnò e poi diresse l'Accademia di Belle Arti. Non fu mai vicino ai futuristi, né tantomeno alla scuola “francofila” dei Sei di Torino. Non si interessò all'astrazione, dando forma a un linguaggio figurativo con numerosi debiti dichiarati nei confronti dell'arte classica. Morì a Roma nel 1963.

Il fondo archivistico

Michele Guerrisi produsse un interessante fondo archivistico, che è al contempo un archivio di persona e un archivio professionale, conservando al suo interno il materiale realizzato nell'ambito delle varie anime del proprio operato.

Il fondo evidenzia due estremi cronologici specifici, il 1918 e il 1963 : il primo individua l'acquisto della sua opera dalla fonderia Chiurazzi e figli di Napoli, l'ultimo è la nota di pagamento della sua ultima scultura, un busto del poeta Giovanni Pascoli.

Essenzialmente il fondo conserva materiali eterogenei e supporti altrettanto eterogenei (rubriche, registri, fogli sparsi, fotografie, ritagli stampa) organizzati dal suo produttore, e successivamente dai conservatori, secondo una scansione tipologica e in alcuni casi cronologica.

Nella sua storia, il fondo ha vissuto certamente due traslochi, che corrispondono ad altrettanti rimaneggiamenti e riordinamenti : il primo sicuramente per mano del soggetto produttore, il secondo invece riferibile all'azione degli eredi e dei conservatori.

Quest'ultimo trasferimento corrisponde infatti alla donazione del contenuto dell'atelier di Guerrisi, avvenuto alla sua morte, al Comune di Palmi : secondo quanto ricostruito dalla documentazione un primo nucleo fu donato nel 1966 dalla vedova Marta Rempde e un secondo nel 1974 da Ugo Rempde, fratello della vedova.

Consistenza e lacune

Nel fondo sono presenti :

- il carteggio : due buste di lettere ordinate dal 1918 al 1963 (senza le minute) ;
- un volume di ritagli stampa ;
- sette buste di fotografie e due volumi di fotografie;

¹ Cremona, I., « In ricordo di Alberto Savinio », in *Armi improprie*, Torino, Einaudi, 1976, p. 264.

² Cfr. Dragone, A., « Le arti visive », in *Torino città viva : da capitale a metropoli. 1880-1980. Cento anni di vita cittadina*, Torino, Centro Studi Piemontesi, 1980; vol. II, pp. 541-733; Dragone, P., « La critica d'arte », in *ibidem*, p. 735-770; Caramel, L., Fossati, P., Maggio Serra, R., *Materiali : arte italiana 1920-1940 nelle collezioni della Galleria Civica d'arte Moderna di Torino*, (GAM, settembre-dicembre 1981), Torino, Musei civici di Torino, 1981.

- sei repertori iconografici rilegati e carte sciolte di vario formato.

Numericamente risulta significativo notare come delle 455 unità documentarie presenti nel fondo archivistico ben 315 siano da afferire agli anni compresi tra le due guerre e 140 al periodo del dopoguerra. La densità della prima parte, nonostante le vistosissime lacune degli anni a ridosso della guerra, evidenzia una variazione nella modalità di conservazione delle carte a partire dal 1946, attraverso una selezione e uno scarto probabilmente operati già dall'autore ben più profondi e incisivi.

Tra le lacune, figura una celebrità : la fotografia della « Testa d'uomo » di Rodin dedicata « à un des amis nouveaux, Guerrisi sculpteur ». Pubblicata nel 1931 nel testo *Discorsi su la scultura*¹ « per una spiegabile vanità giovanile »², la fotografia è al centro di un racconto della lunghezza di un'intera pagina nell'autobiografia dell'autore, datata 1957.

Più complesso è invece determinare l'entità del vuoto documentale riferita all'adesione di Guerrisi al fascismo : rispetto alla mole di lavoro svolto, è evidente, ad esempio, la grande lacuna circa la sua attività come segretario regionale del Sindacato fascista Belle Arti. Non ci sono tracce delle lettere e dei documenti relativi al processo di tesseramento di massa avvenuto dal 1932 in Italia, in occasione del quale Guerrisi fu promotore di una significativa attività epistolare di presentazione di colleghi, amici, allievi al partito fascista torinese.

Se da una parte tale vuoto si spiega ipotizzando che essi si trovassero nell'archivio del Sindacato Fascista di Belle Arti, è pur vero che buona parte delle operazioni presentazione per il tesseramento era costituita da raccomandazioni scritte, che evidentemente i richiedenti avrebbero dovuto inviare a Guerrisi. Anche di esse, nel carteggio, non c'è pressoché traccia.

Per quel che riguarda invece la sua produzione scultorea, mancano inoltre dati e riferimenti e pagamenti per alcune committenze significative, tra cui il gruppo bronzeo della « Resurrezione di Lazzaro », venduto a Nicola Jorga, ministro del Regno di Romania, perché ne facesse dono alla Chiesa Romana³.

Non è il solo caso. Non ci sono tracce documentali della committenza per il ritratto al dottor Diena, medico torinese appartenente alla comunità ebraica, ucciso a Flossenbürg, né di altre opere monumentali realizzate nel corso degli anni Trenta. Altrettanto lacunosa è la questione del suo trasferimento alla cattedra romana, ricostruibile attraverso il confronto con la documentazione conservata presso altri istituti culturali.

Guerrisi prese infatti parte al concorso indetto nel 1936 per il posto di docente di Scultura alla Reale Accademia Albertina di Belle Arti di Torino, presentando, oltre al proprio profilo curriculare e alla documentazione richiesta, nove gessi, copie delle pubblicazioni e un centinaio di fotografie delle proprie opere e di quelle dei suoi studenti.

¹ Guerrisi, M., *Discorsi su la scultura*, Torino, Libreria editrice di cultura, 1931.

² Guerrisi, M., *Michele Guerrisi*, Roma, F.lli Palombi editori, 1957, p. 11.

³ Cfr. Archivio Storico Arti Contemporanee (poi ASAC), Fondo storico La Biennale di Venezia, Serie Attività 1894-1944, b. 127, Pratiche vendite 1930-8, f. S.E. prof. Nicola Jorga.

Mentre il materiale nell'archivio Guerrisi non descrive nei dettagli la partecipazione al concorso, il suo svolgimento è testimoniato dalla documentazione d'archivio dell'Accademia¹. Dall'allegato alla domanda si evince la presentazione di materiale fotografico, che con ogni probabilità corrisponde all'album « Sculture di Michele Guerrisi », attualmente conservato nel fondo archivistico presso la Casa della Cultura di Palmi. Il volume conserva circa un centinaio di fotografie di sculture, bozzetti e progetti realizzati dall'autore, incollate su fogli di cartoncino, attualmente distaccati dalla rilegatura ; le immagini sono tutte in buone condizioni, ad eccezione di due pagine, in cui la carta fotografica è stata strappata dal supporto, lasciando evidente traccia della lacerazione.

Non si ha notizia dei soggetti delle fotografie asportate, né della motivazione che possa aver condotto a tale operazione senza la minima cura della salvaguardia dell'immagine stessa e dell'integrità del portfolio. Non risulta conservato il materiale fotografico inerente i lavori degli studenti, anche se dall'elenco dei titoli si può ipotizzare che le immagini raffigurassero opere di Umberto Mastroianni, Mario Giansone e Neni Maccagno, che frequentarono il suo studio oltre le ore di lezione in Accademia.

Il fondo del Ministero dell'Educazione nazionale² conservato presso l'Archivio Centrale dello Stato a Roma attesta la presentazione della domanda.

Ma il più interessante riferimento al concorso proviene dal fondo Ogetti conservato nell'archivio della Galleria Nazionale d'Arte moderna di Roma : nel breve carteggio intercorso negli anni Trenta tra Ogetti e Guerrisi è conservata una lettera inviata da quest'ultimo e richiedente una raccomandazione.

« Eccellenza,

so che corro il rischio di sembrare inopportuno, ma la gioia che potrebbe venirmi da una sua buona parola di interessamento al mio caso è tale che non posso rinunciare a questa possibilità.

Io concorro alla cattedra di scultura della R. Accademia di Belle Arti di Torino, città ove vivo da quindici anni insegnando storia dell'arte. Ho sempre però aspirato a poter un giorno coprire un posto di insegnamento artistico, perché ciò mi darebbe la possibilità di concretare i una sintesi più serrata la mia attività culturale e la mia esperienza di artista. Ho sempre pensato che l'insegnamento artistico non possa essere che critico, non possa essere cioè che un aiuto dell'insegnante alla coscienza storica che l'allievo deve avere di se stesso. Penso che una buona preparazione culturale non debba diminuire anzi debba aumentare la possibilità creativa dell'allievo.

Se Lei, Eccellenza, che tante prove mi ha date della sua simpatia, che io spero di poter sempre meritare, volesse assecondare l'adempimento di questa mia viva aspirazione, mi farebbe la cosa più grata in questo momento di crisi della mia vita. Saranno giudici del concorso Graziosi Drei e Zanelli. Una sua buona parola di segnalazione potrebbe aiutarmi

¹ Cfr. Archivio Storico dell'Accademia Albertina (poi ASAA), f. professor Guerrisi, Lettera di Giuseppe Mastropasqua, Direttore Capo Divisione Istruzione Superiore, a nome di Giuseppe Bottai, Ministro dell'Educazione Nazionale a Edoardo Rubino, Presidente della Regia Accademia Albertina delle Belle Arti e Regio Liceo Artistico di Torino, Roma, 25 giugno 1938; con allegato Elenco dei documenti e dei titoli presentati al concorso per la cattedra di scultura nella R. Accademia Albertina di Belle Arti di Torino dal Prof. Michele Guerrisi, Via Palmieri n° 40 – Torino.

² Cfr. Archivio Centrale dello Stato (poi ACS), Ministero Educazione Nazionale, b. 45, f. 20 Concorsi Acc. 1937-1938; il fascicolo contiene inoltre le domande di Raimondo Piccolo, Alcide Ticò, Antonio Mennella, Ernesto Vighi, Domenico Lazzaro, Giorgio Rossi, Farpi Vignoli, Pasquale Monaco.

a vincere questa prova in cui ho posta tutta la mia passata attività ed ogni speranza futura »¹.

La richiesta di Guerrisi non fu un unicum nel periodo, anzi rifletté una prassi ampiamente diffusa. Difatti, nonostante la richiesta di Guerrisi, che evidentemente non dovette andare a buon fine, l'esito fu altro : Italo Griselli risultò vincitore del concorso alla cattedra di scultura e nell'ottobre 1937 assunse il ruolo ; Umberto Baglioni, che aveva sostituito il titolare uscente Edoardo Rubino in attesa dell'esito concorsuale, ottenne la medesima nomina all'Accademia di Belle Arti di Venezia.

Alla fine del 1940 Griselli richiese il trasferimento a Firenze e fu sostituito da Marino Marini, all'epoca docente all'Istituto Superiore d'Arte di Monza e nominalmente titolare a Torino tra febbraio e giugno ; infatti la cattedra cambiò nuovamente titolare con il trasferimento di Marini a Milano e l'arrivo di Giacomo Manzù².

Dopo il conflitto il concorso fu annullato e Umberto Baglioni fu nominato suo sostituto a Torino, in un evidente segnale di continuità con la situazione precedente al conflitto, sicuramente caldeggiata da Edoardo Rubino. Il suo intervento sulla nomina dovette essere manifesto tanto quanto lo fu affinché Baglioni ottenesse la nomina di Maestro d'Arte di Scultura all'Accademia, un anno prima del citato concorso : sintomatico dell'azione di Rubino, all'epoca senatore del Regno, è il tono di una sintetica nota conservata in ACS, in cui il funzionario Scardamaglia scrisse a Pietro Tricarico, allora Direttore Generale Antichità e Belle Arti : « Baglioni e l'incarico della scultura a Torino. Accademia Albertina. Provvedere. Rubino si è ora accontentato; e rimane »³.

Superato da Griselli e poi da Marini, alla fine del 1940 Guerrisi maturò progressivamente il convincimento di un trasferimento nella capitale. Con la morte del professor D'Acchiardi, titolare della cattedra di Storia dell'Arte all'accademia di Roma, tale prospettiva divenne tangibile, ma nonostante i titoli acquisiti, la cattedra non gli fu affidata.

Guerrisi dovette evidentemente insistere poiché nell'ottobre 1941 fu nominato professore di storia dell'arte al Liceo artistico annesso all'Accademia. Pur se in una posizione inferiore, per grado e per corrispettivo finanziario, Guerrisi accettò l'offerta, lasciando le cattedre torinesi e la cerchia culturale, sindacale e amicale che aveva frequentato e contribuito a costruire nel corso degli ultimi vent'anni.

¹ Cfr. Archivio storico Galleria Nazionale Arte Moderna di Roma (poi ASGNAM), Fondo Ugo Ogetti, f. Guerrisi Michele architetto, Lettera di Michele Guerrisi, Palmi, 9 settembre 1937.

² Cfr. Dalmasso, F., « L'Accademia Albertina : storia e artisti », in Dalmasso, F., Gaglia, P., e Poli, F., *L'Accademia Albertina di Torino*, Torino, Arti Grafiche Vincenzo Bona, 1982, p. 73, 79.

³ Cfr. ACS, Ministero Educazione Nazionale, b. 45, fasc. 8 Torino Accademia Belle Arti, Titolo di maestro d'arte di Scultura al prof. Baglioni Umberto, Postilla, 13 marzo XIII, 1935.

Conclusioni

Come ha scritto con acume Caterina del Vivo « sugli archivi di persona incide più che su altri fondi un'attività volitiva del soggetto : non vi è, ne mai vi è stata, una obbligatorietà di conservazione dei singoli individui, né alcuna norma in proposito, al di là delle contingenti esigenze amministrative o fiscali : il soggetto produttore conserva quanto ritiene opportuno conservare »¹.

Esattamente in quest'ottica, occorre rilevare come l'archivio di Michele Guerrisi conservi ciò che il suo produttore in primis abbia voluto che restasse nel tempo. L'esistenza di un archivio non è scevra di inconvenienti e perdite documentarie accidentali. Non si ha notizia di come il materiale sia stato condizionato e movimentato nei traslochi tra Torino e Roma, né di come la vedova prima e gli eredi poi abbiano operato in merito al materiale documentario. Considerando il momento storico e i naturali processi di scarto che avvengono nel corso dei trasferimenti si può immaginare che qualcosa sia andato perduto o sia stato buttato.

Si ricorre nuovamente a una descrizione di Caterina del Vivo, che risulta calzante :

« In deroga alle abituali norme archivistiche, una scelta o uno scarto possono avvenire in qualsiasi momento e nei termini che egli desidera. [...] spesso gli individui, e più ancora le personalità di spicco, attraverso i documenti conservati sono in grado di plasmare la propria immagine, di autorappresentarsi »¹.

Ovviamente non si esclude la volontà degli eredi di conservare per sé qualche documento particolarmente significativo, come potrebbe essere la fotografia autografa di Rodin. Pure va evidenziato come l'obiettivo strategico di alcune lacune sia la cancellazione di ciò che è avvenuto : così come accade nell'autobiografia, dove la scultura « Giovinezza – Saluto romano » è pubblicata con la mano mozzata e con un affascinante nuovo titolo, « Giovane atleta »². Poiché le lacune cancellano, di fatto, una parte delle vicende storiche (politiche e culturali) una delle vie da percorrere, anche se non sempre facile, è quella di indicare il più possibile la presenza di fondi di interesse negli altri archivi.

Per Michele Guerrisi, nello specifico, questa operazione può essere condotta aprendo alla lettura e alla contestualizzazione storica dei documenti che lo riguardano in numerosissimi archivi italiani, come è accaduto per la ricostruzione dei modi e delle cause del suo trasferimento a Roma.

Perciò, il confronto è indispensabile, come lo è la segnalazione della presenza di fonti archivistiche esterne al fondo.

Per questo motivo, si conclude proponendo, a scopo esemplificativo e non assolutamente esaustivo, un breve elenco di archivi italiani nei quali sono conservati documenti relativi alle attività di Guerrisi, il cui confronto permette una ricostruzione più completa della figura dell'artista :

¹ *Ibidem.*, p. 17.

² Cfr. Canavesio, W., « Uno scultore calabrese nella Torino artistica degli Anni Trenta : Michele Guerrisi », Torino, Centro Studi Piemontesi, 2006, in *Studi Piemontesi*, n° 35/1, giugno 2006.

- ✓ Montecalvo Irpino, Archivio storico del Comune
- ✓ Napoli, Archivio storico Accademia (ex Regio Istituto Belle Arti)
- ✓ Napoli, Archivio storico del Comune
- ✓ Napoli, Archivio storico dell'Università Federico II
- ✓ Palmi, Archivio storico del Comune
- ✓ Pisa, Soprintendenza Arti e Paesaggio
- ✓ Roma, Archivio Centrale dello Stato, Fondo Real Casa
- ✓ Roma, Archivio Centrale dello Stato, Fondo Carlo Levi
- ✓ Roma, Archivio Centrale dello Stato, Fondo E42
- ✓ Roma, Archivio Centrale dello Stato, Ministero Istruzione Pubblica
- ✓ Roma, Archivio Centrale dello Stato, Fondo PNF
- ✓ Roma, Archivio della Camera dei Deputati
- ✓ Roma, Archivio GNAM, Fondo Maraini
- ✓ Roma, Archivio GNAM, Fondo museale (bio iconografico)
- ✓ Roma, Archivio Accademia di San Luca
- ✓ Roma, Archivio Accademia delle Belle Arti
- ✓ Rovereto, Archivio del 900 MART
- ✓ San Giuliano del Sannio, Archivio storico del Comune
- ✓ Siena, Archivio storico Università, Fondo Stefano
- ✓ Cairola Sant'Arcangelo di Romagna, Fondo Baldini
- ✓ Torino, Archivio Storico Accademia Albertina
- ✓ Torino, Archivio Storico Città di Torino
- ✓ Torino, Archivio Storico dell'Università
- ✓ Torino, Archivio Storico del Politecnico
- ✓ Torino, Archivio dei Musei civici
- ✓ Torino, Archivio di Stato, Riunite, Fondo PNF
- ✓ Torino, Archivio di Stato, Corte, Archivio Pro Cultura Femminile
- ✓ Venezia, Archivio storico Biennale di Venezia ASAC

Federica TAMMARAZIO,
archivista e storica dell'arte
ftammarazio@gmail.com

VUOTI DOCUMENTARI IN FONDI DI ARCHITETTI : ALCUNI CASI DALL'ARCHIVIO DEL MODERNO

Renzo IACOBUCCI

In questo contributo sono presentati i risultati della fase iniziale di una ricerca sulle lacune che si possono verificare negli archivi di architetti, a partire dall'esame della conformazione dei fondi conservati presso l'Archivio del Moderno e in alcune delle più importanti istituzioni italiane, che ha mostrato alcune tendenze ricorrenti. Lungi dal prevedere una codificazione delle tipologie di queste lacune archivistiche, l'attenzione della ricerca si è concentrata sulle lacune generate da un'azione «volontaria» dell'uomo sui documenti, in particolare da parte dell'architetto o, dopo la sua morte, dei proprietari del fondo. A seconda dei soggetti responsabili della selezione e a seconda del momento in cui la selezione viene effettuata, si possono osservare tre direzioni verso le quali sembra dirigersi la scelta dei documenti da eliminare. L'assenza documentaria può infatti essere riconducibile a motivi legati alla produzione di un singolo progetto architettonico (« lacune fisiologiche »), a motivi pratici (« lacune dovute ad esigenze di conservazione ») e, infine, a prospettive di utilità storico-culturale che si presentano al momento della donazione all'archivio (« lacune artificiali »). Le conseguenze della selezione effettuata dall'architetto o dai proprietari del fondo archivistico saranno strettamente legate all'impossibilità di ricostruire filologicamente e completamente le fasi di un progetto architettonico. Allo stesso tempo, non si potrebbe mai pensare ad un fascicolo di ambito architettonico, sufficientemente articolato, privo di vuoti, in cui la stratificazione dei documenti si manifesti sempre in modo lineare.

Trous documentaires dans des fonds d'architectes: quelques cas de l'Archivio del Moderno

Dans cette contribution sont présentés les résultats de la phase initiale d'une recherche sur les lacunes qu'on peut trouver dans les archives des architectes. Des lacunes tendanciellement récurrentes ressortent de l'examen de la formation des fonds conservés dans l'Archivio del Moderno et dans une partie des plus importantes institutions italiennes. L'attention de la recherche s'est concentrée sur les lacunes qui sont générées par une action «volontaire» sur les documents, particulièrement par l'architecte ou, après sa mort, par les propriétaires du fonds. En fonction des personnes responsables de la sélection et en fonction du moment où la sélection est réalisée, on peut observer trois directions vers lesquelles semble se diriger le choix des documents à éliminer. En effet, l'absence documentaire peut être ramenée à des raisons qui relèvent de la production d'un projet architectonique particulier (« lacunes physiologiques »), à des motivations pratiques (« lacunes pour exigences de conservation ») et, enfin, à des perspectives d'utilité historique et culturelle survenant au moment de la donation aux archives (« lacunes artificielles »). Les conséquences de la sélection effectuée par l'architecte ou par les propriétaires du fonds seront strictement liées à l'impossibilité de reconstruire philologiquement et entièrement les phases d'un projet d'architecture. Parallèlement, on ne pourrait jamais penser à un dossier d'architecture, suffisamment structuré, sans trous, où la stratification des documents soit toujours linéaire.

L'Archivio del Moderno

L'Archivio del Moderno, fondato nel 1996, è un archivio e un centro studi che opera nell'ambito della storia dell'architettura, dell'ingegneria, del territorio, del design e delle arti visive ed è parte dell'Accademia di architettura dell'Università della Svizzera italiana. Conserva circa sessanta fondi di architetti, urbanisti, designer, grafici e ingegneri svizzeri e italiani, prevalentemente ticinesi e lombardi.

In perfetta conformità con la sua ubicazione geografica, questa istituzione è andata formando e sviluppando, nel corso dei suoi anni di attività, uno spazio culturale di confine assai significativo, in cui si concentrano due spinte propulsive, quanto a ricerche in ambito storico-architettonico: la prima verso Nord (l'Europa centrale), la seconda verso Sud (l'Italia e il Mediterraneo).

In questo senso, non è forse azzardata l'ipotesi di vedere idealmente rappresentata nei fondi conservati dall'Archivio del Moderno una sorta di cerniera che unisce queste due culture, certamente diverse ma anche piene di punti di contatto.

Testimonianza reale di questo operato è, da un lato, l'apertura a ricerche che coinvolgono istituzioni situate in un raggio compreso tra Mosca e New York e, verso Sud, nella convenzione stipulata nel 2002 con il Ministero per i Beni e le Attività culturali e per il turismo italiano, confermata nel 2012, in cui si prevede l'apertura di una sede italiana, che avverrà nei prossimi anni¹.

Obiettivo della ricerca

Nell'avviare una ricerca inedita relativa al tema dei vuoti di archivio di ambito architettonico², ho cercato di esaminare innanzitutto la quantità e l'incidenza delle lacune della documentazione, di comprendere se vi fossero delle tipologie ricorrenti e quali fossero le cause che hanno portato alla generazione di questi vuoti.

La ricerca non pretende ovviamente di essere esaustiva. In primo luogo, il campione scelto è limitato all'Archivio del Moderno e all'area culturale archivistica di appartenenza³, in particolare, ad alcune prestigiose realtà italiane che da anni sono impegnate nella ricerca e nella valorizzazione degli archivi di architetti. Non sono stati poi inclusi nella ricerca i documenti nati in digitale, dove invece il panorama sembra configurarsi più complicato ed ancor meno studiato rispetto a quanto fatto per i documenti cartacei⁴.

Tenuto conto di questi aspetti, mi sembra opportuno insistere su due punti: anzitutto, le considerazioni che presenterò sono solo un primo tentativo di razionalizzazione delle tipologie di lacune. In secondo luogo, nonostante la rappresentazione dei casi sia ricondotta, per comodità di esposizione, ad uno schema, non è mia intenzione delineare una situazione statica, categorica, paradigmatica. Preferisco, per questo, parlare di «tendenze» che si possono prospettare nella selezione dei documenti piuttosto che di regole, canoni, sistemi, proprio perché la natura di

¹ Per notizie più dettagliate sull'Archivio del Moderno, si veda il discorso di presentazione tenuto dalla direttrice, Letizia Tedeschi, il 12 ottobre 2019, in occasione dell'inaugurazione della nuova sede di Balerna, disponibile al sito <https://www.archiviodelmoderno.org/eventi/Discorso-Direttrice-Archivio-del-Moderno-12ott2019.pdf> [ultima consultazione il 16/4/2020], ed anche Tedeschi, L., « Cooperazione al di là delle frontiere nazionali: l'esempio di Mendrisio », in *Museums.ch*, 2/2, 2007, p. 41-44.

² La questione è affrontata, di solito in maniera generica, all'interno della storia archivistica dei singoli inventari con considerazioni riassuntive sull'assenza di porzioni di documenti inerenti a specifici progetti.

³ Su questo aspetto, con particolare riferimento agli archivi svizzeri, si veda Burgy, F., Roth-Lochner, B., « Les Archives en Suisse ou la fureur du particularisme », in *Archives*, 34/1-2, 2002-2003, p. 37-80, con particolare riguardo alle p. 56-61, e Coutaz, G., *Archives en Suisse. Conserver la mémoire à l'ère numérique*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2016, p. 35-91.

⁴ Oltre ai risultati ottenuti dal progetto *Gau:di*, pubblicati in Peyceré, D., Wierre, F., (a cura di), *Architecture et archives numériques. L'architecture à l'ère numérique: un enjeu de mémoire*, Gollion, Infolio, 2008, e al caso di studio presentato da Luconi, E., « Archiviare l'architettura: considerazioni sugli archivi dell'architettura contemporanea », in *Nuovi Annali della Scuola Speciale per Archivisti e Bibliotecari*, 24, 2010, p. 175-190, si veda l'interessante rassegna critica, con alcuni spunti offerti nella sezione più specificamente archivistica, proposta da Santi, A., *Il design per la conoscenza, la fruizione e la valorizzazione online degli archivi e del patrimonio del Moderno*, Tesi di dottorato in « Design (Design e culture) », XVII ciclo, relatore Irace, F., Politecnico di Milano, 2014: https://www.politesi.polimi.it/bitstream/10589/98002/1/2014_11_PhD_Santi.pdf [ultima consultazione il 16/4/2020].

questi archivi è soggetta ad un'attività volitiva dell'individuo, il quale, non avendo obblighi di conservazione, se non per esigenze contingenti, per riprendere le parole di Caterina Del Vivo, «conserva quanto ritiene opportuno conservare»¹.

L'intento del mio studio è quindi sollecitare ulteriori e più approfondite ricerche, affinché si possa gettare una luce più ampia su questa particolare categoria di archivi². La citazione delle parole di Caterina Del Vivo introduce un altro aspetto che riguarda la natura di questi nuclei documentari. Non possiamo non sottolineare infatti che gli archivi di architetti rientrano nella categoria degli archivi privati, più specificamente negli archivi di persona o, se lo studio assume i caratteri e le formalità di una vera e propria azienda, nel novero degli archivi di impresa³. Esattamente come per tutti gli archivi di persona, possiamo quindi imbatterci o in soggetti produttori che organizzano direttamente i propri documenti o in archivi ordinati da altri soggetti legati alla famiglia, dagli eredi o comunque da persone che ne detengono la proprietà. Come circa venti anni fa ricordava Isabella Zanni Rosiello, le selezioni di documenti operate a vario titolo possono essere comprese tra due comportamenti opposti dei soggetti produttori o dei loro eredi: «mania conservatrice» e la «volontà di prosciugare» la propria memoria documentaria⁴. Vedremo anche come giocheranno un ruolo

¹ Del Vivo, C., « Accostarsi a un archivio di persona: ordinamento e condizionamento », in Ghersetti, F., Paro L. (a cura di), *Archivi di persona del Novecento. Guida alla sopravvivenza di autori, documenti e addetti ai lavori*, Treviso, Fondazione Benetton Studi Ricerche, Fondazione Giuseppe Mazzotti per la civiltà veneta con Antiga edizioni, 2012, p. 15-38, in particolare, p. 17-18.

² In realtà, sarebbe quanto mai opportuno riprendere ed affrontare alcune questioni basilari inerenti alle metodologie per il riordinamento degli archivi di architetti, storicamente conservati e gestiti soprattutto da enti di ambito storico-architettonico. Sulla base della mia personale esperienza e dello studio degli inventari prodotti da molte istituzioni, rilevo la necessità di un radicale cambiamento di prospettiva, da parte degli schedatori, nell'approccio al lavoro da svolgere. In estrema sintesi, l'analisi dovrebbe orientarsi in maniera più perspicua verso l'individuazione dei livelli di un fondo e delle relazioni che intercorrono tra i documenti, in luogo di una trasposizione nell'inventario del modo in cui esso è stato fisicamente conservato dal soggetto produttore. Ciò presuppone, inoltre, l'appropriazione, lo sviluppo e l'applicazione del concetto di unità archivistica, spesso ricondotto in maniera meccanica soltanto ai documenti testuali e grafici di ciascun progetto e non alla «pratica» o all'«affare» di cui essa è rappresentazione. Di contro, per la particolare tipologia dei documenti costituenti tali archivi, resta ineludibile una discreta abilità nel maneggiare il lessico relativo alle tecniche utilizzate per la realizzazione del progetto e la conoscenza delle modalità descrittive proprie del disegno di architettura. Su questi aspetti, si vedano alcune prime considerazioni archivistiche sul trattamento di documenti fotografici in un fondo di un architetto da me proposte, in Iacobucci, R., « Album a tema. Alle origini delle collezioni fotografiche del fondo Marco Zanuso », in Crespi, L., Tedeschi, L., Viati Navone, A. (a cura di), *Marco Zanuso architetto e designer*, Milano, Officina libraria, 2020, i.c.s.

³ Di natura diversa sono invece i documenti architettonici prodotti o ricevuti da organi afferenti ad enti pubblici territoriali, come, ad esempio, gli uffici tecnici dei comuni, cui vengono denunciati e presentati i progetti di costruzione e ristrutturazione. I rispettivi archivi, anche questi ancora non studiati in modo sistematico, conservano documentazione significativa per la comprensione dei progetti, compensando, in moltissimi casi, lacune che si verificano in altri fondi di architetti.

⁴ Zanni Rosiello, I., « Strategie e contraddizioni conservative », in Messina, M., Zagra, G. (a cura di), *Conservare il Novecento*. Convegno internazionale. Ferrara, Salone internazionale dell'arte del restauro e della conservazione dei beni culturali e ambientali, 25-26 marzo 2000. *Atti*, Roma, Associazione italiana biblioteche, 2001, p. 133-141, p. 140. Ulteriori riflessioni ed esemplificazioni circostanziate, utili anche ai casi prospettati in questa sede, si reperiscono in Raffaelli, M., « Specchi di carta »? Rapporto di medio termine sugli archivi di persona », in *Nuovi Annali della Scuola Speciale per Archivisti e Bibliotecari*, 25, 2011, p. 171-187, con particolare riferimento alle p. 180-186.

fondamentale in questa scelta, da un lato, la sensibilità verso determinate categorie di documenti, quindi, la *forma mentis* dell'architetto e, dall'altro, le esigenze pratiche.

1. Tipologie delle lacune

Se si escludono vuoti dovuti a cause naturali (come incendi o allagamenti o catastrofi), possiamo affermare con discreto margine di certezza che la quasi totalità delle lacune che si verificano negli archivi degli architetti è dovuta ad un intervento sui documenti da parte dell'uomo. Si tratterà quindi di «lacune volontarie». All'interno di esse, prescindendo dai vuoti di natura dolosa (furti, estrazioni di singoli documenti dai fondi di appartenenza con lo scopo di essere venduti e casi simili), negli archivi degli architetti si possono tendenzialmente delineare altri tre tipi di lacune volontarie, che ho denominato «fisiologiche» (per utilità amministrativa), «dovute ad esigenze di conservazione» (per utilità pratica) e «artificiose» (per soddisfare esigenze di oblio nella memoria personale o nella memoria storica)¹.

I vuoti possono essere stati generati in un arco temporale che va dall'inizio dell'attività professionale dell'architetto fino al momento della donazione dei documenti all'archivio. I responsabili di questi vuoti possono essere il soggetto produttore e, spesso dopo la morte dell'architetto, le persone che, a vario titolo, intervengono nel riordinamento o nello studio dei documenti e i soggetti che donano il fondo all'archivio.

3.1 Lacune volontarie fisiologiche

Le lacune volontarie fisiologiche sono generate dal soggetto produttore nell'esercizio delle sue funzioni, vale a dire nella pratica quotidiana della propria attività professionale e, specialmente, nel corso di realizzazione di un singolo progetto².

Per comprendere meglio la valenza e le ragioni di questo tipo di scarto, si deve premettere che, di norma, un progetto è costituito almeno da tre momenti fondamentali, la cui traccia significativa è solitamente espressa, anche se non sempre in modo esaustivo e immediatamente riconoscibile, da tipologie di documenti grafici ben delineate³. Nello specifico, si ha una prima fase di elaborazione, rappresentata da uno o più abbozzi vergati nelle loro linee fondamentali, essenzialmente privi di cartiglio, in cui l'architetto esprime una prima idea del progetto complessivo o di una sua parte (schizzi)

¹ Il punto di partenza di questa riflessione prende in considerazione, *mutatis mutandis*, le finalità della produzione del documento archivistico, ovvero l'utilità pratico-amministrativa, e la sua trasformazione in utilità storico-culturale, distinguendo la prima in due parametri e attribuendo la seconda ad uno stato immediatamente precedente all'entrata dei documenti in archivio. Su tale aspetto, si veda Zanni Rosiello, I., « Spurghi e distruzioni di carte d'archivio », in Bianchi, C., Di Zio, T., (a cura di), *L'archivista sul confine. Scritti di Isabella Zanni Rosiello*, Roma, Ministero per i beni e le attività culturali-Ufficio centrale per i beni archivistici, 2000, p. 273-303, in particolare, p. 290.

² Si tratta, essenzialmente, di quella « scrematura naturale effettuata giornalmente dallo stesso soggetto produttore » individuata da Antonio Romiti come atto che non raramente dà luogo alla nascita di un archivio privato (Romiti, A., « Per una teoria dell'individuazione e dell'ordinamento degli archivi personali », in *Studi Medievali*, 3^a serie, 33/2, 1992, p. 892-906, p. 901).

³ Il richiamo bibliografico più significativo al proposito è costituito dalla monografia di Domenichini, R., Tonicello, A., *Il disegno di architettura. Guida alla descrizione*, Padova, Il Poligrafo, 2004, con particolare riferimento alle p. 25-54, da cui prendono spunto le osservazioni proposte in questa sede.

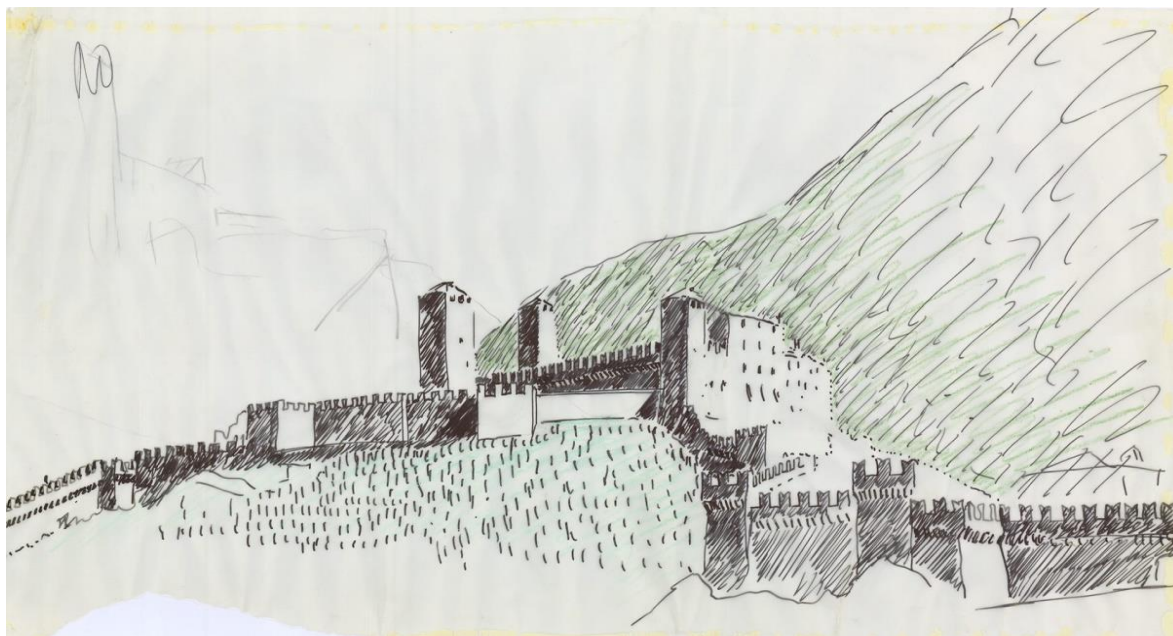


Fig. 1.- Schizzo per il progetto di restauro di Castelgrande a Bellinzona, architetto Aurelio Galfetti (1981-1991).
Balerna, Archivio del Moderno, Fondo Aurelio Galfetti, LG C 60
(in corso di riordinamento).

Una fase successiva, di carattere intermedio, è poi espressa da elaborati tecnici provvisori, normalmente (ma non sempre) privi di cartiglio recante la denominazione del progetto (disegni).

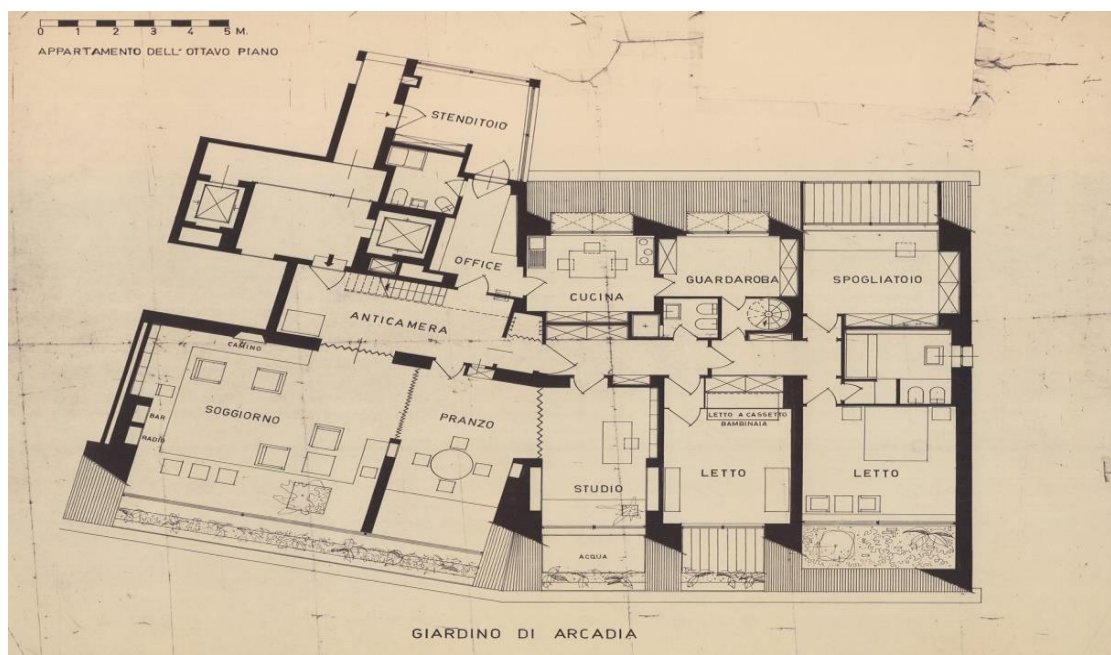


Fig. 2.- Disegno in copia eliografica per un progetto di ville sovrapposte ai giardini di Arcadia a Milano, architetti Giulio Minoletti, Giuseppe Chiodi, Lodovico Lanza (1956-1959).
Balerna, Archivio del Moderno, Fondo Giulio Minoletti, 1 Pro 045.

La fase definitiva è invece costituita da tavole, ovvero da tipi di rappresentazione come piante, prospetti, sezioni, assonometrie e dettagli costruttivi, considerate il prodotto finale in base al quale verrà realizzato l'edificio.

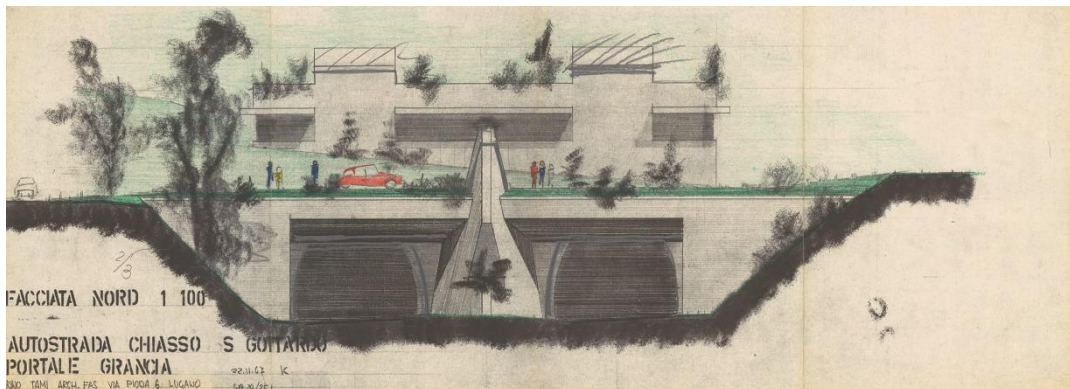


Fig. 3.- Tavola realizzata per la costruzione della tratta ticinese Chiasso-San Gottardo dell'autostrada N 2, architetto Rino Tami (1956-1957).

Balerna, Archivio del Moderno, Fondo Rino Tami, 1 Pro 022.

Queste ultime possono presentarsi in più copie ed essere modificate, ma, nella maggior parte dei casi, tendono a rappresentare l'ultima versione, ovvero quella definitiva. A differenza dei disegni, le tavole sono sempre munite di cartiglio con intitolazione del progetto, date, eventuale numero di protocollo e firma dell'architetto. Oltre a queste possiamo trovare elaborati grafici definitivi ulteriormente abbelliti, spesso colorati o perfino acquerellati, che sono studiati per essere presentati al committente.

Secondo quanto esposto, si comprende facilmente come, dal punto di vista dell'architetto, vi siano alcuni tipi di elaborati ritenuti più importanti di altri. Di norma, sono le versioni definitive, quindi le tavole, comprese quelle di presentazione, che, di conseguenza, l'architetto propenderà a mantenere nel corso del lavoro su un determinato progetto a scapito degli elaborati realizzati nelle fasi iniziali ed intermedie.

Alla base di tutto ciò è presente un intento, un obiettivo che orienta inderogabilmente l'attività professionale dell'architetto ed esso risiede piuttosto nella materializzazione di un progetto che nel documentare i modi in cui si è giunti alla costruzione di un edificio.

Rientra quindi all'interno di questa tendenza l'eliminazione degli schizzi, il cui numero che viene salvato dalla distruzione varia anche a seconda della sensibilità e delle inclinazioni dell'architetto, il quale potrà eventualmente conservare un numero non insignificante di queste prime bozze, sebbene ad esse preferirà comunque le tavole di presentazione.

Soggetta a variabili è la conservazione delle fasi precedenti agli aggiornamenti degli elaborati. In questo caso, si assiste ad un procedimento nel quale l'architetto realizza una prima tavola su carta da lucido, molto spesso datata; su questa vengono successivamente effettuate delle variazioni e segnalato il giorno in cui è stato apportato l'aggiornamento. A questo punto, si presentano due possibilità: se prima di effettuare l'aggiornamento l'architetto avrà realizzato e conservato una copia meccanica della tavola aggiornata,

resterà testimonianza di questo primo passaggio e di ulteriori momenti intermedi; al contrario, se egli non avrà ritenuto opportuno produrre copie degli interventi successivi al primo, la traccia testimoniale sarà rappresentata soltanto dall'ultima variazione, che, di solito, è quella definitiva. Nella migliore delle ipotesi, potranno ricorrere nel cartiglio le date o le indicazioni di responsabilità degli aggiornamenti effettuati.

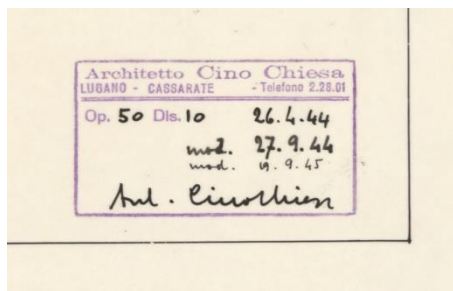


Fig. 4a.- Particolare di una tavola realizzata per il restauro della chiesa di San Pietro a Castel San Pietro (Ticino), architetto Cino Chiesa (1944-1946).
Balerna, Archivio del Moderno, Fondo Cino Chiesa, CC C 8/2
(in corso di riordinamento).

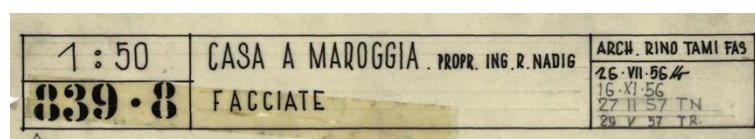


Fig. 4b.- Particolare di una tavola realizzata per il progetto
« Casa Nadig » a Maroggia (Ticino);
architetti Rino Tami, Peppo Brivio (1956-1957).
Balerna, Archivio del Moderno, Fondo Rino Tami, 1 Pro 142.

Alla base di queste scelte, che, ricordo, riguardano sempre singoli progetti *in fieri*, vi è sempre un concetto di utilità: tendenzialmente, si elimina ciò che non si ritiene utile ai fini dell'esecuzione del progetto. Il metro con cui viene effettuata questa scelta è ovviamente quanto mai variabile da architetto ad architetto.

1.2 *Lacune volontarie dovute ad esigenze di conservazione*

Le lacune volontarie dovute ad esigenze di conservazione possono generarsi in uno o più momenti nell'arco della propria attività professionale, spesso in occasioni di trasferimenti dello studio o, semplicemente, perché l'architetto, avendo accumulato nel corso del tempo una mole consistente di documenti, decide di ottimizzare i propri spazi destinati alla conservazione eliminando ciò che non ritiene più opportuno mantenere presso di sé.

Pur essendo di natura pratica, la selezione dei documenti implica sempre un giudizio di valore da parte del soggetto produttore. In questo momento molto importante per la conformazione del proprio archivio professionale, egli fornisce infatti una prima interpretazione della sua opera e di ciò che, se lo si considera in prospettiva teleologica, finirà nelle mani dei ricercatori e degli studiosi. A prescindere dal grado di consapevolezza del proprio contributo professionale, la selezione ricopre un interesse preponderante, poiché essa avviene quasi sempre in circostanze temporali non molto distanti dalla realizzazione di un progetto e, quindi, in una fase in cui i documenti non hanno ancora assunto il carattere tipicamente storico conferito loro dal lavoro archivistico.

Per comprendere appieno questo tipo di lacuna, si può mostrare un caso emblematico rappresentato dai primi progetti di architettura e di design realizzati da Marco Zanuso¹, il cui fondo è conservato presso l'Archivio del Moderno.

Constatata l'assenza di qualsiasi riferimento esplicito e lavorando, quindi, direttamente sulle fonti è stato possibile sostenere che Marco Zanuso, verso la fine degli anni Settanta, dopo circa trent'anni di attività, aveva effettuato una selezione dei documenti relativi sostanzialmente ai suoi primi progetti.

Nello specifico, fu messa in atto una campagna fotografica sostitutiva su circa 3700 elaborati grafici destinati alla eliminazione, i cui negativi su pellicola furono montati su cartoncino, quasi tutti in doppia copia, suddivisi numericamente per progetto e conservati in quattro scatole di legno: due per l'architettura e due per il design. I negativi su *passee-partout* beige erano considerati i *master*, quelli invece su *passee-partout* arancione le copie, denominate da Zanuso «Doppie».



Fig. 5.- Negativi di elaborati grafici montati su cartoncino (in originale e in copia) relativi a progetti di architettura e di design di Marco Zanuso (seconda metà degli anni Settanta del Novecento).

Balerna, Archivio del Moderno, Fondo Marco Zanuso, Arch Micr, Arch Micr Doppie, Des Micr, Des Micr Doppie (in corso di riordinamento).

Per ciascun progetto, in queste riproduzioni si trovano, prevalentemente, tavole relative a piante, prospetti, sezioni, assonometrie e, in modo più raro, schizzi e dettagli (ancora a conferma di cosa possa essere reputato «utile» da un architetto), stavolta riprodotti ai fini della conservazione.

¹ Nella vasta bibliografia su Marco Zanuso, si vedano, come primo riferimento, gli studi di De Giorgi, M. (a cura di), *Marco Zanuso architetto*, Milano, Skira, 1999, Dorfles, G., *Marco Zanuso designer*, Roma, Editalia, 1971, Burkhardt, F., *Marco Zanuso. Design*, Milano, Federico Motta, 1990, e Grignolo, R., *Marco Zanuso. Scritti sulle tecniche di produzione e di progetto*, Mendrisio-Cinisello Balsamo, Mendrisio Academy press-Silvana, 2013.

Quest'operazione assume un carattere peculiare se teniamo conto del fatto che gli elaborati grafici dei progetti degli anni Quaranta e Cinquanta sono pervenuti in numero molto basso e, talvolta, in modo casuale¹. Addirittura, in alcuni casi, questi negativi montati su cartoncino si configurano come testimoni esclusivi di un progetto².

Che tale situazione possa essere risultato di una coincidenza è un'ipotesi che non può essere scartata; di contro, i numerosi trasferimenti del proprio studio milanese e l'associazione professionale con Pietro Crescini, concretizzatasi formalmente nel 1977³, inducono a supporre una volontà precisa da parte di Marco Zanuso nel voler limare la consistenza della documentazione conservata presso di sé, mantenendo testimonianza solo di alcune fasi, ritenute fondamentali, dei suoi primi progetti.

3.3 *Casi dubbi*

In determinate circostanze è molto difficile, talvolta impossibile, ricondurre con sufficiente chiarezza l'eliminazione di documenti a ragioni fisiologiche o ad esigenze di conservazione. È il caso dei disegni di dettaglio e di quegli elaborati grafici che non sono prodotti direttamente dall'architetto o dal suo studio, che riguardano l'impiantistica elettrica ed idraulica, spesso affidata ad ingegneri o ad aziende esterne allo studio. Tale documentazione è spesso inoltrata all'architetto che dovrà valutarne l'impatto nel suo progetto e che tenderà a conservare solo in maniera limitata.

Accanto agli elaborati, molto spesso la documentazione testuale perviene in consistenza limitata ed in questa sono quasi sempre presenti, ad esempio, documenti costitutivi del progetto, come i capitolati d'appalto, e una minima corrispondenza col committente. Dei vuoti veri propri sono invece riscontrabili con una certa frequenza per la corrispondenza con i fornitori, per le richieste di preventivi, per tutta quella documentazione che normalmente accompagna i preventivi stessi, come i *dépliants* e le *brochures*.

Per l'attribuzione all'una o all'altra tipologia di lacuna, si dovrà pertanto valutare se l'eliminazione sia avvenuta nel corso della realizzazione del singolo progetto o in un momento successivo.

3.4 *Lacune volontarie artificiose*

Le lacune volontarie artificiose si generano nel momento in cui il soggetto produttore o i suoi eredi o comunque i proprietari di un nucleo documentario decidono di effettuare una donazione ad un ente di conservazione.

¹ Piccoli gruppi di elaborati grafici piegati in camicie cartacee insieme a documenti testuali sono stati rinvenuti insieme ad altra documentazione pervenuta sciolta, talvolta costituita essa stessa da singole tavole o schizzi o disegni. Laddove possibile, tali documenti sono stati ricondotti all'unità archivistica di appartenenza; in alcuni casi, si è resa necessaria la creazione di nuovi fascicoli.

² Come, ad esempio, i progetti di Villa Scotti a Premeno (1944), Villa Recordati a Milano (1955), Casa Valle ad Arenzano (1963) e, per il design, della sedia realizzata per la RIMA (Riunione italiana mostre di arredamento) (1953) e del Divano letto *Sleep-o-matic* dell'azienda Arflex (1960).

³ A tale proposito, si veda la ricostruzione di Triunveri, E., « “Ci vuole una grande curiosità”. Il mestiere dell'architetto secondo Marco Zanuso: viaggio attraverso le carte del suo archivio », in Crespi, L., Tedeschi, L., Viati Navone, A. (a cura di), *Marco Zanuso architetto e designer*, Milano, Officina libraria, 2020, i.c.s.

Se invece sono gli eredi ad effettuare la selezione, la casistica è molto varia. Situazioni molto diffuse sono rappresentate dalla volontà di trattenere presso di sé documenti ritenuti di carattere familiare o particolarmente sensibili, come, ad esempio, progetti che sono stati argomento di controversia giuridica, la cui testimonianza potrebbe compromettere la fama dell'architetto stesso. Un altro estremo, sempre molto diffuso, si manifesta nella volontà di trattenere da parte dei familiari gli elaborati ritenuti di un certo valore artistico¹, oppure nel fatto di escludere, a prescindere, dalla donazione tutto ciò che non è strettamente inerente all'attività professionale.

Va invece ancora ricordato che gli archivi degli architetti di cui ci stiamo occupando rientrano nella categoria degli archivi privati.

Per tale ragione, soprattutto per gli archivi di persona, si può facilmente notare non solo la correttezza scientifica e professionale che obbliga gli archivisti a mantenere integro un fondo, evitando dispersioni o smembramenti in più enti, ma anche l'utilità che può arrecare questa documentazione «altra», non inerente all'attività professionale, per la comprensione sia dell'opera stessa dell'architetto sia della personalità, delle inclinazioni, degli interessi, della eventuale poliedricità di un soggetto che è stato soprattutto architetto, ma non soltanto architetto².

Un esempio di recuperi di questo tipo di documentazione, effettuati dall'Archivio del Moderno, viene dal fondo Giuseppe Bordonzotti³, morto nel 1930 e zio di Rino Tami, rappresentante di estremo rilievo dell'architettura moderna in Ticino, per il quale è stato possibile recuperare, tramite un apposito versamento, una parte della sua attività politica e di perito e, soprattutto, molti documenti riguardanti il suo percorso scolastico compiuto prima in Ticino, poi alla Regia Accademia di Belle Arti di Milano, poi al Politecnico di Zurigo e, infine, ancora alla Regia Accademia milanese.

Siamo nell'ultimo decennio dell'Ottocento, ma questo percorso di studi è emblematico per la comprensione di una caratteristica culturale del territorio ticinese che si riflette anche nei prodotti di architettura e, quindi, nella documentazione che si conserva all'Archivio del Moderno: attingere in maniera critica a fonti collocate in due direzioni (verso Sud e verso Nord), con il risultato di una ibridazione di forme e di idee, che rendono particolarmente interessante quest'area della Svizzera meridionale⁴.

¹ Esempio riportato anche da Barrera, G., « Gli archivi di persone », in Pavone, C. (a cura di), *Storia d'Italia nel secolo ventesimo. Strumenti e fonti*, Roma, Ministero per i beni e le attività culturali, Dipartimento per i beni archivistici e librari, Direzione generale per gli archivi, 2006, 3 voll., III, p. 617-657, p. 650, nota 140.

² Si vedano, al proposito, simili considerazioni in Palma, M., « Conoscere e salvaguardare gli archivi di persona », in Allegrezza, S. e Gorgolini, L. (a cura di), *Gli archivi di persona nell'era digitale. Il caso dell'archivio di Massimo Vannucci*, Bologna, Il Mulino, 2016, p. 13-39, p. 34.

³ Per informazioni sull'opera di Giuseppe Bordonzotti si segnalano gli studi di Daguerre, M., *La costruzione di un mito. Ticinesi d'Argentina: committenza e architettura. 1850-1940*, Mendrisio, Accademia di architettura, Università della Svizzera Italiana, 1998, p. 51-118 e 154-168, e di Bergossi, R., « L'architettura dell'Eclettismo in Ticino », in *Arte e storia*, 2/8, 2001, p. 70-80.

⁴ Su tale argomento l'Archivio del Moderno ha promosso alcuni progetti di ricerca di carattere internazionale, di cui il primo, *La formazione degli architetti ticinesi nelle Accademie di Belle Arti italiane fra XVIII e XX secolo. Una indagine*, conclusosi nel 2006, fu finanziato dal Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica (FNSRS, prima progetto n. 12-53653.98). Gli esiti dello studio sono accessibili al sito <https://www.archiviodelmoderno.org/ricerche-1998/la-formazione-degli-architetti-ticinesi-nelle-accademie-di-belle-arti-italiane-fra-xviii-e-xx-secolo-una-prima-indagine> [ultima consultazione il 16/4/2020].



Fig. 6.- Quaderno scolastico di Giuseppe Bordonzotti
(Scuola maggiore e di disegno di Sessa, Ticino) (1888-1891).
Balerna, Archivio del Moderno, Fondo Giuseppe Bordonzotti, GB S 38/1
(in corso di riordinamento).

2. Conclusioni

Al termine di questa veloce ed incompleta rassegna, possiamo rilevare che, nei fatti, la riconduzione ad una specifica tipologia di lacuna dei motivi dell'assenza di una porzione di documentazione non è quasi mai frutto di un'azione immediata. Ugualmente, non è spesso operazione agevole e priva di insidie il tentativo di comprendere le stratificazioni di queste lacune, che possono anche sommarsi.

Quando possibile, è necessario sempre e comunque procedere con cautela, ponendo molta attenzione agli strumenti di corredo o agli elenchi redatti nello studio dell'architetto durante l'esercizio della sua attività. Utilissime sono anche le fonti orali, come i ricordi dei familiari su ordinamenti avvenuti nel corso degli anni di lavoro o successivamente alla morte: queste andranno certamente fermate su carta, valutate sempre *cum grano salis*, e verificate tramite il raffronto con la documentazione pervenuta e con le logiche di produzione e conservazione che l'hanno veicolata.

In assenza di tutte queste informazioni, può accadere che l'archivista debba soltanto registrare il vuoto ed eventualmente formulare un'ipotesi molto generica.

Come detto all'inizio, questo primo tentativo di razionalizzazione delle tipologie di lacune volontarie, che ho definito «fisiologiche», «dovute ad esigenze di conservazione» e «artificiose», è da considerarsi aperto a modifiche, a specificazioni, ad ampliamenti e, in tal senso, confido ampiamente nelle competenze degli specialisti in storia dell'architettura.

Per il momento, sulla base del panorama appena presentato, si può affermare che per l'attività professionale di un architetto non si avrà mai nei nostri archivi (se non in casi del tutto eccezionali) la documentazione effettiva, interamente prodotta per la realizzazione di un singolo progetto, che, mi preme sottolineare, non sempre e non necessariamente coincide con l'unità archivistica. Il progetto potrà essere testimoniato a vari livelli di profondità, ma il suo *iter* non potrà mai essere completamente ricostituito in maniera filologica in tutti i suoi passaggi.

Mi chiedo quindi se, riflettendo sul concetto di lacuna, si possa considerare il vuoto come una caratteristica intrinseca all'archivio di un architetto e se questa asserzione possa essere estesa a tutte le tipologie di archivio.

Si potrebbero effettuare dei voli pindarici su un argomento del genere con effetti anche molto suggestivi, che vanno dal *divertissement* all'antropologia, alla poesia, alla filosofia.

Volendo invece restare convintamente ancorati al discorso archivistico, personalmente, le mie riflessioni tendono a ritornare sempre allo stesso punto, alla stessa evidenza: l'archivio di un architetto, come tutte le tipologie di archivio, non rispecchia mai *in toto* la persona né la sua attività professionale. Lo specchio di carta, in questo caso, è spesso molto incrinato e restituisce un'immagine mai interpretabile con immediatezza: sta all'unione del lavoro dell'archivista con quello dello storico dell'architettura provare non a ricomporre questa immagine, ma a creare delle agevoli e percorribili vie d'accesso agli innumerevoli Picasso conservati sui ripiani dei nostri depositi.

Renzo IACOBUCCI,
ricercatore archivista presso l'Archivio del Moderno
renzo.iacobucci@usi.ch

IL FONDO CASA DI SUA MAESTÀ
ALL'ARCHIVIO DI STATO DI TORINO :
STORIE DI VUOTI, DI ASSENZE E DI DISPERSIONI. IL CASO
DELL'ARCHIVIO DELL'INTENDENZA GENERALE DELLA CASA DI
EUGENIO DI SAVOIA-CARIGNANO (1834 – 1888)

Paola CAROLI

La storia dell'Archivio dell'Intendenza generale della Casa del principe del sangue Eugenio di Savoia-Carignano é segnata da spostamenti, trasferimenti, smembramenti, distruzioni, occultamenti e recuperi, conclusasi per ora con i versamenti all'Archivio di Stato di Torino delle *Miscellanee Quirinale* (1972 e 1994) e della *Miscellanea Legato Umberto II* (1993). L'archivio, assegnato inizialmente per competenza alla Direzione provinciale della Real casa di Torino, che conservava la documentazione degli organi che l'avevano preceduta sino al trasferimento della capitale a Firenze e alcuni fondi aggregati delle case di membri della famiglia regnante e della Sovrintendenza generale del patrimonio privato, fu quasi subito dopo la morte del principe (15 dicembre 1888) oggetto di scorpori e trasferimenti. Grazie al carteggio e agli elenchi presenti negli archivi dei soggetti coinvolti, é possibile individuare i vincoli originari tra nuclei di carte presenti nel complesso *Casa di sua maestà* e nelle miscellanee documentarie citate, allo scopo di contestualizzare quelle estrapolate, colmare vuoti, trasformare assenze in presenze.

Le fonds Casa di Sua Maestà aux Archives d'État de Turin: histoires de vides, d'absences et de dispersions. Le cas des Archives de l'Intendance générale de la Maison d'Eugenio de Savoie-Carignan (1834-1888)

L'histoire des Archives de l'Intendance générale de la Maison du prince du sang Eugenio de Savoie-Carignan est marquée par des mutations, des déplacements, des démembrements, des destructions, des soustractions et des récupérations à l'heure actuelle terminés par les versements aux Archives d'Etat de Turin des *Mélanges Quirinale* (1972 et 1994) et des *Mélanges du Legs Umberto II* (1993). Ces archives étaient à l'origine confiées à la compétence de la Direction provinciale de la Maison Royale à Turin, qui gardait la documentation des bureaux qui l'avaient précédée jusqu'au transfert de la capitale à Florence, ainsi que certains fonds joints aux maisons de membres de la famille régnante et de la Surintendance générale du patrimoine privé. Tout de suite après la mort du prince (15 décembre 1888) ces archives furent l'objet de démembrements et déplacements. Grâce à la correspondance et aux listes conservées dans les archives des organismes concernés, il est aujourd'hui possible de récupérer les liens originaires entre les groupes de documents du complexe Maison de Sa Majesté et des mélanges documentaires cités, afin de contextualiser les articles extrapolés, remplir les vides, transformer les absences en présences.

Introduzione

Il complesso documentario *Casa di Sua Maestà*, oggi conservato dall'Archivio di Stato di Torino, ha subito nel tempo vicende molto complicate, trasferimenti in Italia e all'estero, smembramenti e distruzioni.

Lo scopo principale della ricerca in corso è quello di ricostruire il contesto originario e le successive manipolazioni della documentazione via via sottratta a tale archivio. Ci troviamo oggi infatti davanti a miscellanee. Ma gli archivisti e gli storici sanno bene che per comprendere appieno i documenti occorre conoscerne la provenienza e la relativa storia archivistica.

D'altra parte, la sopravvivenza di frammenti di informazione in documenti di importanza apparentemente modesta consente di leggere la narrazione degli avvenimenti presentati in questo

studio anche come un caso emblematico di quanto l'indifferenza verso certe tipologie archivistiche possa permettere in alcuni casi di colmare lacune documentarie e di far riemergere posizioni ideologiche, atteggiamenti, scelte e perfino non scelte nella conservazione e trasmissione della memoria.

Il complesso documentario Casa di Sua Maestà è conservato nella sede delle Sezioni Riunite dell'Archivio di Stato di Torino, individuata nel 1925 per farvi confluire gli archivi ministeriali - tranne esteri e interni -, giudiziari, notarili, camerali. Vi giunse in 331 grandi casse negli anni Settanta del Novecento dal Palazzo reale di Torino, all'interno del quale era stato spostato più volte in occasioni diverse, durante la guerra e negli anni successivi¹.

Il suo fulcro è costituito dall'archivio prodotto dagli organi che nei secoli si sono succeduti nella gestione dei beni e dei servizi della Casa di Savoia. È affiancato da altri fondi, il Patrimonio privato; l'Azienda Savoia-Carignano, il più antico, ossia la parte che è stata consegnata all'Amministrazione della Real casa dopo la salita al trono di Carlo Alberto nel 1831, che comprende anche un inventario analitico; gli archivi delle case di alcuni membri della Casa regnante, regine consorti e vedove, i principi ai quali, raggiunta una certa età, era assegnato un appannaggio, e per i quali era istituito una Casa, un apparato per gestirne beni e servizi, i principi del sangue anche, come Eugenio conte di Villafranca, principe di Savoia-Carignano dal 1834 alla sua morte nel 1888, altezza reale dal 29 marzo 1849.

Eugenio fu insignito del titolo nel 1834, con appannaggio, privilegi e diritti dei principi del sangue, compresi quindi quelli di successione al trono, trasmissibili ai discendenti maschi legittimi. Nel 1845, da poco nominato comandante generale della Marina e sfumato il matrimonio con una nipote di Carlo Alberto, Maria Carolina d'Asburgo, morta nel gennaio 1844, gli venne aumentato l'appannaggio.

Eugenio svolse un ruolo di primo piano nel corso delle tappe cruciali del Risorgimento italiano: luogotenente generale del Re durante le tre guerre d'indipendenza; luogotenente in Toscana da fine marzo 1860, quindi in territori confinanti con lo Stato pontificio durante la spedizione di Garibaldi; luogotenente generale dal 26 settembre, alla partenza di Vittorio Emanuele II per la campagna nell'Italia meridionale; dal 3 gennaio 1861 a maggio luogotenente generale nelle province napoletane, affrontando anche la resistenza borbonica a Gaeta; nel 1867 ancora luogotenente a Napoli. Ebbe quindi rapporti epistolari con i protagonisti del Risorgimento, con i capi militari e civili, producendo una corrispondenza copiosa, molta di carattere confidenziale, dove venivano trattati temi delicati, fra cui quelli legati a operazioni militari, sommosse, agitazioni e al

¹ Archivio Centrale dello Stato [d'ora in poi ACS], Ministero dell'interno. Direzione generale Amministrazione civile. Ufficio centrale Archivi di Stato, n° 8993 « Archivi della Corona. Tutela degli Archivi della Corona esistenti nei Palazzi reali, Raccolta verbali Quirinale ». L'8 aprile 1947, nel corso della ricognizione in Palazzo reale di Torino per verificare lo stato dell'Archivio del principe di Piemonte fu individuato anche il complesso di carte dell'amministrazione della Real casa messe al riparo, in disordine, dai bombardamenti, mentre l'archivio più recente della Direzione provinciale della Real Casa fu oggetto di una ricognizione successiva. Vedi per questa e gli ulteriori spostamenti : Gentile, P., *Vicende storiche del fondo Miscellanea Quirinale*, con i relativi allegati, in Archivio di Stato di Torino [d'ora in poi ASTO], *Inventario 286, Miscellanea Quirinale, Primo e Secondo versamento*, a cura di Caccia, G., e Micheletta, S., 2017, p. III-LII, in particolare p. XII e l'allegato 6 (31 ottobre 1950).

brigantaggio¹. Tutto questo, alla sua morte a Torino il 15 dicembre 1888, condizionò le sorti dell'archivio della sua Intendenza generale diretta da Ercolano Salati, archivio che verrà smembrato in due tempi successivi e in parte confluirà nell'Archivio privato della famiglia reale affidato alla Biblioteca reale di Torino, di proprietà privata del sovrano.

Nel febbraio 1890, in un giorno fra il 5 e l'11, Domenico Carutti comunicava infatti a Urbanino Rattazzi, segretario generale del Ministero della Real casa, di aver collocato in un armadio le carte del principe Eugenio che a un'indagine esteriore gli apparivano in ordine². Carutti il 30 dicembre 1889, nel ringraziare il ministro Visone per la nomina alla direzione interinale della Biblioteca e del Medagliere reali e per l'incarico di ordinare l'Archivio privato, aveva scritto di sentire « nell'animo la testimonianza di fiducia che S.M. mi ha data, commettendomi il geloso ordinamento » e di attenersi « strettamente alle istruzioni avute dall'Augusto suo labbro »³.

Da tempo, in più occasioni, nella corrispondenza fra il Ministero della Real casa e gli organi e istituti torinesi da esso dipendenti, la Direzione provinciale e la Biblioteca reale di Torino, si faceva riferimento a un archivio privato della famiglia reale affidato alla Biblioteca stessa. Ad esso dovrà essere « restituita », espressione significativa, la documentazione attinente la Casa reale di Savoia conservata nei regi archivi di Stato di indole particolare e riservata, come da desiderio espresso a inizio marzo 1890 dal Re⁴. Iniziava così l'attività svolta tra il 1890 e il 1893 dalla Commissione dei tre baroni (Antonio Manno, commissario alla Consulta araldica e membro del Consiglio superiore degli archivi, Domenico Carutti, Emanuele Bollati di Saint-Pierre, sovrintendente agli archivi torinesi) di scorporo di carte dall'Archivio di Stato di Torino, erede dell'antico Archivio di Corte⁵, che andranno a formare un « nuovo Archivio privato », che si affiancherà a quanto man mano nei decenni precedenti era stato dato in consegna per volontà sovrana alla Biblioteca reale⁶, come ad esempio il diario e le lettere consegnate a Vittorio Emanuele II da Cesare Trabucco di Castagnetto tramite Luigi Cibrario⁷, quelle di Ottaviano Vimercati⁸, le lettere di Alfonso La Marmora ai duchi di

¹ Eugenio Emanuele, principe di Carignano, era nato a Parigi il 14 aprile 1816 da Giuseppe Maria di Savoia Carignano (1783-1825) e Marie Bénédicte Pauline De Quélen de la Vauguyon (1783-1829). Apparteneva a una linea cadetta di Casa Carignano nata con il nonno Luigi Ilarione di Savoia Carignano (1753-1785), fratello di Vittorio Amedeo II principe di Carignano (1743-1780), nonno di Carlo Alberto. Per una biografia completa: Merlotti, A., « Savoia Villafranca, Eugenio Emanuele, principe di Carignano », in *Dizionario biografico degli italiani*, vol. 91, Roma, Treccani, 2018.

² Biblioteca reale di Torino, Archivio storico [d'ora in poi BRT], Copialettere, 1890-1893, n. 15.

³ *Ibidem*, n. 1.

⁴ *Ibidem*, fasc. 286, Lettera di Rattazzi a Carutti, 8 marzo 1890.

⁵ Si rinvia sull'argomento a Levra, U., *Fare gli italiani. Memoria e celebrazione del Risorgimento*, Torino, Istituto per la storia del Risorgimento italiano, Comitato di Torino, 1992 (Pubblicazioni del Comitato di Torino dell'Istituto per la Storia del Risorgimento Italiano, n.s. 15) e a Gentile, P., « Le carte dei re d'Italia tra dispersioni, epurazioni, occultamenti e (parziali) ritrovamenti », in *Passato e presente. Rivista di storia contemporanea*, n° 106, genn.-apr. 2019, p. 73-89.

⁶ Vedi per esempio in BRT, i fasc. 1097, 1891, 1898.

⁷ dall'inizio del regno di Carlo Alberto al 1850. Sul diario Castagnetto vedi Gentile, P., *Carlo Alberto in un diario segreto. Le memorie di Cesare Trabucco di Castagnetto (1834-1849)*, Torino, Comitato di Torino dell'Istituto per la Storia del Risorgimento Italiano, 2015 (Pubblicazioni del Comitato di Torino dell'Istituto per la storia del Risorgimento Italiano, n. s., 41).

⁸ BRT, fasc. 2441.

Savoia e di Genova del 1840-1848¹.

L'Archivio privato che solo più tardi verrà qualche volta indicato come Archivio della Reale famiglia, Archivio riservato o segreto, verrà man mano arricchito da altra documentazione inviata in tempi successivi alla Biblioteca torinese² e da quella estrapolata tra il 1915 e il 1920 dall'Archivio della Direzione provinciale della Real casa di Torino che conservava, come stabilito nel 1865, anche quanto prodotto dagli organi che l'avevano preceduta e il fondo della Sovrintendenza del patrimonio privato che dopo il trasferimento della capitale continuava a occuparsi dei beni esistenti negli « Antichi Stati ».

Il concetto di privato aveva una valenza ampia ed era anche prassi mettere in atto misure particolari per la corrispondenza dei personaggi pubblici, come Cavour, le cui lettere, alla sua morte, furono collocate negli Archivi di corte ma separate dagli altri fondi e rese non consultabili se non con autorizzazione della Presidenza del consiglio o le carte Vimercati³. In estrema sintesi - sull'argomento gli storici molto hanno scritto - il controllo politico sulla storiografia risorgimentale fu a lungo molto forte⁴.

D'altronde Giovanni Giolitti nel 1912 così si esprimeva: « Ci vuole molta prudenza nell'aprire gli archivi del nostro Risorgimento [...] Non è bene sfatare leggende che sono belle ».

Rende bene il clima politico-culturale prevalente alla morte di Eugenio quanto avvenuto circa un anno prima per numerose lettere di Vittorio Emanuele II conservate nell'Archivio di Stato torinese.

Il 22 novembre 1887 Emanuele Bollati inviava a Umberto I le copie di 47 lettere originali di Vittorio Emanuele II a Cavour del 1850-1859, con alcune risposte in copia, una lettera di Villamarina a Cavour e 5 dispacci :

«Sire, mi onoro di rassegnare a V.M. la copia che mi permisi di preannunziare delle quarantasette lettere autografe di Re Vittorio Emanuele II possedute dall'Archivio di Stato di Torino ed ivi serbate fra le carte segrete del conte Camillo di Cavour. La copia fu da me eseguita con fedeltà scrupolosa e ad alcune delle lettere senza data ho aggiunto in margine le indicazioni che mi parvero opportune ad accertarla. La M.V. vedrà se gli originali di queste lettere non debbano far parte dell'Archivio privato della gloriosa sua Casa anziché di un Archivio di Stato che non sempre nell'avvenire potrebbe essere

¹ *Ibidem*, fasc. 199. Il riferimento a queste lettere é nella missiva del 9 giugno 1880 del ministro Visone a Vincenzo Promis.

² Acquistata, donata, affidata dal re al ministro o ancora nelle mani del sovrano stesso che, in un determinato momento decideva di farla trasmettere a Torino, nell'Archivio privato. Vedi ad esempio *ibidem*, fasc. 1161, Lettera di Rattazzi a Carutti, 23 aprile 1894. Inoltre numerosi furono i passaggi di documentazione fra Torino e Roma. Il 31 gennaio 1903 furono spedite a Roma, su richiesta di Vittorio Emanuele III, due casse di corrispondenza di Vittorio Emanuele II che rimase a disposizione del re per alcuni anni. *Ibidem*, Copialettere, 1901-1918, n. 1193, 1194, 1231, 48, 96.

³ Il limite di consultabilità della documentazione di natura politica dal 1875 al 1911 fu fissato al 1815. Così rimase nel 1911 per i documenti confidenziali, segreti e relativi a persone; 50 anni furono previsti per quelli di indole privata.

⁴ Si veda ad esempio Levra, U., *Fare gli italiani... cit.* Sul ruolo degli Archivi di corte : Mineo, L., « Dai Regi archivi di Corte all'Archivio di Stato. Strategie archivistiche e contesto politico-culturale a Torino (1831-1870) », in *Erudizione cittadina e fonti documentarie. Archivi e ricerca storica nell'Ottocento italiano (1840-1880)*, Firenze, University Press, 2019, p. 223-257.

governato da uomini devoti alla dinastia e gelosi della segretezza delle sue memorie. A mio giudizio (e la M.V. perdoni la franchezza del linguaggio) documenti così preziosi al cuore di S.M., di carattere così confidenziale, e scritti con familiarità di espressioni, autografi del Gran Re, io supplico fin d'ora la M.V. che si degni farne ordinare l'invio direttamente al Ministero della Casa Reale. Fra dovrebbero essere sottratti da ogni possibile pubblicità. Quando dal Ministero dell'interno mi venisse il desiderato comandamento di trasmettere costì tutti gli autografi del Gran Re, io supplico fin d'ora la M.V. che si degni farne ordinare l'invio direttamente al Ministero della Casa Reale. Fra le carte Cavour vi hanno anche sei lettere, una del '58 e le altre del '59, indirizzate al conte da S.A.R. la duchessa di Genova. Queste lettere, ad una delle quali é annessa la minuta, pure autografa, di risposta del conte, gioverebbe per l'intima loro natura che fossero parimenti richiamate al privato Archivio di S.M. Deponendo ai piedi della M.V. l'omaggio del più profondo ossequio, mi dico di V.M. l'umile, fedele e riconoscente suddito Federigo Emmanuele Bollati barone di St Pierre, Torino, addì 22 novembre 1887 ».

Allegato alle copie un appunto : « S.M. il Re desidera siano spedite direttamente all'augusto suo indirizzo tutte le lettere autografe dal re Vittorio Emanuele e da S.A.R. la duchessa di Genova rivolte al conte di Cavour; lettere che si trovano fra le carte del conte di Cavour nell'Archivio di Stato in Torino e che il ministro Depretis dimenticò di richiedere. S.M. si riserva di riconoscere se alcuni di quegli autografi possano essere rimandati all'Archivio di Stato ».

Certo il tono, il linguaggio e i contenuti si rivelano veramente molto confidenziali, come ad esempio nella lettera del 27 ottobre 1853 sulla nomina di Rattazzi nel governo Cavour o in quella del 16 maggio 1859, nella prima fase della seconda guerra d'indipendenza, di cui vale la pena riportare uno stralcio :

« [...] Non è più lei [Cavour] che ci tormenta, è il degnissimo Imperante [Napoleone III], il quale ci comanda a bacchetta e vuole cose impossibili. La Marmora ha perso la tramontana e non parla più. Le disposizioni militari sono strane, e se continuiamo così saremo tosto senza esercito. Oggi scrissi piuttosto energicamente a quell'Imperatore, spero che non se la sarà presa a male; vado diventare per lui un altro Cavour, del quale mi parlò a lungo. Ora siamo nel fango fino al collo, e pare che non si attaccherà da nessuna parte prima di 8 o 10 giorni. [...] ».

La volontà di riservatezza è comprensibile, a soli 39 anni di distanza, ma essa prevarrà anche nel lungo periodo.

Il destino dell'Archivio dell'Intendenza generale della Casa di Eugenio era pertanto segnato.

Dalla corrispondenza relativa – dove le motivazioni politiche emergono chiaramente – poco si evince peraltro di quanto abbia influito inizialmente la pur molto delicata situazione familiare del

¹ ASTo, *Miscellanea Quirinale*, Secondo versamento, mazzo 42, fasc.22.

principe che, morta Maria Carolina d'Asburgo e non andati in porto precedenti progetti matrimoniali idonei al suo rango, aveva contratto un matrimonio segreto nel 1863 con una giovane ballerina di Vercelli, considerata in alcuni appunti ufficiosi di « infima condizione »¹. Soprattutto, si trattava di un'unione non autorizzata dal Re, contrariamente a quanto previsto per i principi del sangue. Una trattativa spinosa fu condotta tra il presidente del Consiglio Francesco Crispi, Urbanino Rattazzi, Antonio Manno, per il suo ruolo nella consulta araldica e uomo di fede dinastica indiscussa, e Ercolano Salati, intendente generale della Casa di Eugenio, con dietro le quinte un Umberto I – a detta di Rattazzi - irritato, in collera e pronto ad agire, dopo la morte di Eugenio, contro la famiglia, numerosa peraltro. Dopo il colloquio più penoso e faticoso che Salati avesse mai avuto con Eugenio, si trovò la soluzione e il 14 settembre 1888 il matrimonio fu convalidato e alla famiglia concesso il titolo di conti di Villafranca con esclusione da ogni diritto di successione al trono. Il 15 dicembre il principe morì.

É possibile ricostruire quanto accade all'archivio sino al 1919 soprattutto attraverso alcuni fascicoli della Direzione provinciale della Real casa di Torino (che era nata con il trasferimento della capitale a Firenze e con la decisione, come accennato, di lasciare a Torino tutta la documentazione preesistente), ora alle Sezioni riunite dell'Archivio di Stato di Torino, e del Ministero della Real casa, per la parte conservata nell'Archivio centrale dello Stato².

L'archivio tutto fu portato nella Direzione provinciale, al terzo piano di Palazzo reale, chiuso in un locale e preso in carico dagli impiegati della Direzione.

Con una rapidità che colpisce ne venne fatto l'elenco da Salati e dal marchese di Villamarina, con grande compiacimento del re, come sottolineato nella lettera del Ministero del 6 gennaio 1889 che restituiva l'elenco annotato in base alle decisioni sovrane sulla destinazione delle carte.

Si attuava così il primo smembramento dell'archivio, spedendo a Roma quanto richiesto³ e lasciando alla Direzione provinciale il resto, disponendo che venisse ordinato, classificato e elencato, tranne una minima parte da consegnare alla vedova del principe. Il 4 febbraio il materiale documentario era già a Roma; « E così questo lavoro é compiuto » aveva scritto il 27 gennaio Salati a Rattazzi.

Se nel gennaio 1890 Salati trasmetteva a Roma sei lettere di natura familiare indirizzate a principi di Savoia e ai conti di Siracusa, sorella e cognato di Eugenio, in febbraio la documentazione inviata a Roma l'anno precedente sembrerebbe già tornata a Torino, in carico alla Biblioteca, come si evince dalla già citata comunicazione di Carutti circa la collocazione in un armadio delle carte del principe.

¹ ACS, Casa civile di S.M. il Re e Ministero della Real casa (1829-1951), Serie speciale (1829-1920), busta 45, « Posizione della moglie e dei figli di S.A.R. il Principe di Carignano ».

² ASTo, *Casa di sua maestà*, mazzo 8796 « Direzione provinciale della Real casa in Torino. Lista civile. Ricerche di carte appartenenti al defunto principe Eugenio di Savoia Carignano, 1915-1919 », ma con precedenti dal 1889; « Direzione provinciale della Real Casa di Torino. Lista civile. Esame carte del principe Eugenio di Carignano (Archivio segreto e Archivi della Direzione) ». Elenchi; ACS, Casa civile di S.M. il Re... cit, busta 46, n. 50.

³ Per esempio la corrispondenza con principi di Casa Savoia, dal principe Oddone alla principessa Maria Clotilde e Gerolamo Napoleone, dai duchi d'Aosta ai duchi di Genova, dalla regina Maria Cristina alla regina Maria Adelaide, da Vittorio Emanuele I a Umberto I; la corrispondenza con altri principi; con personaggi politici, ecc. L'elenco si trova in *ibidem*, busta 46, n. 50. Si sottolinea che la corrispondenza con Carlo Emanuele IV, Vittorio Emanuele I, Carlo Felice e la consorte Maria Cristina non compare più negli elenchi successivi.

Agli smembramenti e spostamenti ricostruibili grazie al carteggio e agli elenchi che ci sono pervenuti, si aggiunsero però distruzioni per le quali non abbiamo indicazioni alcuna sui contenuti. Il 24 aprile 1890 Salati scriveva a Maria Campora, figlia del suo predecessore all'Intendenza generale di Eugenio, di avere rinvenuto nelle carte dell'Intendenza stessa pacchi di lettere del principe a Campora, sulle cui buste questi aveva scritto « da bruciarsi » o « da darsi alle fiamme », e di averne eseguito la volontà, come suo successore, bruciandole tutte, nessuna esclusa, alla presenza di due testimoni. Le consegnava peraltro qualche corrispondenza di carattere familiare non rientrante in tali disposizioni.

Non era finita: nel giugno 1891 Rattazzi ordinò al direttore provinciale di Torino di separare le carte non amministrative dell'archivio in questione e consegnarle a Carutti per unirle all'Archivio privato¹. Con l'aiuto di Salati anche questo secondo smembramento fu portato a termine velocemente e la consegna avvenne l'8 luglio accompagnata da un elenco che mostra come in quell'occasione fu scorporata, fra l'altro, tutta la documentazione relativa alle luogotenenze². Inoltre si destinarono alla contessa di Villafranca alcuni pacchi di ricevute della cassetta particolare. Questa era a grandi linee la situazione nella seconda metà del 1891. Dopo altri passaggi di documenti nel 1909 relativi alla successione del principe e alcuni ricevuti alla morte di Salati³ e tanta efficienza nel separare, elencare, spedire, rispeditare, consegnare, nel 1915 iniziava una ricerca

¹ Nel 1891 si adattarono per l'Archivio privato alcuni locali di Palazzo reale « vecchio » (BRT, fasc. 286); nel 1898 esso fu spostato con urgenza in un grande sala al terzo piano del Palazzo, distribuito in 12 armadi (*ibidem*, fasc. 287); in soli tre giorni, il 5,6,7 giugno 1930, fu trasferito in Biblioteca e collocato provvisoriamente in scaffali, sotto la supervisione di Brancaccio, e poi sistemato da Tito Meucci, dopo la morte del generale, nel sotterraneo della Biblioteca stessa (*ibidem*, fasc. 499 e 278). Meucci nella relazione al generale Cordero del 3 marzo 1932 segnalava la non corrispondenza frequente fra contenuto e indicazioni sulle cartelle: « Successivamente mi furono insistentemente richieste notizie su carte del diario Castagneto. Dissi al richiedente che non avrei potuto rilasciarle se non dopo autorizzazione di S.E. il ministro, che egli stesso avrebbe dovuto provocare. Però, per mia necessaria conoscenza, oltre che del desiderato documento del diario, del quale tanto desiderata era la consultazione, ho cercato di individuare [parola non decifrata]. Rintracciai cartelle con indicazione « Diari Castagneto » ma esse contenevano tutt'altro materiale, cosa questa che, riscontrai, si verificava per cartelle aventi esteriormente indicazioni di vario soggetto. Nulla trovai anche frugando fra le carte non classificate di cui ho detto più sopra. La mia doverosa premura di prender contatto con tale materiale, che mi mettesse in grado di ben comprendere gli studiosi che di esso diario mi discorrevano, rimase inappagata. La prima sgradevole impressione della « mancanza » dei ripetuti documenti non ebbe nessun concreto motivo di farmi pensare alla sparizione: si formò invece la persuasione in me che essi sarebbero stati rintracciati in seguito con una revisione generale che allora non potevo fare e che tuttavia era in animo di eseguire per il collocamento delle carte rimaste « non smistate » e per apporre su ogni cartella la giusta designazione del contenuto, giacché parecchie erano servite per un determinato ed omogeneo nucleo di documenti, mentre all'esterno avevano ancora l'indicazione di ciò che prima avevano custodito: i documenti di tali cartelle avevano all'interno un cartello che ne precisava il contenuto e che avrebbe dovuto essere riprodotto sul dorso: di essi però non tutti erano rimasti insieme alle carte. Questo per quanto riguarda più specificamente l'Archivio della Famiglia Reale » (*ibidem*, fasc. 278). Nel 1933 l'Archivio fu infine collocato nei locali annessi alla Biblioteca, prima occupati dalla principessa Letizia di Savoia-Napoleone (*ibidem*, fasc. 291). Le fonti però indicano la presenza di materiale riservato anche nella stanza del bibliotecario.

² Si veda anche, oltre a quanto indicato nella nota 1 : BRT, fasc. 286, Sala a Carutti, 4 luglio 1891; *ibidem*, Copialettere, 1890-1893, n. 152, Carutti a Sala, 9 luglio 1891; n. 155, Carutti a Rattazzi, 17 luglio 1891.

³ *Ibidem*, Copialettere, 1901-1918, n. 43, Manno a Sala, 8 ottobre 1909; n.44, Manno al Ministero, 14 ottobre 1909; n. 46, Manno alla Direzione provinciale Real casa, 20 ottobre 1909.

affannosa delle carte di Eugenio di Savoia-Carignano, in particolare di quelle inviate a Roma nel 1889, provocata da una richiesta del figlio Eugenio per la sistemazione del suo stato civile e la restituzione di tutta la documentazione elencata nell'inventario redatto dopo la morte del padre. L'avvocato Giacomo Costa, che rappresentava il conte di Villafranca, faceva riferimento all'elenco inviato a Torino il 6 gennaio 1889, con la ripartizione fra Roma e Torino, sottolineando che si trattava « di carte di grande importanza ma di assoluta proprietà privata »¹. Iniziava una fitta corrispondenza tra Ministero, Direzione provinciale di Torino e Biblioteca reale che seguiva due percorsi di ricerca: uno finalizzato a individuare uno specifico e ipotetico atto di rinuncia al trono per i discendenti ma per il quale Manno dichiarò infine l'inesistenza, essendo le intese sintetizzate nelle Lettere patenti del 14 settembre 1888²; l'altro a capire che fine avesse fatto l'archivio considerato riservato. Interveneva Mario Zucchi che agiva in nome di Antonio Manno, direttore della Biblioteca reale. Zucchi era infatti l'uomo di Manno e poi sarà quello del principe Umberto di Savoia, come suo bibliotecario³.

¹ *Ibidem*, fasc. 2185, Lettera di Giacomo Costa al ministro della Real casa, Napoli 31 dicembre 1914.

² *Ibidem*, Lettere e telegramma, 6 gennaio, 1, 2 febbraio 1915; Copialettere, 1901-1918, n. 522, 9 gennaio 1915: la Biblioteca trasmette nel giorno stesso al Ministero « quanto questa Reale biblioteca possiede di carte della fu S.A.R. il Principe Eugenio di Savoia-Carignano; carte che furono già fatte pervenire a S.M. il Re nel 1909 dal comm. Salati, segretario privato del suddetto Principe. Una parte di queste carte contiene notizie che sono di dominio pubblico, e quindi di scarso interesse. Quanto alle altre, specialmente relative alla sistemazione dello stato civile del Principe, meritano un esame diligente; e V.E. vedrà, nella sua illuminata prudenza, se sia il caso di comunicarle agli interessati »; n. 527, Zucchi al Ministero, 3 febbraio 1915

³ Nato a Sannazzaro de' Burgondi il 29 gennaio 1872 da Pietro e Clementina Ferraris, muore a Torino il 12 marzo 1949. Nell'aprile 1909 è nominato assistente presso la Biblioteca reale di Torino; promosso segretario di I classe la dirige di fatto durante la malattia di Antonio Manno e dopo la morte del medesimo il 12 marzo 1918. Nel 1916 era stato temporaneamente distaccato presso la Direzione provinciale della Real casa di Torino, continuando però a occuparsi della corrispondenza personale del direttore e a soprintendere all'ordinamento scientifico delle raccolte. Il richiamo alle armi infatti aveva creato difficoltà di personale negli uffici del Ministero della Real casa, inducendo a ricorrere a provvedimenti speciali per garantirne il funzionamento. Il 6 aprile 1919 il brigadiere generale Nicola Brancaccio principe di Ruffano è nominato direttore, con decorrenza dal giorno dell'effettiva assunzione delle funzioni, che rinvia per i suoi impegni di addetto militare, capo missione militare italiana in Francia. Zucchi pertanto sostituisce Brancaccio in attesa della sua smobilitazione. Il generale resta tuttavia ancora mesi lontano da Torino con diverse motivazioni (dalla mancanza di alloggio al problema del riscaldamento dell'Istituto), dopo aver effettuato un primo sopralluogo in Biblioteca e predisposto un promemoria il 23 maggio 1920, in cui affidava a Zucchi l'ordinaria amministrazione e l'evasione della sua corrispondenza. Tra il 1920 e il 1922 scrive infatti da Alassio, Roma, dall'estero, da Salerno, Napoli, Laurana. Il 17 ottobre 1922 però è a Torino e invia a Zucchi una nota su questioni relative alla biblioteca con in calce le parole « S.M. parte domattina per Roma: puzza di crisi ». Il 1 dicembre 1923 Zucchi è promosso primo segretario; nel 1928 accadono alcune cose rilevanti e indicative anche del mutato rapporto con Brancaccio che aveva preso le redini della Biblioteca e avviato una serie d'interventi riorganizzativi del patrimonio librario e della documentazione della Real casa. Dal 16 dicembre passa alla Direzione provinciale della Real casa di Torino con l'incarico principale, inizialmente, di riordino degli archivi, pur potendo essere utilizzato in altri lavori d'ufficio, ed è sostituito in modo continuativo dal primo segretario Tito Meucci, che tuttavia potrà essere messo temporaneamente a disposizione della Direzione provinciale in caso di necessità di servizio. In quel periodo sta iniziando l'attività di ricerca di Zucchi per il principe Umberto, le cui modalità suscitano i timori di Brancaccio espressi al primo aiutante di campo Ambrogio Clerici che il 7 dicembre 1928 così gli risponde: « Riferendomi al nostro ultimo colloquio, e per gli incarichi di studio e di ricerche storiche che il dott. Zucchi potrà avere da Sua Altezza Reale il Principe di Piemonte, ti confermo la necessità che egli non solo possa accedere a codesta Reale Biblioteca come qualsiasi altro studioso o funzionario della Real casa, ma che egli possa, quando il servizio dell'Augusto Principe e della Sua Casa lo esige, prendere in prestito temporaneamente libri e manoscritti, rilasciandone ricevuta. Ti ringrazio anticipatamente della tua cortese adesione e ti saluto cordialmente ». E ancora il 14: « Caro Brancaccio, riconosco con te la opportunità di definire le modalità, alle quali il cav. Zucchi dovrà attenersi quando debba servirsi del materiale della R. Biblioteca, in esecuzione di ordine di Sua Altezza Reale, e convengo perfettamente per quanto riguarda la 2^a e 3^a parte delle tue proposte e cioè che il Cav.

Alla sua iniziativa si dovrà lo scorporo di molta documentazione del complesso Casa di sua maestà tra il 1915 e il 1920¹.

Zucchi si servirà esclusivamente del tramite del direttore o del funzionario addetto alla Biblioteca, sempre che costoro saranno presenti, per farsi consegnare materialmente libri ed oggetti e per restituirli; che il Cav. Zucchi dovrà dare scarico per scritto alla Direzione della Biblioteca degli oggetti e libri ritirati. Non è però attuabile la proposta che il Cav. Zucchi debba informare personalmente e preventivamente il direttore titolare o interinale della Biblioteca degli ordini che deve eseguire, prendendo da questi le istruzioni circa il modo di eseguirli, perché il Cav. Zucchi riceve direttamente da Sua Altezza Reale, insieme con gli ordini, anche le istruzioni per eseguirli; ritengo quindi che convenga tenersi a ciò estranei, come ho sempre fatto da mia parte... A parer mio il cav. Zucchi dovrà comportarsi presso la R. Biblioteca come un qualsiasi studioso che abbia avuto facoltà di consultare qualsiasi libro o pubblicazione e di ritirarli, rilasciandone regolare ricevuta, senza dar conto dello scopo delle sue ricerche. Poiché questi sono anche gli intendimenti di Sua Altezza Reale, credo che converrai nell'opportunità di rendere più semplici i rapporti del cav. Zucchi con la R. Biblioteca [...] ». Brancaccio il giorno successivo si adegua piccato, con parole che esprimono le tensioni in essere con Zucchi: « Tutta questa regolamentazione e questa perdita di tempo per te non sarebbero state affatto necessarie per persona che sappia regolarsi, ma siccome anche pochi giorni fa, a proposito delle fotografie degli idoli sardi, è successo un altro inconveniente, avevo creduto opportuno farti la proposta contenuta nella precedente mia. Comunque, col fermo intento di facilitare le cose e di non complicare una questione che è poi di limitata importanza, concordo nella soppressione della clausola dell'avviso preventivo obbligatorio ed esprimo la speranza che il cav. Zucchi riesca a saper fare uso opportuno della libertà d'azione che gli è in tal modo lasciata. I miei amichevoli saluti ». Zucchi resta in servizio presso la Direzione provinciale Real casa nel 1929 e 1930, anno in cui, il 25 giugno, muore Brancaccio. I rapporti non appaiono tuttavia idilliaci neppure con il successore, il generale Demetrio Cordero Lanza di Montezemolo, nominato nel novembre 1931. Scorrendo le informazioni annuali sul personale, emerge il disappunto di Cordero per l'attività di ricerca svolta da Zucchi, incaricato nel 1932 da Umberto di Savoia di indagini sull'iconografia sabauda, distraendolo molto dal servizio in Biblioteca. Per il 1934 si spinge a segnalare che Zucchi « nominato Bibliotecario di S.A.R. il Principe di Piemonte si occupa molto di più degli incarichi che ha da S.A.R. che non del suo servizio alla Biblioteca di S.M. ». Diverso l'atteggiamento del generale Adriano Alberti nominato direttore il 15 dicembre 1935 che, nel valutare ottimo il servizio, afferma che Zucchi può benissimo disimpegnare l'incarico di bibliotecario del principe ereditario senza che la sua attività in biblioteca ne soffra. Qualche problema sorto nel 1936 viene rapidamente risolto. Il 1 aprile 1935 arriva la nomina a consigliere e nel 1939 a capo sezione. Gli incarichi ricevuti dal principe Umberto si susseguono frequenti e lo portano a Racconigi e a Napoli più volte nel 1936 e 1937. Inoltre ci sono i suoi studi e la partecipazione a convegni. Dal 15 aprile 1938 al 14 gennaio 1939 riceve dal Ministero l'incarico di svolgere funzioni direttive presso l'Amministrazione della Real casa di Torino, mantenendo quelle previste in Biblioteca reale. Nel lasciare l'incarico il 15 gennaio, essendo stata affidata la direzione, in via provvisoria, al generale Giovanni Amico di Meane, riprende il suo posto in Biblioteca, restando a disposizione di Umberto di Savoia per incarichi archivistico-araldici. Nell'aprile 1939 è di nuovo a Napoli per la catalogazione della raccolta iconografica sabauda del principe ereditario. Il 23 marzo 1940 è insignito con *motu proprio* della Croce di Ufficiale dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro per espresso desiderio del principe di Piemonte. Il Ministero ne dispone il pensionamento a partire dal 1 gennaio 1940 per motivi di età e poi, nel respingere la proposta di Alberti di trattenerlo temporaneamente in servizio, precisa che ciò non è possibile perché in contrasto con le disposizioni governative per il collocamento a riposo dei funzionari non iscritti al PNF al raggiungimento dei 65 anni di età o dei 40 anni di servizio. Continuerà a lavorare comunque come bibliotecario del principe Umberto. Notizie tratte da BRT, Copialettere, 1901-1918, n. 1, n. 637; fascicoli 33, 70, 81, 94, 100, 101, 103, 104, 2922. Vedi anche: Buttò, S., *Scheda*, in Buttò, S. e De Gregori, G., *Per una storia dei bibliotecari italiani del XX secolo: dizionario bio-bibliografico 1900-1990*, Roma, AIB, 1999, p.181-182.

¹ È sua la nota del 28 maggio 1915 inviata al ministro della Real casa, formalmente a nome di Manno, che risulterà decisiva per la sorte di molta parte degli archivi della Direzione provinciale di Torino: « Eccellenza, risulta a questa R. Biblioteca che la Direzione provinciale della R. Casa di Torino sta sistemando in nuovi locali appositamente allestiti i suoi archivi. Fra le carte che vi si conservano devono assai verisimilmente trovarsi le prove di nobiltà che

In questo caso tuttavia non fu lui il responsabile, anzi diede un'informazione preziosa. Il 30 gennaio 1915 comunicava alla Direzione provinciale che nell'Archivio della Reale famiglia in carico alla Biblioteca reale si trovavano 39 mazzi di carte del principe Eugenio di Savoia Carignano, di cui accludeva un elenco sommario da lui compilato. Segnalava anche la presenza di 11 mazzi di carte della Casa di Villafranca, anteriori per la maggior parte al XIX secolo e relativi ai primi esponenti di quel ramo.

Nel 1919 il Ministero, che non aveva preso in alcuna considerazione la « restituzione » dell'archivio al conte di Villafranca, tornava alla carica, con l'intento di far inviare tutto a Roma. Questo progetto, non andato in porto, permette di conoscere più a fondo la composizione e la consistenza dell'Archivio di Eugenio. Fu compilata infatti a Torino una nuova copia dell'elenco inviato da Roma nel 1889, con annotata la collocazione. Furono redatti 2 nuovi elenchi; uno, particolareggiato e esplicativo, delle carte conservate nell'Archivio segreto (questa la denominazione usata in quella occasione); un altro per quelle che facevano parte degli archivi della Direzione provinciale della Real casa, definite prive di ogni importanza. Comunque tutti e due i nuclei erano stati chiusi in appositi e distinti armadi. Poi furono chiesti i soldi per le casse e la cosa finì lì; tutto rimase a Torino.

L'elenco del 1919 redatto dalla stessa mano che aveva etichettato le cartelle è alla base del lavoro di ricognizione che chi scrive sta svolgendo per individuare l'attuale collocazione della documentazione, i suoi percorsi e quanto si è perso per strada. La parte di archivio confluita nell'Archivio segreto fu inserita nelle ultime due casse delle 31 trasferite a Roma nell'ottobre 1942, per ordine di Vittorio Emanuele III.

La ricostruzione di quanto avvenne di esse nella capitale è incerta per via delle notizie, voci e testimonianze in parte contraddittorie¹ scambiate fra i soggetti istituzionali coinvolti nella ricognizione degli archivi afferenti l'ex Casa regnante.

Il primo a porre il problema e a valutarne la portata fu il sovrintendente dell'Archivio di Stato di Torino, Giancarlo Buraggi, che accennò, già il 25 maggio 1946, a Emilio Re, commissario agli archivi, a una grave questione archivistica che avrebbe potuto sorgere dopo il referendum istituzionale, esplicitandola nella lettera del 5 giugno, sempre a Re :

« Come tu ben sai il re Vittorio Emanuele III possedeva un archivio di eccezionale interesse storico che fino al 1940 era conservato a Torino presso la Biblioteca reale ma che in seguito alla dichiarazione di guerra, per sottrarlo ai pericoli dei bombardamenti aerei, era stato trasferito a Roma dove ancora dovrebbe trovarsi. Esso racchiude documenti di capitale importanza per lo studio del Risorgimento, alcuni dei quali furono comunicati parecchi anni or sono alla Commissione per la pubblicazione delle carte di Cavour che li diede alla luce nei propri volumi. Una parte dei materiali che lo costituiscono era conservata un tempo nell'Archivio di Stato di Torino, da cui venne

solevansi produrre per essere ammessi a corte, sotto i Re di Sardegna; e vi si trovano senza dubbio, tra le carte relative al patrimonio privato degli Augusti Sovrani di Savoia, investiture, donazioni imperiali e documenti dal secolo X in poi, i quali, se hanno dal lato storico e diplomatico un valore considerevole, non possono più avere, oggi, una qualsiasi importanza pratica e amministrativa. Sottopongo quindi sommamente all'illuminato apprezzamento dell'E.V. la proposta che queste carte di carattere storico, scelte d'accordo con la locale Direzione, entrino a far parte delle raccolte documentarie di questa Real Biblioteca, che, per considerazioni d'ordine scientifico, può ritenersi la loro sede naturale [...] ». BRT, Copialettere, 1901-1918, n. 556. Vedi Caroli, P., « L'Archivio Casa reale, itinerari e dispersioni delle carte "segrete" », in *Il Risorgimento*, 2001, n° 1, p. 59-82.

¹ ACS, Ministero dell'interno. Direzione generale Amministrazione civile. Ufficio centrale Archivi di Stato, n. 8993 « Archivi della Corona. Tutela degli Archivi della Corona esistenti nei palazzi reali ».

estratta più di 50 anni fa, nel 1891, in seguito ad ordine del ministro Crispi ; fatto che suscitò allora delle proteste [...]. Data l'eccezionale importanza di questo Archivio, può lo Stato disinteressarsi delle sue sorti nell'attuale situazione? Evidentemente il problema non è soltanto archivistico ma soprattutto politico [...] ».

Segnalazione ufficiale farà poi il 12 all'Ufficio centrale degli Archivi che provvederà a informare il Gabinetto del Ministero degli interni, indicando nel 1942 l'anno effettivo della spedizione a Roma.

Il Ministero dell'interno il 7 giugno 1946 aveva infatti disposto che i prefetti affidassero ai sovrintendenti archivistici regionali la tutela e custodia del patrimonio archivistico riflettente Casa Savoia esistenti nei palazzi reali e in altri edifici del territorio di competenza. Per il Quirinale e eventuali altri palazzi l'incarico fu svolto a partire dal 15 giugno da Emilio Re. La corrispondenza in merito e i verbali della Commissione per gli Archivi ci restituiscono il ritrovamento e gli spostamenti del 1946-1947 delle 20 casse ritrovate e le informazioni un po' vaghe sul destino delle altre 11. Buraggi, per esempio, respingeva l'ipotesi di Re che la documentazione in questione fosse stata portata via da Vittorio Emanuele III per scrivere le sue memorie, in quanto tutta anteriore al suo regno. Peraltro le informazioni raccolte a Torino erano limitate all'individuazione dell'anno corretto del trasferimento del materiale, privo di un vero inventario e corredato da un registro sommario trasmesso insieme ai documenti. Ben poco inoltre Buraggi diceva di sapere, e solo per tradizione orale, sulle carte dell'Archivio di Stato passate alla Biblioteca nel 1891-93, sostenendo che la Commissione non aveva lasciato traccia del proprio operato se non alcuni cenni in qualche inventario¹. Il nucleo più importante, riferiva, era l'Archivio Savoia-Carignano composto secondo lui da carte di carattere amministrativo.

Il 25 Emilio Re, nel rispondere a Buraggi, comunicava di aver accennato al problema a Pietro Baraton, nominato alto commissario ai beni della Corona, sottolineando la difficoltà di pervenire a risultati positivi perché i depositi del Ministero della Real casa avevano subito negli ultimi anni vicende alterne; alcuni erano giunti a Roma, allontanati e poi, ma non sempre, ritornati. Così era accaduto per esempio alla collezione delle monete che però era salva. Univa anche un'interessante comunicazione di rettifica che avrebbe voluto fosse pubblicata in risposta a una notizia apparsa su *Il nuovo Giornale d'Italia* da lui considerata assai inopportuna, essendo egli convinto che non giovasse il silenzio, interpretabile come connivenza o acquiescenza, ma a cui il Gabinetto ministeriale aveva ritenuto di non dare corso.

Il quotidiano, riprendendo un articolo di *Milano sera* del 20 giugno « Sequestrata la storia ai Savoia » in cui si parlava di 40 casse di documenti provenienti dagli archivi reali di Roma e Torino portate con sé da Vittorio Emanuele III sulla via dell'esilio, il 22 intitolava « Quaranta casse di documenti portate in Egitto da Vittorio Emanuele ». Il 13 luglio, ancora *Milano sera* sarebbe tornato sull'argomento « Cercansi documenti segreti di Casa Savoia ». Nella rettifica non pubblicata Re

¹ Vedi Gentile, P., *Le vicende storiche del Legato Umberto II*, in ASTo, *Inventario 301 Legato Umberto II Primo e Secondo versamento*, a cura di Caccia, G., e Micheletta, S., 2016, p. XLIII-LXXIX, in particolare p. LVI-LIX, con gli allegati 1-2, verbali della Commissione individuati dall'autore nell'Archivio storico e nel Fondo manoscritti della Biblioteca reale di Torino.

esponeva le motivazioni di una tutela, imparziale, dei beni anche archivistici della Corona, compresi quelli privati, sui quali si sarebbe potuto poi giungere a un contraddittorio. Dichiarava inoltre di ignorare da quale fonte l'articolista avesse attinto la certezza che le 40 casse caricate a bordo del *Duca degli Abruzzi* fossero piene di documenti. Questioni del genere, scriveva,

« nascevano inevitabilmente alla fine di ogni periodo storico e di ogni regime [...] d'altronde c'è sempre possibilità di felici accomodamenti [...], auguriamoci che anche oggi, e per le questioni che sono aperte, si possa addivenire a soluzioni egualmente felici e onorevoli per le due parti [...], d'altra parte Vittorio Emanuele III ha donato allo Stato italiano la sua collezione di monete, sul punto di partire ».

Il progetto di Emilio Re di ricognizione, tutela e recupero della documentazione afferente Casa Savoia, esposto a Baratonò il 25 giugno, era quello di occuparsi innanzi tutto, pur nella difficoltà di distinguere, degli archivi propriamente della Corona, poi di quelli privati, mettendo in evidenza la questione del materiale proveniente da Torino. Il 27 otteneva le prime informazioni da un fascicolo individuato da Matteo Mureddu, già funzionario del Ministero Real casa e addetto all'Ufficio del primo aiutante di campo generale del Re, divenuto capo gabinetto del Commissariato per l'Amministrazione dei beni demaniali già di dotazione della Corona¹: le casse arrivate al Quirinale « vennero murate nel palazzo e “smurate” per ordine dell'allora principe di Piemonte nel maggio del 1945. Rimane da vedere dove ora possano trovarsi [...] ».

Il 1 luglio Emilio Re riferiva a Buraggi che le casse erano rimaste nel palazzo del Quirinale sino al 1945 senza subire alterazioni

« poi, smurate la primavera di quell'anno, 21 sono rimaste a Roma, e ne farò io stesso il riscontro nella mattinata di domani ; le altre 10 furono circa tre mesi or sono fatteproseguire per Napoli, donde non sappiamo quale direzione abbiano potuto prendere. Ecco, in brevissime parole, la storia un po' amara degli archivi privati di Casa Savoia. Inutile dire, le dieci casse non più presenti contengono proprio – come ho potuto rilevare dagli elenchi che accompagnavano la spedizione – i documenti più importanti. E me ne dispiace sinceramente; quale possa essere il nostro sentimento in proposito, è evidente che tutto ciò, quando sarà conosciuto, non potrà non lasciare uno strascico di polemiche, di proteste e di querimonie ».

Nello stesso giorno Baratonò scriveva al presidente del Consiglio dei ministri Alcide De Gasperi, che gli aveva chiesto telefonicamente notizie in merito ai carteggi contenuti nelle casse e di quelli di Vittorio Emanuele III :

« Nell'ottobre 1942 re Vittorio Emanuele III ordinò il trasferimento di trentun casse contenenti documenti vari pertinenti alla Biblioteca reale di Torino onde salvaguardarli da eventuali offese aeree. Di queste trentun casse undici vennero mesi or sono - d'ordine di S.M. il Re – inviate a Napoli; ma qui si ignora quale sia stata la loro sorte. Le rimanenti venti casse trovansi tuttora al Quirinale; esse sono precisamente quelle contrassegnate con i numeri 8-12-13-14-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30 e 31. Le rimetto qui unita copia dell'elenco comprensivo di tutto questo carteggio. Per quanto riguarda il carteggio tra Vittorio Emanuele III e Mussolini nulla quiesiste in quanto consta che il Re soleva di volta in volta distruggere la corrispondenza direttagli

¹ Mureddu nel 1977 pubblicò *Il Quirinale del Re*, presso Feltrinelli.

dal Capo del Governo. A meno che Ella non intendesse riferirsi al carteggio già conservato a Palazzo Venezia, il quale venne però a suo tempo fatto ritirare dal maresciallo Badoglio subito dopo il crollo del regime ».

Il 3 luglio 1946 fu verbalizzata la ricognizione delle 20 casse trovate, aperte, in un locale situato a sinistra del grande cortile d'onore del Quirinale e prospiciente il cortile delle scuderie. Furono ritenute in ordine e corrispondenti nel contenuto all'elenco, salvo poche varianti per le casse 14, 21, 24. Vennero richiuse e sigillate con il timbo dell'Archivio di Stato di Roma¹.

Esse furono spostate ancora il 7 novembre 1946 nell'Archivio di deposito dell'Amministrazione dei beni demaniali già di dotazione della Corona; il 20 aprile 1947 nella Sezione provvisoria dell'Archivio di Stato di Roma presso il complesso del Quirinale, in attesa, si disse, di essere restituite alla sede di provenienza, la Biblioteca reale, all'epoca ancora sprovvista di scaffalature per accoglierle. Altri trasferimenti e ricognizioni si susseguirono fino alla loro consegna all'Archivio centrale dello Stato nel 1971 e da qui a Torino nel 1972, all'Archivio di Stato, come *Miscellanea Quirinale*². Altro materiale fu individuato molto più tardi presso il Ministero degli esteri e spedito a Torino nel 1994, formando la *Miscellanea Quirinale, Secondo versamento*³.

Vale la pena ancora ricordare una relazione della Biblioteca reale successiva al 7 novembre 1946 « Circa le trentun casse di documenti provenienti dalla Biblioteca reale di Torino » che ricostruiva il percorso effettivo, o presunto tale, delle 31 casse: prese in carico nel 1942 dalla biblioteca del Ministero della Real casa erano state collocate chiuse, come erano giunte, in un locale sotterraneo della Lunga manica del Quirinale, sottostante all'Ufficio del consegnatario generale degli Uffici di bocca. Nel marzo 1944, nel corso di una perquisizione delle SS tedesche, alcune erano state aperte dal comandante del reparto germanico, in presenza di Pietro Mureddu, e immediatamente richiuse senza alcuna asportazione. Nel maggio 1945 erano state tutte ritirate da Umberto di Savoia. Dopo la partenza del Re erano state trovate al Quirinale solo 20 casse, mentre le altre 11 erano state inviate tra la fine di maggio e i primi di giugno – d'ordine del Re – a Napoli e poi in Portogallo con la nave che aveva trasportato in quel paese la regina Maria José ».

¹ Nel dicembre 1946 la minuta di una lettera o relazione relativa alla prossima apertura della Biblioteca reale, si soffermava sulla questione dell'Archivio reale annesso alla Biblioteca: « È intenzione infatti dell'Amministrazione dei beni demaniali già di dotazione della Corona restituire alla sede originale l'archivio tutto emigrato a Roma e che ancora vi si trova, ma come è noto mancano 11 casse. Ora, gli archivi costituiscono sempre un'unità e sarebbe deplorabile non applicare questo principio a un archivio di tale importanza. Se si scorre l'inventario è difficile sostenere che esso abbia, almeno tutto, carattere privato [...] ». Si auspicava il rientro di tutto a Torino e si proponevano particolari garanzie per la consultazione, dato che una parte era di natura riservata e per un doveroso riguardo verso la Casa di Savoia. Riportata integralmente da Gentile (Pierangelo), *Vicende storiche del fondo Miscellanea Quirinale*, op. cit., allegato 12.

² Vedi *ibidem*, p. III-LII, in particolare l'allegato 13 per la mancata restituzione alla Biblioteca reale di Torino (31 ottobre 1962). L'autore ricostruisce il ruolo di Augusta Lange, funzionario dell'Archivio di Stato di Torino, nello scioglimento della questione, a partire dalla relazione inviata alla Commissione per il riordino dell'Archivio storico dell'ex Real casa il 25 marzo 1963, p. XIV-XVII e allegati 14-18.

³ *Ibidem*, p. XVII-XX; Gentile, P., « Le carte dei re d'Italia tra dispersioni, epurazioni, occultamenti e (parziali) ritrovamenti », in *Passato e presente. Rivista di storia contemporanea*, n° 106, genn.-apr. 2019, p. 73-89, p. 70.

Il fondo Casa di Sua Maestà all'Archivio di Stato di Torino : storie di vuoti, di assenze e di dispersioni in caso dell'Archivio dell'Intendenza generale della Casa Eugenio di Savoia-Carignano (1834-1888)

La documentazione portata via all'epoca dell'esilio ritornò, non tutta, a Torino, in Archivio di Stato, nel 1993 come *Legato Umberto II*¹.

L'Archivio dell'Intendenza generale della Casa del principe Eugenio di Savoia-Carignano era stato oggetto di rimaneggiamenti al suo interno, rispetto alla descrizione del 1919, già prima della spedizione a Roma del 1942, come i mazzi 2 e 16 indicati vuoti nell'elenco redatto per l'occasione, il cui contenuto in realtà era stato spostato in altre cartelle.

Alcune di queste sono ancora presenti nelle miscellanee documentali in cui oggi si trovano, e così le buste al loro interno, con la numerazione e la descrizione corrispondente all'elenco del 1919. Parti dell'Archivio sono nella sequenza descritta a quell'epoca, altre invece sono sparpagliate, ma sostanzialmente si trovano nella *Miscellanea Quirinale, Primo versamento*. Ossia sono state portate a Roma nel 1942, al Quirinale, poi all'Archivio Centrale dello Stato e da lì rimandate a Torino nel 1972, insieme ad altra documentazione proveniente dal complesso documentario *Casa di sua maestà*, estrapolata da Zucchi tra il 1915 e il 1920, a quella scorporata dall'Archivio di Stato di Torino nel 1890-1893 e alle carte di diversa provenienza che nel tempo erano confluite nell'Archivio privato di Torino.

Non tutto, perché il materiale fu oggetto di cernita al Quirinale, soprattutto nell'imminenza dell'esilio. Per esempio il primo fascicolo della busta 2 del mazzo 3, lettere di Cavour del 1859 a Eugenio, è attualmente nel secondo versamento della *Miscellanea Quirinale*, mentre il resto del mazzo è conservato nel primo.

Altra documentazione inoltre è stata individuata nella *Miscellanea Legato Umberto II*, dove sono reperibili alcune parti dei mazzi 2 e 16 prima citati. Il primo fascicolo di lettere confidenziali del ministro di guerra e marina, Villamarina, al principe (24/9/1844-29/11/1847), proveniente dal mazzo 2, è ora nel mazzo 39 fasc. 1 del *Legato*. Gli altri fascicoli sono quasi del tutto presenti nel mazzo 45 della *Miscellanea Quirinale, Primo versamento*. Alcuni fascicoli del mazzo 16 si trovano in questi stessi mazzi delle miscellanee *Quirinale* e *Legato*. Non tutto però il contenuto del mazzo 16 è stato possibile al momento individuare e può essere effettivamente in parte mancante.

Grazie al carteggio e agli elenchi è possibile oggi individuare i vuoti e trasformare virtualmente le assenze in presenze. Lo scopo principale della ricerca in corso è quello di contestualizzare la documentazione sottratta agli archivi del complesso *Casa di sua maestà*. Ci troviamo oggi infatti davanti a delle miscellanee; gli archivisti e gli storici sanno bene che le carte parlano di più se si conosce la loro provenienza e la relativa storia archivistica. Cosa, quando, dove, chi e perché: sono queste le domande a cui si cerca una risposta di fronte a degli smembramenti, delle spoliazioni e distruzioni.

Non è indifferente sapere ad esempio, che il carteggio fra un funzionario e l'intendente generale dell'Azienda Real casa in missione a Oporto nel 1849, durante la malattia, l'agonia e la morte di Carlo Alberto, che faceva parte della documentazione amministrativa della Sezione viaggi del

¹ Massabò Ricci, I., « L'Archivio dei Re d'Italia depositato presso l'Archivio di Stato di Torino », in *Cheiron*, 33, 1996, nn. 25-26, p. 333-344.

Mantenimento ordinario dell'Azienda, si trova ora nel mazzo 8 della *Miscellanea Quirinale* e che ulteriore materiale della stessa provenienza è conservato in altre unità archivistiche con le quali è possibile ristabilire virtualmente il vincolo originario. Non è indifferente sapere che essa è stata estrapolata nel luglio 1915, quando la Direzione provinciale si stava trasferendo, con i suoi archivi, nella manica nuova di Palazzo reale e Mario Zucchi decideva d'intervenire con il consenso del Ministero per selezionare le carte e portarle nell'Archivio della Reale famiglia. Gli elenchi allora redatti e la corrispondenza intercorsa fra i soggetti istituzionali coinvolti sono ricchissimi d'informazioni, perché vi sono annotate le considerazioni fatte al momento dello scorporo e le motivazioni.

Per fortuna questa corrispondenza e gli allegati sono rimasti ignorati a lungo e non hanno subito "epurazioni". Classificati nella posizione 19 dell'Archivio della Direzione provinciale « Cancelleria, archivio, protocollo » sono stati probabilmente considerati di nessuna importanza. Come si diceva all'inizio, si può quindi leggere gli avvenimenti esposti anche come un caso emblematico di quanto l'indifferenza verso certe tipologie archivistiche abbia permesso in alcuni casi a fonti significative di salvarsi e, in seguito, di colmare lacune documentarie e far riemergere posizioni ideologiche, atteggiamenti, scelte e perfino non scelte nella conservazione e trasmissione della memoria.

Paola CAROLI
già Archivio di Stato di Torino
paola.caroli@hotmail.com

UNE HISTOIRE DE DISPARITIONS : LE CAS DES ARCHIVES DES BAUX, PRINCES D'ORANGE (MI XII^E-1417)

Claude-France HOLLARD

La principauté d'Orange ne fut réunie au royaume de France qu'au début du XVIII^e siècle. Depuis le milieu du XII^e siècle, elle fut successivement le domaine d'une branche de la puissante famille provençale des Baux (mi XII^e-1417), de la riche famille franc-comtoise des Chalon-Arlay (1417- 1530), enfin des Nassau, de Guillaume le Taciturne à Guillaume III, roi d'Angleterre (1530-1702). Un inventaire des archives des princes de 1427, conservé aux Archives départementales de Vaucluse, est le seul qui subsiste du temps où les archives des Baux étaient encore au château d'Orange. Plus de 720 documents y sont décrits. L'édition de cet inventaire et la recherche du sort de ces documents à travers des inventaires des XVI^e et XVII^e siècle permettent de dresser un panorama des causes de lacunes et de disparitions, et aussi de quelques facteurs ayant favorisé, au moins pour un temps, la mémoire de ces documents et de leur contenu.

Una storia di sparizioni: il caso degli Archivi dei Baux, principi d'Orange (meta sec. XII^o-1417)

Il principato d'Orange fu unito al regno di Francia soltanto all'inizio del XVIII^o secolo. A partire dalla metà del secolo XII^o, essa fu successivamente dominio d'un ramo della potente famiglia provençale dei Baux (metà XII^o secolo- 1417), poi della ricca famiglia della Franca Contea dei Chalon-Arlay (1417 – 1530), infine dei Nassau da Guglielmo il Taciturno a Guglielmo III re d'Inghilterra (1530-1702). L'inventario dell'archivio dei principi conservato agli Archivi dipartimentali di Vaucluse è il solo sopravvissuto del tempo in cui l'archivio dei Baux era ancora nel castello d'Orange. Vi sono descritti più di 720 documenti. L'edizione di questo inventario e la ricerca della sorte di quei documenti attraverso gli inventari dei secoli XVI^o e XVII^o permettono di ricostruire un panorama delle cause delle lacune e delle sparizioni, ed anche di qualche fattore che ha favorito, almeno per un certo tempo, la memoria di quei documenti e del loro contenuto.

- Un inventaire de 1427¹ permet de visiter, coffre après coffre, les quelques 730 documents, du milieu du XII^e siècle à 1417, qui composaient, au château d'Orange, le chartrier des princes de la famille des Baux. Il n'en reste aujourd'hui que 60 originaux ou copies contemporaines. La disparition de la plus grande partie de ces archives, la dispersion de celles qui subsistent, s'expliquent par l'histoire des princes, inscrite dans l'histoire européenne. Il est possible de les suivre grâce aux inventaires subsistants des XVI^e et XVII^e siècles.
- Quand le prince Raymond V des Baux, criblé de dettes, marie en 1386 sa fille Marie au très riche Jean de Chalon-Arlay, la principauté, aux mains des Baux depuis le XII^e siècle, revient à la famille franc-comtoise des Chalon. Les archives de la période des Baux restent cependant au château d'Orange jusqu'en 1518. Echappant à la mainmise française, elles sont alors transportées à Nozeroy², fief des Chalon. À la mort en 1530 de Philibert de Chalon, dernier prince de la famille, la principauté est léguée à son neveu René de Nassau.
- L'inventaire des archives de 1532 révèle la présence de 20% seulement des documents décrits en 1427. Dès 1533, à la suite d'un conflit familial entre le prince René et sa grand-mère Philiberte de Luxembourg, le « coffre d'Orange » fait partie du transfert des archives des domaines des Chalon

¹ Arch. Dép. Vaucluse, 2 E 25/1.

² Aujourd'hui dans le département du Jura.

de Nozeroy au château de Sainte-Anne¹, où il semble, malgré quelques mentions d'organisation, qu'une certaine pagaille demeure.

- Décédé sans postérité en 1544, le prince René lègue ses biens à son cousin germain Guillaume de Nassau (le futur Guillaume le Taciturne), alors protégé de l'empereur Charles-Quint, mais les revendications familiales et les confiscations françaises, dans le contexte des guerres lui seront pleinement reconnus qu'au traité du Cateau-Cambresis en 1559.

- En 1562 les archives quittent Sainte-Anne pour Bréda, fief des Nassau. La guerre de 80 ans, aux Pays-Bas commence en 1568, Bréda est prise par les Espagnols en 1581, reprise par les Néerlandais aidés des Anglais en 1590.

- C'est alors que le « coffre d'Orange » est transporté à La Haye. Jean César, conseiller au parlement d'Orange, en dresse un inventaire en 1591. Pour la première fois les documents sont classés et cotés; on y trouve encore environ 20% des documents de 1427, 149 pièces, mais aussi une quarantaine d'autres non identifiés en 1427.

- Après l'assassinat de Guillaume de Nassau en 1584, son fils aîné Philippe-Guillaume est prisonnier en Espagne. Quand il revient en 1596, étant catholique, il n'est pas accepté aux Pays-Bas et se tourne alors vers Orange. Vers 1606, il y fait venir les archives. Le greffier Jacques de La Pise en dresse en 1609 un inventaire, inspiré de celui de César, dont il reprend la cotation.

- En 1618, Philippe-Guillaume de Nassau meurt sans postérité ; son demi-frère Maurice fait revenir les archives d'Orange à La Haye, mais en fait seuls 52 des documents de l'époque des Baux repartent, tandis qu'une soixantaine restent à Orange ou ne se retrouvent pas. En 1686 une dizaine de ces derniers rejoindront la Hollande.

- Les derniers inventaires encore conservés, celui de Jacques de La Pise en 1624, et celui de Charles Blisson vers 1687, riches en informations, ne certifient cependant pas la conservation effective des documents à ces dates, ni leur provenance.

- Par la suite, aux Pays Bas on note une dispersion mal évaluée des documents puis en 1798, sous le régime de la République batave, une autorisation à détruire les documents illisibles ou inutiles.

- A la suite du partage de 1834, on retrouve maintenant une trentaine d'originaux ou copies contemporaines aux Archives nationales et aux Archives de la Maison royale.

- A Orange, après la mort en 1702 de Guillaume III de Nassau, devenu roi d'Angleterre, La France met la main sur la principauté, réunie au Dauphiné. Les archives de la principauté restées à Orange rejoignent la Chambre des comptes à Grenoble. La Révolution en entraînera la disparition d'une grande partie

- En 1819, l'archiviste de Vaucluse Néry, reçoit la mission de faire revenir les archives de la principauté, mais il ne retrouve que 26 documents parmi ceux mentionnés en 1427, tandis que l'archiviste Prudhomme en 1899 refuse de céder aux Archives de Vaucluse les documents qu'il retrouve dans un grenier et les inventorie dans le fonds de la Chambre des comptes de Grenoble ; 8 proviennent du fonds des Baux.

- Des 730 documents de 1427, moins de 10% subsistent, partagés entre quatre lieux de conservation. Ils sont complétés par un certain nombre de copies du XV^e au XX^e siècle.

Pour essayer de pallier ces disparitions, outre le recours aux différents inventaires, l'examen des registres d'actes notariés reprendrait une pratique attestée dès le XIII^e siècle.

Claude-France HOLLARD
Conservateur en chef honoraire du patrimoine,
hollard.simoni@laposte.net

¹ Aujourd'hui dans le département du Doubs.

105

« INQUIRATUR IN CURIA ROMANA ».
IACOPO DORIA, ANNALISTA E ARCHIVISTA, E L'INTEGRAZIONE DELLE LACUNE
DOCUMENTARIE DELL'ARCHIVIO DEL COMUNE DI GENOVA
(SEC. XIII)

Stefano GARDINI et Valentina RUZZIN

Il caso proposto si fonda sulla lettura di un dossier conservato presso l'Archivio di Stato di Genova, un manipolo di documenti non datati ma risalenti agli anni 1281-1284 così composto: un elenco ricognitivo di documenti dell'archivio del comune di Genova e la bozza dell'istruzione indirizzata ad inviati genovesi presso la corte pontificia, entrambi redatti dall'archivista (custos archivii) e annalista del Comune genovese Jacopo Doria (ca. 1233-1305); nonché un elenco di documenti emessi dalla Curia romana, redatto da un ignoto scrittore. L'istruzione, oltre a fornire agli ambasciatori una serie di ragguagli storici e documentari sui rapporti tra la Genova e Pisa, contiene l'elenco di alcuni documenti pontifici emessi in favore del Comune genovese ma non più rintracciabili. L'archivista si fa quindi promotore della richiesta di estrazione dai registri pontifici di nuovi testimoni dei documenti smarriti, in modo da colmare le lacune riscontrate. L'atteggiamento dell'archivista pare di notevole interesse anche in ragione della considerevole altezza cronologica della vicenda: rispetto a un periodo per il quale le informazioni sulla tenuta dell'archivio del Comune e sulla funzione stessa dell'archivista sono quantomai frammentarie, questo documento, letto in modo coordinato con la cronachistica cittadina e ulteriore documentazione, permette di delineare le strategie di integrazione/ricostruzione di una memoria collettiva affidabile da parte del Comune medievale.

«Inquiratur in Curia Romana». Iacopo Doria, annaliste et archiviste, et l'intégration des lacunes documentaires des archives de la Commune de Genova (XIIIe sec.)

Le cas présenté ici est fondé sur la lecture d'un dossier conservé aux Archives d'Etat de Genova, un groupe de documents non datés, mais remontant aux années 1281-1284, ainsi composé: une liste de reconnaissance de documents des archives de la Commune de Genova et l'ébauche de l'instruction adressée aux envoyés génois auprès de la cour pontificale, l'une et l'autre rédigées par l'archiviste (custos archivii) et annaliste de la Commune génoise Jacopo Doria (ca. 1233- 1305); une autre liste de documents émanés par la Curia romaine, d'une main inconnue. L'instruction fournissait aux ambassadeurs des renseignements historiques et documentaires sur les rapports entre Genova et Pisa et contenait la liste de certains documents pontificaux émanés en faveur de la Commune génoise et non plus retrouvables. L'archiviste se fait donc promoteur de la demande d'extraction des registres pontificaux de copies des documents perdus, afin de remplir les lacunes constatées. L'attitude de l'archiviste est bien intéressante en considérant aussi que l'affaire remonte particulièrement dans le temps. Par rapport à une période qui n'a laissé que des informations fragmentaires concernant la tenue des archives et la fonction même de l'archiviste, ce document – lu de façon coordonnée avec les croniques de la ville et autres sources – permet d'entrevoir les stratégies d'intégration/reconstruction d'une mémoire collective fiable pour la Commune médiévale.

Iacopo Doria, annalista e archivista

Iacopo Doria¹, noto soprattutto come ultimo degli annalisti delle più antiche cronache cittadine italiane redatte da autori laici – gli *Annales* genovesi di Caffaro e continuatori – è stato anche

¹ L'articolo nel suo insieme è esito del lavoro congiunto dei due autori; rispetto alla stesura i paragrafi 1 e 2 si devono a Valentina Ruzzin, i paragrafi 3 e 4 a Stefano Gardini. Su Iacopo Doria v. Nuti, G., «Doria Iacopo», in *Dizionario Biografico degli Italiani*, 41, Roma, Istituto dell'Enciclopedia Italiana, 1992, sub voce. Sulla attività storiografica di Iacopo si rimanda a Arnaldi, G., « Gli annali di Iacopo D'Oria, il cronista della Meloria », in *Genova, Pisa e il Mediterraneo tra Due e Trecento. Per il VII centenario della battaglia della Meloria, Genova 24-27 ottobre 1984*, Genova, Società Ligure di Storia Patria, 1984, p. 585-620; nonché a Petti Balbi, G., *Caffaro e la cronachistica genovese*, Genova, Tilgher, 1982, p. 141-158.

archivista, con tutti i distinguo necessari considerata l'altezza cronologica¹. Questo ambito d'attività è noto attraverso la sua stessa testimonianza. Si cita come «*custos privilegiorum ... Communis Ianue*» in apertura dell'indice da lui composto del *liber iurium Settimo*; indice che pare il più notevole esito di un'attività lunga e costante di ricognizione e riordinamento svolta sulle carte del Comune. Iacopo, correda il codice *Settimo* di un intero fascicolo entro il quale ne indicizza analiticamente il contenuto riaggregandolo per argomenti e provvedendo inoltre a corredare quasi ciascuna registrazione di rinvii ai documenti connessi, arricchiti spesso di ulteriori informazioni di supporto, di carattere genealogico e storico². Tale attività non si limita al citato codice, comunque ricco di diverse centinaia di documenti, ma coinvolge per intero il *corpus* di pergamene e altre scritture di pertinenza comunale (convenzioni, trattati, privilegi, concessione etc.), e si estende al più risalente codice degli *Annali*, di cui Doria non solo fu in parte autore, ma anche abbondante commentatore³.

La sua figura pare di una complessità tale da rendere necessaria una seppur sommaria contestualizzazione. Esponente di una delle famiglie più in vista del Comune genovese, trascorre una prima parte della vita nel normale *cursus* dell'élite comunale, in un contesto però particolarmente vicino al centro del potere e verosimilmente ben attento alla rilevanza della parola scritta: proprio nel palazzo di famiglia, destinato a tale scopo dal nonno paterno Oberto⁴, siede la curia del Podestà e, ragionevolmente, si sedimentano gli archivi amministrativi e giudiziari⁵; lo stesso nonno non fu alieno alla cultura scritta, anzi risulta membro di una commissione incaricata nel 1229 di recuperare documentazione comunale già allora dispersa in occasione della composizione di un nuovo *liber iurium*; e fu proprio tra le sue carte che il nipote Iacopo troverà alcuni scritti minori di Caffaro fino ad allora ignoti.

Non può passare inosservata un'altra relazione familiare determinante: Iacopo è fratello di Oberto Doria, capitano del popolo che, insieme a Oberto Spinola, negli anni 1270-1285, è ai vertici della politica cittadina⁶. Ciò ebbe probabilmente un peso considerevole nella sorte archivistica di Iacopo,

¹ Le fonti dirette per la storia degli archivi dei comuni medievali italiani sono alquanto rarefatte e a maggior ragione lo sono quelle sugli archivisti: a partire dal secolo XIII si conservano pochi mezzi di corredo - in genere elenchi - che permettono di comprendere alcuni aspetti del lavoro archivistico. Per un quadro generale v. A. Romiti, A., *L'armarium comunis della camera actorum di Bologna. L'inventariazione archivistica nel XIII secolo*, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali, Ufficio centrale per i beni archivistici, 1994, p. XXIII-LXXXII, e, in misura minore, il più recente De Vivo, F., Guidi, A., Silvestri, A. (a cura di), *Fonti per la storia degli archivi degli antichi Stati italiani*, Roma, Ministero dei beni e delle attività culturali e del turismo, Direzione generale archivi, 2016. Come si comprenderà meglio oltre, il caso qui presentato, si discosta in modo significativo da quanto documentato dalle fonti finora disponibili, rendendo di fatto insussistente un approccio comparativo.

² Puncuh, D., Rovere, A. (a cura di), *I Libri Iurium della Repubblica di Genova*, I, *Introduzione*, Genova, Società Ligure di Storia Patria, 1992, p. 74-84.

³ Si tratta del codice conservato presso la Bibliothèque Nationale de France (ms. lat. n. 10136); per l'edizione si fa riferimento a Belgrano, L.T., Imperiale di Sant'Angelo, C. (a cura di), *Annali genovesi di Caffaro e de' suoi continuatori dal MXCIX al MCCXCIII*, voll. 4, Roma, Istituto storico italiano, 1890-1929; per una più agevole fruizione si segnala anche la versione italiana a cura di Roccatagliata Ceccardi, C., Monleone, G. (a cura di) *Annali genovesi di Caffaro e dei suoi continuatori*, voll. 10, Genova, Municipio di Genova, 1923-1941.

⁴ Nuti, G., « Doria Oberto », in *Dizionario Biografico degli Italiani*, 41, Roma 1992, p. 421-424.

⁵ Su questo aspetto v. Rovere, A., « Sedi di governo, sedi di cancelleria e archivi comunali a Genova nei secoli XII-XIII », in , Assini, A., e Caroli, P., *Spazi per la memoria storica, La storia di Genova attraverso le vicende delle sedi e dei documenti dell'Archivio di Stato, Atti del convegno internazionale, Genova, 7 - 10 giugno 2004*, Roma, Ministero per i beni e le attività culturali, Direzione generale archivi, 2009, p. 409-426; in particolare v. p. 415-416.

⁶ Nuti, G., « Doria Oberto », in *Dizionario Biografico degli Italiani*, 41, Roma 1992, p. 424-431.

sviluppatasi verosimilmente a partire dalla fine degli anni '70, e che gli portò momenti di grande soddisfazione. Il sogno di ogni archivista medievale: trova il documento giusto al momento giusto. Nella settimana di Pasqua del 1281 libera la città – con tempistica perfetta – dall'interdetto, grazie al ritrovamento nella *sacrisita Communis* della *littera* con la quale papa Innocenzo IV nega l'efficacia alle sentenze di scomunica emanate da delegati o subdelegati pontifici nei confronti dei genovesi senza diretto intervento del pontefice¹.

Emerge da questo episodio un'archivistica fortemente orientata alla dimensione politica. In questo stesso senso occorre interpretare la documentazione che è al centro di questo intervento, particolarmente complessa e passibile di una ampia pluralità di tagli interpretativi, tra i quali si privilegia in questa sede quello archivistico.

Il dossier sull'ambasceria romana

Si tratta di un insieme di quattro scritture inedite, tre delle quali autografe di Iacopo². La documentazione non è databile con precisione ma è probabilmente redatta dopo il 1281 (poiché vi è citato proprio il documento di cui sopra) ed entro il 1284, anno della vittoria navale genovese contro la storica rivale Pisa presso la Meloria; evento dopo il quale le scritture che presentiamo perderebbero buona parte della loro utilità pratica. Si tratta infatti di scritture redatte a margine di un'ambasceria genovese alla corte pontificia, proprio per trattare la questione pisana. Iacopo prende parte al lavoro politico che precede e supporta la missione diplomatica contribuendo come archivista e storico.

Affida alla delegazione un riepilogo delle principali vicende storiche della contrapposizione tra le due città corredato di una breve orazione finale; questo scritto, di maggiore ampiezza rispetto agli altri, trova posto entro un quaderno di 8 carte (bianco il v. dell'ultima) nel tipico formato locale di mm 310x110. Certo è una primissima stesura ricca di correzioni e ripensamenti. Ai fini qui considerati, questa, che in termini propriamente diplomatici, politici o storici sarebbe forse il nucleo portante dell'intero *corpus*, riveste una rilevanza minore, poiché insieme ad essa sono pervenute due distinte scritture attribuibili a Iacopo, dall'evidente interesse archivistico.

A corredo del menzionato riepilogo storico Iacopo fornisce all'ambasceria una breve istruzione entro la quale chiede che si proceda ad un esame dei registri della Curia pontificia, finalizzato al reperimento di documenti rilevanti per la posizione genovese; ora divenuti irreperibili ora trasmessi in forme ai suoi occhi inidonee a soddisfare esigenze di natura giuridica, e di ottenerne *exempla*. L'istruzione menziona i documenti, richiamati mediante l'anno di pontificato e un breve regesto, aggregati per pontefice da Onorio III a Alessandro IV, con istruzioni archivistiche che variano caso per caso. Si tratta di un bifoglio di otto colonne di testo (mm 310x110), di cui solo tre per lato sono

¹ Monleone, G. (a cura di), *Annali genovesi di Caffaro e dei suoi continuatori*, volume ottavo (parte prima), Genova, Municipio di Genova, 1930, p. 30-32. Il documento è edito in *I Libri Iurium* cit. nn. 616, 959.

² La documentazione è conservata in Archivio di Stato di Genova, *Archivio segreto, Paesi*, 347 « Corsica »; l'eccentricità della collocazione archivistica, esito di un riordinamento arbitrario ottocentesco, ha probabilmente contribuito a sviare l'attenzione degli studiosi da tali scritture. L'attribuzione a Iacopo Doria, che nel testo si cita in terza persona, è effettuata su base prevalentemente grafica, attraverso il raffronto con il citato indice del *liber iurium Settimo* e con le altre annotazioni di suo pugno presenti altrove; il lessico e lo stile contribuiscono a rafforzarla.

occupate dalla scrittura; come per la precedente si tratta di una redazione piuttosto affrettata, forse una minuta, con alcune integrazioni successive e diversi segni che rimandano ad altrettanti documenti allegati parimenti forniti alla legazione genovese, forse in copia.

Un terzo scritto di Iacopo è l'esito, forse già consolidato, di un'ampia ricognizione di documenti da lui trovati «super armario ubi sunt littere de summis pontificibus». Si tratta di un quaderno di 6 carte (bianche l'ultima e il v. della quinta) nel medesimo formato dei precedenti (mm 310 x 110). Come per l'istruzione Iacopo procede in senso cronologico per pontificato – integrando anche qualche documento di diversa matrice – da Callisto II ad Alessandro IV, nel censire almeno 34 documenti, descritti secondo criteri analoghi ai precedenti, ma corredati da indicazioni sul livello di tradizione e indicazioni sulla destinazione archivistica delle carte.

La quarta scrittura è verosimilmente ciò che sopravvive della risposta: un ampio regesto dei registri di papa Onorio III, redatto con ogni probabilità da uno scrittore non genovese.

Colmare le lacune: memoria documentaria e memoria storica

Questa lunga ma necessaria contestualizzazione ci porta al cuore dell'intervento: il concetto di lacuna rispetto alla sensibilità di un archivista medievale come Iacopo. Dall'istruzione agli ambasciatori emerge, come s'è visto, l'esigenza di ottenere copie di documenti che si presumono esistere nei registri della Curia pontificia, a colmare un vuoto dell'archivio comunale. Pare evidente però che la lacuna non si traduce immediatamente in oblio, o in totale mancanza di informazioni, tanto che Iacopo dà prova di conoscere alcuni documenti mancanti in modo così preciso da poterne citare l'*incipit* esatto. Assodato ciò resta da spiegare per quali vie possa essere noto ciò che manca.

Ad una lettura attenta emergono tre casi distinti:

1. Il documento e il suo testo sono già noti ma non sono conservati in forma autentica; si tratta in questo caso di una lacuna che incide sulla efficacia di quello che potremmo definire un documento vitale, e, a colmare questo genere di vuoto, è richiesta la redazione di un esemplare *in formam publicam* e possibilmente *bullatum*;
2. È nota l'esistenza di documenti emessi nei confronti di terze parti – utili, ma non vitali per il Comune – di cui però non si conosce con esattezza il testo; in questo caso non si tratta di una lacuna documentaria, poiché – almeno secondo gli attuali criteri interpretativi – tali documenti non dovrebbero costituire parte organica dell'archivio del Comune, ma si tratta piuttosto di una lacuna di carattere informativo che induce l'archivista a richiederne perlomeno delle copie semplici *de verbo ad verbum*.
3. Si presume infine l'esistenza di documenti emessi in specifiche circostanze dai pontefici nei confronti di terze parti, ma dotati di dispositivi o clausole ritenute vantaggiose per i Genovesi; in questo caso, come nel precedente, si tratta di fatto di una lacuna informativa dai contorni però più sfumati e incerti, alla quale l'archivista reagisce richiedendo secondo possibilità ora copie in forma pubblica ora copie semplici.

I contorni del vuoto, sia esso documentario o informativo, sono ricostruiti da Iacopo ricorrendo all'archivio stesso nel primo caso, poiché l'assenza degli originali è testimoniata dalla presenza di copie semplici su carte sciolte o entro i *libri iurium*: il documento con il quale Innocenzo IV conferma ai Genovesi i privilegi già concessi in precedenza da re e imperatori riguardo alla Sicilia,

è ad esempio testimoniato dalla trascrizione presente nel *liber iurium Settimo*, ma dato che l'originale risulta *amissum* Iacopo dispone – lasciando traccia di questa intenzione anche a margine della copia in registro – che per esso si svolgano ricerche nella Curia di Roma¹.

Negli altri due possibili casi invece l'esistenza dei documenti d'interesse per Genova entro i registri pontifici è accertata o dedotta anche per altre vie. L'archivio espande quindi i suoi limiti ideali e finisce per coinvolgere scritture che – almeno secondo l'attuale sensibilità – non ne farebbero parte. Il complesso di nozioni storiche impiegate da Iacopo per individuare le possibili lacune informative coinvolgono di certo anche gli annali genovesi – come testimoniato da diverse annotazioni marginali – ma probabilmente anche i principali archivi ecclesiastici della città. Non si trovano elementi sufficienti per ipotizzare il ricorso a forme di memoria familiare che però, in considerazione del personaggio e del suo ambiente di provenienza, non è da escludere.

Lo scopo dell'operazione di recupero di documenti e informazioni in fondo non è tanto la ricostruzione di una memoria che, integrando le lacune, rimuova l'oblio, quanto piuttosto la costruzione di una memoria che sia di concreto sostegno all'attività politica anche mediante la presenza di documentazione formalmente ineccepibile e pertanto opponibile a terzi. Emerge quindi in modo abbastanza chiaro che il concetto di vuoto o di lacuna documentaria può essere declinato su più livelli: quello dell'assenza materiale, dell'assenza informativa, dell'inefficacia giuridica.

Questi aspetti ci permettono di avviarci a concludere con alcune considerazioni sulla natura dell'archivio del Comune medievale, o almeno dell'idea che ne ebbe Iacopo Doria.

Fisionomia e funzioni della sacristia del Comune di Genova alla fine del XIII secolo

Il luogo e il complesso di scritture su cui egli esercita il suo ruolo di *custos* è generalmente definito *sacristia*, termine che, con il ricorso al concetto di sacro, rimanda pienamente a quella funzione e forma che Filippo Valenti aveva definito come archivio-*thesaurus*, esito di una attenta selezione di documenti vitali², di titoli giuridici fondamentali per la sussistenza del soggetto produttore, non certo quell'archivio-sedimento che rappresenta invece il quotidiano accumularsi delle scritture prodotte dagli uffici – curie e cancellerie – nel disbrigo degli affari³. L'istruzione agli ambasciatori e ancor più la ricognizione ci aiutano a comprenderne la natura ed il funzionamento.

¹ Il documento è edito in I Libri Iurium cit., n. 701.

² Questo concetto di « documento vitale » formulato per gli archivi contemporanei da Duranti, L., *I documenti archivistici. La gestione dell'archivio da parte dell'ente produttore*, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali, Ufficio centrale per i beni archivistici, 1997, p. 93-96; pare in realtà del tutto pertinente anche applicato a questo caso.

³ Per la definizione di queste categorie interpretative il rinvio d'obbligo è a Valenti F., « Riflessioni sulla natura e struttura degli archivi », in Grana, D. (a cura di), *Scritti e lezioni di archivistica, diplomatica e storia istituzionale*, Roma, Ministero per i beni e le attività culturali, Direzione generale archivi, 2000, p. 83-113; già edito in *Rassegna degli Archivi di Stato*, XLI, 1981, p. 9-37. Pare proprio questa peculiare caratteristica dell'archivio sottoposto alla cura di Iacopo a rendere inefficaci degli approcci comparativi, poiché la totalità delle fonti coeve individuate (v. sopra p. 98, nota n. 2) sono riferibili ad archivi nei quali la natura sedimentaria risulta decisamente preponderante.

La *sacristia Communis* situata, a quanto si tramanda, in uno spazio ricavato entro il palazzo arcivescovile¹, è al suo interno organizzata in una pluralità di *armaria*² destinati a contenere la documentazione aggregata secondo l'autorità da cui la documentazione promana³ o l'area geografica⁴ o la potenza estera⁵ di pertinenza. Il potenziale disordine conseguente alla commistione di criteri di aggregazione, ora per provenienza istituzionale, ora per pertinenza, è brillantemente evitato da Iacopo con il ricorso a copie sostitutive di quei documenti che per provenienza o per contenuto potevano ricadere entro più di una classificazione⁶: dal testo della ricognizione, effettuata su documentazione destinata all'«*armarium de summis pontificibus*», apprendiamo che buona parte di essa debba essere riposta, in copia, anche in altri *armaria* di volta in volta pertinenti rispetto all'oggetto del documento. Tanto che la già citata conferma dei privilegi imperiali e regi concessa da Innocenzo IV, una volta recuperata a Roma in forma autentica, dovrà essere copiata e riposta oltre che nell'«*armarium de summis pontificibus*», anche in quello «*imperatorum et regum*». Con questo semplice ma laborioso accorgimento il contenuto di ciascun *armarium* doveva essere in grado da un lato di raccontare la storia diplomatica completa e autosufficiente dei rapporti tra Genova e ciascuna delle entità esterne considerate e dall'altro permetteva, con poca fatica, seguendo i rimandi presenti sul verso dei documenti, per ciascun caso la ricomposizione di un dossier costituito da documenti dotati del più alto grado di autenticità disponibile.

La forte ipertestualità di questo peculiare archivio è ulteriormente acuita se consideriamo che nella sacristia pare fossero conservati anche gli *Annali* di Caffaro e continuatori e il *liber iurium Settimo*, codici ricchi di annotazioni e rinvii incrociati con le pergamene conservate negli *armaria*. Se rispetto al primo il legame con l'archivio è meno organico, considerando *Iurium* e le sue caratteristiche funzionali – alla luce dei parametri dell'archivistica attuale – non possiamo che riconoscergli una funzione molto vicina a quella di un *repository* di sicurezza di un attuale archivio digitale: si ricordi infatti che il volume *Settimo* è copia, almeno nella sua parte iniziale, del volume intitolato *Vetustior*, che, sulla scorta dei più recenti studi in proposito, si ritiene destinato all'uso della cancelleria⁷.

L'intrico dei collegamenti tra documento e documento, o più spesso tra diverse copie del medesimo documento, non è limitato ai confini angusti della sacristia, ma si dipana ben oltre le mura cittadine e la ricerca della documentazione presso la Curia romana non che una delle testimonianze che collegano altri archivi a quello genovese.

¹ Rovere, A., « Sedi di governo, sedi di cancelleria e archivi comunali » cit., p. 423-424.

² Il termine impiegato nelle fonti coeve anche come sinonimo di archivio ha in questo caso, con ogni probabilità, una valenza più concreta e indica cassetti o scansie, piuttosto che armadi nel senso moderno; sembra del tutto plausibile che sia da ritenersi sinonimo del termine dialettale 'cantera', con il quale alcuni secoli più tardi saranno indicati gli scomparti del mobile destinato a contenere l'archivio diplomatico della Repubblica di Genova.

³ Si rilevano: « *de summis pontificibus* », « *Imperatorum et regum* ».

⁴ Si rilevano: « *de Corsica* », « *Finale* », « *Savona* », « *Ultragiugum* », « *Terdonia* », « *Alexandria* », « *Castrum Servi* », « *Albenga* », « *de Sicilia* ».

⁵ Si rilevano: « *Pisis* », « *de Venetiis* », « *de Ierusalem* », « *Tripoli* », « *Armenia* », « *Cypri* ».

⁶ La definizione delle tre possibili categorie in fondo non è poi così secca poiché in taluni casi provenienza e pertinenza possono in realtà sovrapporsi: per Gerusalemme ad esempio si dispone sia di documenti emessi dal re crociato sia di documenti emessi da altri soggetti ma relativi ai rapporti tra i genovesi e il re crociato.

⁷ Dellacasa, S. (a cura di), *I Libri Iurium della Repubblica di Genova*, I/4, Genova, Società Ligure di Storia Patria, 1998, p. XVIII-XX.

Nel censire i privilegi e le concessioni ricevuti dai pontefici Iacopo, quando gli è possibile, ricorda chi ne sia il *conservator*. Dalla lettura incrociata dei documenti citati e dei principali repertori disponibili¹ pare che con questa parola egli indichi un'autorità ecclesiastica che, contestualmente all'emissione del documento grazioso in favore di Genova, riceve dal pontefice il mandato di vigilare sulla sua applicazione². Tramandare memoria di questo particolare è un ulteriore strumento per poter colmare in futuro eventuali lacune informative o documentarie poiché il dispositivo del documento di concessione può essere ricavato, spesso in modo piuttosto preciso, dal documento che ingiunge al *conservator* di esercitare la vigilanza sulla disposizione superiore.

Nel testo della ricognizione infine Iacopo dà, come s'è visto, delle disposizioni su come trattare il materiale documentario: per la gran parte dei documenti relativi a controversie o fatti inerenti alla comunità genovese nei regni crociati, oltre a indicare di redigere le consuete copie da inserire negli opportuni *armaria*, dispone che ulteriori copie siano inviate *ultramare*, riconoscendo quindi implicitamente l'esistenza, o forse la necessità, di analoghe strutture archivistiche nelle comunità genovesi d'oltremare.

La natura eccezionale della fonte considerata presenta un rovescio: illuminando un contesto preciso e delimitato non ci permette di dire quasi nulla sui reali sviluppi della vicenda archivistica di Iacopo. Non sappiamo se quanto giunto dalla Curia romana abbia in qualche misura soddisfatto le aspettative dell'archivista, né se l'ordinamento intrapreso sia stato portato a termine per intero, né se parte della documentazione fu inviata - come previsto - in Oltremare. Dobbiamo quindi accontentarci di ciò che riusciamo a capire sul significato di vuoto documentario e, più in generale, sulla natura e sulla funzione dell'archivio dal punto di vista di uno storico e archivista medievale; ma in fondo forse non è poi così poco.

Stefano GARDINI, Archivio di Stato di Genova,
stefano.gardini@beniculturali.it

Valentina RUZZIN, Università di Genova
valentina.ruzzin@unige.it

¹ Sono stati dirimenti per la comprensione di questo aspetto i repertori di Jaffé, P., e Potthast, A., *Regesta Pontificum Romanorum*, voll. 4, Berlino, 1851-1875.

² Nella documentazione considerata compaiono in questa veste il priore di S. Croce in Acri, l'arcivescovo di Genova, il vescovo di Noli.

L'HISTOIRE RÉCENTE DE LA SUISSE SOUmise AUX « TROUS DE MÉMOIRE »

Gilbert COUTAZ

A travers quatre scandales, autant politiques que moraux, qui ont marqué l'histoire récente de la Suisse: affaire des fiches ; rôle de la Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale; internement administratif et enfants victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance et de placements familiaux, l'auteur s'interroge sur les contours des « trous d'archives » et les « trous de mémoire ». Ils ne s'expliquent pas tous de la même façon et reflètent cette tension permanente dans les politiques d'évaluation, entre le tout conserver et le tout éliminer. L'archiviste qui a la responsabilité encombrante de constituer la mémoire du lieu où il évolue sait qu'il doit sélectionner avec tri, que la mémoire est nécessairement fragmentaire et que nous serons ce que nous conserverons. Mémoire et oubli ne s'opposent pas, la première étant en interaction avec l'autre. Au cœur de la démarche, l'archivage est un préalable au bon fonctionnement de la société.

La storia recente della Svizzera e le « lacune della memoria »

L'autore si interroga sui confini delle lacune degli archivi e delle lacune della memoria, attraverso l'analisi di quattro scandali, sia politici sia morali, che hanno segnato la storia recente della Svizzera : l'affaire delle schedature ; il ruolo della Svizzera durante la Seconda Guerra Mondiale ; gli internamenti amministrativi e i bambini vittime di misure coercitive a fini di assistenza e di affidamento familiare. Questi casi non si spiegano tutti nello stesso modo e riflettono quella tensione permanente nelle politiche di selezione, tra conservare tutto ed eliminare tutto. L'archivista che ha la gravosa responsabilità di costituire la memoria del luogo in cui opera, sa che deve selezionare con scarto parziale, che la memoria è necessariamente frammentaria e che noi saremo ciò che conserveremo. Memoria e oblio non si oppongono, essendo la prima in interazione con l'altro. Al cuore della questione, l'archiviazione risulta essere un presupposto per il buon funzionamento della società.

L'image de la Suisse, fortement écornée

« La Suisse est connue à la fois comme le pays des banques, comme une terre d'asile, comme une nation « propre en ordre », comme un État préservé des invasions pendant les deux guerres mondiales. Ces caractéristiques sont-elles des stéréotypes? Dans quelle mesure correspondent-elles à la réalité historique? Est-ce qu'elles constituent des mythes? En fait, la complexité des problèmes soulevés tient à la nécessité de distinguer entre les images que la Suisse veut donner d'elle-même et les processus tels que les historiens qu'ils soient suisses ou non, les analysent. De plus, la continuité institutionnelle et la stabilité politique qui caractérisent la Suisse au XX^e siècle ne favorisent pas les débats et les interrogations qui peuvent survenir dans d'autres pays lors de la chute d'un régime politique ou lors de crises profondes »¹.

Quatre événements majeurs de la mémoire collective de la Suisse ont marqué les années 1990 à 2019: l'affaire des fiches de la police fédérale, en 1989; le rôle de la Suisse durant la Seconde guerre mondiale, en 1995; les internements administratifs et les enfants victimes de mesures coercitives à des fins d'assistance et de placements extrafamiliaux, en 2010 et en 2013. Ces polémiques s'expliquent par des « trous d'archives » et des « trous de mémoire ». Elles renvoient à des dossiers de la honte.

¹ Perrenoud, M., « La Suisse, les Suisses, la Neutralité et le III^e Reich », dans *Revue de la Shoah*, 203, 2015/2, p. 51.

Dans ce contexte inédit, la communauté des archivistes suisses, en particulier les archivistes cantonaux, n'a jamais été autant interpellée dans les débats de société. Elle s'est entendue sur des unités de doctrine et a surmonté les obstacles du fédéralisme et du plurilinguisme. Sans sa collaboration, la recherche historique n'aurait pas pu être approfondie ni systématisée. L'examen des postures aux niveaux national et cantonal (en fait, celui du Canton de Vaud) nous permettra de contextualiser les « trous d'archives » et les « trous de Mémoire » dont l'interprétation n'est pas uniforme et trouve des échos lointains¹.

L'affaire des fiches, dérive d'un état démocratique

En novembre 1989, Moritz Leuenberger, président de la Commission d'enquête parlementaire, annonce la découverte au Ministère public de la Confédération, de 900 000 fiches, établies sans base légale, sur des citoyens suisses et des résidents étrangers soupçonnés, surtout les milieux de gauche, d'être dangereux pour la sécurité du pays. Au regard de la population suisse, cela représente la surveillance de 15% des habitants, à savoir un Suisse sur 24 et un étranger sur trois².

L'onde de choc a des effets ravageurs: manifestations citoyennes; réorganisation du Département de justice et police; mise sous contrôle de la banque de données relative à la protection de l'État; lancement d'une initiative « SOS - pour une Suisse sans police fouineuse » et adoption de la première loi fédérale sur l'archivage (26 juin 1998)³.

L'arrêté fédéral du 23 octobre 1991 sur la destruction de la totalité des fiches du Ministère public est combattu par les historiens et les archivistes qui accusent le Conseil fédéral de révisionnisme⁴ et de négation des besoins de la recherche et de la mémoire⁵. « En détruisant les dossiers, on ne tirerait pas un trait; on alimenterait un mythe »⁶. Les conserver, c'est disposer d'un garde-fou à toute dérive de l'État de droit, c'est comprendre les faits⁷.

Les chambres fédérales décident, le 11 juin 1992, le transfert intégral des dossiers aux Archives fédérales suisses, dont la consultation, dans un cadre juridique strict, fut sollicitée par plus de 300 000 citoyens fichés.

Dans le cas présent, les « trous d'archives », souhaités initialement par la classe politique, vont de pair avec les « trous de Mémoire ». Pour couper court à la virulence du débat, il valait mieux, selon elle, privilégier les oubliettes et le vide, ce qui n'était pas compatible avec le devoir de mémoire.

¹ Comment qualifier la situation du Pacte fédéral d'août 1291, dont l'existence a été ignorée durant plusieurs siècles, avant qu'au détour d'un inventaire des archives du canton de Schwytz de 1758 il soit repéré et s'impose comme l'acte de naissance de la Suisse?

² 6 673 850 habitants dont 5 607 711 Suisses et 1 057 139 Etrangers.

³ *24heures*, 25 mai 1998, p. 9.

⁴ *Le Nouveau Quotidien*, 24 octobre 1991, p. 9. Voir également *Journal de Genève et Gazette de Lausanne*, 28 octobre 1991, p. 15.

⁵ *Le Nouveau Quotidien*, 15 février 1992, p. 10.

⁶ Georges Kreis, dans *Journal de Genève*, 4 mars 1992, p. 2.

⁷ Büschi, M., « Fichert und archiviert. Die Staatsschutz-Akten des Bundes 1960-1990, dans *Studien und Quellen*, 24, 1998, S. 319-380 et Zwicker, J., « Von der Fichenaffäre zur Bergierkommission. Legitimation und Selbstverständnis von Archiven in der Schweiz 1990-2000 », dans *Studien und Quellen*, 27, 2001, S. 233-248.

Name:	Pomeranz	richtig alias	Nr.	C.16.981.
Vorname:	Samuel	Eltern:	d. Josef u. d. Julia geb. Orbeck	
Geburt:	11.3. 1910 in Basel	Heimat:	Embrach	
Beruf:	Kaufmann, Schmied	Zivilstand:	Ehemann der Maria Molist 1911 von Spanien	
Wohnort:	z.Zt. im Fort Savatan in Haft. Z. Urlich 8, Dufourstr. 36 b. Weibel Letzigraben 4, Zürich 9			
Bemerkungen:	San. Soldat Mitr. Kp. IV/63.			

Akten	Datum	Gegenstand
C.16.981.	24.7.39.	v.EMD: Urteil des Div.Ger.6. Wegen unerlaubtem Eintritt in den spanische Kriegsdienst und wiederholte Dienstversäumnis (WK 1935/36/37/38), verurteilt zu 6 Monaten Militärgefängnis, abzügl. 8 Tage Untersuchungshaft, 3 Jahren Einstellung im Aktivbürgerrecht und Fr. 70.- Kosten. Se-
C.8.248/1	10. 6.41	v.J. & Pol.dept.Genf: Aus Haussuchung bei Nicole. Auf Liste der "Correspondants membres de la FSS". Kd
C.16.981	21.8.42	v.MD Zürich: Erhebungen über F. ergaben, dass er sehr viel nach Frankreich reise nach Luc-en-Diois (Drôme) um angeblich dort seine Frau zu besuchen. Illegale Tätigkeit konnte keine festgestellt werden. He/Fa/14
C.16.981	5.1.48	v.OMD: Überweisung: Rapport betr. Schlatter Emil 10 und F. He wird vermutet, dass die beiden, von Smolinski Estranislav in Deutschland für seine Regierung angeworbene Techniker in die Schweiz schuggeln und auf dem argentinischen Ho- zulst die erforderlichen Papiere für deren Weiterreise besorgen. Sch/He/30
	10.1.48	a.MD Zürich: Senden Fotokopie obigen Berichtes z.K. & weiteren Behandlung. He/11
	1.3.48	v.do: Bericht und Abklärung in obgen. Angelegenheit. Scheint sich um eine legale Rückführung von argentinischen Staatsangehörigen nach Argentinien zu handeln. He/Sch/3

N° de dossier : renvoie à un dossier dont le titre porte le nom de la personne ou de l'organisme enregistré.

Contenu (regist) des documents individuels enregistrés.

N° de dossier : renvoie à un dossier sur la personne, l'organisation ou l'affaire, dans lequel le document correspondant a été archivé.

Date des documents individuels enregistrés.

Illustration n° 1 : le fac-similé ci-dessus concerne un document librement consultable, dont le délai de prescription est écoulé (Archives fédérales suisses, fCH-BAR#E4320-01C#1990/134, volume 129).

Le rôle ambigu de la Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale

Au moment de fêter les 50 ans de la démobilisation, en 1995, la Suisse est attaquée par des lobbys juifs et américains pour des opérations politiques et monétaires douteuses et pour les concessions faites à l'Allemagne en dépit de sa neutralité. La polémique devient planétaire quand on apprend que l'Union de banques suisses, un des leaders financiers mondiaux, avait délibérément pilonné des lots d'archives pour échapper aux investigations des chercheurs. Forcé dans ses ultimes retranchements, le Conseil fédéral charge la Commission Bergier, du nom de son président, Jean-François Bergier (1931-2009), de faire la lumière sur la période; il exige l'ouverture large des archives publiques et privées.

En fait, les réalités enfouies en 1945 sont révélées brutalement à la génération de la Mob(ilisation), célébrée pour son courage et sa volonté d'empêcher l'occupation de la patrie, avec pour guide la figure iconique du général Henri Guisan (1870-1960). L'histoire officielle avait propagé un discours lisse des années de guerre, occultant les écrits critiques.

La posture des archivistes sur le plan national

Appelés à se joindre à la recherche, les archivistes cantonaux se sont trouvés contrariés par les pertes constatées dans les fonds d'archives. Seules les Archives de l'État de Genève disposaient d'archives complètes, en fait celles recueillies à l'Arrondissement territorial de Genève en relation avec l'accueil et le refoulement des réfugiés se présentant le long de la frontière genevoise avec la France¹.

Dans un contexte tendu entre « trous d'archives » et « trous de mémoire », l'Association des archivistes suisses et les Archives fédérales suisses décident, le 17 mai 2000, la publication sans complaisance d'un état des lieux au niveau national²:

« La politique du refuge menée par les autorités suisses durant la Seconde guerre mondiale (...) a ébranlé de nombreuses convictions historiques et a amené à reconsidérer cette période en profondeur. Elle a pris une tournure polémique et financière quand il s'est agi de considérer le refoulement de nombreux réfugiés en particulier des Juifs. (...)

Livrer l'état des fonds d'archives canton par canton, c'est à leurs yeux faire œuvre de transparence et de témoignage. (...)

La mémoire écrite relative à la Seconde guerre mondiale est partielle (dans plusieurs cantons, elle est modeste, voire absente), dispersée et inventoriée de manière incomplète. Le poids des archives dans les institutions officielles a été généralement sous-estimé et déprécié, lors des reproches qui ont entouré l'examen des décisions des milieux politiques, bancaires, judiciaires et religieux durant les années 1933 à 1945. L'urgence de rendre des réponses a interdit des recherches longues, la préférence donnée à l'impression générale ou dominante a souvent empêché l'étude détaillée de masses d'archives. C'est sans doute pour ces raisons que les journalistes et les politiques se sont exprimés avant les historiens et les archivistes. Qui plus est, les archivistes ont été parfois réduits à leurs missions de serviteurs de l'autorité et de pourvoyeurs de documents qui, dans la plupart des cas, n'étaient pas encore arrivés dans leur institution ou n'étaient pas encore analysés. La presse a relevé les lacunes dans des séquences documentaires, les difficultés à pouvoir les exploiter et l'insuffisance des instruments de recherche. C'est souvent pris dans la tourmente des intérêts divergents entre les autorités et les citoyens que les archivistes ont dû préparer des réponses et fournir des rapports dont ils connaissaient parfaitement les limites et les déficiences. (...)

La présente publication (...) permet de réinscrire l'archiviste et les dépôts d'archives dans le débat et de leur accorder la place qu'ils auraient toujours dû occuper dans toute réflexion qui fait appel à la Mémoire. (...) La mémoire d'un canton (dans un système fédéraliste, il faut veiller à toutes les composantes du pouvoir et aux

¹ Site des Archives de l'État de Genève: <https://ge.ch/archives/publications/refugies-1939-1945> [dernière consultation le 03.03.2020].

² *Flüchtlingsakten 1930-1950 II. Dossier de réfugiés 1930-1950 II Documenti sui rifugiati 1930-1950. Systematische Übersicht zu den Beständen in den Archiven der Kantone de Schweiz und im Liechtensteinischen Landesarchiv. Etat systématique des fonds d'archives des cantons suisses et de la Principauté du Liechtenstein. Sommario sistematico dei fondi negli archivi cantonali della Svizzera et nell'Archivio Nazionale del Liechtenstein* Herausgegeben von/Publié par/Publicato da, Berne : Association des archivistes suisses, Archives fédérales suisses, 2001, vol. 2, p. 10-11.

différents niveaux qui le caractérisent) doit être une mission permanente et naturelle; elle ne peut pas se contenter de coups de boutoir et de pressions momentanées, mais doit pouvoir s'appuyer sur un personnel compétent et suffisant ».

Le directeur des Archives fédérales suisses

Le président de l'Association
des archivistes suisses

Christoph Graf

Gilbert Coutaz

Le 22 mars 2002, la Commission Bergier rend un total de 25 études réparties en autant de volumes, pour un total d'environ 11 000 pages. Un rapport final sous forme de synthèse est produit à l'issue des travaux¹. Les résultats vont déclencher les passions et susciter anathèmes et idéologies, contestation des affirmations des historiens et des chiffres du refoulement des Juifs. Dix ans plus tard, on veilla à ne pas raviver le débat.

A l'évidence, l'effort de mémoire laissa un goût d'inachevé. Des « trous d'archives » ont été délibérément provoqués².

Les « trous d'archives » du passé vaudois

La presse s'emporte, en 1997, quand le Conseil d'État annonce l'absence dans ses services des dossiers des juifs refoulés à la frontière du canton et de la Suisse. A titre d'exemple, l'édition de *24heures* du 21-22 juin 1997 : « Comment a-t-on pu faire disparaître de précieux documents sur le passé du canton de Vaud pendant la guerre »? (Illustration n° 3) et celle qui suit du *Journal de Genève et Gazette de Lausanne* du 20 juin 1997, accompagnée d'une manchette « Trous dans les archives vaudoises: le désordre mis en cause » (Illustration n° 2).



Illustration n° 2

¹ Site de la Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale: <https://www.uek.ch/fr/> [dernière consultation le 03.03.2020].

² Boschetti, P., *Les Suisses et les nazis : le rapport Bergier pour tous*, Carouge, Zoé, 2015, 219 p.

Des réfugiés juifs ont-ils été spoliés par le canton? Vaud mandate un historien pour fouiller son passé

André Lasserre dirigera une recherche sur l'attitude des autorités vaudoises vis-à-vis des réfugiés victimes du nazisme. Les garanties réclamées par l'Etat ont-elles été restituées à leurs propriétaires? Et pourquoi les dossiers nominatifs de la police cantonale des étrangers pour les années 1939 à 1950 ont-ils été épurés?

Avant et au cours de la Seconde Guerre mondiale, les réfugiés «tolérés» dans le canton de Vaud étaient tenus de verser une garantie auprès d'une banque. Cette obligation légale devait couvrir d'éventuels frais pour la collectivité causés par leur séjour. Ces dépôts, confiés neuf fois sur dix à la Banque Cantonale Vaudoise (BCV), ont-ils été restitués à leurs propriétaires après la guerre? Que sont devenus ces fonds réclamés par l'Etat à titre de caution?

Ces questions, posées en février dernier par le député socialiste Martial Gottraux, sont à l'origine du vaste exercice de mémoire auquel le canton de Vaud va se risquer. Jeudi, le Conseil d'Etat a annoncé qu'il mandate l'historien André Lasserre pour faire toute la lumière sur cette tranche du passé du canton.

Professeur d'histoire de l'Université de Lausanne aujourd'hui à la retraite, ce spécialiste de la question des réfugiés durant les années sombres travaillera en étroite collaboration avec tous les instruments mis en place au niveau national – la Commission Bergier, la Commission Volcker et la task force. Une nouvelle page de l'affaire des fonds juifs en desherence s'ouvre. Vaud devient le premier canton à déclencher une action de transparence d'envergure sur son attitude envers les réfugiés victimes du nazisme.

Le Gouvernement vaudois se jette à l'eau parce qu'il n'est pas pleinement rassuré par les résultats tout frais des premières recherches qu'il a réclamées. Identifiées jusqu'en 1938, les montants non réclamés sur ces dépôts semblent modestes. En date du 17 février 1938, une liste nominative mentionne 50 détenteurs de comptes pour un montant total de 5502 fr. 53. Mais un doute subsiste sur le sort des dépôts ouverts durant toute la période de la guerre, dès 1939. Des lacunes ont en effet été constatées dans les archives de la police cantonale des étrangers pour les années 1939 à 1950. Les dossiers nominatifs de cette période ont tous disparu. L'hypothèse que les sommes en jeu sont dérisoires paraît la plus vraisemblable: le 28 février 1948, la BCV déclarait au Bureau de po-



En application d'une loi de 1931, les réfugiés admis à séjourner provisoirement dans le canton de Vaud devaient verser une garantie dans une banque.

Le mépris du passé explique-t-il le trou des archives vaudoises?

Des archives remontant aux années de la guerre ont été détruites. La tentation est grande d'attribuer cet acte à la malveillance d'une hiérarchie trop zélée. Il ne faut pas préjuger des résultats de l'enquête que mènera André Lasserre, notamment sur le trou chronologique de 1939 à 1950 qui apparaît dans les dossiers personnels de la police des étrangers. Néanmoins, il se pourrait que cette lacune résulte du hasard et du mépris pour les archives.

Hasard tout d'abord. Une règle interne à la police des étrangers donne trente-cinq ans comme limite de conservation des documents après la clôture. En 1973, soit trente-cinq ans après 1938, un chef de service de la police des étrangers décide de confier aux archives cantonales les

dossiers libérés. Ce sauvetage isolé explique pourquoi seuls les documents d'avant 1939 sont préservés.

Après 1973, la destruction s'est faite massive. Les successeurs de ce chef de service se montraient sans doute plus soucieux d'être efficaces que de préserver la mémoire collective. C'est probablement sans arrière-pensée qu'ils n'ont pas respecté la directive de 1958 enjoignant aux administrations de ne pas détruire d'archives sans l'aval de l'archiviste cantonal. S'étant aperçu de cet état de fait en 1992, l'archiviste cantonal de l'époque avait réglé les choses «à la vaudoise»: on tirait un trait sur le passé, et dorénavant seraient préservés les papiers intéressants, mais le mal était fait. L'actuel archiviste cantonal Gilbert Coutaz résume la situation d'avant 1992: «La

contradiction entre l'utilité administrative des archives et leur valeur historique est permanente.»

Le Service de la police des étrangers dispose pour ces archives d'un local de 10 mètres sur 10. Il devint trop exigü quand, entre 1989 et 1992, ce service a dû faire face à un afflux d'étrangers. Une personne qui a travaillé trois mois à cette époque aux archives de la police des étrangers témoigne: «Nous sélectionnions les dossiers d'immigrés qui étaient décédés ou qui avaient quitté le territoire, et ne conservions que leur nom, des dates et le type de permis qu'ils avaient obtenu. Le reste allait à l'Usine d'incinération de Lausanne. La seule motivation consistait à faire de la place pour les nouveaux dossiers. Peu auparavant, la technique était plus expéditive; la

consigne était de ne conserver que la fourme du dossier sur lequel figurait seulement un numéro.»

A l'époque, ce témoin a remarqué trois cartons sur lesquels était inscrite la mention «Juifs». Aucun n'a été détruit, puisque Gilbert Coutaz les a aujourd'hui en sa possession. Il s'agit de quelques dizaines de dossiers d'étrangers de confession juive, dont certains sont arrivés pendant la guerre. Il s'agit, semble-t-il, toujours d'immigrés qui sont restés en Suisse pendant de longues années. Dans ce fichier ne figurent pas de réfugiés reconduits à la frontière. Mieux qu'une destruction volontaire d'indices gênants, la logique qui conduisait jusqu'en 1992 à se débarrasser des dossiers personnels périmés expliquerait cette absence.

Justin Favrod

lice des étrangers être en possession d'un montant de 22/6 fr. 50 comme solde final des dépôts de garantie abandonnés.

Outre qu'elle rend l'analyse partielle, la perte d'archives constata l'existence du Conseil d'Etat. L'événement, il parle d'épuration drastique, sans aucune mesure avec les éliminations administratives normales d'avant 1950. Les investigations récentes des Archives cantonales pour comprendre ce trou n'ont débouché sur rien. Ni les motifs, ni les auteurs de la décision d'épuration n'ont été retrouvés (lire ci-dessus).

Le gouvernement veut donc en avoir le cœur net. Il compte sur les recherches que mènera André Lasserre pour dissiper le flou entourant ces dépôts et la disparition des archives de la police des étrangers. «Même si les montants en jeu sont faibles, c'est une question de principe», a assuré jeudi le président du Conseil d'Etat, Charles Favre.

Plus qu'un problème bancaire, c'est celui de l'Etat, estime le gouvernement. Le canton décidait en effet du principe d'une garantie, et, semble-t-il, le Conseil d'Etat du montant de la caution: environ 2000 francs de l'époque pour une personne seule; peut-être beaucoup plus pour des cas particuliers. Et ce n'est qu'avec l'autorisation de l'Etat que ces dépôts pouvaient être restitués. C'est enfin le canton qui encaissait chaque année un pourcentage sur les dépôts.

Cette plongée dans le passé du canton de Vaud revêt par ailleurs un intérêt spécifique, comme l'a souligné jeudi l'historien et chef des Archives cantonales, Gilbert Coutaz. Il y a d'abord la position frontalière du canton de Vaud. Ensuite sa représentation de choix, à l'époque considérée, dans les hautes sphères fédérales, avec notamment le conseiller fédéral Marcel Pilet-Golaz et le général de l'armée suisse Henri Guisan. Les autorités vaudoises ont-elles été spécialement influencées par la Bernese fédérale? Des tensions ont-elles existé entre les administrations vaudoise et fédérale? Le résultat des recherches d'André Lasserre est d'ores et déjà très attendu.

François Modoux

Illustration n° 3

Le 6 octobre 1997, le professeur André Lasserre (1927-2010) remet un premier rapport au Conseil d'Etat. «On ne trouve aucune trace écrite permettant de connaître avec certitude le destin des archives relatives aux réfugiés de la 2^e guerre mondiale dans le canton de Vaud; le nombre de dossiers détruits ne peut être fixé avec précision pour l'instant; il est vraisemblable que les dossiers des réfugiés aient été détruits à l'Office cantonal des étrangers en 1988 ou 1989 "par le hasard d'épurations manquant de rigueur" ». Après plusieurs aménagements, le rapport officiel est livré au public, les 5 juillet 2000.

Le Conseil d'Etat exprime à cette occasion ses regrets sur les agissements antisémites et l'usage du timbre discriminatoire «J» apposé sur les dossiers de Juifs par les services du gouvernement d'alors¹. Dans ces temps durs, caractérisés par la crise économique, les menaces de guerre et l'inquiétante ambiance des années de conflit, cette politique (des autorités vaudoises) a contribué à

¹ Lasserre, A., et sous sa direction, Droz L. et Gardiol, N., *La politique vaudoise envers les réfugiés victimes du nazisme, 1933 à 1945*, Rapport présenté en juin 2000 au Conseil d'Etat du canton de Vaud en exécution de son mandat du 18 juin 1997, 287 p. Voir également Narbel, N., *Un ouragan de prudence. Les Eglises protestantes vaudoises et les réfugiés victimes du nazisme (1933-1949)*, Préface d'André Lasserre, Genève, Labor et Fides, 2003, 211 p. et ACV, SB 108 (Groupe André Lasserre: la politique vaudoise envers les réfugiés, 1933-1945), doté d'un inventaire, consultable en ligne, <http://www.davel.vd.ch/detail.aspx?ID=62599> [dernière consultation le 03/03/2020].

bouleverser le destin de personnes innocentes et a alourdi considérablement les souffrances et les inquiétudes de tous ceux qui avaient espéré trouver en Suisse un asile accueillant. Le Conseil d'État compatit aux souffrances qui ont pu en résulter. Il tient à exprimer à toutes ces personnes, à elles et à leurs descendants, sa profonde tristesse et ses regrets¹.

L'enquête administrative conclut à un non-lieu, tout en relevant la négligence et le manque de directives de la part des Archives cantonales vaudoises (ci-après ACV). Désordre et incurie des services sont stigmatisés. L'entrée en fonction du nouveau directeur des ACV, le 1^{er} octobre 1995, est rapidement suivie d'une enquête systématique sur l'archivage dans l'administration cantonale dont les résultats intermédiaires sont adoptés par le Conseil d'État, le 25 février 1998. Le constat est sans appel: « L'État a mal à sa Mémoire »².

Deux mesures sont prises dans la foulée. Le Conseil d'État offre, en 1999, à la Fondation Yad Vashem le microfilmage de 15'000 fiches déposées aux ACV. Par arrêté du 13 août 2001, il réaffirme l'interdiction d'éliminer sans l'autorisation exclusive du directeur des ACV.

Absence de politique d'archivage, déficit d'inventaires, négligence, ignorance, insuffisances de ressources, retards historiographiques expliquent les « trous d'archives », conséquemment, les « trous de Mémoire », des années de la guerre 1939-1945, en Suisse.

Deux grands scandales sociaux: internement administratif et enfants victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance et de placements familiaux (ci-après EMCFA). Imposer de gré ou de force les bonnes mœurs, la morale, l'ordre et la sécurité publics constituaient des objectifs politiques, religieux et sociétaux prioritaires dans la majorité des pays européens, dont la Suisse, pendant les trois premiers quarts du XX^e siècle. Ces mesures ont provoqué

- d'une part, l'internement administratif de 60 000 personnes: alcooliques, malades mentaux, prostituées, coupables d'inconduite ou encore fainéantes;
- d'autre part, les placements extrafamiliaux de 12 000 à 25 000 enfants dans des institutions et des familles.

A l'occasion de manifestations commémoratives, le 10 septembre 2010 et le 11 avril 2013, les autorités fédérales ont reconnu leurs responsabilités dans deux plus grands scandales sociaux de l'histoire contemporaine de la Suisse: l'internement administratif et EMCFA. A la suite de l'adoption de la loi fédérale du 30 septembre 2016 qui leur est entièrement consacrée, les EMCFA étaient invitées à faire rechercher par les Archives cantonales les documents sur leur enfance pour obtenir la contribution de solidarité³.

¹ <https://www.vd.ch/toutes-les-actualites/communiqués-de-presse/detail/communiqué/rapport-sur-la-politique-vaudoise-envers-les-refugies-victimes-du-nazisme-le-conseil-detat-exprim/> [dernière consultation le 03/03/2020].

² Coutaz, G., « Enquête systématique sur l'archivage dans l'administration cantonale vaudoise », dossier thématique 1998, consultable sous https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/chancellerie/ACV/fichiers_pdf/dossier-thematique/Dossier-thematique-1998.pdf [dernière consultation le 03/03/2020].

³ Le délai de dépôt des demandes d'octroi d'une contribution de solidarité a été abrogé, le 12 février 2020, par le Conseil fédéral.

La posture des archivistes sur le plan national

La Conférence des directrices et directeurs d'Archives suisses (CDA), qui forme depuis 1994 une section de l'Association des archivistes suisses, s'est unanimement mobilisée pour répondre aux demandes des victimes et favoriser les travaux scientifiques. Elle est cosignataire du *Rapport et propositions de la Table ronde pour EMCFA avant 1981*, rendu le 1er juillet 2014¹. Ses auteurs proposent dans le domaine des archives:

« 3.1. Que les Archives cantonales continuent de sensibiliser et à soutenir les archives communales et privées, en particulier religieuses, dans le domaine de la gestion et de la conservation des dossiers, ainsi que de l'exercice des droits de consultation. Les responsables d'archives qui ne sont pas encore accessibles garantissent aux personnes concernées le droit de consulter leurs dossiers.

3.2 De poursuivre la pratique actuelle de mention des désaccords et encourager les collaborateurs des archives à continuer d'aider les personnes concernées à signaler leur désaccord et à formuler une version correcte à leurs yeux.

3.3 De reprendre les dispositions sur l'archivage de la loi sur la réhabilitation, sous une forme appropriée, dans la future base légale qui englobera tous les groupes de victimes ».

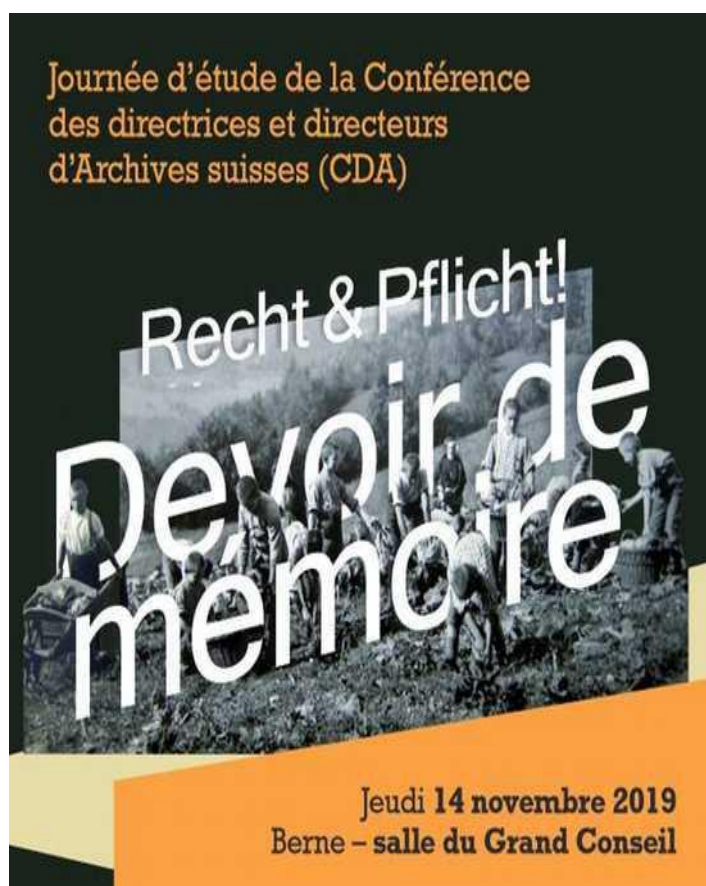


Illustration n° 4 : papillon d'invitation de la Journée du 14 novembre 2019

¹ Voir le site du délégué fédéral aux victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance, http://www.fuersorgerischezwangsmassnahmen.ch/pdf/RT_Bericht_Vorschlaege_fr.pdf— [dernière consultation le 03.03.2020].

La CDA a organisé une Journée nationale sur le devoir de Mémoire, le 14 novembre 2019, pour présenter et commenter les résultats de son action. 150 personnes y ont participé, plusieurs cantons ont animé, le lendemain, une réflexion¹.

Les demandes de victimes se sont exprimées de manière très inégale entre les cantons. Au 31 décembre 2018, 8000 dossiers ont été délivrés par l'ensemble des Archives cantonales. Les Archives d'État de Berne (1777), celles de Zurich (900) et les ACV (604) ont fourni à elles seules 42% des réponses. Ces chiffres ne recouvrent assurément pas la réalité historique. Un grand nombre de victimes étaient probablement décédées ou ne voulaient pas sortir de leur mutisme. Si toutes les demandes ont reçu une réponse, force est de reconnaître qu'elles n'ont pas pu être toutes documentées, en raison de « trous d'archives »².

Le 5 novembre 2014, une Commission Indépendante d'experts (CIE), soutenue dans les propositions de la Table ronde, est constituée pour réaliser une étude scientifique sur les internements administratifs et autres mesures de coercition ordonnées en Suisse avant 1981. Elle termine son mandat, officiellement le 2 septembre 2019, par la publication d'une série de 10 volumes et la réalisation d'un film organisé autour de dix portraits de victimes³. Selon les études de cas retenus, plusieurs Archives cantonales ont accompagné les travaux de la CIE.

Les initiatives pionnières des autorités vaudoises

A l'origine du mouvement de réhabilitation dès 1982, on trouve la figure militante de Louissette Buchard-Molteni (1933-2004), dont les affres des placements extrafamiliaux à répétition et à travers toute la Suisse, depuis l'âge de 5 ans, débouchent, en 1995, sur la publication d'un livre⁴ et sur les premiers travaux historiques en Suisse, financés par les autorités vaudoises et l'Office fédéral de l'éducation et de la science⁵. Avant les autres, le canton de Vaud octroie des indemnisations aux victimes.

Lors de sa séance du 21 juin 2016, le Grand Conseil accepte le rapport du Conseil d'État répondant aux postulats des députés Jean-Michel Dolivo sur l'internement administratif et Josée Martin sur la sauvegarde des archives des enfances volées. Il rend un hommage solennel aux victimes et s'associe aux excuses des autorités fédérales. Le 27 septembre 2017, le Conseil d'État adopte les conclusions

¹ Les actes ont été publiés au printemps 2020, *Erinnerung - Recht und Pflicht! = Devoir de mémoire*, Schweizerische Archivdirektorinnen- und Archivdirektorenkonferenz (ADK) = Conférence des directrices et directeurs d'archives suisses (CDA), Zürich, Chronos, 120 p.

² Selon les chiffres fournis par les ACV et celles de l'État de Berne, entre 12,9 et 9,5% des demandes n'ont pu être résolues ou ont été renvoyées à d'autres cantons.

³ Voir <https://www.uek-administrative-versorgungen.ch/page-daccueil> [dernière consultation le 03.03.2020].

⁴ *Le tour de Suisse en cage - L'enfance volée de Louissette*, Yens/Morges, Cabédita, 1995, 132 p. Réédition augmentée, Lausanne, Editions d'en bas, 2015, 127 p.

⁵ Bibliographie exhaustive dans: Heller G., Avanzino P., Lacharme C., *Enfance sacrifiée. Témoignages d'enfants placés entre 1930 et 1970*, Lausanne, Haute Ecole de travail social et de la santé, 2005, 144 p. Voir en parallèle les publications au niveau suisse, Germann U., « Die administrative Anstaltsversorgung in der Schweiz im 20. Jahrhundert », dans *infoclio.ch Forschungsbericht*, Bern, 2014, 15 S.

de l'enquête menée par les ACV auprès de 24 institutions qui ont accueilli des placements d'enfants extrafamiliaux: pertes de dossiers de résidents, versements des archives historiques de trois institutions dont les deux plus anciennes du canton, documentées depuis leurs origines : Ecole Fondation Pestalozzi, à Echichens (1827), Serix (1863), à Palézieux- Village, et La Pouponnière et Bon Abri (1923), à Lausanne. Pour prévenir des lacunes, les ACV ont édicté, en 2017, un calendrier de conservation pour les 67 institutions faisant partie de l'Association Vaudoise des Organisations Privées pour Personnes en difficulté (AVOP)¹. Enfin, soucieuses de garder pour la postérité l'ensemble de leurs recherches, elles ont ouvert un fonds d'archives qui sera enrichi des procès-verbaux du Centre LAVI2².

Dans un esprit de solidarité et de devoir de mémoire, les archivistes se sont employés à combler les 4 trous d'archives », partout où cela a été possible, à garantir, là où c'était encore possible, la conservation des dossiers des victimes, et faciliter la récupération par les victimes de parts de leur parcours de vie dont on les avait abusivement spoliés.

Conclusion

Le thème du colloque interpelle sur la manière dont les institutions d'archives se présentent publiquement et conçoivent leurs missions. Que penser de slogans aussi contrastés de deux institutions, géographiquement proches, telles que le Service Bibliothèques & Archives de la Ville de Lausanne (« La Mémoire sans trous ») et les ACV (« La mesure du temps ») ? Toutes deux, confrontées aux défis de l'évaluation, en ont assurément fait le cœur de leur politique d'archivage. Mais leurs interprétations divergent. La première se positionne comme couvrant l'entier du périmètre de la conservation, la seconde laisse entendre que l'ancienneté et l'adéquation de la conservation, avec ses choix, ses sélections avec tri et ses capacités à répondre aux demandes sociétales, s'estiment dans la temporalité.

Longtemps considéré comme un conservateur, l'archiviste se profile désormais comme celui qui sait éliminer. Conserver sans sélectionner n'est pas un travail de mémoire. La découverte du passé est rarement anodine et gratuite, elle se nourrit de preuves et de témoignages. Ceux-ci peuvent faire défaut.

Peut-on pour autant s'accommoder de telles affirmations, partant assumer des lacunes, sans chercher à les combler?

Le consensus professionnel est de considérer que tout document abouti, s'il est une trace probatoire, matérielle ou virtuelle, d'une mission ou d'une activité, n'est pas appelé, au-delà de son premier

¹ Comprendre les fonds N15, N 16 et N 17 dont les inventaires sont consultables en ligne, <http://www.davel.vd.ch/detail.aspx?ID=1146749>; <http://www.davel.vd.ch/detail.aspx?ID=112943> [dernière consultation le 03.03.2020] ; <http://www.davel.vd.ch/detail.aspx?ID=1146491> [dernière consultation le 03.03.2020].

² Inventaire consultable en ligne du fonds SB 326, <http://www.davel.vd.ch/detail.aspx?ID=1283914> [dernière consultation le 03.03.2020].

usage, à être une trace historique, à savoir un document de mémoire et de connaissance. Faut-il voir dans les scandales qui ont secoué récemment l'histoire suisse l'organisation délibérée de l'oubli, les retards historiographiques, le désordre et les lacunes des sources d'archives, l'insuffisance de la sensibilité historique des autorités et de la population, le silence complice des acteurs et des conservateurs de la Mémoire, la faillite des politiques publiques?

De notre point de vue, la « mémoire » ne s'oppose nullement à l'« oubli », « trous de mémoire » à « trous d'archives ». Les deux termes qui forment contraste sont en fait la conservation et l'effacement. La mémoire est toujours et nécessairement une interaction des deux. Au cœur de la démarche, l'archivage est un préalable au bon fonctionnement de la société. Il remplit des fonctions de preuve, d'identité, de témoignage et de mémoire. A l'évidence, la Suisse a eu mal à ses archives, à sa mémoire, et est confrontée désormais au fait que le droit à la mémoire est intangible et imprescriptible.

Nous serons ce que nous conservons, la mémoire étant par définition fragmentaire¹.

Gilbert COUTAZ,
directeur honoraire des Archives cantonales vaudoises
gilbert.coutaz@citycable.ch

¹ Voir *Mut zur Lücke – Zugriff auf das Wesentliche. Methoden und Ansätze archivischer Bewertung / Par-delà les lacunes, l'accès à l'essentiel. Méthode et approches de l'évaluation archivistique*, Schweizerisches Bundesarchiv [Hrsg.], Zürich, Chronos, 2009, 114 S. et Coutaz, G., « Réaffirmer et renforcer le devoir de Mémoire », dans *Erinnerung - Recht und Pflicht! = Devoir de mémoire*, op. cit., S.75-86.

GLI ARCHIVI D'IMPRESA DI AMBITO TESSILE: COLMARE LE LACUNE IN MODO CREATIVO.

Marinella BIANCO et Rosanna COSENTINO

La legge italiana permette alle imprese di eliminare dopo dieci anni tutta la documentazione amministrativa e contabile, ma tutto ciò che concerne la comunicazione e il marketing è sovente eliminato a scadenza molto più breve. In tempi recenti gli imprenditori si sono resi conto dell'utilità degli archivi storici per testimoniare la solidità dell'impresa e riutilizzare soluzioni dimenticate dal pubblico. E' stato dunque richiesto l'aiuto degli archivisti per salvare le tracce ancora esistenti e ricostruire il perduto. Le risorse della creatività comprendono acquisti in antiquariato, sfruttamento di altri archivi pubblici e privati, biblioteche e musei. L'articolo presenta due esempi di lavori del genere per le imprese piemontesi *Tollegno 1900* e *Frette*.

Les archives d'entreprise textile: combler les lacunes de façon créative

La loi italienne permet aux entreprises d'éliminer la documentation administrative et comptable après dix ans, mais tout ce qui concerne la communication et le marketing est souvent éliminé à bien courte échéance. Depuis quelque temps les responsables se sont rendu compte de l'utilité des archives historiques pour témoigner de la solidité de l'entreprise et réutiliser des solutions oubliées par le public. On a donc demandé l'aide des archivistes pour sauver les traces encore existantes et reconstruire ce qui a été perdu. Les ressources de la créativité comprennent les achats chez les magasins d'antiquaire, l'exploitation d'autres archives publiques et privées, des bibliothèques, des musées. L'article présente deux exemples de travaux de ce genre pour les entreprises piémontaises *Tollegno 1900* et *Frette*.

Premessa

É noto e consueto in Italia che le imprese ogni dieci anni eliminino la documentazione amministrativa e contabile poiché ciò è consentito dalla legge. Viene quindi distrutta tutta la documentazione riguardante, per esempio, la corrispondenza con fornitori e clienti, i documenti contabili come fatture o ordini, che pure ricopre una grande importanza nella ricostruzione della storia produttiva di un'azienda. Addirittura viene eliminata quasi immediatamente dopo l'utilizzo la documentazione concernente comunicazione e marketing, sia che si tratti di pubblicità del prodotto sia di materiali espositivi per le fiere o anche di rassegna stampa.

La diretta conseguenza di questa lecita distruzione è che negli archivi aziendali si trovino, troppo spesso, poche tipologie documentarie concernenti le sole carte ritenute importanti nella gestione amministrativa, vale a dire gli atti costitutivi, i bilanci preventivi e i conti consuntivi, i titoli azionari, i documenti sul patrimonio immobiliare e poco altro.

Negli ultimi anni però qualcosa è mutato, probabilmente anche grazie al lavoro fatto dal Ministero per i beni e le attività culturali che circa dieci/quindici anni or sono mise in atto un progetto di censimenti degli archivi d'impresa italiani iniziando un'opera di sensibilizzazione dei privati. Si sta assistendo adesso a un'importante e fondamentale inversione di tendenza rispetto a tale facile distruzione di archivi per la scoperta che la storia, a volte ultracentenaria, di un'azienda rappresenta un asset importante anche utile per incrementare le vendite.

Gli imprenditori hanno finalmente colto l'importanza della narrazione della propria storia e stanno anche imparando che il modo migliore per farlo, il più esaustivo e realistico, è quello di utilizzare i propri archivi.

Sempre più spesso, anche se ancora non sempre, affidano l'arduo compito di recuperare l'archivio aziendale, agli specialisti del settore.

La storia del marchio, oggi comunemente conosciuta anche in Italia con l'inglesismo "brand heritage", non è solo motivo di vanto per quelle aziende che possono dimostrare la loro centenaria esistenza, ma è ormai divenuto uno strumento necessario per far comprendere ai clienti la stabilità di un'azienda e l'eccellenza di un prodotto. Tutti hanno compreso che se un bene resiste sul mercato da tanti anni, a volte da secoli, è valido. Nel caso specifico di un'azienda tessile l'archivio consente di mostrare al mondo che i capi o i tessuti prodotti fin dalla sua nascita sono sempre stati eccellenti, che l'azienda ha lavorato con i grandi nomi della moda, che ha investito in magnifiche pubblicità coinvolgendo importanti fotografi, illustratori, pittori. Tutta questa storia è un fiore all'occhiello che appassiona tutti i compratori e affascina in modo particolare i clienti d'oltre oceano, privi di un passato così ricco e prolungato nel tempo. La si racconta on line o in pubblicazioni e la si chiama "story telling", ma al di là dei modi e dei termini è importante farlo.

Gli imprenditori, come si diceva, stanno anche comprendendo piano piano, che per ottenere un risultato ottimale, in un lavoro d'archivio, devono affidarsi agli specialisti del settore e non agli stagisti che sono in azienda per imparare un altro mestiere. Gli archivisti devono arrivare ad essere conosciuti e riconosciuti al pari dei professionisti di altri settori.

L'archivista professionista, presso un'azienda che intende recuperare e valorizzare l'archivio, si occupa in primo luogo di censire il patrimonio esistente e in seguito di catalogarlo su database e di digitalizzarlo, previa accurata selezione, al fine di attuare un piano di valorizzazione della storia del brand, che si concretizzerà in pagine web, pubblicazioni, realizzazioni di realtà aumentata o virtuale¹, esposizioni, insomma tutto ciò che può mostrare ai clienti, e al mondo, la lunga storia di quell'impresa.

Esiste, però, come già anticipato, un problema che si presenta frequentemente: si tratta della presenza di lacune sia cronologiche sia tipologiche. All'archivista viene dunque anche chiesto di saper integrare, per quanto possibile, queste mancanze; per farlo si deve documentare in modo approfondito e poi immaginare quali siano i possibili vuoti, al fine di ricostituire o forse piuttosto di "ricreare", almeno in parte, l'archivio nella sua interezza.

¹ La AR (augmented reality) consiste nell'arricchimento della percezione sensoriale umana mediante informazioni, in genere manipolate e convogliate elettronicamente, che non sarebbero percepibili con i cinque sensi. La VR (virtual reality) indica invece la realtà simulata.

Possibili metodi per colmare le lacune di un archivio d'impresa

I metodi per ricostruire l'interesse, o quasi, di un archivio sono molti, diversi e, talvolta, creativi. L'inizio del lavoro più semplice e più immediato consiste nel verificare che cosa sia presente, sul mercato reale e su quello online, relativamente all'azienda stessa. Il mercato antiquario è vasto e molto variegato: si inizia a esplorare i mercatini nelle piazze cittadine, che spesso offrono carte storiche quali, per esempio, lettere su carta intestata aziendale, pubblicità, vecchie azioni, fotografie, cartoline e, a volte, il prodotto stesso. Si passa quindi a fare ricerche online: l'e-commerce dell'usato offre le cose più disparate e quindi magari nella ricerca compare un calendario, una pubblicazione, un capo di abbigliamento.

Un altro utile sistema per ritrovare carte, e anche notizie, che integrino la storia aziendale, consiste nel cercare in altri archivi storici. Le realtà collegate all'azienda del cui archivio si vuole colmare le lacune, sono altre aziende, archivi di fotografi o archivi delle fiere campionarie, per esempio. La Fondazione Fiera di Milano possiede un cospicuo archivio storico¹ che costituisce davvero un preziosissimo vivaio cui attingere dal momento che un gran numero tra le più rilevanti aziende storiche parteciparono a quella fiera, anno dopo anno, fin dai primi del Novecento, cioè fin dall'epoca in cui le esposizioni erano l'unico modo per farsi conoscere nel mondo e vendere il proprio prodotto. Oggi le fiere sono comunque ancora importanti nonostante la comunicazione sia totalmente cambiata.

Le biblioteche sono un altro scrigno di informazioni importanti e complementari tra loro, con gli archivi e con altre realtà culturali. Troviamo in esse, per esempio, le collezioni di giornali e riviste spesso digitalizzate che offrono notizie di eventi locali o territoriali; questo significa che, se si è a conoscenza di determinati avvenimenti che possono aver avuto una certa eco in specifiche località, si possono cercare nella rassegna stampa di quella città. Nel caso specifico delle aziende i quotidiani spesso riportano le notizie di eventi locali legati a un certo marchio (ad esempio l'apertura di un negozio), mentre le riviste possono narrare la storia di una certa azienda o di un certo imprenditore. Nelle riviste di settore sono presenti articoli che spiegano la moda della stagione presentando i capi realizzati da un certo marchio e con il tessuto di una certa azienda.

Un'altra interessante parte della storia di un'azienda è costituita dalla pubblicità che porta anche con sé la storia dell'evoluzione del marchio aziendale e correlatamente l'evoluzione della grafica: anche questa la si trova nelle riviste di settore.

Nel caso di aziende di moda o di design, anche i musei possono rivelarsi utili fonti di informazione, quindi diventare oggetto di ricerca e di analisi. Per fare un esempio su tutti, i musei possono conservare un prodotto di moda divenuto iconico nel tempo: un abito di un grande stilista (Armani, Valentino, Dior) o un oggetto (televisore Brionvega, poltrona Frau, vaso Lalique).

¹ <https://www.fondazionefieramilano.it/it/archivio-storico> [ultima consultazione 28/04/2020].

Due casi esemplari di recupero documentario

La società Acta Progetti¹ cura da anni gli archivi di numerose aziende, quali per esempio *Tollegno 1900* e *Frette* di cui si presentano i casi, ma anche Lanerossi (azienda tessile di Schio, in provincia di Vicenza, oggi appartenente al gruppo Marzotto), KBC (stamperia di stoffe tedesca risalente alla metà del XVIII secolo), Vasino (azienda tessile di Chieri, zona di grande produzione manifatturiera in provincia di Torino). La società riordina, digitalizza, valorizza i documenti e la storia; ha creato e cura i siti dedicati all'archivio e così ha ampliato le proprie competenze e esperienze sugli archivi d'impresa in particolare di ambito tessile. Qui di seguito a titolo esemplificativo di quanto enunciato finora, si presentano due casi specifici.

Caso 1 - Tollegno 1900

L'azienda nasce nel 1862 a Tollegno, piccola località in provincia di Biella da cui prende il nome, inserita in un importante distretto laniero. Il primo nucleo produttivo è costituito dal lanificio Agostinetti e Ferrua; nel 1900 nasce la Filatura di Tollegno e nel 1946 il lanificio e la filatura si fondono dando origine alla Filatura e Tessitura di Tollegno, oggi Tollegno 1900.

La filiera produttiva qui è completa: dal filo per aguglieria e anche per tessuti, alla tintoria, alla tessitura da cui escono tessuti meravigliosi come l'ultimo nato: il 3D Wool.

La filatura dal 1908 ha un prestigioso marchio: Lana Gatto. Nel 1970 acquisisce il lanificio Bevilacqua, azienda lombarda di tessuti femminili che lavora per grandi stilisti.

Oggi sono parte del gruppo anche Ragno, antica azienda valsesiana di intimo e Julipet, azienda bolognese di intimo.

L'archivio² è pressoché intatto, conserva i fondi delle aziende succitate, una grande emeroteca e una biblioteca tematiche.

Le serie complete sono contabili come bilanci, consuntivi, prime note, libri mastri; amministrative quali copialettere, corrispondenza clienti e fornitori; relazioni di viaggio degli agenti di commercio; campionari di filati e di tessuti; campioni di tutte le fascette dei filati e molto altro: un patrimonio inestimabile.

In totale consta di oltre due chilometri di documenti cartacei, duemila campionari circa e ventimila tirelle (campioni grandi di tessuto). Anche qui manca però qualcosa, non per incuria, proprio perché è normale che qualche carta o oggetto qua e là vada perduto.

Una parte relativa alla partecipazione alle fiere campionarie degli anni Trenta è andata distrutta in un incendio nel 1980: in particolare gli allestimenti degli stand, manichini speciali inclusi e fotografie. Per quanto concerne in particolare la partecipazione di Tollegno 1900 alla Fiera di Milano nel 1936 e nel 1937, in archivio sono ancora presenti il carteggio tra l'azienda e la fiera con l'indicazione degli spazi assegnati e i relativi costi, gli incarichi affidati a Filiberto Mateldi, un famoso illustratore milanese dell'epoca, e i suoi i disegni acquerellati degli stand espositivi.

¹ <https://www.archiviotollegno1900.it> [ultima consultazione 28/04/2020].

² <https://www.actaprogetti.it> [ultima consultazione 28/04/2020].

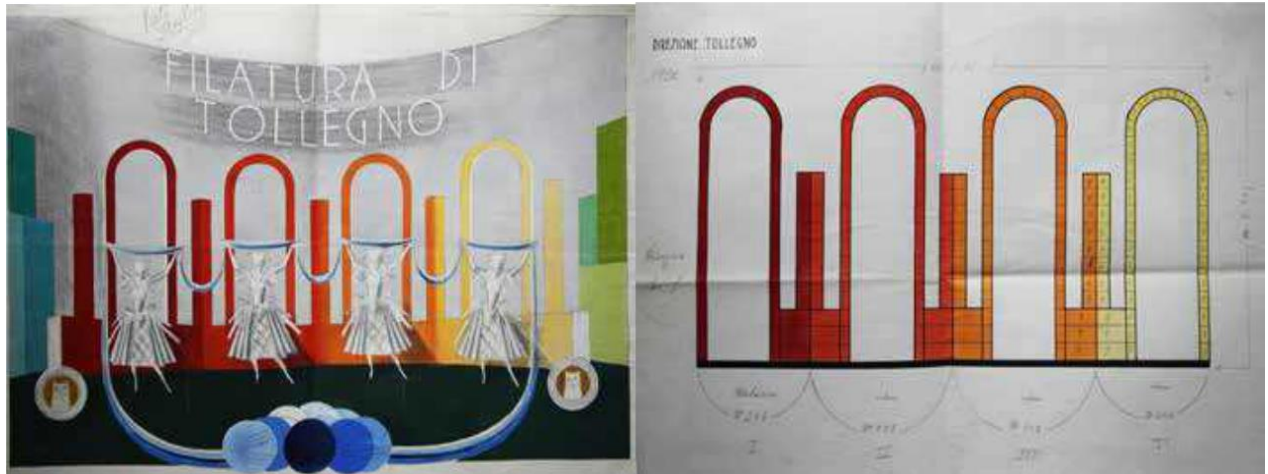


Illustrazione n° 1

Grazie a una ricerca nell'archivio storico della Fondazione Fiera di Milano sono state trovate le immagini di questi due stand e così la Fondazione ha inviato le fotografie in formato JPEG all'archivio della Tollegno. In tal modo sono stati completati i fascicoli relativi alla partecipazione a quella fiera campionaria e si è anche potuto esporre a una fiera attuale, "Filo" a Milano nel 2017, questa antica parte di storia aziendale.

Ma non è sempre tutto così facile. Lo stesso tipo di lacuna, cioè l'assenza di immagini dello stand realizzato presso la Fiera del Levante di Bari, per esempio, non è stata colmata poiché presso questo ente non vi è un archivio storico. Quindi colmare così la mancanza risulta impossibile.

Nelle intenzioni dell'archivio storico Tollegno 1900 c'è quella di continuare questo tipo di ricerche, per esempio, tra poco verrà contattata la Fiera di Lipsia, che nacque anch'essa nei primi anni del Novecento e la Tollegno vi partecipò nel 1937; in archivio ci sono i dépliant, le planimetrie e il carteggio con l'ente fiera.

Chiaro è che solo se si sono conservati gli archivi è possibile colmare le lacune.

Per quanto riguarda altre integrazioni all'archivio, sempre presso la Tollegno 1900 sono conservati alcuni fascicoli concernenti l'apertura di negozi a marchio Lana Gatto in sei grandi città italiane (Bari, Biella, Milano, Napoli, Roma, Trieste); anche in questo caso nei fascicoli è presente il carteggio tra i futuri gestori del negozio, gli incarichi ai falegnami per la realizzazione dei mobili, la corrispondenza relativa alle insegne. Questo ci ha spronato a ricercare negli archivi storici delle testate di quelle stesse città tutte le informazioni possibili concernenti la data delle aperture e eventuali altre notizie, come per esempio l'indirizzo preciso del negozio. Sono stati trovati i trafiletti di questi eventi e si è così scoperto che spesso era previsto anche un dono, consistente in gomitoli di Lana Gatto alle signore presenti all'inaugurazione e in pupazzetti per i loro bambini.

Sulle riviste, come detto, si trova la pubblicità. Si ritrovano intere pagine pubblicitarie dell'azienda in questione complete dei marchi, che spesso mutano negli anni; cercando su tutti i numeri della

stessa rivista, ma anche su tutte le riviste del settore dell'intero Novecento, si trova una miniera di informazioni. La ricerca di pubblicità su un intero secolo consente di ricostruire quindi anche l'evoluzione del brand che di solito muta con il mutare della grafica e delle mode.

Le pubblicità prodotte nel tempo per Tollegno 1900 e trovate fino ad ora non sono certo ancora tutte, eppure questa raccolta ha già portato a due rilevanti risultati: da un lato ha permesso di collegare i tessuti conservati in archivio agli abiti raffigurati sulle riviste e di conseguenza agli stilisti che hanno disegnato tali abiti e che sono citati nelle riviste. Dall'altro ha aiutato a comprendere in che modo si sia evoluta la comunicazione aziendale nei diversi periodi storici.

Gli archivi dei fotografi costituiscono fonti importanti di testimonianze storiche le più diverse, siano essi avvenimenti o manifestazioni locali; purtroppo, però, accade spesso che l'archivio professionale di un fotografo sia andato perduto o se ne siano perse le tracce. In un caso specifico dell'archivio storico Tollegno 1900, si sapeva che dagli anni Cinquanta agli anni Settanta del Novecento l'azienda aveva partecipato alle sfilate di moda maschile a Sanremo (IM) e così venne cercato il fotografo ufficiale di quelle sfilate. Fortuna volle che conservasse un archivio completo e fosse estremamente generoso nel permetterne la consultazione e la riproduzione delle immagini. Sono così venute alla luce meravigliose fotografie di sfilate con modelli che indossavano abiti confezionati dai sarti, spesso napoletani, con i tessuti Tollegno 1900. Non solo le sue fotografie, ma anche i suoi ricordi, permisero di scrivere una importante pagina di storia aziendale. Grazie a tutto ciò uno dei prossimi passi sarà quello di intervistare i sarti. Visitare i loro archivi e ascoltare i loro ricordi forse permetterà di riscrivere un altro pezzo di storia.

I ricordi delle persone portano a parlare della storia orale per il recupero di parti di storia aziendale. Le lacune delle vicende vissute si colmano anche in questo modo, ma certo non ci si deve improvvisare. La storia orale è una disciplina e come tale deve essere trattata.

L'archivio storico Tollegno 1900 ha in programma di condurre interviste periodiche; per ora sono stati intervistati una decina di ex dipendenti tra dirigenti, impiegati e operai. Questo non ha solo arricchito le memorie aziendali di interessanti storie di vita vissuta, come era auspicabile, ma prevedibile; ha anche sorpreso perché molti hanno regalato oggetti e carte che conservavano in casa propria e che erano legati a momenti speciali dell'impresa. Una signora, che gestiva, anni or sono, un negozio aziendale, ha offerto la t-shirt nata dalla collaborazione dell'azienda con lo stilista Moschino, avvenuta negli anni Settanta, che aveva prodotto sia t-shirt sia shopper. In archivio non ce n'era traccia. Una ex impiegata amministrativa ha portato, per l'archivio, la cartolina della manifestazione realizzata in collaborazione con artisti di fama quali per esempio Giò Pomodoro, anche di questo si era persa memoria.

Un ex dirigente ha donato un calendario Lana Gatto del 1950. I calendari costituivano, dagli anni Trenta agli anni Ottanta, un omaggio da dare ai clienti e in archivio sono conservati quasi tutti, ma non tutti. Ecco così colmata la lacuna di una unità in una serie.

Sono anche stati intervistati alcuni appassionati di storia locale e questo ha consentito di ampliare le nostre conoscenze su fatti minori concernenti la vita del paese. Un esempio tra altri riguarda il fatto che il paese di Tollegno avesse, storicamente, una lunga tradizione di narrazioni sui gatti al punto che le maschere locali sono "el gat e la gata" ovvero il gatto e la gatta. La scoperta porta a una supposizione: questo potrebbe anche essere il motivo della creazione del marchio Lana Gatto nel 1908, marchio che raffigura un bel gatto bianco a pelo lungo con gli occhi verdi?

Un appassionato di storia locale, intervistato, ha portato in dono due cartelle colore¹ di filati degli anni Quaranta e Cinquanta e alcune cartoline aziendali, tutto acquistato sui “mercatini”. L’impegno dell’azienda nel costruire l’archivio storico, che le persone venendo in visita possono constatare direttamente, porta spesso a collaborare concretamente. Naturalmente i donatori sono segnalati con nome e cognome, oggetto e data della donazione, nella banca dati dell’archivio, in cui viene schedata l’unità archivistica regalata; sono nominati in segno di doveroso ringraziamento della loro fattiva partecipazione e disponibilità.

Nell’epoca di internet è possibile fare ricerche mirate su una certa azienda semplicemente digitando il suo nome su Google e poi vedere i risultati proposti, che a volte possono essere sorprendenti come quando la ricerca condusse al sito di The Metropolitan Museum of Art di New York², comunemente conosciuto come The Met, e si trovò che lì è conservato un abito disegnato dallo stilista Emanuel Ungaro, realizzato con tessuto LanBe, vale a dire Lanificio Bevilacqua di Verano Brianza (MB), un’azienda di tessuti femminili acquisita nel 1970 da Tollegno 1900. Il tessuto è presente in archivio.

Meno fortuita, ma più mirata fu invece la ricerca condotta presso il sito dell’archivio Vogue (il magazine di alta moda ha l’archivio a disposizione in rete anche se quasi del tutto a pagamento) e anche qui furono trovati abiti di grandi stilisti realizzati con tessuti sia LanBe sia Tollegno 1900, nonostante l’indagine fosse farragिनosa per la mancanza di un’anagrafica corretta.

Caso 2 – Frette

Frette è un’azienda di biancheria per la casa e l’hospitality³ di alta gamma. Nasce a Grenoble nel 1860 e poco dopo apre una sede a Monza (MB), che diventerà presto la sede principale, quando il fondatore Edmond Frette si stabilisce in Italia definitivamente. L’archivio comprende una parte minore di carte amministrative e libri contabili, una parte cospicua di “messe in carta” e campionati tessili, una completa collezione di cataloghi di vendita; anche questo archivio presenta alcune mancanze che si cerca di colmare.

La prima grave lacuna riscontrata in archivio è l’assenza dell’atto costitutivo originale del 1860. Dato che l’azienda, come detto, nacque a Grenoble sarà necessario iniziare dalla Francia la ricerca del documento e verificare che cosa ci possa essere nell’archivio comunale di quel luogo.

Data l’esiguità della parte documentaria amministrativa si cercano e si acquistano, sui siti di e-commerce e sui mercatini di antiquariato, tutte le carte storiche che si riescono a trovare (lettere con carta intestata, pubblicità, titoli azionari, fotografie, cartoline, prodotto...) riguardanti Frette.

Questi canali commerciali sono utili anche per rintracciare i cataloghi di vendita, che essendo molto belli, sono appetibili per il mercato del libro antiquario: l’archivio ne conserva la collezione dal 1887 al 2000, ma alcuni numeri risultavano mancanti e sono stati acquistati on line.

¹ Campionari dei colori dei filati.

² <https://www.metmuseum.org/> [ultima consultazione il 28/04/2020].

³ Si intenda la biancheria per alberghi.

In archivio sono conservati anche alcuni bozzetti preparatori dei cataloghi, disegnati a mano e acquerellati.



Illustrazione n° 2

Sempre a partire dal 1887 sui cataloghi si trova anche la pubblicità che, invece, dagli anni Cinquanta del Novecento si trova solo sulle riviste femminili.

La logica conseguenza del cambiamento del tipo di comunicazione dei prodotti Frette al pubblico, dai cataloghi alle riviste, è stata, per gli archivisti, quella di intraprendere un lavoro di ricerca sulle riviste femminili più in voga in quel periodo quali Mani di Fata, Grazia, Amica etc. e di raccolta digitalizzata delle immagini trovate.

L'azienda a partire dagli anni Trenta inizia ad aprire i suoi negozi nelle città italiane e nelle capitali europee e poi dagli anni Settanta anche nel resto del mondo, soprattutto in grandi città americane e asiatiche. In archivio sono presenti circa trecento fotografie di negozi monomarca Frette, che ne immortalano esterni ed interni; di questa parte di storia però, a differenza della Tollegno 1900, mancano totalmente i documenti, così non si hanno notizie su aperture, gestioni, vendite. Questo, dunque, rappresenta un altro caso in cui la rassegna stampa locale potrà venire in aiuto nelle ricerche.

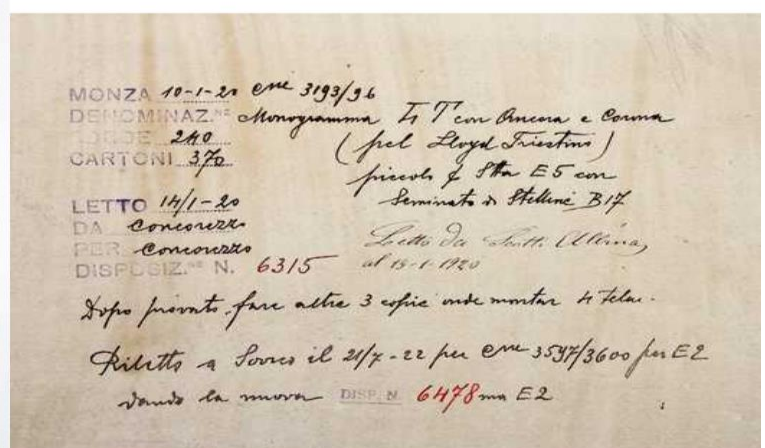
Una mancanza significativa dell'archivio Frette è rappresentata dall'assenza dei fascicoli concernenti i clienti: in questo caso il lavoro di ricerca avviene internamente all'archivio stesso in quanto i nomi dei clienti sono recuperabili direttamente dalle "messe in carta" che servivano per tessere in jacquard la biancheria con i loghi delle ditte o con gli stemmi nobiliari delle grandi casate o, ancora, con gli emblemi delle città, delle ambasciate, degli stati stranieri, degli ordini monastici o militari.

La ricerca e la creazione di un elenco clienti e spesso anche la storia del cliente è importante per l'azienda perché può sia mostrare agli attuali clienti quali meravigliosi lavori la ditta faceva già in precedenza per loro, sia cercare di ricontattare e riconquistare clienti cessati per offrirgli una magnifica opportunità di riavere biancheria di lusso.

Un esempio tra tanti è costituito dalle compagnie delle navi da crociera: ricostruire la storia della compagnia attuale a partire dalla prima che poi è confluita in un'altra e si è unita a un'altra ancora, è difficile, ma utile. Il cliente finale può fregiarsi di loghi che non sapeva neppure di avere. In archivio ci sono le messe in carta del marchio appartenente alla Flotta Lauro degli anni Venti e oggi il marchio appartiene a MSC Crociere. Ancora, nel 1920 Frette vendeva biancheria di lusso alla Compagnia navale Lloyd Triestino (che nasce come Lloyd Austriaco nel 1836, una sezione della Compagnia di assicurazione austriaca nata nel 1833 su modello dei Lloyd di Londra), nel 2006 diviene "Italia Marittima S.p.A." e successivamente entra nell'orbita della multinazionale Evergreen Marine Corporation.



Illustrazioni n° 3 et 4



O, infine, Lloyd Sabaudo che è stata una società di navigazione italiana, nata a Torino nel 1906 e il cui marchio è presente su alcune “messe in carta” dell'archivio Frette; Nel 1932 la società fondendosi con la Cosulich Società Triestina di Navigazione e con Navigazione Generale Italiana, diede vita a Italia Flotte Riunite e anche questi marchi sono presenti in archivio; in parte furono infine assorbite da Tirrenia navigazioni e in parte da Grimaldi Lines.

Il lavoro nell'archivio Frette è ancora lungo, ma darà buoni frutti come è avvenuto per l'archivio Tollegno 1900.

Marinella BIANCO
co-titolare di Acta Progetti
m.bianco@actaprogetti.it

Rosanna COSENTINO
co-titolare di Acta Progetti
r.cosentino@actaprogetti.it

CENTENAIRE DE LA GRANDE GUERRE, LES COLLECTES D'ARCHIVES FAMILIALES : VISION PARTAGEE D'UN BILAN

135

Emmanuelle COMBET

Depuis 2013, les Archives départementales de la Savoie ont participé à plusieurs campagnes de collecte dans le cadre des commémorations du Centenaire.

Pendant cinq ans, le service a accueilli 175 familles et numérisé des milliers de documents. Ceux-ci, majoritairement composés de photographies, de cartes postales, de correspondances et de carnets ont donné naissance à une collection de fichiers numériques sur la thématique. Ce réservoir d'images nous a permis d'envisager une médiation multiforme programmée sur un temps long. Ainsi entre 2013 et 2020, nous avons développé une offre de médiation éclectique et de nouvelles méthodes de travail en matière de communication.

De l'exposition plus classique aux lectures d'archives décalées, en passant par la médiation numérique, cette offre culturelle propose une valorisation multiple des sources à la fois publiques et privés. L'occasion également pour nous de prendre conscience de l'importance de ces collectes sur la compréhension de la période et l'écriture de l'histoire. En effet, face aux lacunes et aux manques constatés dans les fonds publics, les archives collectées sont apparues comme nécessaires voire même incontournables sur certaines thématiques.

Ce projet multiforme a donc permis de bouger les lignes tant en matière d'organisation de travail qu'en relationnel avec un public différent de celui que nous pouvions rencontrer jusqu'à présent.

Centenario della Grande guerra. L'acquisizione di archivi familiari : un bilancio condiviso

A partire dal 2013, gli Archivi dipartimentali della Savoia hanno partecipato a varie campagne di raccolta di fonti nel quadro delle commemorazioni del Centenario.

Durante cinque anni, l'Istituto ha accolto 175 famiglie e digitalizzato migliaia di documenti. La collezione, nata in tal modo, di dossier digitali sul tema è composta in maggioranza di fotografie, cartoline postali, corrispondenze e taccuini. Questo deposito di immagini ha consentito di programmare sui lunghi tempi multiformi attività di valorizzazione. Così, tra il 2013 e il 2020, sono stati sviluppati nuovi metodi di lavoro nel campo della comunicazione e una eclettica offerta mediatica.

Dalla più classica delle mostre alle letture diffuse di archivi, passando per la mediazione digitale, questa offerta culturale propone una valorizzazione multipla delle fonti sia pubbliche sia private. E' stata anche una occasione per prendere coscienza dell'importanza di queste acquisizioni per la comprensione del periodo e per la produzione di storia. In effetti, considerate le lacune constatate nei fondi pubblici, le documentazioni raccolte sono apparse come fonti necessarie e addirittura indispensabili su certe tematiche.

Questo multiforme progetto ha dunque permesso di ampliare la visione sia nell'organizzazione del lavoro, sia nella costruzione di relazioni con un pubblico diverso da quello tradizionalmente incontrato.

MAI 68 À L'INSA DE LYON: COMMENT ORGANISER UNE EXPOSITION SANS ARCHIVES INSALIENNES ?

Emilie POIRSON

2018 célèbre le 50^e anniversaire de Mai 68. Je suis la première archiviste de l'INSA et après 3 ans au sein de l'établissement, je me rends compte que je n'ai rien sur cette période. Que s'est-il passé à l'INSA Lyon en mai 68 ? J'interroge ceux que j'appelle affectueusement mes "Papys insaliens". J'apprends que le mouvement Mai 68 est parti de l'INSA Lyon ! Mais je n'ai aucune trace : perte d'archives, destructions sauvages, arriérés d'archives non inventoriés ? Je commence à mener des recherches historiques aux Archives départementales du Rhône et de la Métropole puis dans les archives de la presse locale à la Bibliothèque municipale de Lyon. J'arrive à reconstituer des bribes d'histoire. Je décide de faire, malgré tout, une exposition avec ce que j'ai trouvé. Face à des fonds d'archives lacunaires au sein de mon établissement, je prends la décision de créer un événement sous la forme d'une soirée conférence lors du vernissage de l'exposition. Sont invités un spécialiste de cette période, Vincent PORHEL, maître de conférences en histoire contemporaine ESPE (Ecole supérieure du professorat et de l'éducation)-Lyon1, LARHRA (Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes) et deux anciens étudiants INSA Lyon (Marie-Noëlle MILLE- 1ère année et Francis PITHON- 2^e année en 1968). La soirée est riche en échanges et en émotions. La conférence est filmée. Un des rôles du métier d'archiviste est de communiquer les archives, peu importe finalement la forme ou le support. En partant de rien, j'ai réussi à créer une exposition et une archive historique audiovisuelle, témoins d'une mémoire collective insalienne.

Come organizzare all'Istituto Nazionale di Scienze Applicate (INSA) di Lione una esposizione senza archivi ?

Nel 2018 si celebra il 50^o anniversario del Maggio 68. Sono la prima archivista dell'INSA e dopo tre anni nell'Istituto mi rendo conto che non ho nulla sul quel periodo. Che cosa è successo all'INSA di Lione nel Maggio 68? Interrogo quelli che io chiamo affettuosamente i miei antenati insalini e scopro che il movimento del Maggio 68 è partito proprio dall'INSA di Lione! Ma non ne ho alcuna traccia: si tratta di perdita di archivi, di distruzioni selvagge o di ritardi nell'inventariazione? Inizio a fare ricerche negli Archivi dipartimentali del Rodano e della Città metropolitana, poi negli archivi della stampa locale nella Biblioteca municipale di Lione. Arrivo a ricostruire dei frammenti di storia. Decido di fare, nonostante tutto, una esposizione con quel che ho trovato. A fronte delle lacune nei fondi del mio Istituto, decido di creare un evento in forma di conferenza, la sera dell'inaugurazione della mostra. Sono invitati uno studioso specialista di quel periodo e due ex allievi dell'INSA. Si tratta di Vincent PORHEL, docente in storia contemporanea alla Scuola superiore dell'insegnamento e dell'educazione all'Università di Lione 1, membro del Laboratorio di ricerca storica della regione Rodano-Alpi, e di due ex studenti dell'INSA, Marie-Noëlle MILLE e Francis PITHON rispettivamente al 1^o e al 2^o anno nel 1968. La serata si rivela ricca di interventi e di emozioni. La conferenza è filmata. Uno dei ruoli del mestiere d'archivista è quello di comunicare gli archivi, poco importano la forma o il supporto. Partendo dal nulla, ho creato non solo una esposizione, ma anche un archivio audiovisivo, testimonianze di una memoria collettiva dell'Istituto.

Contexte du projet

L'Institut national des sciences appliquées de Lyon a été créé par la loi du 18 mars 1957.

Jean Capelle, alors recteur, et le philosophe Gaston Berger sont les fondateurs de cette Ecole.

Il aura fallu attendre 2015 pour que le premier poste d'archiviste soit ouvert au concours externe d'ingénieur d'études. A mon arrivée, j'ai trouvé 60 ans d'arriérés, pas de service central d'archives, 60 locaux identifiés répartis dans 43 bâtiments dont un à Oyonnax dans l'Ain. Aujourd'hui, l'INSA Lyon compte 6000 étudiants et 1500 agents.

2018 célèbre le 50ème anniversaire de Mai 68 mais je me rends compte que je n'ai rien sur cette période. Pourquoi ? Perte d'archives ? Destructures sauvages de documents ? Arriérés d'archives non inventoriés ?

Choix délicat de faire une exposition sur Mai 68 à l'INSA Lyon

Mai 68 à Lyon a marqué les esprits. En effet, un évènement dramatique survient la nuit du 24 au 25 mai 1968. Durant cette nuit le commissaire René Lacroix, 51 ans, est mort, renversé par un camion. Le camion fou aurait été lancé par des manifestants en direction des forces de l'ordre lors de violents affrontements et a fini sa course dans un lampadaire sur le pont Lafayette. Cette nuit marque la fin des émeutes à Lyon, cet acte de violence a en effet profondément choqué l'opinion publique.

En septembre 1970, Michel RATON et Marcel MUNCH, deux ouvriers agricoles, comparaissent devant les assises du Rhône. Tous deux sont accusés d'homicide volontaire sur agent de la force publique, pour avoir lancé le véhicule fatal à René Lacroix.

Alors que les deux jeunes gens semblent condamnés, une autre thèse est défendue, celle de la crise cardiaque. En effet, à la barre un ancien interne de l'hôpital où la victime fut transportée témoigne. Ce témoin capital s'est présenté spontanément au tribunal. Selon lui, le policier, cardiaque, comme en atteste un médicament retrouvé sur lui, est décédé d'un infarctus. Il explique que l'effondrement de sa cage thoracique, constaté lors de l'autopsie, est dû à un ultime massage tenté pour le sauver et non à un choc avec le camion comme l'affirmaient les légistes. A la suite de ce témoignage, la cour a acquitté les deux accusés.

Une semaine après le procès de l'affaire, le journal *Canard Enchaîné* jette le trouble en révélant que le jour du drame, un deuxième Lacroix est mort à Lyon, renversé à mobylette par une voiture. Les deux corps auraient pu être intervertis à la morgue, fortuitement ou à dessein, de quoi expliquer les désaccords entre les médecins au procès.

En connaissant l'histoire locale, un accord politique fort était indispensable afin de pouvoir réaliser sereinement cette exposition. L'accord d'Éric MAURINCOMME, alors Directeur de l'INSA Lyon, est demandé. Ce dernier me répond favorablement et m'autorise à réaliser un évènement autour de Mai 68 à l'INSA Lyon.

Cependant, le choix de faire cette exposition sur ce thème est compliqué car je constate que peu de documents sont conservés sur la période Mai 68 à l'INSA Lyon, uniquement de la correspondance et quelques journaux étudiants. Par ailleurs, je n'ai aucun budget alloué pour cette exposition. Je propose alors à mes collègues de la Bibliothèque Marie CURIE de l'INSA Lyon de co-organiser l'exposition, projet auquel elles adhèrent immédiatement.

Peu d'archives à l'INSA Lyon ? Ce n'est pas un problème.

Je commence à interroger ceux que je nomme très affectueusement mes « papys insaliens ». Certains m'expliquent que rien ne s'est passé à l'INSA et pour d'autres, ce fut une période formidable et que le mouvement est parti de l'INSA ! Ces réponses, antagonistes, aiguissent ma curiosité.

L'idée m'est donc venue, dans un premier temps, de chercher des archives en dehors de l'INSA Lyon pour essayer, malgré tout, de retracer l'engagement insalien durant cette époque. J'ai découvert que Monsieur Francis PITHON, ancien étudiant de l'INSA et un des protagonistes de Mai 68 à Lyon avait confié des affiches aux Archives départementales du Rhône et de la Métropole.

Ainsi, des fac-similés de ces affiches ont été réalisés par le service Imprimerie de l'INSA pour l'exposition.

Par ailleurs, ma collègue bibliothécaire Marie-Paule VOÏTA, et moi-même avons effectué des recherches dans la presse locale, conservée à la Bibliothèque municipale de Lyon. Nous avons trouvé la trace de l'INSA Lyon dans les journaux tels que *Le Journal du Rhône*, *La Voix du Rhône* ou bien encore *Le Progrès*.

Une fois ces recherches faites, nous avons suffisamment de matière pour réaliser l'exposition *Mai 68, l'engagement insalien* ».

Quelques objets et documents insaliens collectés

Je retrouve au détour des bureaux quelques objets notamment un écriteau *Visites féminines totalement interdites* installé à l'époque à l'entrée des résidences étudiantes A à F.



Illustration n°1 : écriteau *Visites féminines totalement interdites*

Et quelques documents. Ici, un extrait d'une lettre datant de 1971 :

Il y a sept résidences de jeunes gens et une seule résidence de jeunes filles. Les élèves sont autorisés à circuler librement à l'intérieur de leurs résidences et ont la possibilité de recevoir leurs invités dans leur chambre y compris dans la résidence des jeunes filles ; de ce fait celles-ci, dès leur entrée à l'INSA, devront, être suffisamment informées des problèmes posés par leur grande liberté en milieu mixte.

Une vidéo identifiée sur YouTube

Je fais également des recherches sur Internet et trouve une vidéo sur YouTube de Monsieur Jean-François CULLAFROZ qui interviewe Monsieur Francis PITHON lors de l'exposition « Eclats de Mai 68 » aux Archives départementales du Rhône et de la Métropole le 3 mai 2018.

Après avoir demandé l'accord de l'auteur ainsi que de la personne interviewée, nous avons pu intégrer de la vidéo dans l'exposition.

L'exposition voit le jour le 4 décembre 2018

Après de nombreuses recherches, l'exposition voit le jour le 4 décembre 2018 malgré les difficultés rencontrées. Par exemple, faute de moyens en interne, j'ai créé l'affiche avec un logiciel en ligne (crello.com).

Autre exemple pour illustrer que même avec peu de moyens, on peut donner vie aux documents. Une mise en scène est imaginée avec les objets trouvés fortuitement : une veille chaise, un porte manteau, un ancien combiné téléphonique. Des fac-similés de documents étaient posés sur le bureau, à disposition des visiteurs. Pour l'anecdote, j'ai même surpris, un jour, un lecteur assis au bureau lisant tranquillement son journal dans l'exposition.



Illustration n° 2 : affiche de l'exposition *Mai 1968, l'engagement insalien*

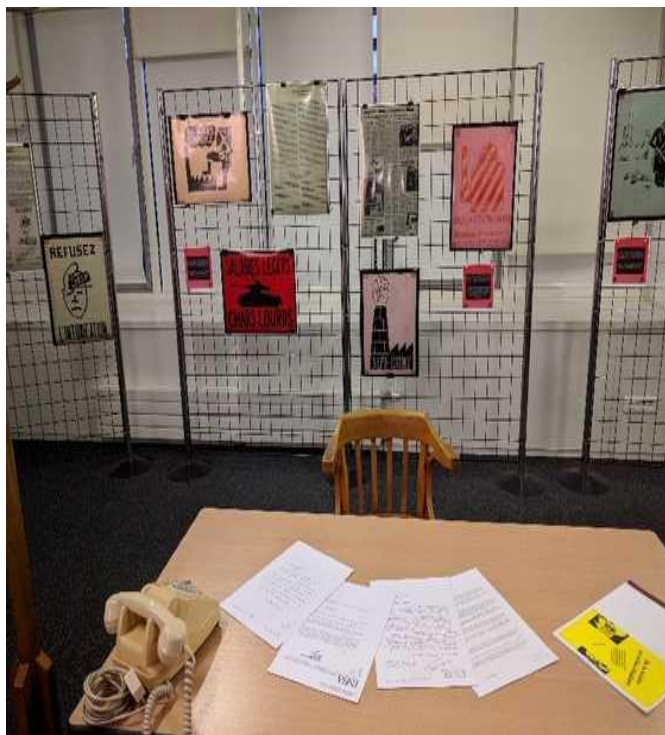


Illustration n° 3 : scénographie de l'exposition *Mai 68, l'engagement insalien*

La soirée conférence : un moment fort

Partant du constat que peu de documents avaient été conservés à l'INSA Lyon, je souhaitais créer un évènement afin de capitaliser les recherches faites. Ainsi, une soirée conférence est organisée avec Vincent PORHEL, maître de conférence en histoire contemporaine, ESPE (Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education) -Lyon1, LARHRA (laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes) et co-auteur de *Lyon 68, deux décennies contestataires*. Lors de la soirée, il contextualise Mai 68 à Lyon.

La deuxième partie de soirée, Madame Marie-Noëlle MILLE en 1ère année et Francis PITHON en 2ème année Chimie en 1968, interviennent pour parler de leurs choix à l'époque : choix de faire leurs études à l'INSA, refus du bizutage, militer pour autoriser les garçons et les filles à se fréquenter dans les résidences, etc.

Deux caméras sont posées et une vidéo de cette soirée est réalisée. L'objectif est de faire découvrir quel a été l'engagement insalien en 68 et de collecter des témoignages grâce à ma collègue archiviste Cammie TALAMONA, qui assure la captation de la soirée en vue de conserver la mémoire de l'évènement Mai 68 à l'INSA. Le film sera versé aux Archives départementales du Rhône au titre d'utilité historique.

En 2019, j'ai le plaisir de constater que tout le travail de recherche et de médiation autour de cette exposition sont exploités. En effet, un étudiant de l'INSA Lyon m'a contacté car il travaille actuellement sur Mai 68 à l'INSA Lyon. Il y a 4 ans, peu de documents auraient pu lui être communiqués. Aujourd'hui, cet étudiant a une bonne base de travail pour mener à bien ses recherches.

Conclusion

Un des rôles du métier d'archiviste est de communiquer les archives, peu importe finalement la forme ou le support. En partant de presque rien, cette exposition a été créée et une archive historique audiovisuelle a été réalisée, témoins d'une mémoire collective insalienne.

Emilie POIRSON,
Responsable du Pôle Management Documentaire et Archives de l'Institut National des Sciences
Appliquées de Lyon (INSA Lyon)
emilie.poirson@insa-lyon.fr

Bibliographie

- Archives départementales du Rhône et de la Métropole, *Affiches de Valdo*, Cote 298J, 2018.
- Audier, S., *La pensée anti-68 : essai sur une restauration intellectuelle*, Paris : la Découverte, 2008, 379 p.
- Auzias, C., *Trimards : «pègre» et mauvais garçons de Mai 68*, Lyon : Atelier de création libertaire, 2017, 490 p.
- Cullafröz, J.-F., Interview de Francis Pithon le 03/05/2018, *Exposition « Eclats de Mai 68 » aux Archives départementales du Rhône et de la Métropole du 02/05/2018 au 27/07/2018*
- Glucksmann, A., *Stratégie de la révolution : introduction*, Paris : Christian Bourgois éditeur, 1968, 127 p.
- Goff (Le) J.-P. et Gèze F., *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris : La Découverte, 2002, 485 p.
- Gruel, L., *La rébellion de 1968 : une relecture sociologique*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2004, 197 p.
- Insatiable (L') (journal des étudiants de l'INSA Lyon), *Il y a 40 an Mai 68*, avril 2008, p. 1
- Insatiable (L') (journal des étudiants de l'INSA Lyon), *Mai 68 et la révolte insalienne*, avril 2018, p. 1
- Journal du Rhône, *Non à la Presse des trusts*, 14/06/1968, [p.2]
- Journal du Rhône, *Trois semaines de luttes étudiantes à Lyon*, 26/05/1968, [p.2]
- Morin E., Lefort C. et Castoriadis C., *Mai 68 : la brèche suivi de Vingt ans après*, Bruxelles : Ed. Complexe, 1988, 212 p.
- Narodetzki, J.-F., *Mai 68 à l'usage des moins de 20 ans*, Arles : Actes Sud, 1998, 200 p.
- Porhel, V., Beraou S., Boyer G., Cullafröz J.-F., Ochandiano (De) J.-L. et Mathieu L., *Lyon 68 : deux décennies contestataires*, 01/12/2017, Lyon : Lieux-Dits, 223 p.
- Progrès (Le), *Aujourd'hui, grève générale des étudiants à Lyon : à l'université, on espérait que le veillée d'armes serait un délai de réflexion salutaire*, 07/05/1968, (non paginé).
- Progrès (Le), *L'imposante manifestation de masse du 13 mai à Lyon*, 15/05/1968, (non paginé).
- Progrès (Le), *La faculté de sciences soumettra lundi en assemblée générale (enseignants et étudiants) son projet de réforme immédiate et ses revendications*, 17/05/1968, (non paginé).
- Progrès (Le), *La manifestation des étudiants lyonnais*, 08/05/1968, (non paginé).
- Progrès (Le), *La situation dans l'enseignement*, 11/06/1968, (non paginé).
- Progrès (Le), *Les étudiants lyonnais ont occupé hier les facultés de droit et de lettres*, 12/05/1968, (non paginé)
- Ross, K., Vignau, A.-L., *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles : Éditions Complexe, 2005, 248 p.
- Rotman, P. et Vassant, S., *La veille du grand soir : mai 68*, Seuil : Delcourt, 2018, 184 p.
- Spin (Le) (journal des étudiants de l'INSA Lyon), 1968.
- Wajnsztein, J., *Mai-68 à Lyon : retour sur un mouvement d'insubordination*, La Bauche : Éditions À plus d'un titre, 2018, 182 p.
- Weber, H., *Que reste-t-il de Mai 68 ? : Essai sur les interprétations des "événements"*, Paris : Seuil, 1998, 216 p.

EN GUISE DE CONCLUSIONL'APPEL À L'HISTOIRE ET AUX PRATIQUES PROFESSIONNELLES,
LES JEUX DE MIROIR
ENTRE LES « TROUS D'ARCHIVES » ET LES « TROUS DE MÉMOIRE »

Marco CARASSI, Sylvie CLAIR,
Gilbert COUTAZ et Jean LUQUET

Les « trous d'archives » font partie de l'histoire des archives. De nombreuses raisons volontaires ou involontaires, délibérées ou cachées, les expliquent. Elles ont été évoquées dans l'introduction, nous ne les répétons pas ici. Les intervenants au Colloque ont apporté leurs réponses, souvent originales, parfois inattendues. Ils couvrent le champ temporel allant du XIII^e siècle à aujourd'hui, ce qui accroît l'intérêt des présentations et permet des comparaisons utiles.

Derrière l'absence physique des documents se profilent des explications historiques, des pratiques professionnelles, la nature des relations de la mémoire avec les archives, la conception des archives par le pouvoir. Mais faut-il encore que ces « trous d'archives » puissent être constatés, puis être mesurés par des sources indirectes, enfin être comblés au besoin !

Innombrables sont les mésaventures auxquelles ont été soumises des archives pourtant vastes et bien organisées, comme c'est le cas de celles des Etats de la Maison de Savoie, analysées par **Erika Cristina**. A crier au scandale ! Ce ne sont pas tellement les incendies, les inondations, les tremblements de terre, les bombardements (quoique les dégâts auraient pu éventuellement être limités par des mesures plus efficaces de protection), mais plutôt les actions délibérées de certains producteurs et conservateurs pour cacher - ou carrément détruire - des témoignages considérés embarrassants. L'histoire de la constitution des fonds est impérativement à considérer pour comprendre leur pertinence et leur contenu. La Maison de Savoie, selon **Paola Caroli**, n'a pas hésité à la fin du XIX^e siècle et encore après, à reconstituer des archives secrètes en privant les Archives d'État de Turin de documents considérés dangereux pour le prestige de la dynastie, sources aujourd'hui en partie perdues pendant leur difficile voyage de retour à Turin via Rome, Cascais et Lausanne.

Il est arrivé aussi parfois qu'un fonds d'archives ait été collecté et organisé avec le dessein de projeter une image plus flatteuse de l'identité de la famille ou du personnage en question. C'est le cas, présenté par **Davide Bobba**, de l'apologie de sa propre famille tentée de bonne foi par le marquis Giuseppe Adolfo, dernier représentant des Roero di Cortanze, en structurant ses archives pour les donner aux Archives d'État d'Asti. Le fait qu'il y a eu quatre donations successives tend à démontrer la volonté de l'archiviste d'État de combler les lacunes. La bonne foi est plus difficile à croire, nous laisse penser **Federica Tammarazio**, lorsque les lacunes des archives coïncident avec des activités politiques qui ont alimenté après coup un sentiment de honte chez le producteur et ses héritiers. Il en va de même avec le fonds du sculpteur et enseignant à l'Académie des beaux-arts Michele Guerrisi, où l'on chercherait en vain tous les documents concernant son rôle au coeur du régime fasciste.

Renzo Iacobucci mentionne des manipulations difficilement évitables dans les archives des architectes, qui réutilisent des dessins et des projets pour des travaux ultérieurs, actions auxquelles s'ajoutent parfois des sélections arbitraires mises en œuvre par le producteur lui-même ou par ceux qui se chargent de donner les archives à un service de conservation historique. Les archivistes se battent pour que les archives courantes et intermédiaires soient sélectionnées de façon rationnelle, mais ceci demande un grand effort de contrôle de l'organisation des fonds, ce qui devient indispensable pour les archives numériques et hybrides.

Trois contributions ont insisté sur cet aspect. L'utilité de ne pas décider les éliminations en focalisant l'attention principalement sur les typologies documentaires, mais plutôt sur les fonctions exercées par les dossiers a été expliquée par **Barbara Kräuchi** et **Guido Koller** des Archives fédérales suisses, une stratégie dénommée depuis 2011 *Evaluation prospective* qui intègre les avis des producteurs et, depuis 2018, ceux du public intéressé, documente le processus de décision et établit des réseaux de rapports entre fonds différents selon la philosophie des *Linked open data*. Il est à noter qu'en raison de l'organisation fédéraliste de la Suisse, la démarche des Archives fédérales reste cantonnée pour l'instant à l'institution.

Une réflexion approfondie menée au niveau national français, qui a abouti au guide de l'évaluation et sélection publié par le Service interministériel des Archives de France, a été commentée par **Marie Claire Pontier**. La doctrine archivistique s'est trop longtemps concentrée sur les durées administratives, et non sur le sort final, elle a omis l'impact d'une décision sur la volumétrie. L'intervenante a aussi évoqué l'utilité d'une vision macro-archivistique par fonctions, afin de faciliter la découverte des redondances, l'intégration d'échantillonnages statistiques et qualitatifs en accord avec les producteurs, l'analyse du degré d'homogénéité des fonds, et la prise en compte des besoins des publics à la fois actuels et, autant que possible, futurs. L'expérience accumulée en pratiquant des échantillonnages bien contrôlés permet d'en améliorer la technique et l'utilité des résultats. Documenter de façon précise les opérations de sélection permet de réévaluer les choix après un certain temps, à la limite pour faire un deuxième tri, ou bien pour réorienter les opérations encore à mener.

Malgré la grande diffusion des archives hybrides ou presque exclusivement numériques, le tri dans ce domaine paraît encore largement exceptionnel. **Antonella Pieri** a fait le point sur la situation en Italie, où les difficultés tiennent à l'insuffisance du classement d'origine, aux abondantes copies des documents, à l'attention portée à l'intégrité et à l'authenticité plutôt qu'à la sélection de masses énormes de données très coûteuses à conserver, ardues à rechercher et d'utilité décroissante. La clé du succès se cache dans la capacité de gouverner sur le cycle de vie des documents, soit sur les étapes du *records management* et le versement dans les archives historiques selon le modèle conceptuel *Open Archival Information System* (OAIS), les métadonnées essentielles qui relient les documents entre eux et aux fonctions auxquelles ils se rapportent. Ainsi on évitera de se prononcer sur le sort de chaque document, en concentrant l'attention sur les dossiers. Certes, pour un exercice efficace de la tutelle sur le patrimoine archivistique, il faudrait doter non épisodiquement les archivistes d'État de compétences spécifiques pour l'analyse des contrats passés entre les bureaux publics producteurs et les entreprises de conservation numérique (chargées du tri) et pour le contrôle de l'application et des conséquences des autorisations d'élimination. Si l'évaluation avec sélection est correctement conduite - elle ne peut pas être d'office automatique -, elle débouchera sur des lacunes proportionnées et raisonnables, sans porter atteinte aux « archives essentielles ».

Reste à considérer le problème de comment s'y prendre avec les lacunes des archives historiques. Archivistes et historiens ont développé plusieurs stratégies pour pallier l'absence de documentation.

Parfois il faut remonter bien loin pour retrouver la trace des sources qui ont été cachées pour les sauver de la destruction. C'est le cas, signalé par **Gabriella Ballesio**, des archives vaudoises confiées à la valise diplomatique de l'envoyé anglais à Turin Morland en 1658 et reconnues récemment à Cambridge parmi les manuscrits de la Bibliothèque universitaire, où elles avaient été dissimulées.

Les lacunes semblent souvent totales, alors qu'en réalité il en reste des miettes qui permettent la patiente reconstruction, ancienne ou moderne. Le dossier présenté par **Valentina Ruzzin** et **Stefano Gardini**, est exemplaire d'une mission médiévale qui remonte à la fin du XIII^e siècle, lorsque archivistes et diplomates génois, chargés par la Commune, recherchent à Rome, dans les archives pontificales, d'autres exemplaires de documents perdus et se font délivrer des copies pour compléter la panoplie essentielle pour la gestion de la politique étrangère et les controverses avec la République rivale de Pise. **Claude-France Hollard** tente aujourd'hui de recomposer les archives de la principauté d'Orange dont les pertes peuvent être évaluées grâce à des notices indirectes, notamment une description du contenu du château qui remonte à 1427. Certains historiens paraissent avoir longtemps ignoré que les archives renvoient à un réseau d'institutions différentes, qui ont été, à un moment ou à un autre, en contact. C'est une manière originale de faire parler les fonds et les inventaires. A titre d'exemple, les archives disparues de la Légation d'Avignon des États pontificaux peuvent être virtuellement en partie reconstituées (établissement de fiches par fonds perdu), d'après l'enquête minutieuse menée par **Bernard Thomas** dans les bibliothèques locales, les archives personnelles de titulaires des charges, les Archives vaticanes et Archives d'État de Rome. Les annotations laissées dans les inventaires sont des indices précieux dans la reconquête d'informations.

Les archives familiales ont été pour ainsi dire appelées aux armes à l'occasion du centenaire de la Grande Guerre pour enrichir de manière significative les sources officielles; **Emmanuelle Combet** a brossé le tableau de la vaste collaboration qui s'est amorcée en Savoie, non seulement afin de trouver et de numériser lettres, mémoires et photos oubliées dans les tiroirs, mais aussi pour les valoriser auprès du grand public. Des aventures semblables ont été évoquées par **Rosanna Cosentino** et **Marinella Bianco**, spécialistes des archives de producteurs textiles. Puisque ces entreprises tendent à sous-estimer la valeur commerciale d'une tradition de qualité qui a traversé le temps, ces archivistes ont rempli les lacunes de façon créative et ont reconstruit un patrimoine perdu en faisant appel aux employés retraités, aux matériaux exhumés dans les marchés aux puces, aux revues féminines et aux archives publiques. Le cas limite d'une exposition d'histoire mise sur pied sans archives est celui d'**Émilie Poirson**, archiviste « héroïquement » engagée dans l'effort de donner, faute de mieux, une mémoire rétrospective à l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon, moyennant la collecte de témoignages oraux et de bribes d'informations récupérées de toutes parts.

Le colloque d'Avignon a enfin, et ce n'est pas son moindre mérite, permis de constater que remédier de quelque manière que ce soit aux lacunes les plus importantes des archives n'est pas seulement un défi culturel, mais aussi un devoir citoyen et de mémoire.

C'est ce qui ressort clairement de la contribution de **Gilbert Coutaz** ; il prend à témoin les affaires récentes qui ont ébranlé l'histoire jusqu'alors consensuelle et lisse de la Suisse (de nombreuses histoires nationales ont été revisitées, ces dernières décennies, sous la pression de la société sur les autorités), comment des « trous de mémoire » se sont combinés avec les « trous d'archives » : dysfonctionnement administratif ; duplicité des autorités ; assentiment de la population ; minimisation des avis critiques ; retard dans le traitement des archives ; insuffisance de la conscience historique. Aujourd'hui, des programmes de recherches historiques, soutenus directement par l'argent public, investiguent les aspects dramatiques et longtemps tus de l'histoire de la Confédération helvétique. Si ceux qui ont été complices de décisions ignobles et de la politique du silence sont désormais dénoncés – ils ne peuvent plus être condamnés parce qu'ils sont morts depuis ou que les crimes sont prescrits –, la recherche patiente et minutieuse de récits dans les archives et auprès des victimes, l'examen critique du fonctionnement des gouvernements et des institutions, en principe chargés de protéger, les enseignements tirés des pratiques professionnelles des archivistes et les retards de l'historiographie sont autant d'éléments qui composent le devoir de mémoire et imposent des obligations morales (la fameuse déontologie !) aux archivistes, celles de témoigner et de se souvenir.

Marco CARASSI

Ancien président de l'Association nationale des archivistes italiens (ANAI)

marco.carassi@hotmail.it

Sylvie CLAIR

Directrice des Archives municipales de Marseille

sclair@marseille.fr

Gilbert COUTAZ

Directeur honoraire des Archives cantonales vaudoises

gilbert.coutaz@citycable.ch

Jean LUQUET

Directeur des archives, du patrimoine et des musées

Conseil départemental de la Savoie

jean.luquet@sfr.fr

INTERVENANT.E.S

Gabriella BALLELIO (Italie)

Courriel: tvarchivio@chiesavaldese.org

Depuis 1990 responsable des Archives de la Table Vaudoise (Torre Pellice/Torino), organisme qui conserve la documentation historique des Églises vaudoises et méthodistes et du protestantisme historique italien, tout en coordonnant le réseau des archives des communautés locales présentes sur le territoire national. Depuis 1998, conservateur des Archives photographiques vaudoises; depuis 1989 membre du Comité directeur de la Société d'études vaudoises, dont elle a été présidente de 2005 à 2018. Elle fait partie de l'Association des archivistes de l'arc alpin occidental dès son premier colloque en octobre 1993.

Marinella Bianco

Courriel: m.bianco@actaprogetti.it

Licenciée ès lettres et diplômée en archivistique, elle est d'abord assistante à la chair e d'histoire médiévale de l'université de Turin. Depuis 1993 elle travaille comme archiviste *free lance* et fonde en 2003 une société professionnelle (<http://www.actaprogetti.it>). Elle est référente régionale de l'Association des archivistes pour les archives de la mode. Elle est spécialisée dans les archives d'entreprises textiles, dont elle fonde le Réseau en province de Biella et en réalise des dizaines de recensements et classements qui font découvrir ce patrimoine aux propriétaires eux-mêmes, <http://www.archivitessili.biella.it>. Elle connaît bien les connexions entre archives, publicités, machines, modèles en papier, photographies, albums d'échantillons, archives du produit. Parmi ses publications, la Collection de cahiers des Archives historiques de l'entreprise *Tollegno 1900* mérite la citation.

Davide BOBBA (Italie)

Courriel: davide.bobba@beniculturali.it

Fonctionnaire archiviste aux Archives d'État d'Asti depuis 2018. Il travaille comme archiviste indépendant en Piémont de 2015 à 2018. Il fait des classements et des inventaires de Sociétés ouvrières de secours mutuel, d'archives municipales et de fonds privés de personnalités académiques. Comme chercheur historien, il travaille dans la même période pour le Musée de la Résistance de Turin à la reconstruction des biographies des Juifs déportés, cités dans les plaques métalliques placées devant les maisons de Turin où ils habitaient. Il participe également en 2017, avec une contribution scientifique et une publication, au Colloque international sur les conséquences archivistiques du traité de paix de 1947 entre la France et l'Italie : D. Bobba, *I fondi dell'Archivio di Stato di Torino ceduti alla Francia. Il trattato di pace di Parigi del 10 febbraio 1947*, Torino, Hapax - Archivio di Stato di Torino, 2017. Sa bibliographie comprend plusieurs essais, entre autres sur l'histoire de l'agriculture et de l'économie forestière et fluviale au XIX^e siècle.

Paola CAROLI (Italie)

Courriel : paola.caroli@hotmail.com

D'abord fonctionnaire archiviste aux Archives d'État de Turin depuis 1983, puis directeur des Archives d'État de Gênes et de Milan et surintendant archivistique pour la Ligurie et le Piémont. Retraitée.

Diplômée en archivistique et licenciée en histoire, entre 2004 et 2014, elle travaille pour le Conseil International des Archives, dont elle préside la Section des archives notariales, tandis qu'elle tient des cours et séminaires d'histoire économique et de didactique du patrimoine culturel pour les universités de Gênes et Turin.

Nombreuses publications sur des sources judiciaires, financières, ecclésiastiques, notariales, topographiques, scientifiques, gestion du patrimoine royal, d'histoire de l'alimentation, d'architecture publique et privée, et sur des problématiques professionnelles d'archiviste. Parmi d'autres, on cite l'essai *L'Archivio della Casa Reale: itinerari e dispersioni delle carte "segrete"*, in "Il Risorgimento", 2001, n. 1, pp. 59-82

Emmanuelle COMBET (France)

Courriel : emmanuelle.combet@yahoo.fr

Titulaire d'un Diplôme d'Études Approfondies (D.E.A.) en histoire contemporaine, option histoire religieuse en 1995, de l'université Lumière – Lyon 2, elle travaille depuis 1998 aux Archives départementales de Savoie, où elle a d'abord été chargée de mission sur les archives contemporaines jusqu'en 2003, puis chargée de mission "nouvelles technologies" de 2003 à 2005; et depuis 2005, responsable de l'unité "service du public".

Gilbert COUTAZ (Suisse)

Courriel : gilbert.coutaz@citycable.ch

Parfait sa formation universitaire, suivie à l'Université de Lausanne, à l'*Institut für österreichische Geschichtsforschung*. Il a été directeur successivement des Archives de la Ville de Lausanne (1981-1995) et des Archives cantonales vaudoises (1995-2019). Il a présidé l'Association des archivistes suisses, entre 1997 et 2001, après avoir été membre du Comité directeur de la Section des Associations professionnelles d'archivistes du Conseil international des archives, entre 1992 à 2000. Membre de plusieurs comités de sociétés d'histoire dont il a assuré la présidence, il a été conseiller scientifique pour le canton de Vaud du *Dictionnaire historique suisse*, entre 1991 et 2014. Il a enseigné l'archivistique aux universités de Berne et de Lausanne, entre 2006 et 2014, dans le cadre du *Master of Advanced Studies in Archival, Library and Information Science* (MAS ALIS). Auteur de nombreux travaux en archivistique et en histoire. Membre d'honneur, depuis le 12 septembre 2019, de l'Association des archivistes suisses et le 5 septembre 2020, de la Société d'histoire vaudoise et d'archéologie.

Rosanna COSENTINO (Italie)

Courriel: r.cosentino@actaprogetti.it

Licenciée de l'université de Turin et diplômée en archivistique, elle a travaillé comme archiviste indépendante de 1993 à 2003, lorsqu'elle fonde la Société Acta progetti (<http://www.actaprogetti.it>). Elle s'y occupe d'archives à 360°: recensements, classements, valorisation, gestion, consultations, formation en faveur des archives historiques et courantes d'organismes publics et privés, associations, instituts culturels, écoles et entreprises. Elle est spécialiste des archives religieuses, personnelles et de santé. Auteur d'essais sur des publications monographiques et revues d'archivistique. Elle a été rapportrice lors de plusieurs colloques scientifiques et enseignante, à l'occasion des cours de formation organisés par sa société.

Erika CRISTINA (Italie)

Courriel: erika.cristina@beniculturali.it

Archiviste d'État depuis 2018 auprès des Archives d'État de Turin. Licenciée à Turin en muséologie et histoire du collectionnisme, spécialisée à Gênes en patrimoine artistique. Diplômée en archivistique, elle travaille de 2007 et 2017 comme archiviste indépendant pour l'Académie des beaux-arts de Turin, les Archives historiques de l'Ordre des Saints-Maurice-et-Lazare, le Centre de conservation et restauration de la *Venaria Reale*. Parmi ses publications, plusieurs études sur les archives de l'Ordre de Saint-Maurice.

Stefano GARDINI (Italie)

Courriel: stefano.gardini@beniculturali.it

Fonctionnaire archiviste auprès des Archives d'État de Gênes, auparavant chercheur en archivistique à l'université de Gênes, il s'est occupé principalement d'histoire de la formation des fonds des magistratures de la République de Gênes aux XVIII^e et XIX^e siècles en publiant plusieurs essais de thématiques variées (<https://independent.academia.edu/StefanoGardini>).

Claude-France HOLLARD (France)

Courriel : hollard.simoni@laposte.net

Conservateur en chef honoraire du patrimoine

1966 Thèse d'École des chartes : *Les Hospitaliers de Saint-Jean-de Jérusalem dans le Sud Est de la France au XIV^e siècle*

1966-1976 : Conservateur aux Archives nationales

1976-2005 : Conservateur aux archives de Vaucluse

En 2001, publication des *Cartulaire et chartes de la commanderie de l'Hôpital de Saint-Jean de Jérusalem d'Avignon au temps de la commune (1170-1250)*, CNRS Editions, 2001.

Renzo IACOBUCCI (Suisse / Italie)

Courriel : renzo.iacobucci@usi.ch

Docteur en paléographie grecque et latine (2008-2011, Université de Rome, La Sapienza), il est diplômé en philologie romane (2002, Université de Rome, Tor Vergata) et en paléographie latine (2005, École Supérieure pour Archivistes et Bibliothécaires, Université de Rome La Sapienza). Il est titulaire d'un diplôme postuniversitaire de spécialisation de conservateur de fonds d'archives et de bibliothèques de la civilisation médiévale (2008, Université de Cassino, thèse en paléographie latine). De 2006 à 2017, il a été collaborateur de l'École supérieure pour Archivistes et Bibliothécaires à l'Université de *La Sapienza* de Rome, d'abord comme amateur éclairé en paléographie latine (2006-2012), puis comme maître de conférences en codicologie (2012-2017). De 2004 à 2012, il a travaillé à Rome, au nom de la société de services d'archives *Memoria* pour des archives historiques (16^e-19^e siècle) et intermédiaires (20^e-21^e siècle) appartenant des à des institutions italiennes publiques et privées. Depuis 2012, il est chercheur archiviste à l'Archivio del Moderno (Université de la Suisse italienne, Académie d'architecture) où il exerce également les fonctions de coordinateur des archives. Il a publié des essais sur des sujets paléographiques et archivistiques au sein de monographies et de revues spécialisés.

Guido KOLLER (Suisse)

Courriel : guido.koller@bar.admin.ch

Lebenslauf Ausbildung : Historiker / Dr. Phil. Hist. Berufliche Stationen: 2011 Bundesarchiv / Senior Historian 2006 Bundesarchiv / Direktionsadjunkt 2003 Bundesarchiv / Co-Chef Sektion Vermittlung 1999 Bundesarchiv Informationsbeauftragter 1996 Bundesarchiv Direktionsstab „Zweiter Weltkrieg“ 1995 / 1996 Forschungsauftrag Bund « Flüchtlingspolitik Zweiter Weltkrieg » 1993 Stadt Bern, Schuldirektion: Projektleitung 1990 Schweizerische Flüchtlingshilfe (SFH): Länderexperte Sri Lanka

Ausgewählte Veröffentlichungen • *Fluchtort Schweiz – Schweizerische Flüchtlingspolitik (1933–1945) und ihre Nachgeschichte*, Stuttgart, 2018 • *Geschichte digital, Historische Welten neu vermessen*, Stuttgart, 2016 • *Geschichte der modernen Verwaltung*“, Anthologie, Living Books of History, Bern 2015 • « Forget it!? Erinnerung und historische Sinnbildung in der ‘breiten Gegenwart’ », Referat, Zeit-Geschichte-Unterricht, Kolloquium, Pädagogische Hochschule, Luzern, 7. November 2014 • « Wenn Berge zu Tale stürzen: les sources du climat et de l’environnement de l’État fédéral suisse », in: *La Gazette des Archives*, N° 230, 2013 • « Jean Ziegler und das Erfinden der Vergangenheit – Die Geschichte der Erinnerung an ein Zugunglück », in: „... denn es ist alles wahr.“, *Erinnerung und Geschichte, 1939–1999*, Bundesarchiv Dossier 11, Bern 1999 • « Entscheidungen über Leben und Tod, Die behördliche Praxis in der schweizerischen Flüchtlingspolitik während des Zweiten Weltkrieges », in: *Studien und Quellen, Zeitschrift des Schweizerischen Bundesarchivs*, 22, *Die Schweiz und die Flüchtlinge 1933–1945*, Bern 1996

Barbara KRAÜCHI (Suisse)

Courriel : barbara.kraeuchi@bar.admin.ch

Informationsspezialistin FH (MAS ISc), Hochschule für Technik und Wirtschaft Chur.

- « 1992 : Bibliothèque universitaire de Berne, bibliothécaire ;
- « 1995 : Direction du développement et de la coopération, documentaliste ;
- « 1996 : Bibliothèque nationale suisse, responsable des formations en infodoc ;
- « 2003 : Association des bibliothèques et des bibliothécaires suisses, secrétaire générale ;
- « 2009 : Archives fédérales suisses, senior consultante Gestion de l'information et évaluation.

Antonella PIERI (Italie)

Courriel: antonella.pieri@beniculturali.it

Archiviste d'État auprès de la Surintendance archivistique et bibliographique du Piémont et Val d'Aoste.

Après un cursus d'études de sciences politiques et administratives, elle travaille d'abord pour une fondation de recherche dans le domaine des politiques culturelles publiques ; entre 1997 et 2009, elle est archiviste en charge des Archives municipales de Moncalieri près de Turin. En 2010 elle devient fonctionnaire archiviste aux Archives d'État de Turin et depuis 2012 à la Surintendance archivistique du Piémont et Val d'Aoste. Elle fréquente en 2018 le Master en "Formation, gestion et conservation des archives numériques publiques et privées" de l'université de Macerata.

Marie-Claire PONTIER (France)

Courriel : marieclaire.pontier@departement13.fr

Archiviste-paléographe, conservateur général du patrimoine et directrice des Archives départementales des Bouches-du-Rhône depuis 2014, après avoir dirigé les Archives départementales des Deux-Sèvres puis du Gard.

Emilie POIRSON (France)

Courriel : emilie.poirson@insa-lyon.fr

Archiviste puis formatrice chez Lifing, société spécialisée dans l'optimisation et la gestion des fonds d'archives à forte valeur, de janvier 2007 à février 2010, puis archiviste-documentaliste ACR Réseaux d'information Hautecourt-Romanèche, elle est depuis novembre 2015 responsable du pôle Management documentaire et archives de l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon Villeurbanne.

Valentina RUZZIN (Italie)

Courriel: valentina.ruzzin@unige.it

Archiviste, chargée de cours d'histoire et formes du document (diplomatique) à l'université de Gênes, elle a étudié particulièrement la production documentaire notariale des domaines privé et judiciaire dans une perspective de temps long (XII^e- XV^e siècles). Elle est membre de l'Association italienne des paléographes et diplomatistes ainsi que du Centre inter-universitaire *Notariorum Itinera*.

Federica TAMMARAZIO (Italie)

Courriel: ftammarazio@gmail.com

Licenciée en histoire de l'art de l'Université de Turin, docteur en sciences humaines à l'Université de Gênes, d'abord journaliste et organisatrice de soirées culturelles dans le domaine des arts contemporaines, enseignante dans les lycées, réalisatrice de projets didactiques pour les écoles et de valorisation de sources archivistiques pour un public âgé, diplômée en archivistique aux Archives d'État de Turin, auteur d'essais sur les statuts municipaux, collaboratrice des Archives historiques de la Table Vaudoise, des Archives de l'Université de Gênes, assistante à la chaire d'histoire de l'art de l'Université de Turin, organisatrice et collaboratrice d'expositions, engagée dans le classement et l'étude d'archives d'artistes et de leurs collections. Nombreuses publications scientifiques.

Bernard THOMAS (France)

Courriel : bernard.thomas@vaocluse.fr

Archiviste aux Archives départementales de Vaucluse depuis 1983 (chargé d'études documentaires principal de 1^e classe), chargé des archives anciennes, notariales et privées, il effectue des travaux de classement de fonds, et gère la bibliothèque du service. À son actif, il a plus d'une cinquantaine de répertoires de fonds d'archives anciennes, notariales et privées (dactylographiés et sous version numérique) dont les fonds concernant l'administration des anciens états pontificaux du Comtat et d'Avignon, avec la publication en particulier de l'inventaire du fonds de la Légation d'Avignon ; il assure la responsabilité de l'état général des fonds et supervise l'ensemble des instruments de recherche mis en ligne.

Très actif au sein des sociétés savantes locales, il a écrit une vingtaine d'articles consacrés à l'histoire d'Avignon, du Comtat Venaissin, de la principauté d'Orange, et aux institutions des États pontificaux, publiés dans des revues savantes (*Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, *Provence historique*, *Annales du Midi*, *Mélanges de l'École française de Rome*), ou dans des actes de congrès et colloques de sociétés historiques.